

1101 / Liqui / 1

Ins

Institut International
de Coopération Intellectuelle

(doubles des documents)

Communiqué à l'Assemblée,
au Conseil et aux Membres
de la Société.

A.1/6.1946

Genève, le 11 avril 1946.

SOCIETE DES NATIONS

VINGT ET UNIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE

PREMIERE COMMISSION

PROJET DE RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE CONCERNANT LA DISSOLUTION
DE LA SOCIETE DES NATIONS

présenté par la Délégation du Royaume-Uni (point 15 de l'ordre
du jour de l'Assemblée).

L'Assemblée de la Société des Nations,

Considérant qu'à des fins de même nature que celles pour
lesquelles la Société des Nations avait été instituée, la Charte des
Nations Unies a créé une organisation internationale appelée "Les
Nations Unies", dans laquelle tous les Etats peuvent être admis en
qualité de membres, aux conditions prescrites par la Charte, et dont
la grande majorité des Membres de la Société font déjà partie,

Désirant favoriser, autant qu'il est en son pouvoir, la
poursuite, le développement et le succès de la coopération interna-
tionale sous la nouvelle forme adoptée par les Nations Unies,

Considérant que, la nouvelle organisation ayant assumé
ses fonctions, la Société des Nations peut être dissoute, et

Considérant qu'aux termes de l'article 3, paragraphe 3, du
Pacte, l'Assemblée connaît de toute question qui rentre dans la sphère
d'activité de la Société des Nations,

Adopte la résolution suivante :

DISSOLUTION DE LA SOCIETE DES NATIONS.

1. (1) Dès le lendemain de la clôture de la présente
session de l'Assemblée, la Société des Nations cessera d'exister
sauf, toutefois, pour la liquidation de ses affaires qui s'opérera de
la manière prévue dans la présente résolution.

(2) La liquidation s'effectuera aussi rapidement que
possible et le Comité de Liquidation visé au paragraphe 2 notifiera
à tous les Membres la date à laquelle elle sera terminée.

2. (1) L'Assemblée désigne les personnes énumérées à
l'Annexe 1 pour constituer un "Comité de Liquidateurs", ci-après dé-
signé sous l'appellation de "Comité", qui représentera la Société en
vue d'effectuer sa liquidation. Sous réserve des dispositions de
la présente résolution (et des autres décisions pertinentes prises
par l'Assemblée au cours de la présente session), le Comité aura
pleins pouvoirs pour donner les instructions, conclure les accords
et prendre toutes les mesures qu'il considérera appropriés aux fins
de la liquidation.

(2) Si un siège de membre du Comité devient vacant, il sera pourvu d'un titulaire par voie de cooptation. Toutefois, tant que le nombre des membres ne sera pas inférieur à trois, le Comité aura la faculté de ne pas pourvoir aux sièges devenus vacants.

(3) Le Comité élira son président et son vice-président et adoptera son règlement intérieur. Trois membres constitueront le quorum et toutes les décisions seront prises à la majorité.

(4) Les membres du Comité auront droit à des indemnités de déplacement et à des indemnités journalières selon le barème actuellement en vigueur pour les membres des commissions de la Société et leurs services seront rémunérés au taux de 2.000 francs suisses par mois.

(5) Dans l'exercice de leurs fonctions, les Membres du Comité seront considérés comme des agents de la Société des Nations au sens de l'article 7 du Pacte.

(6) Les dépenses du Comité pour l'année 1946 seront imputées sur le budget du Secrétariat pour ladite année et, si le Comité demeure en fonctions pendant l'année 1947, il est autorisé à couvrir ses dépenses par des prélèvements sur le Fonds de Garantie.

3. Le Secrétaire Général p.i. sera responsable envers le Comité. Le mandat du Secrétaire général p.i. prendra fin quand la liquidation sera terminée. Au cas où, pour une raison quelconque, il cesserait d'exercer ses fonctions, le Comité désignera une autre personne pour les remplir.

4. (1) Les fonctionnaires du Secrétariat seront licenciés aussi rapidement que possible, conformément aux règles applicables, compte tenu : a) de leurs droits aux termes de leur contrat d'engagement, b) du fait qu'il est désirable de maintenir le fonctionnement des départements et services du Secrétariat dans la mesure nécessaire pour permettre aux Nations Unies de reprendre dans les meilleures conditions possibles les activités jusqu'ici exercées par la Société et dont elles désirent se charger, ainsi que les avoirs matériels qui leur seront transférés.

(2) Le Comité peut faire appel à l'assistance d'experts étrangers au Secrétariat. Il doit, dans les cas difficiles, pouvoir obtenir l'avis des meilleurs experts.

5. L'assemblée approuve le "Projet commun pour le transfert des avoirs de la Société des Nations" (document A.8. 1946.X. pages 3 et 4), établi conjointement par un Comité des Nations Unies et par la Commission de contrôle, agissant respectivement au nom des Nations Unies et de la Société des Nations et approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 février 1946, et décide qu'il y sera donné suite de la manière indiquée dans le rapport de la Commission des Finances (document A)

6. Aucune disposition de la présente résolution ne libère les Membres actuels ou les anciens Membres de la Société des Nations de toute dette dont ils peuvent être redevables envers celle-ci, au titre du budget de 1946 ou de budgets antérieurs, ou encore en vertu d'accords avec la Société des Nations ou de quelque autre manière que ce soit. Toutefois, le Comité peut, lorsqu'il l'estime justifié, prendre, avec tout gouvernement débiteur, un arrangement prévoyant le versement d'une somme inférieure au montant dû, à la condition que ladite somme ou les versements échelonnés convenus soient réglés aussi rapidement que possible. Le rapport prévu au paragraphe 20 donnera le détail des dettes qui auront été intégralement recouvrées, de celles qui auront fait l'objet d'un arrangement et, le cas échéant, de celles sur lesquelles aucun versement n'aura été effectué. L'Organisation Internationale du Travail pourra percevoir toute somme due au titre du budget de l'Organisation Internationale du Travail qui ne serait pas versée avant l'achèvement de la liquidation de la Société des Nations.

7. Tout solde en caisse résultant de la liquidation sera réparti entre les Membres de la Société des Nations de la manière exposée dans le rapport de la Commission des Finances (document A)

8. Le Commissaire aux comptes de la Société des Nations restera en fonctions jusqu'à ce qu'il ait vérifié les comptes clos définitifs de la Société des Nations et du Comité de liquidateurs et établi à ce sujet un rapport qui sera communiqué aux Membres de la Société des Nations. Si, pour une raison quelconque, le Commissaire aux comptes n'était pas en mesure de remplir ses fonctions, le Comité nommerait un autre Commissaire.

9. Le Comité présentera un rapport trimestriel sur l'état de ses travaux et il prendra en considération toute observation faite à ce sujet par les Membres de la Société des Nations.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

10. La présente résolution ~~ne préjuge en~~ aucune manière ni la continuation du Bureau international du Travail, ni les mesures que l'Organisation internationale du Travail a déjà prises ou prendra ultérieurement pour apporter à sa constitution tels changements qui peuvent être nécessaires à raison de la dissolution de la Société des Nations.

11. Les sommes perçues pour les dépenses du Bureau international du Travail au titre du budget de 1946 demeurent disponibles à cette fin jusqu'au 31 décembre 1946 et après cette date.

12. Le Comité transférera, en temps voulu, à l'Organisation internationale du Travail la quote-part qui revient à celle-ci dans le Compte pour les travaux de réfection et dans tout autre fond où elle peut posséder une part.

13. Un accord conférant à l'Organisation internationale du Travail la pleine et entière propriété du terrain et des bâtiments à présent occupés par elle sera conclu entre le Secrétaire général p.i. de la Société des Nations et le Directeur p.i. de l'Organisation internationale du Travail. Toutes les mesures qui, d'après le droit en vigueur dans la République et Canton de Genève ou dans la Confédération suisse, sont nécessaires pour donner effet à l'accord, seront prises aussitôt que possible.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF.

14. La présente résolution apporte au Statut du Tribunal administratif de la Société des Nations les amendements suivants :

(1) Les mots "Tribunal administratif de la Société des Nations" seront, dans le titre et le texte du Statut et du Règlement, remplacés par les mots "Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail".

(2) Le paragraphe 1 de l'article 3 est modifié comme suit:

(i) Le Tribunal comprend trois juges titulaires et trois juges suppléants dont chacun doit appartenir à une nationalité différente.

(ii) Sous réserve des dispositions figurant sous (iii) ci-dessous, les juges titulaires et les juges suppléants sont nommés par l'organe compétent de l'Organisation internationale du Travail.

(iii) Les mandats des juges titulaires et des juges suppléants en fonctions au 1er janvier 1940 seront censés être venus simultanément à expiration le (date des nouvelles nominations par l'Assemblée); pour la période d'un an à compter de cette dernière date et ultérieurement, sauf décision contraire de l'organe mentionné sous (ii) ci-dessus, les juges titulaires et les juges suppléants seront les personnes que l'Assemblée de la Société des Nations aura désignées à ce titre à la date en question.

(3) A compter du 31 octobre 1946 * mais toujours sous réserve de l'alinéa (4) ci-dessous, le

* Note: Cette date a été choisie de manière à donner assez de temps pour juger tout différend surgissant à l'occasion des lettres notifiant aux fonctionnaires du Secrétariat qu'ils seront licenciés le 31 juillet 1946. Dans l'hypothèse peu vraisemblable où il se produirait un différend entre l'Administration et les fonctionnaires restant en service après le 31 juillet et qui ne seront engagés qu'à titre temporaire, le Comité des Liquidateurs pourrait certainement trouver une solution juste et équitable.

Tribunal administratif n'aura pas compétence pour connaître a) des requêtes concernant la non-observation soit du contrat d'engagement d'un fonctionnaire du Secrétariat, soit du Statut du personnel du Secrétariat, b) de litiges ayant trait aux indemnités prévues par les articles 45 ou 70 du Statut du personnel du Secrétariat ou c) de requêtes concernant la non-observation des dispositions de l'article 1 du Règlement de la Caisse des pensions du personnel, dans la mesure où le dit article prévoit que des personnes nommées à titre de fonctionnaires du Secrétariat ou du Greffe de la Cour permanente tombent sous le coup dudit Règlement; par ailleurs, le Tribunal gardera les compétences que lui confèrent actuellement son Statut, ainsi que l'article 26 du Règlement des pensions du personnel.

- (4) Les affaires qui auront déjà été transmises au Greffier du Tribunal seront entendues et jugées malgré les dispositions de l'alinéa (2).
- (5) Afin de permettre à l'Organisation internationale du Travail de faire apporter par son organe compétent les modifications au Statut que nécessitent les alinéas (1) et (2) ci-dessus, ainsi que tout autre amendement qu'elle pourra à l'occasion juger souhaitable, le troisième paragraphe de l'article 12 du Statut est modifié comme suit:

"Le présent Statut demeurera en vigueur tant qu'il plaira à la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail. Il pourra être amendé par la Conférence ou par tout autre organe de l'Organisation que la Conférence pourra désigner".

CAISSE DES PENSIONS

14. (1) Sous réserve de l'accord de l'Organisation internationale du Travail, les mesures ci-après seront prises en ce qui concerne la Caisse des Pensions du personnel:

- a) L'Organisation internationale du Travail effectuera les paiements incombant à la Société des Nations aux termes de l'article 7 du Règlement de la Caisse des Pensions du personnel et, sous réserve des dispositions de la lettre c) ci-dessous, prendra à sa charge la garantie donnée par la Société des Nations aux termes de l'article 13 du dit Règlement.
- b) Les fonds accumulés dans la Caisse (y compris les sommes y ajoutées par l'Assemblée à sa présente session) seront transférés à l'Organisation internationale du Travail pour être employés conformément au Règlement de la Caisse.

- c) La Caisse continuera à verser aux fonctionnaires retraités du Secrétariat et du Greffe de la Cour permanente, à leurs veuves et à leurs enfants, les sommes ou prestations que leur doivent les Caisses; mais, si ces paiements entraînent pour la caisse un déficit qui doit être couvert par des contributions supplémentaires de l'Organisation internationale du Travail, ces contributions seront réparties entre les Etats Membres de l'Organisation qui étaient Membres de la Société des Nations à la date de la présente résolution, au prorata de leur contribution aux autres dépenses du Bureau International du Travail, qui sera proportionnellement majorée.
- d) Afin de permettre à l'Organisation internationale du Travail d'amender le Règlement de la Caisse et, en particulier, d'y apporter les modifications rendues nécessaires par la dissolution de la Société des Nations et de la Cour permanente, la dernière phrase de l'article 31 dudit Règlement est amendée comme suit;

"Le présent Règlement pourra être amendé par l'autorité financière compétente de l'Organisation internationale du Travail".

Cet amendement n'entrera en vigueur que lorsque l'Organisation internationale du Travail aura accepté les dispositions du présent alinéa.

(2) Si l'Organisation internationale du Travail n'accepte pas les dispositions de l'alinéa (1) ci-dessus, le Comité de liquidateurs prendra les mesures qui lui paraîtront les mieux appropriées pour remplir les droits des bénéficiaires de la Caisse et il pourra, à cette fin, modifier ou annuler tout ou partie du Règlement de la Caisse.

16. Tout excédent subsistant après le règlement de toutes les créances sur la Caisse des Pensions du Personnel appartiendra à l'Organisation internationale du Travail si elle a accepté de gérer ladite Caisse.

17. (1) Le Règlement pour l'administration du Fonds de pensions des Membres de la Cour de Justice internationale est abrogé par les présentes.

(2) Si l'Organisation internationale du Travail y consent, la charge de la gestion du Fonds, augmenté par l'Assemblée au cours de la présente session, ainsi que celle du paiement des pensions, seront transférées à ladite Organisation aux conditions suivantes: a) si le Fonds s'avère insuffisant pour les fins auxquelles il est destiné, seuls les Membres de l'Organisation qui sont actuellement Membres de la Société des Nations contribueront à combler le déficit, qui sera réparti entre eux et ajouté à leur

contribution dans la proportion où lesdits Membres contribuent aux autres dépenses de l'Organisation internationale du Travail; b) tout excédent subsistant lorsque les pensions des Juges auront cessé d'être exigibles appartiendra à l'Organisation internationale du Travail.

(3) Si l'Organisation internationale du Travail n'accepte pas la proposition ci-dessus, le Comité prendra, en ce qui concerne la gestion du Fonds et le paiement des pensions ou l'achat de rentes annuelles pour les Juges, les dispositions qui lui paraîtront possibles.

18. (1) A compter de l'entrée en vigueur de la présente résolution, le Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations ne s'appliquera que dans la mesure où il concerne l'Organisation internationale du Travail ou, de l'avis du Comité, intéresse la liquidation.

(2) L'article 51 dudit Règlement est, par les présentes, amendé comme suit:

"Le présent Règlement peut être amendé par les autorités financières compétentes de l'Organisation internationale du Travail".

19. Sous réserve du maintien des droits à remboursement détenu par les Etats possédant une quote-part dans le Compte d'avances, la totalité du solde de ce Compte à la date du.... sera transférée à l'Organisation internationale du Travail pour être utilisée par elle comme Compte d'avances.

Article final.

20. Dès que sa mission sera accomplie, le Comité établira et publiera un rapport qui sera adressé aux gouvernements des Membres de la Société; il y fera un exposé complet des mesures prises et prononcera sa propre dissolution. Dès la dissolution du Comité, la liquidation sera considérée comme achevée et aucune nouvelle revendication ne sera reconnue à l'encontre de la Société des Nations.

contribution dans la proportion de leurs Membres contribuant aux autres dépenses de l'Organisation internationale du Travail; d) tout excédent appartenant lorsque les pertes des autres années sont d'ordre négatif appartenant à l'Organisation internationale du Travail.

(3) Si l'Organisation internationale du Travail n'accepte pas la proposition ci-dessus, le Comité prendra en ce qui concerne la gestion du Fonds et le paiement des pertes ou l'achat de rentes annuelles pour les années, les dispositions qui lui paraîtront possibles.

18. (1) A compter de l'entrée en vigueur de la présente résolution, le Règlement concernant la gestion des Trésoreries de la Société des Nations ne s'appliquera que dans la mesure où il concerne l'Organisation internationale du Travail ou de l'avis du Comité, intéressé la liquidation.

(2) L'article 51 du dit Règlement est, par les présentes, amendé comme suit:

"Le présent Règlement peut être amendé par les autorités compétentes de l'Organisation internationale du Travail".

19. Sous réserve du maintien des droits à remboursement dévolus par les Etats possédant une quote-part dans le Fonds d'avances, la totalité du solde de ce Fonds à la date de la présente résolution sera transférée à l'Organisation internationale du Travail pour être utilisée par elle comme Compte d'avances.

Article final.

20. Dès que sa mission sera accomplie, le Comité établit et publiera un rapport qui sera adressé aux Gouvernements des Membres de la Société; il y fera un exposé complet des mesures prises et prononcées en propre dissolution. Dès la dissolution du Comité, la liquidation sera considérée comme achevée et aucune nouvelle revendication ne sera présentée à l'encontre de la Société des Nations.

A.I/5.1346

Genève, le 11 avril 1946.

SOCIETE DES NATIONSVINGT ET UNIEME SESSION DE L'ASSEMBLEEPREMIERE COMMISSIONBUREAUX INTERNATIONAUX ET AUTRES ORGANESPLACES SOUS L'AUTORITE DE LA SOCIETE DES NATIONSOU AYANT DES RELATIONS AVEC CETTE INSTITUTIONNote du Secrétaire général p.i.

L'objet de la présente note est de permettre à la Commission I d'examiner s'il y a lieu de prendre certaines mesures en ce qui concerne les Bureaux et autres organes placés sous l'autorité de la Société des Nations ou ayant des relations avec cette Institution.

A. BUREAUX INTERNATIONAUX

Cinq bureaux ont été placés sous l'autorité de la Société des Nations, conformément aux dispositions de l'article 24 du Pacte, dont le paragraphe premier est ainsi conçu :

"1. Tous les bureaux internationaux antérieurement établis par traités collectifs seront, sous réserve de l'assentiment des Parties, placés sous l'autorité de la Société. Tous autres Bureaux internationaux et toutes commissions pour le règlement des affaires d'intérêt international qui seront créés ultérieurement seront placés sous l'autorité de la Société."

Ce sont :

- 1o Le Bureau international d'Information et d'Etude sur l'Assistance aux Etrangers, Paris,
(placé sous l'autorité de la Société des Nations le 27 juin 1921); (1)
- 2o Le Bureau hydrographique international, Monaco,
(placé sous l'autorité de la Société des Nations le 2 octobre 1921); (2)

-
- (1) Journal officiel de la Société des Nations, procès-verbal de la 13ème session du Conseil, page 759.
 - (2) Journal officiel de la Société des Nations, procès-verbal de la 14ème session du Conseil, page 117.

- 3°. Le Bureau central international pour le Contrôle du Commerce des Spiritueux en Afrique, Bruxelles, (placé sous l'autorité de la Société des Nations le 11 janvier 1922); (1)
- 4°. La Commission internationale de Navigation aérienne, Paris (2)
- 5°. Le Bureau international des Expositions, Paris, (placé sous l'autorité de la Société des Nations le 20 mai 1931) (3)

Autorité de la Société et rapports des Bureaux avec les organes de la Société.

En pratique, l'"autorité" exercée par la Société des Nations sur ces bureaux a consisté d'une part à recevoir des renseignements sur leur activité et, d'autre part, le cas échéant, à leur demander des avis techniques (4)

En matière financière, les cinq Bureaux sus-mentionnés ont des finances indépendantes. Leur budget n'est pas soumis au contrôle des organes compétents de la Société.

La rupture des liens existant entre la Société des Nations et les dits bureaux n'affectera en rien leur fonctionnement. L'Assemblée voudra peut-être décider de les remercier de la collaboration qu'ils ont apportée à la Société et les informer qu'ils cessent d'être placés sous l'autorité de celle-ci.

B. Instituts.

Trois "Instituts" ont été placés sous l'autorité de la Société; ce sont:

- 1°. l'Institut international de Coopération intellectuelle (1924), Paris;
- 2°. l'Institut international du Cinématographe éducatif (1928), Rome;
- 3°. l'Institut international pour l'Unification du Droit privé (1928), Rome.

(1) Journal officiel de la Société des Nations. Procès-verbal instituant le Bureau central international de la 16ème session du Conseil, page 91. La Convention signée le 10 septembre 1919 a été enregistrée à la Société des Nations. (Recueil des Traités, Vol.8, page 11).

(2) La Convention instituant la Commission signée à Paris le 13 octobre 1919 et le protocole additionnel du 1er mai 1920 ont été enregistrés à la Société des Nations. (Recueil des Traités, Vol.11, page 173).

(3) Journal officiel de la Société des Nations, 63ème session du Conseil, page 1110.

(4) Cf notamment du rapport adopté par le Conseil le 7 juin 1928. (Journal Officiel, 50ème session du Conseil, page 899).

Les deux derniers instituts ne sont mentionnés que pour mémoire.

L'Institut international du Cinéma éducatif, offert par le Gouvernement italien en 1927 a été supprimé par le même Gouvernement à la fin de 1937. Les attributions de l'Institut relatives à l'application de la Convention de 1933 pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif ont été alors transférées à la Commission de Coopération intellectuelle en vertu d'un procès-verbal signé à Genève le 12 septembre 1938 et entré en vigueur le 28 août 1939.

L'Institut international pour l'Unification du Droit privé a été créé par une Convention signée en avril 1926 par le Président du Conseil et le Gouvernement italien. Cette Convention ayant été dénoncée par le Gouvernement italien, le 27 décembre 1937, les liens juridiques entre l'Institut et la Société des Nations ont été rompus le 20 avril 1940 (1).

L'Institut international de Coopération intellectuelle est actuellement le seul Institut lié juridiquement à la Société des Nations.

Jusqu'à 1939, le fonctionnement de l'Institut dépendait uniquement des accords du 8 décembre 1924 entre le Gouvernement français qui avait offert l'Institut et le Conseil de la Société qui avait accepté qu'il fût mis à la disposition de la Société des Nations (2).

Le 5 décembre 1939 est entré en vigueur l'Acte de Coopération intellectuelle (3), signé à Paris le 3 décembre 1938, qui prévoit pour l'Institut un budget alimenté par "une contribution financière annuelle" des Parties contractantes, laquelle s'établit en unités de 750 francs-or, les contributions en question devant venir s'ajouter à la subvention allouée par le Gouvernement français aux termes des accords du 8 décembre 1924. (4)

L'entrée en vigueur de cet Acte n'a pas affecté lesdits accords. Aux termes de l'article 5 du Statut organique,

-
- (1) Les comptes de l'Institut international de Droit privé ont été vérifiés par le Commissaire aux comptes de la Société des Nations jusqu'à la fin de 1939.
 - (2) Journal officiel de la Société des Nations, procès-verbal de la 32ème session du Conseil, pages 137 et 285-289.
 - (3) Enregistré sous le No. 4694 - Recueil des Traités, Vol. 200, page 250.
 - (4) L'entrée en vigueur de l'Acte du 3 décembre 1938 n'a pas apporté de ressources nouvelles au budget de l'Institut. Ce budget est aujourd'hui uniquement alimenté par la contribution annuelle du Gouvernement français, laquelle a été portée à 6 millions de francs français.

"Le Conseil d'administration de l'Institut international est composé des membres en fonctions de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations". D'après l'article 13 "le budget et les comptes de l'Institut seront communiqués, chaque année, au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations d'une part, au Gouvernement français, d'autre part. Les comptes seront vérifiés au moins une fois par an par le Commissaire aux comptes de la Société des Nations. Le rapport de celui-ci est joint au budget et aux comptes communiqués au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations".

Ces dispositions d'ordre financier n'ont pu être observées depuis 1940. On sait, d'autre part, que les Nations Unies ont créé une Organisation éducative, scientifique et culturelle, dont la compétence s'étend aux questions qui étaient du ressort de l'Organisation de Coopération intellectuelle de la Société des Nations.

Aux termes des accords de 1924, en cas de suppression de l'Institut international de Coopération intellectuelle, "les objets et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil d'administration, ainsi que toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement resteront la propriété de la Société des Nations" tandis que les terrains, bâtiments et objets mobiliers mis à la disposition de l'Institut par le gouvernement français feront retour à l'Etat français.

Pour assurer la continuité de l'oeuvre de coopération intellectuelle, l'Assemblée voudra peut-être décider de transférer aux Nations Unies le droit conditionnel de la Société des Nations sur les archives, collections de documents et autres propriétés de l'Institut ne devant pas, en cas de suppression de celui-ci, faire retour à l'Etat français.

Office Nansen. Cet Office, qui est en liquidation depuis le 1er janvier 1939, avait une position particulière parmi les Organisations placées sous l'autorité de la Société des Nations. Il fut créé par la Société des Nations elle-même, qui le subventionna à plusieurs reprises. Le liquidateur de l'Office Nansen, M. Hansson, qui avait été nommé par le Conseil d'administration, est décédé en 1944. Son successeur, également désigné par ledit Conseil, M. de Reffye, dirige un comité de liquidation établi à Paris et auquel participent M. Rubinstein et M. Pachalian, représentant respectivement les réfugiés russes et arméniens. Le travail de liquidation, longtemps interrompu par les événements, a été repris, mais n'est pas encore achevé.

Les comptes du liquidateur doivent être vérifiés par le Commissaire aux comptes de la Société des Nations, conformément à une décision prise en 1939 par le Conseil d'administration de l'Office Nansen.

L'Union internationale de Secours a été fondée à Genève le 12 juillet 1927 en vertu d'une Convention (1) qui est entrée en vigueur le 28 septembre 1932. Bien que l'Assemblée et le Conseil se soient intéressés aux travaux préparatoires qui ont conduit à la conclusion de la convention de l'Union internationale de Secours (ouverte à l'adhésion des Etats membres et non membres), l'Union n'est pas placée sous l'autorité de la Société des Nations dans le sens de l'Article 24 du Pacte. Ses comptes sont toutefois vérifiés par le Commissaire aux comptes de la Société des Nations, étant entendu que la Société n'assume de ce chef aucune responsabilité (Article 19 du Statut de l'Union annexé à la Convention sus-indiquée).

(1) Voir Recueil des Traités, Vol. 135, page 247.

L'Union internationale de Secours a été fondée à Genève le 12 juillet 1927 en vertu d'une Convention (1) qui est entrée en vigueur le 28 septembre 1932. Bien que l'Assemblée et le Conseil ne soient intéressés aux travaux préparatoires qui ont conduit à la conclusion de la Convention de l'Union internationale de Secours (ouverte à l'adhésion des Etats membres et non membres), l'Union n'est pas placée sous l'autorité de la Société des Nations dans le sens de l'Article 24 du Pacte. Ses comptes sont contrôlés vérifiés par la Commission aux comptes de la Société des Nations, étant entendu que la Société n'assume de ce chef aucune responsabilité (Article 19 du Statut de l'Union annexé à la Convention sus-indiquée).

(1) Voir Recueil des Traités, Vol. 132, page 247.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

Points I et II de l'Ordre du Jour

RAPPORT DU DIRECTEUR PAR INTERIM
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR L'ACTIVITE DE L'INSTITUT DE 1940 A 1945

11-11-11

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

CHICAGO, ILL. 60637

DEPARTMENT OF CHEMISTRY

11-11-11

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

- I -

SITUATION DE L' INSTITUT

DE JUIN 1940 A FEVRIER 1945

The first thing I noticed when I stepped out of the car was the cold. It was a sharp, biting cold that seemed to penetrate my coat. I shivered as I walked towards the building, my hands tucked into my pockets. The air was thick with the scent of old stone and the distant hum of city traffic.

I had heard that the building was haunted, but I didn't believe it until now. The lights were flickering, and the doors seemed to creak on their own. I walked down the hallway, my footsteps echoing on the polished floor. The walls were covered in tapestries that looked like they had been there for centuries. I felt a strange sense of unease as I moved deeper into the building, as if I was being watched.

I reached the end of the hallway and found a door that was slightly ajar. I pushed it open and stepped into a room that was dimly lit. The room was large and empty, with a high ceiling and a chandelier that had been turned off. I walked towards the center of the room, my heart pounding in my chest. The air felt heavy, and I could hear a faint whispering sound coming from the shadows.

I turned around and saw a figure standing in the doorway behind me. I froze in place, my breath caught in my throat. The figure was tall and thin, with long, dark hair and a pale face. It looked like a woman, but I couldn't be sure. I tried to move, but my legs felt like they were made of lead.

The figure stepped forward, and I saw that it was wearing a long, dark dress. It reached out towards me, and I felt a cold hand on my shoulder. I tried to scream, but no sound came out. The figure's face was now inches from mine, and I saw that its eyes were empty and lifeless. I felt a wave of dizziness wash over me, and I closed my eyes. When I opened them again, I was back in the hallway, and the figure was gone. I walked quickly to the door and opened it, stepping out into the cold night air.

I didn't go back to the building. I stayed in my room, trying to shake the feeling of dread that had been planted in my mind. I told myself that it was just a dream, but I knew better. I had seen something that I would never forget. The building was real, and it was waiting for me to go back. I knew that I would, one day. I just didn't know when.

La période qui va de juin 1940 à septembre 1944 est la plus difficile dans l'histoire de l'Institut. C'est aussi l'une des plus creuses, et elle mériterait à peine qu'on s'y arrêtât si certaines rumeurs n'avaient point cours, qui sont de nature à créer une impression fausse sur les rapports de l'Institut et de la Puissance occupante.

Le 9 juin 1940, le personnel et les archives de l'Institut sont évacués sur Guérande, en Bretagne. Des difficultés de liaison, financières et autres, se manifestent aussitôt, et le Directeur, qui a gagné Bordeaux, invite le personnel à l'y rejoindre. Il quitte lui-même Bordeaux pour le Monde libre le 19 juin, en laissant une note qui charge M. RISTORCELLI de la Direction administrative et financière de l'Institut, et confie la gérance de ses intérêts intellectuels à un Comité intérieur composé de MM. BRAGA, ESTABLIER, LAJTI et WEISS. Cette décision a été prise par M. BONNET en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui avaient été conférés pour les cas de crise et d'urgence par le Comité de Direction d'avril 1939 et par la dernière session du Conseil d'Administration de juillet 1939.

Dans cette même note à M. RISTORCELLI, M. BONNET indique que l'Institut rentrera à Paris "lorsque les circonstances le permettront". C'est à une interprétation sans doute regrettable d'une formule qui ne pouvait, dans l'esprit du Directeur, s'appliquer qu'au cas de libération de la ville, qu'est dû le retour précipité de l'Institut à Paris, vers la mi-juillet.

Si l'Institut préserve ainsi ses locaux, ses archives, quelque chose de son existence matérielle, il va de soi qu'en même temps il se condamne au silence, à l'inactivité, à l'impuissance.

Les fonctionnaires de l'Institut trouvent à Paris leur Maison sous les sceaux de la Police allemande et apprennent que l'allemand EPTING, qui devait devenir le Directeur de l'Institut allemand de Paris et la figure centrale de la collaboration intellectuelle que l'Allemagne tenta alors d'imposer à la France, a été chargé par son Gouvernement de s'occuper de l'Institut, vraisemblablement sur sa demande et parce qu'il avait avec l'Institut et l'Organisation de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, des liens de vieille date. C'est la phase dangereuse de la grande collaboration franco-allemande, et visiblement le Reich jette des regards de convoitise sur une institution dont le caractère international fournirait un merveilleux camouflage à sa propagande et de merveilleuses possibilités à son expansion culturelle.

Le 24 août, un autre allemand, BERBER, arrive à Paris pour préparer un Règlement provisoire de la situation de l'Institut et s'entretient avec son Comité de Gérance. Il obtient de LAVAL l'envoi d'une personnalité française à Wiesbaden, pour discuter de ce Règlement. C'est Léon BERARD qui est désigné, et qui, accompagné, pour représenter l'Institut, du seul M. LAJTI faisant fonction d'interprète, poursuit ces entretiens à Wiesbaden, les 27 et 28 septembre 1940.

Si le caractère international de l'Institut, le siège à Paris et le principe d'un Directeur français sont provisoirement maintenus, c'est avec la restriction très grave que l'Institut sera sous la surveillance d'un Comité de Gérance franco-allemand. Il convient, néanmoins, de souligner immédiatement que l'accord de Wiesbaden ne sera jamais appliqué et que l'Allemagne s'est pratiquement désintéressée de l'Institut après avoir aperçu l'impossibilité de l'utiliser. Le Comité de Gérance n'a jamais fonctionné.

Au printemps de 1941, M. WEISS, appuyé par Paul VALERY qui offre l'hospitalité du Centre universitaire méditerranéen, par le Président et le Vice-Président du Conseil d'Administration, essaie vainement, contre l'indifférence et la servilité du Gouvernement de fait de Vichy, d'obtenir le transfert en zone libre de ce qui reste de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Il semble que dès lors chacun ait compris implicitement, dans la Maison, qu'elle ne pourrait reprendre son activité qu'après la libération. Deux questions restent donc, la situation du personnel et l'opportunité de maintenir la maison ouverte en principe. C'est pour les régler que M. WEISS, Conseiller juridique de l'Institut, s'étant assuré l'approbation du Président du Conseil d'Administration, propose un règlement provisoire confirmant la mise en sommeil de l'Institut par le non-renouvellement des contrats, qui viennent à expiration le 30 septembre 1941. Des avis opposés se font jour et la mesure définitive prise par le Gouvernement de Vichy, représenté par le Commissaire aux Comptes M. TISSEAU, apporte à la proposition de M. WEISS cette restriction que deux fonctionnaires, M. RISTORCELLI, en qualité de Directeur administratif provisoire, et M. LAZZI "pour continuer d'assurer à l'Institut son caractère international" se voient confier la garde des locaux, archives, collections et, d'une manière plus générale, des intérêts de l'Institut. Un préavis de six mois, qui d'ailleurs n'était pas exigé par les Statuts, a été envoyé aux fonctionnaires en avril; ils ont reçu au terme de leur contrat une indemnité de trois mois de traitement.

Pendant la période d'occupation de l'Institut divers éléments ont été soustraits aux archives ou perdus. Les principales déprédations systématiques se rapportent aux sciences et comprennent notamment tous les dossiers qui ont trait à des Congrès de Médecine, de Chimie et de Biologie, quelques dossiers de réunions d'experts (notamment sur les hormones végétales et les nouvelles vitamines), le dossier des publications et ouvrages sur les progrès scientifiques divers, etc..., tous les documents se rapportant à l'information scolaire (manuels scolaires, radiodiffusion éducative, etc...) ainsi qu'un certain nombre de publications de la Société des Nations depuis 1936.

Les comptes de ces années ont été régulièrement vérifiés par le Commissaire aux Comptes M. TISSEAU et aucune irrégularité n'y a été relevée. En ce qui concerne le non-renouvellement des contrats, il correspond à une nécessité de fait, aussi bien qu'à l'absence de travail et à la dispersion du personnel de l'Institut. Les contrats ne pouvaient être renouvelés en l'absence du Conseil d'Administration, seul qualifié statutairement pour le

faire. L'accord presque complet sur ce point entre la mesure proposée par M. WEISS et celle qu'adopte M. TISSEAU exprime bien cette convenance. Seules des raisons d'humanité pourront, dans l'examen de divers cas particuliers, modifier cet état de choses.

Cependant, si l'Institut, dans son ensemble, reste nécessairement inactif de 1940 à 1944, son Office international des Musées, grâce au dévouement inlassable de son Secrétaire général, A. FOUNDOUKIDIS, a réussi à assurer la continuité entre le passé et le présent.

Cet Office a interrompu toute activité officielle pendant l'occupation de Paris. Il a pu, néanmoins, en dehors des locaux de l'Institut, avec un budget réduit provenant de crédits mis directement à sa disposition et en utilisant en partie les services de ses anciens collaborateurs, poursuivre quelques-uns de ses travaux avec la discrétion imposée par les circonstances. Il a rétabli le contact avec son Comité de Direction et avec ses Commissions d'experts, tout au moins en ce qui concerne les membres accessibles de ces Comités.

A peu près sans contacts avec les autres pays, l'Office a dû se borner à des travaux de documentation. Il a préparé plusieurs publications qui, naturellement, viennent seulement d'être mises en circulation. Parmi elles, nous signalerons l'édition en anglais des deux manuels élaborés précédemment par l'Office, le Manuel de la Conservation et de la Restauration des Peintures, et celui consacré à la Technique des Fouilles archéologiques. D'autre part, l'Office a publié deux volumes de sa revue Museum, les volumes 49 et 50, où figurent des études réunies pour la plupart avant l'occupation de Paris, l'Index général des cinquante volumes de cette revue et des 100 fascicules de son Supplément. Il a réimprimé les 14 fascicules de ce Supplément primitivement polycopiés. Un autre index alphabétique des matières et des illustrations a été établi pour les deux premiers tomes du Traité de Muséographie, publié en 1935. L'Office a fait également paraître le premier numéro d'un recueil intitulé Problèmes internationaux d'Art et d'Archéologie, qui réunit un certain nombre d'études sur les problèmes juridiques, administratifs et techniques concernant les relations internationales en matière d'art, d'archéologie et d'ethnologie.

Enfin, deux lexiques ont été élaborés, russe-français-anglais et grec-français-anglais, pour les termes techniques employés dans l'archéologie, la liturgie et l'art byzantins, - ces instruments de travail ayant été depuis longtemps réclamés par les byzantinistes.

De son côté, le Conseiller juridique a maintenu le contact avec les Unions de Berne, avec le Secrétariat général de la Société des Nations à Genève, et avec les grandes organisations scientifiques ou professionnelles vouées à la défense du droit d'auteur.

Voilà le tableau succinct de ces tristes années. Pas un seul fait significatif n'y a été soustrait et l'on peut voir ainsi combien étrangères à la réalité ont été les rumeurs qui ont circulé un peu partout, qui se sont fait jour par exemple à la Conférence de La Havane, et selon lesquelles l'Institut serait alors tombé entre les mains allemandes. En réalité, il est resté en léthargie aussi longtemps qu'il le fallait, et ne s'est réveillé qu'à la libération. Il faut, si l'on considère son histoire véritable, celle de son âme et non point celle de son corps, passer d'un trait du 18 juin 1940 au 1^{er} février 1945. Tout ce qui s'est fait à Paris entre ces deux dates ne saurait engager la responsabilité de l'Institut ni celle de son Conseil d'Administration.

Je viens de faire allusion à la Conférence de La Havane. Il s'agit de la 2^{ème} Conférence américaine des Commissions nationales de Coopération intellectuelle, réunie en novembre 1941. Elle proposa la création d'une Commission spéciale de 7 membres: MM. Miguel Ozorio de Almeida (Président, Brésil), Victor Lascano (Argentine), Julien Norueira (Uruguay), Alfonso Meyer (Mexique), James T. Shotwell (Etats-Unis), Cosme de la Torriente (Cuba), Francisco Walker Linarès (Chili). On lui adjoignit 4 conseillers techniques, dont M. Henri Bonnet. La Conférence avait l'ambition de reconstituer provisoirement en Amérique l'Institut de Paris ou, au moins, son secrétariat; ou à défaut de créer un Centre international provisoirement habilité à remplir les mêmes fonctions. La Commission des Sept fut chargée d'examiner ces possibilités.

Elle se réunira à Washington en octobre 1943, établit alors les bases de l'organisation du Centre provisoire et un programme d'action. Elle décida de plus de rester en fonctions sous le nom de Commission internationale provisoire de Coopération intellectuelle. Il semble qu'en dehors d'une correspondance active, elle en soit restée là. Voici d'ailleurs ce que m'écrit M. Miguel Ozorio de Almeida :

"L'organisation pratique du Centre provisoire de La Havane a pris beaucoup plus de temps qu'on ne l'avait prévu à la réunion de Washington. En conséquence, l'Institut de Paris ayant repris son activité, le Centre n'a plus de raison d'être. M. Cosme de la Torriente, le Président du Comité exécutif du Centre reconnaît lui-même cette situation. Je suis d'avis que toute décision doit attendre la Conférence de Londres. Après cela, tout naturellement le Centre pourra être fermé. En procédant ainsi, il reconnaît à l'Institut de Paris son rôle de premier plan dans l'ensemble de l'organisation et il laisse bien claire sa position de simple suppléant provisoire de l'Institut".

ACTIVITE DE L'INSTITUT

DEPUIS FEVRIER 1945

CHAPTER II

The first part of the chapter deals with the general principles of the theory of the firm. It discusses the role of the firm in the economy, the factors that determine its size and structure, and the different types of firms that exist. The second part of the chapter deals with the specific aspects of the theory of the firm, such as the theory of the firm's production function, the theory of the firm's cost function, and the theory of the firm's profit function.

THEORY OF THE FIRM

The theory of the firm is a branch of economics that deals with the behavior of firms in the economy. It is concerned with the factors that determine the size and structure of a firm, the different types of firms that exist, and the way in which firms make decisions about production, pricing, and investment. The theory of the firm is based on the assumption that firms are rational and profit-maximizing. It also assumes that firms are subject to the same laws of supply and demand as individual consumers.

PRODUCTION FUNCTION

The production function is a mathematical representation of the relationship between the inputs used in production and the output produced. It is a function that maps the inputs to the output. The production function is used to determine the optimal input combination for a given output level.

The production function is a key concept in the theory of the firm. It is used to determine the optimal input combination for a given output level. The production function is also used to determine the optimal output level for a given input combination. The production function is a function that maps the inputs to the output. It is a function that is used to determine the optimal input combination for a given output level. The production function is a function that is used to determine the optimal output level for a given input combination. The production function is a function that maps the inputs to the output. It is a function that is used to determine the optimal input combination for a given output level. The production function is a function that is used to determine the optimal output level for a given input combination.

INTRODUCTION

L'Institut international de Coopération intellectuelle a rouvert ses portes le 1^{er} février 1945. Avant de partir pour l'Ambassade de Washington, à la fin de 1944, M. BONNET, dont le second mandat de Directeur venait alors à terme, m'a désigné en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le Comité de Direction d'avril 1939 pour être par intérim Directeur de l'Institut. Mais il me plaît de dire que sans l'activité, le dévouement et l'enthousiasme de M. LOROTTE qui fait depuis lors fonction de Secrétaire général, l'ouverture de cette Maison serait restée pendant plusieurs mois encore théorique car je n'ai pu me dégager que par degrés des fonctions politiques que j'exerçais alors.

M. LOROTTE a patiemment repris les contacts d'abord à l'intérieur et autour de la maison, à la recherche d'un personnel dispersé aux quatre vents et dont nous avions à coeur de préserver le caractère international. Si nous n'y avons encore réussi qu'imparfaitement - sur 52 collaborateurs l'Institut compte 38 français, mais surtout, il faut le dire aux petits postes - c'est par suite de la difficulté des communications et de l'incertitude des temps; c'est aussi parce qu'aux chroniques difficultés financières de l'Institut s'ajoutaient celles, toutes temporaires, mais très aiguës, du séjour et des conditions de vie en France jusqu'à ces derniers temps. L'Institut a vécu depuis sa réouverture une période héroïque où tous ses moyens humains et matériels ont été des moyens de fortune. Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui sont venus ou revenus à nous dans ces conditions et qui, à nos côtés, ont tiré de ces moyens - c'est mon avis et j'espère que le Conseil d'Administration le partagera - des résultats au-delà de ce qu'on pouvait attendre.

M. LOROTTE a refait la structure administrative de la maison, remis en marche tous les Services et c'est grâce à lui et à quelques-uns de ses amis, qu'un nouveau Service, encore inexpérimenté mais déjà utile, celui de la Radio, a pu être ajouté aux anciens.

Cela, bien entendu, ne pouvait se faire dans le vide et nous avons poursuivi la reprise des rapports avec l'ensemble de l'Organisation de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, en commençant par la Commission internationale et par la Commission nationale française. J'ai pu avoir quelques entretiens précieux avec notre grand disparu, Paul VALERY, dont la clarté impitoyable m'a montré le chemin et découvert les écueils. J'ai fait avec bonheur le pèlerinage d'Oxford pour aller consulter le Président MURRAY, et retrouver sa foi intacte et toujours jeune. Nos amis suisses, M. de MONTENACH, M. de REYNOLD, l'un de près, l'autre de loin, nous ont marqué une sollicitude précieuse. Nous aurions voulu dès lors trouver auprès de nous le Conseil d'Administration de l'Institut et son Président, M. Edouard HERRIOT. Mais le temps de ses épreuves et son douloureux exil n'avaient pas encore pris fin. C'était encore la guerre, c'était partout la violence, c'était à certains

égards le moment le plus atroce d'une des périodes les plus cruelles de l'histoire des hommes lorsque nous avons repris le travail de nos aînés dans un climat singulièrement différent de celui dans lequel l'Institut était né après l'autre guerre. En 1924, on osait encore tout espérer et quand on disait de quelqu'un que c'était un idéaliste, le terme n'était pas péjoratif. Je ne puis pas dire qu'en 1945 je n'aie reçu que des encouragements ni même que des compliments sur l'œuvre antérieure. S'il m'a paru impossible de ne pas tout tenter pour la faire revivre, c'est que ce pessimisme même dont nous sommes aujourd'hui entourés et que j'ai retrouvé un peu plus tard lors de la fondation de la Société des Nations Unies, ce pessimisme, joint à la violente nécessité d'une collaboration internationale plus intense, à l'éclatante évidence de la solidarité et de l'interdépendance des Nations, marquait durement la nécessité de notre tâche.

Il fallait évidemment sérier les questions. Il fallait être dans la situation à peine régulière où nous étions, très modestes. Il fallait tout en regardant vers l'avenir avec d'immenses ambitions, commencer par enquêter sur les besoins immédiats, ceux de la culture européenne dévastée par exemple, ceux des intellectuels de partout cherchant à reprendre le courant de ces contacts, de ces confrontations et de ces échanges sans lesquels l'esprit ne peut vivre. Nous avons pu constater rapidement qu'il y avait en fait une grande demande à quoi ne correspondait encore aucune offre et que nous pouvions reprendre tout de suite notre rôle de clearing house du monde intellectuel. Nous l'avons fait dans la limite de nos possibilités, comme on va le voir, en déplorant que nos possibilités ne fussent pas plus grandes.

J'ai évoqué tout à l'heure le souvenir de Paul VALERY. De tous ceux qui se sont dévoués à notre tâche bien d'autres sont disparus pendant ce sombre entr'acte. Et d'abord Henri BERGSON lui-même à qui cette maison doit d'exister et dont la grandeur d'âme s'est révélée dans le désastre multiple qui l'encerclait égale à sa grandeur d'esprit. Puis Blas CABRERA, grand savant espagnol, passionné de la coopération scientifique, passant en 1940 de l'exil français à l'exil mexicain où il vient de mourir. Puis un ami norvégien dont une lettre de sa femme m'apprenait, il n'y a que quelques jours la mort, Arnold RÆSTAD, qui se consacrait, lui aussi, depuis des années à l'échange et à la diffusion de la connaissance scientifique. Puis trois historiens CHARLETY, FOCILLON, HUIZINGA, qui nous étaient chers à bien des titres et dont vous connaissez les admirables et généreuses qualités. Puis des hommes politiques dont la foi dans les possibilités d'action internationale débordait dans notre domaine : évoquons ainsi la mémoire du Comte TELEKI et de M. TITULESCO qui tena à côté de Briand le bon combat pour l'Europe unie et pour un monde sans frontières. Et dans les rangs de nos Commissions nationales, que de vides aussi.

Le meilleur hommage que nous puissions rendre à ces morts c'est de travailler après eux, comme eux.

ETUDE SCIENTIFIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

CONFERENCE PERMANENTE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES

Lorsqu'éclata la deuxième guerre mondiale, la Conférence permanente des Hautes Etudes internationales était en train de préparer un cycle d'études qui devait se poursuivre jusqu'en 1941. Le sujet de ces travaux : "L'Organisation internationale" (ses formes, ses possibilités et ses limites) avait été adopté à la douzième Session de la Conférence, à Berne, en août 1939.

Le Rapporteur Général, le Professeur Pitman B. POTTER, établi, vers la fin de 1939, un programme détaillé des travaux à entreprendre par les Comités et groupements nationaux. Plusieurs de ces organes nationaux soumirent leurs plans de travail. Les Comités suisse et mexicain fournirent même des mémoires préliminaires.

Ces travaux furent interrompus par l'occupation de la France.

Dès la reprise de son activité, l'Institut s'est efforcé d'obtenir l'opinion des membres de la Conférence permanente des Hautes Etudes internationales sur la possibilité de continuer ces travaux scientifiques, soit sur la base des plans établis, soit sur une base nouvelle.

L'Institut a repris contact avec les Comités nationaux dans les pays suivants :

Brésil	Indes
Canada	Royaume-Uni
Etats-Unis	Suisse
France	Suède,

ainsi qu'avec le Président du Comité exécutif de la Conférence (M. Malcolm DAVIS), avec le Rapporteur général (Professeur Pitman B. POTTER) et avec plusieurs experts.

La majorité des réponses reçues des Comités nationaux et des personnalités individuelles sont très encourageantes. Elles préconisent surtout un échange de vue entre les membres de la Conférence, à une date assez proche.

En conséquence, des lettres ont été envoyées à tous les membres du Comité exécutif, à son Président et à son Rapporteur général, proposant la convocation, pour le mois de décembre, soit de la session plénière administrative, soit du Comité exécutif, qui la préparerait. A cette réunion seraient étudiés, d'après les rapports établis à cette date, la situation des membres de la Conférence; le budget de la Conférence;

les possibilités de reprendre les travaux scientifiques de la Conférence; le programme éventuel de ces travaux; les publications.

Il nous semble que nul organisme d'études, créé entre les deux guerres, n'est plus que la Conférence permanente en harmonie avec le climat de solidarité et de coopération internationales qui a présidé à la création des Nations Unies et nous pensons que nous aurons l'approbation universelle en la remettant le plus tôt possible en service avec un programme vigoureux.

Nous avons aussi décidé de reprendre dès maintenant la série des publications qui, sous la rubrique du Peaceful Change et plusieurs autres se sont attachées, avant la guerre, à l'examen de problèmes qui sont plus que jamais actuels. Nous n'en voulons pour preuve que la demande considérable dont certaines de ces publications sont l'objet. Les premiers titres de notre nouvelle série seront l'ouvrage de M. André PIATIER sur le Contrôle des Changes (qui était prêt au moment où les hostilités l'ont arrêté), en édition française et anglaise, et l'ouvrage de M. DENNERY sur le Problème des Matières premières, en édition anglaise.

ENSEIGNEMENT

1°) RELATIONS UNIVERSITAIRES INTERNATIONALES

Le Service universitaire a repris son activité au mois d'avril. Il a rétabli les liens traditionnels avec les sept grandes Organisations internationales d'Etudiants, dont il s'efforce actuellement de réunir les délégués pour une première prise de contact officieuse.

Quant au Comité permanent de l'Enseignement supérieur, son rétablissement exigera des efforts plus longs étant donné l'état de désorganisation de la vie universitaire d'un grand nombre de pays européens. En attendant qu'une réunion de ce Comité puisse être réalisée, l'Institut prépare dès maintenant un volume consacré aux problèmes immédiats de l'université d'après-guerre. Les contributions devant figurer dans ce volume seront demandées aux personnalités particulièrement compétentes de la vie universitaire des divers pays.

Nous avons invité les membres du Comité d'experts pour la statistique universitaire à reprendre leur collaboration avec l'Institut dans le cadre du Bureau international de Statistique universitaire. Les réponses arrivées jusqu'à présent sont très encourageantes.

La lenteur et l'incertitude des communications postales nous empêchent encore de renouveler la documentation que nous avons réunie avant la guerre sur les universités du monde et qui nous a permis de fonctionner en fait comme un Office international d'Informations universitaires. Nous consacrerons à cette question nos meilleurs efforts.

L'Institut a pris contact avec les Ministères français de l'Education nationale, de la Santé publique et de la Reconstruction, ainsi qu'avec certains experts médicaux en vue de discuter les possibilités de créer à Berck (Pas-de-Calais) un Sanatorium international destiné aux jeunes d'âge scolaire ou universitaire de tous les pays, atteints par les maladies osseuses, afin de leur assurer, à côté du traitement médical et climatérique, un enseignement adapté à leurs conditions particulières. Le Sanatorium international serait en même temps un Centre de Recherches sur les maladies osseuses, susceptible d'attirer les spécialistes des divers pays. L'idée de l'Institut ayant été partout favorablement accueillie, une première réunion préparatoire du Comité d'Organisation aura lieu prochainement.

2°) CENTRE D'INFORMATION SCOLAIRE

Le Service pédagogique s'est attaché avant tout à remettre en activité son Secrétariat des Centres nationaux de Documentation pédagogique; ces derniers, sollicités par nous de reprendre leur collaboration avec l'Institut, ont répondu avec empressement à cet appel. Grâce à leurs bonnes dispositions nous sommes en mesure de préparer la publication d'un volume consacré à la bibliographie pédagogique des années 1939-1945 des divers pays. Cette bibliographie s'étendant à la totalité des années de guerre, sera bien entendu plus sévèrement sélectionnée encore que les bibliographies annuelles qui ont été publiées par nos soins avant la guerre. La reprise des bibliographies annuelles a été décidée d'accord avec les Centres nationaux, à partir de l'année 1946 qui sera donc publiée en 1947.

La Correspondance scolaire internationale dont l'Institut assure la direction centrale a, d'ores et déjà, démarré dans des conditions satisfaisantes. L'Institut a fait des démarches auprès des directions générales des postes des divers pays, afin d'obtenir des facilités postales pour ce mouvement.

Le Service a engagé des démarches auprès du Bureau international d'Education pour arriver à une formule satisfaisante de collaboration entre nos deux institutions; les pourparlers sont en cours.

LIAISON AVEC LES GRANDES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Le Comité d'Entente des Grandes Associations internationales a été créé en 1925, entre les principales organisations, en vue de contribuer à la coopération internationale et à la paix par la formation de l'opinion publique.

Le siège du Comité d'Entente, dès son origine, est à l'Institut international de Coopération intellectuelle. C'est un fonctionnaire de l'Institut qui a été élu et réélu Secrétaire général depuis 1929.

Les 28 Associations qui composent ce Comité ont étudié en commun les problèmes dont la solution leur semblaient devoir servir la paix et conduire à une meilleure compréhension mondiale. Elles en ont tiré des conclusions pratiques qui, résumées sous forme de résolutions, ont été présentées, selon le but à atteindre, à la Société des Nations et aux organismes qui en dépendaient : Institut international de Coopération intellectuelle, Bureau international du Travail, Institut international du Cinéma

éducatif, aux Gouvernements ou au Congrès internationaux, etc...

Le Comité d'Entente s'était efforcé de constituer des Comités d'Entente nationaux qui travailleraient dans l'esprit même qui l'animait.

En même temps que l'Institut, le Secrétariat a été rouvert et les contacts avec les grandes Associations internationales repris, aussitôt que la chose était possible.

La plupart des Associations ont témoigné leur satisfaction de renouer leurs relations; certaines ont déclaré qu'il faudrait créer un Comité d'Entente s'il n'existait déjà.

Le Comité d'Entente avait le caractère d'un Congrès permanent. Cependant, en raison de l'impossibilité de réunir les délégués qui résident dans divers pays, les Associations ont désigné des représentants à Paris. Ces derniers ont eu jusqu'ici deux entretiens officiels, au cours desquels ils ont proposé :

1°) que le Comité d'Entente, dont les Associations comptent plusieurs millions de membres, reprenne ses travaux au plus vite et prouve son existence et la force que l'union, l'entente et la collaboration des grandes Associations internationales peuvent mettre au service de la paix ;

2°) qu'un effort soit fait pour atteindre toutes les régions du monde ;

3°) que des Comités d'Entente nationaux soient réorganisés ou constitués et se tiennent en liaison avec le Comité d'Entente des grandes Associations internationales ;

4°) qu'une "Fondation pour la Paix" soit créée ;

5°) que les Associations internationales et les Comités d'Entente nationaux mettent à l'étude :

(a) la réaffirmation des principes qui guident le Comité d'Entente, et de sa volonté de servir la cause de la paix et de l'humanité ;

(b) l'élaboration d'une "charte de l'humanité";

6°) que le Comité d'Entente soit doté d'un service de Secrétariat général renforcé.

1. The first part of the report is a general introduction to the subject.

2. The second part of the report is a detailed description of the methods used in the study.

3. The third part of the report is a discussion of the results of the study.

4. The fourth part of the report is a conclusion and a list of references.

5. The fifth part of the report is a list of appendices.

6. The sixth part of the report is a list of figures and tables.

7. The seventh part of the report is a list of footnotes.

8. The eighth part of the report is a list of abbreviations.

9. The ninth part of the report is a list of symbols.

10. The tenth part of the report is a list of definitions.

11. The eleventh part of the report is a list of acknowledgments.

12. The twelfth part of the report is a list of references.

13. The thirteenth part of the report is a list of appendices.

14. The fourteenth part of the report is a list of figures and tables.

15. The fifteenth part of the report is a list of footnotes.

B I B L I O T H E Q U E S

LE PROBLEME DU LIVRE

Le problème du livre a occupé dès le mois d'avril l'attention particulière de l'Institut. Les deux aspects étudiés ont été la crise de l'édition résultant du manque de papier et de la destruction des stocks et des installations d'imprimeries d'une part, et, d'autre part, la reconstruction des bibliothèques endommagées par la guerre. L'Institut a demandé l'avis, sur ces sujets, des organisations et entreprises professionnelles ainsi que des Commissions nationales de Coopération intellectuelle et de certaines personnalités des pays particulièrement intéressés. Une première communication sur l'action entreprise vient d'être publiée dans un numéro du Bulletin mensuel de l'Institut. L'Institut prévoit dès maintenant quelques initiatives plus précises dans ce domaine, notamment une étude approfondie des problèmes se rattachant à la production et à la circulation internationale des textes micro-filmés. La standardisation des formats et des appareils est l'un des plus importants.

D'autre part, l'Institut s'efforcera de contribuer d'une façon concrète à la reconstitution des bibliothèques. Ce problème s'est imposé à l'attention internationale et il ne convient pas de l'aborder, encore moins de s'y enfoncer, sans s'être prémuni contre toute possibilité de double emploi. Néanmoins, l'enquête et les études qui s'imposent pour le rassemblement de ces données s'inscrivent dans le cadre de notre action. D'autre part, nous avons tenu à faire de nos propres collections des envois à toutes les grandes bibliothèques ou institutions des pays sinistrés. La question de transport seule s'oppose encore à la réalisation de cette décision.

RADIODIFFUSION

De tous les moyens de diffusion populaire de la pensée aucun, pas même le film n'a pris une importance pareille à celle de la radio, que chacun peut écouter chez lui, qui livre à chacun le monde entier à domicile.

Tous ceux qui ont participé à la résistance européenne savent qu'elle aurait eu une tout autre et bien moindre figure sans la radio. La disparition de la presse libre que les publications clandestines faiblement diffusées n'ont pas compensée aurait laissé un vide immense si la radio ne l'avait pas rempli.

Dans le monde entier l'habitude est prise de l'écouter. Elle pose ainsi deux problèmes et crée pour nous un double intérêt. Elle nous est un objet d'étude et un instrument de travail.

Le Département d'études qui se préoccupera des puissances de la radio, de leur bon et de leur mauvais usage est encore à créer.

Mais nous voudrions, dès aujourd'hui, pouvoir dire que nous donnons nous-mêmes et par notre pratique l'exemple du bon usage de la radio, c'est-à-dire d'une diffusion qui peut être indéfiniment élargie d'idées profitables et ennobliissantes, simplifiées assez pour être à la portée de l'auditeur moyen, simplifiées mais non vulgarisées.

Le geste d'écouter une radio étrangère correspond à une tentation, à une curiosité, à un besoin d'élargissement et, le plus souvent, à une bienveillance qui, peut-être, s'ignore et qu'il faut guider.

La radio de Londres utilisait, pour forger un lien entre les Nations en guerre côte à côte, les musiques et les chansons populaires.

La création d'une synpathie positive et immédiate, par de tels moyens, est la meilleure méthode, mieux que l'attaque directe pour vaincre les préjugés et les méfiances.

Il est en outre possible de diriger petit à petit l'attention du public vers des problèmes plus élevés et plus importants.

Nous pouvons dire que, depuis le 25 avril, nous avons fait vers ces fins de très grands progrès. C'est de ce jour-là que date la première émission de ce que nous avons appelé Radio-Monde. Depuis lors, une petite équipe dévouée a cherché, à travers des tâtonnements inévitables, sa formule. Elle a, comme il était normal, utilisé largement l'actualité de la vie de l'esprit, la présence ou les

passages à Paris de personnalités intellectuelles, poètes tels que T.S. ELIOT ou Stephen SPENDER, journalistes tels que Harold CALLENDER, acteurs tels que Sibyl THORNDYKE, musiciens tels que Stan GOLESTAN.

Tous se sont prêtés de bonne grâce à ce microphone inconnu. Puissent les remerciements que je leur adresse ici leur être transmis quelque jour.

Mais, de plus, nous avons eu à coeur d'élargir une formule qui ne répond plus au mouvement du monde vers l'avenir. Intellectuel, ce mot français gonflé de sens doit à nos yeux se définir tout ce qui intéresse l'esprit, tout ce qui nourrit l'âme. Culture, éducation, c'est de l'intellectuel et tout ce qui sert la culture et l'éducation, tout ce qui les porte vers l'avenir, tout ce qui intéresse les masses à leur préservation.

C'est pourquoi nous avons été heureux de faire parler chez nous des syndicalistes tels que Louis SAILLANT ou Léon JOUHAUX et de leur faire dire que l'éducation du peuple, que sa culture, que la fondation d'un nouvel humanisme, d'autant plus vrai, d'autant plus digne de ce nom qu'il intéresserait tous les hommes, était l'un de leurs soucis, l'une de leurs affaires.

Radio-Monde devrait devenir peu à peu une tribune libre, écoutée partout et où le fait de prendre la parole serait un honneur. Le caractère bénévole des collaborations enlève à cette entreprise toute allure commerciale ou publicitaire.

Un des objets que Radio-Monde se propose c'est, dans tous les domaines de ses préoccupations, de recevoir des disques ou des textes de tous les pays et de les faire circuler dans le reste du monde. Les Commissions nationales de Coopération intellectuelle seraient toutes désignées pour envoyer à Paris, d'une manière à peu près régulière, des textes qui, pour chaque pays, présenteraient le mouvement de l'éducation, les travaux de la pensée philosophique ou scientifique, les conditions juridiques nouvelles particulièrement en matière de droit international, privé ou public, la vie littéraire et artistique. Ces textes pourraient être spécialement préparés pour la radiodiffusion.

Il est certain que lorsque les émissions de l'Institut pourront être diffusées dans toutes les langues et retransmises dans tous les pays par des postes nationaux, l'audience de ceux qui pourront se faire entendre sera devenue vraiment universelle.

Jusqu'à présent Radio-Monde émet en français, en espagnol et en portugais. Les disques espagnols et portugais sont retransmis de Montevideo. Les Services de Radio-Monde sont à l'heure actuelle en pourparlers avec la Suisse, la Hollande, la Suède et le Brésil pour des échanges. Ils se préoccupent également de diffuser le plus tôt possible en langue anglaise, ce qui leur a beaucoup manqué jusqu'ici. Ils espèrent petit à petit parvenir à étendre leur réseau à chaque pays.

Nos émissions présentent une suite de variétés autour de cette préoccupation unique. Graduellement, il ne leur suffit plus de s'occuper de culture ou d'éducation. Elles cherchent à se préoccuper plus précisément des travaux ou des idées de ceux qui s'efforcent à la synthèse des principes de culture ou des systèmes d'éducation, pour forger de tous les hommes, tout en maintenant leur précieuse variété, une communauté spirituelle.

Graduellement notre radio à travers l'incident, la rencontre, l'occasion offerte, exprime plus étroitement notre recherche. J'estime qu'elle doit maintenant aller plus loin et établir un véritable plan de travail. J'estime que, sans s'éloigner de la vie ni négliger de plaire et même de séduire, elle doit, de semaine en semaine, poursuivre un plan et faire de ses émissions des séries consacrées aux divers points de notre oeuvre et dont l'ensemble composerait un tout.

On ne fait pas de bon internationalisme en méconnaissant au départ la variété vigoureuse de la vie nationale. On n'en fait pas si l'on ne tend pas obstinément au rapprochement et à la synthèse des cultures nationales. Ce sont ces synthèses, ce sont ces rapprochements qui constitueraient notre deuxième objet.

CINEMATOGRAPHE

Le Service du Cinéma a été rétabli le 1^{er} septembre.

Auparavant, une enquête d'information générale avait été engagée par l'Institut auprès de ses anciens correspondants nationaux - comités, offices ou instituts du cinéma. Les réponses que nous en attendons nous permettront de combler l'énorme lacune ouverte par la guerre dans notre documentation et de faire le point en ce qui concerne différentes questions, notamment législation du cinéma et orientation de la production des différents genres de films.

A cet égard, la participation de l'Institut au Congrès international du Film (Bâle, 28 août - 8 septembre) n'aura pas été inutile. Elle nous a permis de constater l'évolution - ou plus exactement: la stagnation de divers problèmes d'ordre intellectuel, esthétique, juridique, technique etc..., et, aussi, de reprendre contact avec de nombreuses personnalités s'intéressant au cinéma à différents titres.

Etablissant un ordre d'urgence pour sa reprise d'activité dans le domaine du cinéma, l'Institut a estimé devoir porter tout d'abord son attention sur l'application de la "Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif", du 11 octobre 1933.

De différents côtés, l'on nous presse de reprendre l'application de cette Convention, mais si, pratiquement, notre Institut est chargé de son exécution, c'est, juridiquement, à la Commission internationale de Coopération intellectuelle qu'en revient la charge (Procès-verbal du 12 octobre 1938). Nous avons, à ce sujet, consulté le Secrétaire général de la Société des Nations.

De toute façon, et en prévision de toute éventualité, l'Institut a mis à l'étude différents projets tendant à rendre vigueur à la Convention et, le cas échéant, à la suppléer par un système d'accords bilatéraux.

En second lieu, l'Institut s'attache à résoudre le vieux problème de la constitution d'archives cinématographiques de documentation générale. La question a déjà, par le passé, fait l'objet de maintes études, et celles-ci fournissent des éléments suffisants pour qu'on en puisse tirer des conclusions d'ordre pratique.- Une synthèse de ces études, tendant à l'établissement d'un projet concret, est en cours d'élaboration.

Par la suite, et aussitôt que possible, notre Service du Cinéma abordera :

- la question du doublage, en se plaçant sur le terrain du respect de l'intégrité de l'oeuvre d'art ;

- la question de la censure, ou du contrôle des films, en prenant particulièrement en considération la valeur des éléments intellectuels, moraux et sociaux des films, la liberté d'expression des tendances spirituelles, le respect, sinon la vérité du moins de l'exactitude dans les films historiques ou pseudo-historiques et surtout les égards dus à un pays étranger dont on met en scène une "tranche de vie" nationale.

Enfin, dans le but de contribuer à l'élévation du niveau intellectuel de la production cinématographique, et d'encourager auteurs et réalisateur de films, à donner à leurs oeuvres un contenu spirituel, moral et social de portée universelle, l'Institut envisage la possibilité de créer un "Grand Prix Mondial" du Cinema, avec le concours des grandes organisations internationales généralement reconnues par les Nations Unies.

SERVICE DES RELATIONS SCIENTIFIQUES

Dès la réouverture de l'Institut, le Service des Relations scientifiques s'est proposé comme première tâche de reprendre le contact avec les différentes institutions et personnalités avec lesquelles il avait collaboré avant guerre, afin de poursuivre les travaux interrompus en 1940.

Parmi ces travaux il y a lieu de mentionner en tout premier lieu les deux publications déjà en préparation en 1939.

La première, concernant "Les Fondements et la Méthode dans les Sciences mathématiques" a fait l'objet d'une publication parue à Zurich, sous la responsabilité du Professeur GONSETH, pendant la période de suspension d'activité de l'Institut. Nous attendons la livraison par le Professeur GONSETH, de 250 exemplaires de cet ouvrage afin d'en modifier la présentation et de l'intégrer dans notre "Collection scientifique".

La seconde, concernant "l'Application du Calcul des Probabilités", est actuellement sous presse à Genève, où le Professeur WAVRE, de l'Université de cette ville en avait déjà commencé l'impression. Cet ouvrage paraîtra probablement dans le courant du mois de novembre et constituera le 6ème volume de la "Collection scientifique" de l'Institut.

Par ailleurs, le Service des Relations scientifiques s'est efforcé de reprendre contact avec les Experts ayant participé aux dernières réunions d'Etudes de l'Institut, à savoir :

1°) Reunion d'Etudes sur les mesures des radiations ionisantes, organisées à Groningen, au mois de juin 1939, en collaboration avec l'Union internationale des Sciences biologiques ;

2°) Comité d'Etudes sur la nomenclature et la terminologie de la génétique et la cytologie, tenu à Londres, au mois d'août 1939, sous la présidence du Professeur J.M. SIRKS, Secrétaire général de l'Union internationale des Sciences biologiques ;

3°) Reunion du Comité pour la Science et ses Relations sociales, organisée à Genève, au mois de Juillet 1939, par le Conseil international des Unions scientifiques et l'Institut de Coopération intellectuelle, en application de l'accord intervenu entre ces deux organismes, au mois de juillet 1936.

Un certain nombre de réponses sont déjà parvenues à l'Institut, et il est à prévoir que dès que les relations postales seront améliorées, le Service des Relations scientifiques pourra à nouveau collaborer avec la plupart de ses

experts, afin de publier les rapports présentés à ces diverses Réunions d'études.

° °

D'autre part, en ce qui concerne le plan du travail futur de l'Institut en matière scientifique, le Service des Relations scientifiques se propose de réunir, si possible dans les premiers mois de 1946, son Comité d'Experts scientifiques auquel il soumettra l'ensemble des suggestions nouvelles reçues depuis la reprise des activités de l'Institut.

Parmi ces suggestions, les plus intéressantes visent l'organisation, selon la formule déjà adoptée par l'Institut, de Réunions d'études sur les sujets suivants :

1°) L'économie politique sous ses aspects statistiques et mathématiques (Proposition du Professeur Herman WOLD, de l'Université de Stockholm) ;

2°) En physiologie végétale (Proposition du Professeur R. BOUILLENNE, de l'Institut de Botanique de l'Université de Liège) :

(a) les conditions physiologiques de production des substances anti-biotiques (penicilline, etc...) ;

(b) problème des hormones végétales et plus particulièrement celui des facteurs morphogénétiques et celui des inhibiteurs ;

(c) derniers travaux sur la photo-synthèse.

3°) Exploration des anti-vitamines des bactéries sulfanilamides et substances similaires, y compris la pénicilline (Proposition du Professeur Niels Nielsen) ;

4°) Optique et magnétisme (Proposition du Professeur GORTER, de l'Université d'Amsterdam, Secrétaire de la Société de Physique des Pays-Bas) ;

5°) L'importance des micro-éléments pour la nutrition des plantes, particulièrement en agriculture (Proposition du Professeur NEMEC, de l'Université de Prague) ;

6°) Etude de la condition des races en Europe, afin de démontrer que la thèse des nazis n'a aucune base scientifique (Proposition du Professeur NEMEC) ;

7°) Principaux problèmes actuels de la génétique :

(a) Proposition du Professeur EPHRUSSI, de l'Institut de Biologie de la Faculté des Sciences de Paris, de participer à la Conférence de Génétique que le Dr. M. DEMEREC, Directeur

du Département de Génétique de la Dotation Carnegie, de New-York, se propose d'organiser, en collaboration avec la Fondation Rockefeller ;

- (b) Nouvelle réunion de Génétique à organiser par l'Institut, sous la présidence du Professeur SIRKS comme suite à la réunion de 1939.

° °

Enfin, le Service des Relations scientifiques a également reçu d'autres suggestions concernant les problèmes suivants :

1°) Ré-équipement des laboratoires scientifiques des universités dévastées pendant la guerre (système "De Lend and Lease" pour les instruments et appareils qui devraient être achetés par l'Institut pour être mis à la disposition des différents laboratoires) - Proposition de Mlle ZOLLIKOFER, Professeur de l'Institut de Botanique de l'Université de Zurich ;

2°) Publication d'une étude sur le comportement des nazis envers les universités et autres institutions culturelles scientifiques dans les pays occupés par les Allemands (Proposition du Professeur NEMEC, de la Faculté des Sciences de l'Université de Prague ;

3°) Echange de publications et de recherches scientifiques (Proposition du Professeur FUETER, de Zurich) ;

4°) Reprise des études sur la normalisation du langage scientifique (Problème étudié par l'Institut au cours de deux réunions sur l'Unification des Terminologies scientifiques) - Proposition du Professeur LOMBARDI, Président de la Commission électro-technique internationale ;

5°) Reprise des travaux concernant la publication éventuelle d'une collection de manuscrits et livres scientifiques anciens (Une Commission avait été instituée à cet effet, en 1937, qui était composée des Professeurs NEMEC (Prague), BIALOBRZESKI (Varsovie) et HUNGER (Leyde) - Proposition du Professeur HUNGER.

En dernier lieu, il y aurait intérêt à reprendre la publication mensuelle de l'Institut intitulée Les Musées scientifiques interrompue en mars 1939

IN THE COURT OF THE COMMON PLEAS
FOR THE COUNTY OF MICHIGAN
IN AND FOR THE JUDICIAL CIRCUIT
OF THE COUNTY OF MICHIGAN

(1) The Court of the Common Pleas
for the County of Michigan
do hereby certify that the
within and foregoing is a true
and correct copy of the
original as the same appears
from the records of the Court.

Witness my hand and the seal of the Court
at Lansing, Michigan, this 1st day of
January, 1901.

CLERK OF THE COURT

By _____

CLERK OF THE COURT

By _____

CLERK OF THE COURT

By _____

CLERK OF THE COURT

By _____

CLERK OF THE COURT

By _____

CLERK OF THE COURT

INFORMATION, DOCUMENTATION ET ARCHIVES

Ce Service a débuté le 15 avril 1945, avec des moyens très modestes tant en personnel, par suite de la réouverture récente de l'Institut, qu'en matériel, en raison du pillage systématique opéré pendant l'occupation dans la bibliothèque entièrement à remonter, les archives de correspondance qu'il a fallu regrouper et la documentation que l'on a dû reprendre de zéro.

I - DOCUMENTATION GENERALE

(a) Dossiers -

Un Service de Documentation générale, destiné à servir d'une part les fonctionnaires de l'Institut, de l'autre les experts et correspondants de l'Institut international de Coopération intellectuelle à travers le monde, a été créé de toutes pièces. Quelque 600 dossiers et sous-dossiers ont été établis à ce jour; leur nombre s'accroît régulièrement. Deux grandes divisions, l'une par pays, l'autre par matières internationales, permettent de retrouver les données les plus variées portant sur l'activité politique, économique, sociale, et surtout culturelle dans chaque pays, et sur les relations internationales dans ces domaines. Le Service documentaire s'applique actuellement à diviser les dossiers déjà créés suivant des normes systématiques afin d'en rendre plus claire la consultation et d'en élargir la portée au point de vue de la variété des informations. Il assure d'ores et déjà un service quotidien de renseignements spécialisés aux sections de l'Institut ci-après : Office international des Musées, Service universitaire, Comité d'Entente des grandes Associations internationales, Radio-Monde et Service du Cinéma.

(b) Bibliothèques -

La Bibliothèque de l'Institut international de Coopération intellectuelle a été retrouvée dans un état lamentable. Ses plus précieuses collections ont disparu. Un premier travail de reclassement a été jugé indispensable. Il a été assuré provisoirement par un aide-bibliothécaire de la Bibliothèque Nationale. Les livres récupérés sont classés par sections : Arts, Sciences exactes, Sciences politiques, Economie, etc... et rangés dans des pièces séparées où ils pourront être facilement consultés. Les collections de caractère général : documents de la Société des Nations, du Bureau international du Travail, dictionnaires, annuaires, index, etc... sont en cours de répertoriage et prendront place dans la salle de consultation du Service d'Information.

(c) Archives et courrier -

Les très nombreux dossiers contenant les archives des correspondances ont été regroupés par une fonctionnaire compétente. Ce Service fonctionne à l'heure actuelle normalement. Ajoutons que le Service des Archives-correspondance sera bientôt en mesure de publier quotidiennement, à l'usage des fonctionnaires de l'Institut, un bulletin ronéographié où seront mentionnées les lettres reçues chaque jour avec un bref résumé de leur contenu.

Le Service du départ du Courrier a été établi, mais les difficultés actuelles des relations postales obligent à avoir souvent recours, provisoirement, à l'obligance des légations ou du Ministère des Affaires Etrangères français.

II - RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR

Le réseau des relations de l'Institut international de Coopération intellectuelle avec ses correspondants et experts posait un problème urgent. Il s'agissait de renouer des liens indispensables à la vie même de l'Institut.

(a) Enquête auprès des experts -

Le Service d'Information a engagé dès le début de mai une vaste enquête par lettres-circulaires, auprès des correspondants et experts documentalistes, archivistes, bibliothécaires, en rapport avec l'Institut, ainsi qu'auprès des experts en sciences exactes, naturelles et sociales. Environ 200 lettres ont été envoyées en français et en anglais, faisant connaître la réouverture de l'Institut et sollicitant des suggestions sur les plus urgentes études à entreprendre internationalement dans les domaines respectifs de chaque catégorie d'experts.

Un certain nombre de réponses sont déjà parvenues, apportant des idées intéressantes, mais les difficultés postales forcent à attendre encore quelque temps pour se faire une idée exacte de l'ensemble des résultats. Les réponses, classées dans un fichier ad hoc, sont actuellement groupées par matières dans un tableau général provisoire qui donnera l'image exacte des desiderata des experts dans chaque discipline.

(b) Enquêtes générales -

Le Service d'Information a lancé une enquête plus vaste auprès des Institutions culturelles du monde entier, leur faisant connaître dans un aperçu succinct l'oeuvre accomplie jusqu'à ce jour par l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle et les priant de nous indiquer leurs propres desiderata et leurs suggestions pour

le travail à venir de l'Organisation. Cette enquête a déjà couvert les pays d'Amérique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes et une partie de l'Europe. Elle se poursuit actuellement. Un tableau comparatif des réponses sera dressé.

(c) Enquête auprès du Corps diplomatique -

En vue de se renseigner sur l'état du monde intellectuel après les changements et les ravages de la guerre, la Section d'Information a demandé par lettre-circulaire aux Ambassades et Légations des divers pays à Paris, de bien vouloir faire établir à notre intention : (a) une liste mise à jour des personnalités marquantes du monde intellectuel de leurs pays respectifs avec leurs titres et adresses; (b) une liste des principales institutions culturelles, actuellement en état de fonctionnement; enfin (c) éventuellement tous autres documents donnant des renseignements autorisés sur les milieux intellectuels des pays en question.

Il a, en outre, prié le Ministère des Affaires Etrangères de France de bien vouloir faire demander aux représentants diplomatiques de la France dans les divers pays, les renseignements du même ordre et de la dernière actualité que ceux-ci seraient en mesure de recueillir sur place.

Cet ensemble de renseignements une fois réuni à l'Institut international lui permettra de constituer une documentation complète et tenue à jour à l'usage de ses fonctionnaires comme de ses correspondants. C'est d'emblée, la base indispensable à tous les travaux ultérieurs de notre Institution.

(d) Relations avec la presse et la radio -

Des contacts ont été pris avec l'Agence française de Presse et avec le Journal Parlé de la Radiodiffusion française, qui a déjà fait passer un éditorial sur l'Institut et plusieurs textes d'information ayant trait à son programme d'action. D'autres contacts ont été pris avec l'Agence américaine d'Information de Paris, l'Ambassade d'Angleterre et le British Council qui nous fournissent une documentation.

Le Service d'Information de l'Institut est naturellement en rapports étroits avec son Service de Radio. Il a été chargé de la bonne marche d'une Commission des programmes qui doit diriger l'orientation des émissions et mettre au point les textes proposés en accord avec la rédaction de Radio-Monde.

Notre Service d'Information ne se méprend pas sur son importance actuelle. Il n'a qu'un désir, c'est d'avoir les moyens matériels de faire face aux grandes et urgentes tâches de regroupement de synthèse qui s'imposent dès aujourd'hui, et qui ne sauraient attendre l'installation définitive de l'organisation future.

RELATIONS ARTISTIQUES

Depuis la reprise d'activité de l'Institut, l'Office international des Musées, qui lui est associé et qui est l'un des meilleurs instruments de la Coopération intellectuelle, à mesure que s'amélioraient les communications, particulièrement postales, s'est efforcé, d'une part, de renouer les contacts avec ses anciens collaborateurs, d'autre part, d'en établir de nouveaux avec les administrations et institutions culturelles créées dans divers pays pendant la guerre.

Ayant à son programme une énorme quantité de travaux déjà en cours, il a porté son attention sur l'exécution de ces travaux, chaque fois, naturellement, que la documentation qu'il avait pu réunir sur chacun de ces sujets lui paraissait suffisante et que de nouveaux éléments n'étaient pas intervenus pendant la guerre. Comme ses moyens et ses possibilités sont nécessairement plus limités qu'avant la guerre, il n'était pas question de prendre des initiatives dépassant les uns et les autres. Il n'a pas voulu non plus renoncer à sa méthode de travail, qui consiste à ne rien entreprendre de nouveau avant d'avoir procédé à de larges consultations de spécialistes et d'avoir obtenu en même temps l'accord des organisations qualifiées.

Parmi les travaux les plus importants poursuivis dans le domaine des musées, nous signalerons une étude du problème de la reconstitution de l'intégrité des patrimoines artistiques et historiques dans les territoires occupés. A cet égard, il a procédé à de nombreuses consultations de juristes. Il a pu même, malgré les circonstances, organiser en collaboration avec notre Conseiller juridique, une réunion qui a procédé à l'examen de la question, bien entendu, du seul point de vue du droit international.

On peut rappeler à cet égard qu'en 1939 et 1940 l'Office avait déjà consacré deux volumes de son Recueil de Législation comparée et de Droit international à la question de la protection des patrimoines artistiques et historiques nationaux (vol. N° 1), et des Monuments et Oeuvres d'Art en temps de guerre et dans les Traités de Paix (vol. N° II). La documentation ainsi réunie sera de la plus haute importance pour les administrations nationales intéressées à la récupération des oeuvres d'art et des documents historiques disparus pendant l'occupation de leurs territoires. Déjà, des Gouvernements ont demandé la collaboration de l'Office dans ce domaine de la récupération de leurs trésors artistiques ou historiques.

D'autre part, l'Office a établi un projet visant à la constitution, le moment venu, d'une Commission internationale pour la recherche, la conservation et le rapatriement des oeuvres d'art et documents historiques illicitement enlevés ou exportés de leur territoire. Celle-ci

comprendrait des représentants des Commissions nationales de récupération, créées dans les pays intéressés et, par la suite, des Etats dont la concours sera jugé nécessaire pour la recherche, la conservation et le rapatriement des objets en question. La Commission internationale, telle qu'elle est projetée par l'Office, aura une mission de coordination des travaux des Commissions nationales, l'organisation d'une collaboration entre elles pour la recherche et le rapatriement des objets disparus; elle sera chargée d'établir les procédures à appliquer; de réunir et étudier les textes juridiques existants et d'en élaborer, si nécessaire, de nouveaux; d'étudier la création de nouvelles juridictions et enfin de proposer aux Gouvernements toutes mesures propres à faciliter le rapatriement.

Il existe toutefois un autre aspect du problème de la reconstitution des patrimoines artistiques, historiques et scientifiques des pays dévastés par la guerre; c'est celui - autrement dramatique - de la reconstruction de leur équipement culturel. Ce problème sera traité dans un rapport spécial où le rééquipement du potentiel intellectuel des pays appauvris sera envisagé sous l'angle d'une assistance internationale et en nous limitant, bien entendu, autant que possible, à la seule matière muséographique, artistique, archéologique et ethnographique.

Les travaux de l'Office dans le domaine des monuments historiques (Commission internationale des Monuments historiques) ont porté sur deux activités qui sont d'une grande utilité dans les circonstances actuelles : un index analytique de toutes les études techniques, publiées par l'Office international des Musées dans le domaine de la conservation et de la restauration des monuments historiques, a été élaboré à l'usage des techniciens qui seront appelés à restaurer les monuments endommagés pendant la guerre. En outre, l'Office a commencé la réunion d'une documentation internationale pour l'établissement d'un répertoire des monuments et oeuvres d'art, détruits ou endommagés par des actes de guerre. Il s'agit là d'un travail de longue haleine qui, lorsqu'il sera terminé, constituera l'inventaire de l'appauvrissement monumental et artistique du monde.

Dans le domaine de la recherche en matière d'archéologie et d'histoire de l'art. (Centre international des Instituts d'Archéologie et d'Histoire de l'Art), l'Office, après avoir publié une étude comparée sur le Problème de l'Ogive, dans l'Architecture gothique (Recherche N° 1), a poursuivi l'étude de deux nouvelles monographies, dont l'une est consacrée au Primitivisme et Classicisme, les deux faces de l'histoire de l'art, et l'autre à une étude comparée de la littérature et des arts plastiques, en tant qu'expressions de la pensée et de l'émotion humaines.

Pour ce qui est des travaux de la Commission internationale des Arts et Traditions populaires, l'Office, après avoir publié, immédiatement avant la guerre, le second volume consacré au Folklore musical, a entrepris une nouvelle étude internationale sur la Méthodologie des Recherches folkloriques.

Mais, de tous les organismes dépendant soit du Département d'Art de l'Institut, soit de l'Office des Musées, groupés sous la direction de M. FOUNDOUKIDIS, celui qui est appelé, à l'heure actuelle, à la plus grande activité, est son Centre international d'Etudes sur l'Architecture et l'Urbanisme qui est, en même temps, le plus jeune; il n'a été créé, en effet, qu'en 1937.

Dès 1938, et en collaboration avec la Section de Coopération intellectuelle de Genève, ce Centre, à la demande du Gouvernement du Royaume-Uni, a établi et fait recommander par l'Assemblée de la Société des Nations un règlement des concours internationaux d'architecture, d'urbanisme et arts associés.

En même temps, il s'attaquait à l'étude d'un problème qui préoccupe depuis longtemps les administrations et l'opinion publique, la conservation des vestiges du passé et sa conciliation avec les exigences de l'urbanisme moderne. Enfin, il a entrepris une étude comparée du régime législatif et administratif, dans les divers pays, en matière d'urbanisme.

A l'heure actuelle, l'étude comparée des problèmes se rapportent à l'urbanisme moderne (problèmes de doctrine, de législation, d'administration; problèmes sociaux de toute nature; problèmes techniques, esthétiques, etc., etc..) présente, pour les administrations nationales - surtout dans les pays dévastés par la guerre - un intérêt capital; aussi le Centre a-t-il établi tout un programme d'études internationales qui seront poursuivies par des réunions d'experts et selon les méthodes habituelles de travail de l'Office international des Musées.

Mais il va sans dire que, pour que toutes ces activités de l'Office des Musées prennent le développement qu'elles comportent, des conditions meilleures de travail lui sont indispensables - conditions que l'on ne pourra obtenir que lorsque les déplacements et échanges seront redevenus aisés et que la collaboration culturelle internationale sera dotée à nouveau des moyens nécessaires, aussi bien au point de vue administratif qu'au point de vue financier.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by A. MILLAR, in Pall-mall.

1729.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by A. MILLAR, in Pall-mall.

1729.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by A. MILLAR, in Pall-mall.

1729.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by A. MILLAR, in Pall-mall.

1729.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by A. MILLAR, in Pall-mall.

1729.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by A. MILLAR, in Pall-mall.

1729.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by A. MILLAR, in Pall-mall.

1729.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by A. MILLAR, in Pall-mall.

1729.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by A. MILLAR, in Pall-mall.

1729.

SECTION JURIDIQUE

Une double activité est confiée traditionnellement au Conseiller juridique de l'Institut :

1°) Activité propre au Service juridique : domaine des droits intellectuels : droit d'auteur, droit du savant et, d'une manière générale, protection du travail intellectuel, préparation des Conférences et Congrès internationaux s'y rapportant, relations avec les Organisations professionnelles et scientifiques intéressées.

2°) Collaboration avec les autres Services de l'Institut : notamment Services administratifs, Département d'Art et d'Histoire, ainsi qu'avec l'Office international des Musées.

° ° °

Dans la première catégorie et d'abord en ce qui concerne le Droit d'auteur, notre Conseiller a continué à préparer la Convention universelle sur le droit d'auteur, de concert avec l'Administration belge chargée de convoquer la prochaine Conférence de Révision de la Convention de Berne.

Mais nous manquons d'informations sur le mouvement poursuivi sur ce même terrain en Amérique : c'est un point sur lequel il est urgent de rétablir le contact avec les Commissions américaines.

Le Conseiller poursuit aussi la préparation d'un accord international sur le Droit de Suite reconnu aux auteurs d'oeuvres artistiques sur le produit des ventes successives de leurs oeuvres. Un ouvrage sur cette question doit prendre place dans la collection des Cahiers juridiques de l'Office international des Musées, après une réunion restreinte d'experts. L'ouvrage dont il s'agit est déjà prêt : il a pour auteur M. J.L. DUCHEMIN, agent général de la Propriété artistique.

En ce qui concerne le Droit du Savant, un projet de Convention rédigé avec le concours de personnalités scientifiques a déjà été soumis à l'examen des Gouvernements. Ce projet tend à associer les auteurs de découvertes non brevetables aux profits résultant de l'utilisation lucrative des dites découvertes. Les nouvelles découvertes rendent ce projet assez actuel.

Enfin, pour le Statut des Associations internationales, il s'agit d'assurer aux associations privées à buts désintéressés poursuivant des fins internationales, des

garanties juridiques en rapport avec les exigences de leur mission. Actuellement ces Associations ne peuvent bénéficier que d'un statut purement national qui gêne considérablement leur activité. Cette question pourrait être utilement inscrite au programme du Comité d'Entente des grandes Associations internationales.

Dans la deuxième catégorie sont à classer :

(a) Les questions juridiques à traiter avec les Services administratifs sont pour ainsi dire quotidiennes : maintien des privilèges de l'Institut, contrats avec les fonctionnaires et les fournisseurs, etc..

(b) La collaboration avec l'Office international des Musées n'a jamais cessé. Indépendamment des études concernant le droit de suite, il y a lieu de prévoir la reprise des travaux relatifs à la législation des fouilles, déjà abordée à la Conférence du Caire, ainsi qu'une action concernant le rapatriement des patrimoines artistiques nationaux déplacés ou démembrés du fait des événements de guerre.

(c) Cinéma - La collaboration doit également être établie avec les Services du Cinéma, à propos de l'application de la Convention relative à la libre circulation des films éducatifs.

(d) Enfin, les contacts sont graduellement repris dans les divers pays où elles ont leur siège, avec les Organisations scientifiques et professionnelles internationales, poursuivant une activité juridique.

PUBLICATIONS

(a) Revue mensuelle -

Un numéro complet a été mis sur pied avec l'aide des quelques fonctionnaires des sections actuellement au travail. Seules les difficultés pratiques de tous ordres qui handicapent à l'heure présente toute l'édition en France ont retardé la parution de ce premier fascicule. On peut envisager néanmoins très prochainement la publication d'un second fascicule.

(b) Vente des publications - Edition -

Un stock important datant d'avant-guerre mais encore susceptible d'intéresser le grand public a été inventorié et remis en vente.

Le Service des Publications de l'Institut a réalisé, en l'espace de 6 mois, un chiffre d'affaires d'un montant de 141.000 francs, sur lesquels 75.000 francs sont déjà encaissés.

Mais déjà le Service des Publications rentre dans une phase productive. La composition presque entière du volume "Fondement et Méthode dans les Sciences mathématiques" qui devait paraître fin 1939 a pu être retrouvée à l'imprimerie Jouve. Ce volume pourrait donc sortir des presses assez prochainement.

D'autre part, le Professeur WAVRE, de Genève a préparé l'édition des rapports de la Réunion d'Experts sur les Applications du Calcul des Probabilités qui va incessamment prendre sa place dans nos collections scientifiques.

Enfin l'édition anglaise de l'ouvrage remarqué d'Etienne DENNERY, sur Le Problème des Matières premières, va prendre sa place dans la série du Peaceful Change, ainsi que les éditions française et anglaise du grand travail de M. PIATIER, sur le Contrôle des Changes.

En dehors de ses ventes, le Service des Publications a assuré l'envoi gratuit de 692 ouvrages à divers institutions et collaborateurs de l'Institut.

Enfin, il prépare actuellement des collections complètes des publications de l'Institut, destinées aux Bibliothèques dévastées par la guerre. Ce don, qui intéresse 14 pays, comprend 98 collections totalisant 38.000 volumes.

PROTESTANT

1800

PROTESTANT

The first of the Protestant churches in the United States was the Episcopal Church, which was founded in 1784. It was the only church in the United States at that time, and it was the only church that was recognized by the government. The Episcopal Church was the only church that was recognized by the government, and it was the only church that was recognized by the government.

The second of the Protestant churches in the United States was the Methodist Church, which was founded in 1786. It was the only church in the United States at that time, and it was the only church that was recognized by the government. The Methodist Church was the only church that was recognized by the government, and it was the only church that was recognized by the government.

The third of the Protestant churches in the United States was the Baptist Church, which was founded in 1787. It was the only church in the United States at that time, and it was the only church that was recognized by the government. The Baptist Church was the only church that was recognized by the government, and it was the only church that was recognized by the government.

The fourth of the Protestant churches in the United States was the Presbyterian Church, which was founded in 1788. It was the only church in the United States at that time, and it was the only church that was recognized by the government. The Presbyterian Church was the only church that was recognized by the government, and it was the only church that was recognized by the government.

The fifth of the Protestant churches in the United States was the Lutheran Church, which was founded in 1789. It was the only church in the United States at that time, and it was the only church that was recognized by the government. The Lutheran Church was the only church that was recognized by the government, and it was the only church that was recognized by the government.

COMMISSIONS NATIONALES ET DELEGUES D'ETAT

COMMISSIONS NATIONALES

Nous avons pu reprendre contact avec 29 Commissions nationales sur les 45 Commissions dénombrées en 1939.

Sur ces 29 Commissions, il est difficile de préciser quelles sont celles qui ont une véritable activité car nous n'avons, en fait, pu correspondre que difficilement et n'avons reçu aucun véritable rapport d'activité de quelque Commission que ce soit.

Les Commissions nationales d'Amérique du Sud paraissent toutefois être demeurées les plus vivantes, sans doute en raison de leur lien avec la Commission intellectuelle provisoire. (Sur les 29 Commissions avec lesquelles nous avons repris contact, 19 ont répondu immédiatement, parmi lesquelles figuraient 10 Commissions nationales sud-américaines).

C'est avec l'Europe que les difficultés de contact ont été les plus grandes : sur les 16 Commissions pour lesquelles nous restons pratiquement sans nouvelles, l'Europe figure pour 10 (Lithuanie, Lettonie, Estonie comprises), l'Amérique du Sud pour 3, l'Orient et l'Afrique (Egypte) pour 3.

Il est vraisemblable que par la Conférence de Londres ou à la suite de nos appels lancés, soit par les Ambassades, soit par des intermédiaires privés, nous pourrions compléter utilement avant la fin de l'année la prospection des 16 Commissions demeurées silencieuses.

Que l'activité et la solide organisation des Commissions nationales soient les conditions même de l'activité et de la solidité de l'organisation mondiale de la Coopération intellectuelle, cela ne peut faire de doute pour personne.

Ce principe a été maintes et maintes fois affirmé au cours des travaux de la Commission internationale avant 1940.

D'année en année, la Commission internationale a insisté sur ce rôle organique des Commissions nationales et sur les moyens qui leur sont indispensables pour jouer ce rôle. En 1934, elle faisait déjà cette importante déclaration : "Les Commissions nationales forment la base même de notre organisation et sont les intermédiaires indispensables entre la Commission internationale et la vie intellectuelle des différents peuples." Suivait alors la définition même de la Commission nationale dans sa nature propre qui est d'agir "à l'intérieur du pays comme l'un des instruments de la vie

"intellectuelle nationale, tout en assurant, d'autre part, une liaison continue de caractère international."

Ces principes ont été vigoureusement soulignés en 1937, par M. de REYNOLD, dans sa préface à la brochure éditée par la Société des Nations sur les Commissions nationales.

"Les Commissions nationales, écrivait-il, représentent les peuples dans leur diversité, diversité de culture, d'esprit, de mœurs, de besoins, d'aspirations. L'Organisation internationale représente, elle, la civilisation générale, les constantes de la nature humaine. Harmoniser ces deux points de vue en les reliant l'un à l'autre par une ligne de force, c'est en cela que consiste l'universalité."

Cette ligne de force ce sont les rapports constants de l'Institut avec les Commissions nationales qui devaient l'établir.

Or, il est incontestable, malgré cette prise de position extrêmement ferme, que les Commissions nationales, dans l'activité de la Coopération intellectuelle, n'ont pas donné les fruits que l'on eût été en droit d'attendre. Quelles sont les raisons de cet échec relatif et comment y remédier à l'avenir ?

"L'Universalité, avait insisté M. de REYNOLD, est condamnée à demeurer abstraite si elle ne descend pas s'enraciner dans la terre, si elle est incapable de prendre contact avec la vie. Cet enracinement, ce contact, c'est par l'intermédiaire des Commissions nationales que nous pouvons le mieux l'obtenir..."

Rien ne pouvait mieux définir le rôle des Commissions nationales. Rien ne pouvait, du même coup, mettre davantage en lumière les raisons de ce que l'on pourrait appeler leur "faillite".

Il est advenu aux Commissions nationales ce qui serait advenu à la Commission internationale de Coopération intellectuelle si n'avait été créé l'Institut. Celui-ci a fait passer le principe de la "Société des Esprits" du stade de l'académisme à celui de la technicité réaliste et organisée. Mais il eût fallu, en outre, pour parvenir à un résultat véritable et total que la Commission internationale et son secrétariat permanent - à savoir l'Institut - puissent, à leur tour, s'appuyer sur le réseau organisé de Commissions nationales actives et fécondes.

Or, celles-ci sont demeurées, presque partout sinon partout, essentiellement académiques. En aucune manière, elles n'ont présenté cet enracinement dans le concret réclamé par M. de REYNOLD. En aucune manière, elles n'ont été l'expression vivante, variée, représentative et évolutive de la vie intellectuelle de leur pays. Société d'esprits éminents certes, au plan national, elles sont demeurées au stade de l'académisme, sans technicité véritable, livrant à la merci

de rencontres trop souvent protocolaires le sort de la Coopération intellectuelle effective.

Cette lacune n'avait pas échappé à M. de REYNOLD, qui soulignait, dans la préface en question, combien il était nécessaire de mettre les Commissions nationales "en mesure de s'associer d'une manière plus continue" aux travaux de la Commission internationale. Mais cette nécessité, ajoutait-il, en implique une autre, à savoir "que les Commissions nationales en aient les moyens".

Ces moyens, dont ont toujours manqué les Commissions nationales, ce sont les moyens techniques. Il importe donc qu'à l'avenir l'Institut international puisse s'appuyer sur des Commissions nationales dotées de moyens techniques leur permettant de mettre en oeuvre, dans leur propre pays, l'immense programme de coopération intellectuelle qui s'offre à leur activité.

De même que la Commission internationale a pu s'appuyer sur le grand effort de technicité de l'Institut international, de même il faut que les Commissions nationales puissent s'appuyer, dans chaque pays, sur un organe technique, spécialement conçu à cet effet et dont l'une des tâches principales, sinon exclusive, sera d'assurer le secrétariat technique permanent de la Commission nationale.

La création d'un organisme national spécialisé pour les échanges culturels avec l'étranger, et qui aurait dans sa nature même d'envisager ces échanges d'une manière extrêmement active et toujours dans les deux sens, paraît être la solution qu'il convient d'indiquer. Cet organisme aurait pour Conseil supérieur les membres de la Commission nationale, ou tout au moins le Comité actif de celle-ci, et un personnel technique dont toute l'activité serait essentiellement consacrée à organiser, sur le plan de la Coopération intellectuelle, soit les échanges avec les autres Commissions nationales et leur secrétariat spécialisé, soit les rapports directs avec les services spécialisés de l'Institut international.

En France, une réalisation est en cours qui présente tous les éléments requis dans l'exposé ci-dessus. Il s'agit de l'Institut français d'Echanges culturels internationaux, dont toute la technicité est conçue dans cet esprit. La création auprès des autres Commissions nationales d'un organisme semblable assurerait ce réseau de technicité absolument indispensable pour que l'action de la Coopération intellectuelle mondiale passe du plan de l'académisme au plan du réalisme nécessaire.

Il est bien entendu que cette organisation générale des Commissions nationales ne peut se faire d'une manière arbitraire et que le statut des Commissions nationales qui pourra être rédigé à cet effet devra laisser une grande latitude à l'initiative et à l'originalité de chaque pays, à la seule condition que l'accord soit fait sur la nécessité de la technique comme partie intégrante de ce statut.

DELEGUES D'ETAT

La liste des Délégués d'Etat en février 1939, comprenait 45 noms - ne coïncidant pas d'ailleurs absolument avec les 45 commissions nationales.

Sur ces 45 noms, l'Institut a cherché, au début d'août 1945, à joindre 37 Délégués, dont celui de l'U.R.S.S.. Ont été omis Japon, Lettonie, Esthonie, etc...

17 réponses nous sont parvenues à ce jour, dont 6 nous apportaient directement celle des Délégués eux-mêmes, à savoir :

Chine	:	M. SIAO YU
Uruguay	:	M. BARBAGELATA
Roumanie	:	Mlle VACARESCO
Grèce	:	M. ARGYROPOULO
Pologne	:	MM. de PULASKI & ZALESKY
Rép. Dominicaine	:	M. de HANOT d'HARTOY.

La plupart des autres réponses, provenant des Ambassades, nous signalent que les Gouvernements intéressés ont été informés de notre demande. 20 lettres demeurent donc pratiquement sans suite jusqu'à ce jour, dont celle adressée à l'Ambassade d'U.R.S.S. à Paris.

C O N C L U S I O N S

Voilà ce que nous avons fait, ce que nous faisons. Nous voudrions indiquer avec autant d'assurance ce que nous voulons faire dans l'avenir. Nous y sommes prêts; mais il ne dépend pas de nous de décider sous quelle forme le passé deviendra l'avenir.

Tout au moins, nous pouvons assurer que de toute façon nous n'avons jamais désiré ni même envisagé comme possible le statu quo. De profondes réformes de structure étaient nécessaires pour que l'Institut pût faire face aux tâches immenses de réorganisation mondiale dans les domaines de l'éducation et de la culture. Elles sont préparées dans nos dossiers, et nous nous tenons prêts à les réaliser.

Plus pratique et plus efficient encore que l'Institut d'aujourd'hui, poursuivant des résultats tangibles, plus méthodique dans son examen des problèmes et plus persévérant, l'Institut de demain maintiendra ouverts et à jour d'innombrables dossiers au lieu d'accorder aux grandes questions un moment d'attention spectaculaire. Plus technique, il ne sera plus seulement le Secrétariat dévoué de tous les grands travaux collectifs des savants et des chercheurs. Il proposera des méthodes, une méthodologie du Congrès scientifique, par exemple, de manière à éviter les pertes de temps et le travail inutile. Plus encyclopédique, il s'efforcera de couvrir le champ complet de l'oeuvre de l'esprit. Il devra obtenir de chaque nation l'abandon, en ce domaine, de tout égoïsme sacré et la mise en commun des ressources de la recherche et de la connaissance.

Au-dessus de sa propre technicité, il mettra l'esprit d'équipe; au travers de la structure plutôt souple que rigide de ses départements, il établira des Commissions de travail. Au cadre indispensable des fonctionnaires permanents, il ajoutera toutes les collaborations qui, suivant les cas, seront nécessaires.

Il devra aussi être plus démocratique, s'intéresser plus activement au comportement et, en quelque sorte, à la conversion de ces grandes masses humaines contre lesquelles, sans lesquelles, on ne peut rien, et dont les explosions ont tant de fois renversé notre fragile et précieux édifice. Eduquer, civiliser les masses, voilà la tâche faite de la quelle l'humanité risquerait de périr. L'Organisation de Coopération intellectuelle de demain et son organe exécutif auront à en connaître, et leur rôle en cela pourra être l'un des plus glorieux de la communauté humaine.

Mais quand tout est dit, quel admirable travail de pionniers accompliront ensemble l'Organisation de Coopération intellectuelle de la Société des Nations et son Institut dans les quelques années de travail qui leur furent

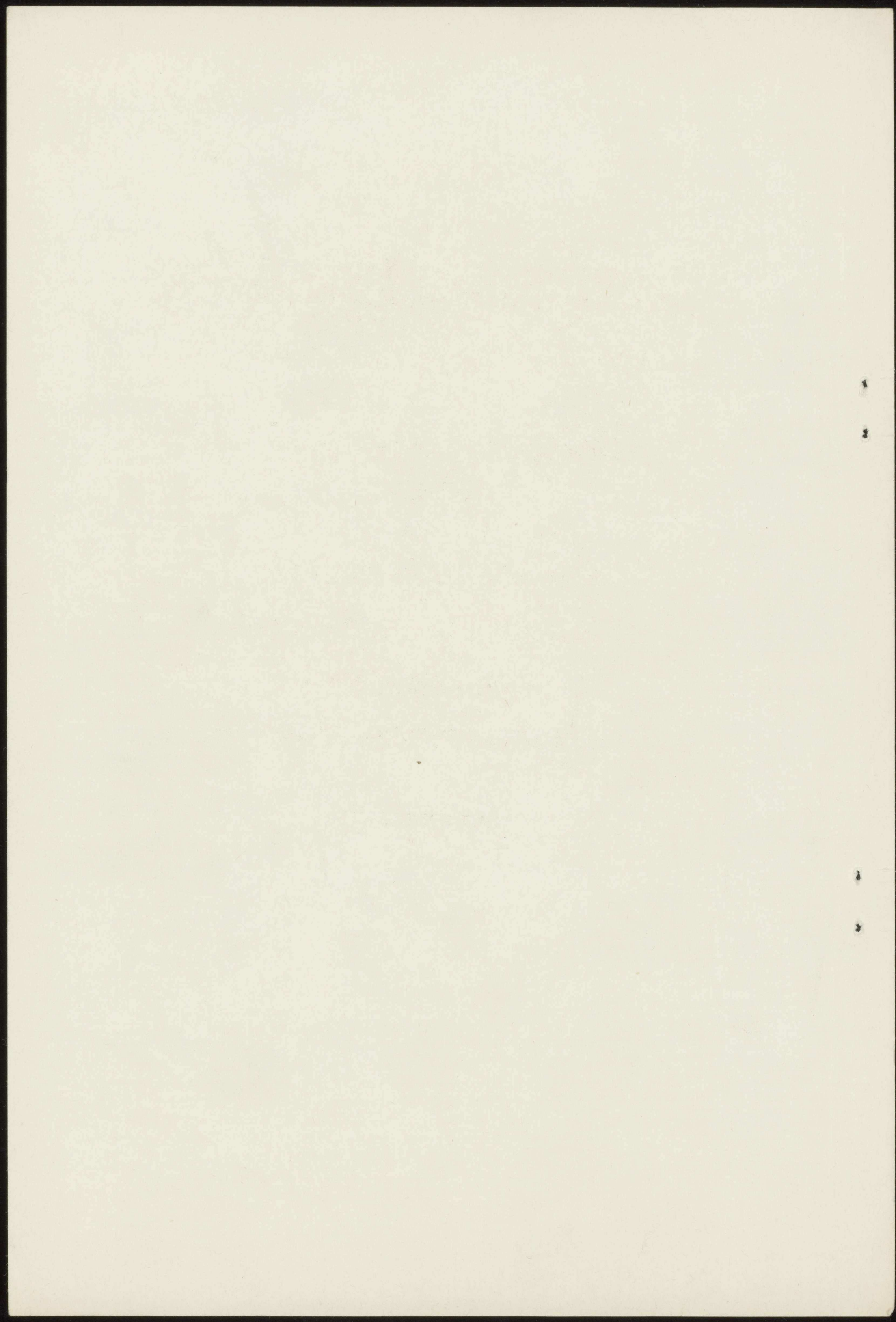
dévolues avant la seconde guerre mondiale. N'ont-ils pas, en fait, marqué toutes les grandes voies ? Et s'ils n'ont pas plus accompli, n'est-ce pas parce que la plupart des nations prenaient ces choses moins à coeur qu'aujourd'hui et que l'Institut n'a jamais eu les moyens d'agir ?

Comment pourraient-ils, cette Organisation, cet Institut, s'éloigner beaucoup de l'esprit et de la foi qui présidèrent à notre fondation et à nos travaux d'hier ? On parle beaucoup du rapport nécessaire entre la responsabilité et le pouvoir. On veut mettre les Gouvernements, en tant que responsables de l'éducation publique, au coeur de la nouvelle coopération éducative et culturelle. Il est bien évident, à mon sens, qu'ils doivent y être présents; il est bien évident qu'en tout état de cause ils auront le pouvoir de dire non et qu'il y a intérêt à les consulter, à travailler en accord avec eux. Mais l'esprit ne vit qu'en liberté, et les sources même de cette éducation totale et universelle des hommes qui doit former l'idéal lointain à poursuivre par échelons méthodiques, seraient près de tarir si elles n'étaient alimentées par une culture libre. Il faut, selon nous, que la nouvelle Organisation garde de l'ancienne ce caractère d'indépendance qui était pour elle quasi-statutaire.

Il serait aussi bien désolant que l'Organisation nouvelle n'aspirât pas très vite à l'universalité. Il y a des nations en dehors des Nations Unies, qui ne sauraient être tenues longtemps en dehors du travail collectif de l'esprit humain. En cette matière non politique, il y a lieu d'attendre à leur égard un geste large.

Quoi qu'il en soit la mise au point et ensuite la mise en place de l'Organisation nouvelle seront d'autant plus minutieuses et lentes qu'elle sera plus complète. La Conférence de Londres créera une structure, après quoi une Commission intérimaire examinera des modalités. Cela durera des mois. Faut-il cependant ne rien faire ? Nous ne le croyons pas. L'Institut ne cherche pas à préjuger de l'avenir, ni à acquérir des positions avantageuses. Il a le désir de servir, la conviction qu'il peut servir, et la conviction que ses services sont d'urgence requis. Des sondages nous en ont assurés. De nombreux savants nous demandent notre concours pour les Réunions, les Congrès, les Comités d'experts que déjà ils projettent; dirai-je que nous ne le refusons pas ? Des éducateurs de toute l'Europe dévastée nous parlent de l'état de la culture dans leur pays, auquel nul n'a encore porté remède. Dirai-je que nous cherchons les moyens de leur venir en aide ? Dirai-je qu'en présence d'efforts confus pour rééduquer les nations agressives, nous nous demandons s'il n'y aurait pas lieu de creuser la question jusqu'aux principes et d'établir un plan, non seulement radical, mais uniforme et universel.

Ayant devant lui des tâches lourdes, utiles, indispensables, que nulle Organisation ne sera de longtemps en mesure de remplir aussi bien que lui, l'Institut ne peut pas se considérer comme en liquidation. C'est pour ces tâches-là au moins, c'est aussi pour toute éventualité, qu'il demande votre approbation et votre encouragement.



INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

Points I et II de l'Ordre du Jour

RAPPORT DU DIRECTEUR PAR INTERIM
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR L'ACTIVITE DE L'INSTITUT DE 1940 A 1945

- I -

SITUATION DE L'INSTITUT

DE JUIN 1940 A FEVRIER 1945

1. The first part of the report deals with the general situation of the country and the progress of the work during the year. It also mentions the results of the various expeditions and the collections made.

2. The second part of the report describes the various expeditions and the collections made. It mentions the names of the expedition leaders and the names of the collectors. It also mentions the dates of the expeditions and the places where they took place.

3. The third part of the report describes the various collections made. It mentions the names of the collectors and the names of the species. It also mentions the dates of the collections and the places where they were made.

4. The fourth part of the report describes the various collections made. It mentions the names of the collectors and the names of the species. It also mentions the dates of the collections and the places where they were made.

5. The fifth part of the report describes the various collections made. It mentions the names of the collectors and the names of the species. It also mentions the dates of the collections and the places where they were made.

6. The sixth part of the report describes the various collections made. It mentions the names of the collectors and the names of the species. It also mentions the dates of the collections and the places where they were made.

La période qui va de juin 1940 à septembre 1944 est la plus difficile dans l'histoire de l'Institut. C'est aussi l'une des plus creuses, et elle mériterait à peine qu'on s'y arrêtât si certaines rumeurs n'avaient point couru, qui sont de nature à créer une impression fausse sur les rapports de l'Institut et de la Puissance occupante.

Le 9 juin 1940, le personnel et les archives de l'Institut sont évacués sur Guérande, en Bretagne. Des difficultés de liaison, financières et autres, se manifestent aussitôt, et le Directeur, qui a gagné Bordeaux, invite le personnel à l'y rejoindre. Il quitte lui-même Bordeaux pour le Monde libre le 19 juin, en laissant une note qui charge M. RISTORCELLI de la Direction administrative et financière de l'Institut, et confie la gérance de ses intérêts intellectuels à un Comité intérieur composé de MM. BRAGA, ESTABLIER, LAJTI et WEISS. Cette décision a été prise par M. BONNET en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui avaient été conférés pour les cas de crise et d'urgence par le Comité de Direction d'avril 1939 et par la dernière session du Conseil d'Administration de juillet 1939.

Dans cette même note à M. RISTORCELLI, M. BONNET indique que l'Institut rentrera à Paris "lorsque les circonstances le permettront". C'est à une interprétation sans doute regrettable d'une formule qui ne pouvait, dans l'esprit du Directeur, s'appliquer qu'au cas de libération de la ville, qu'est dû le retour précipité de l'Institut à Paris, vers la mi-juillet.

Si l'Institut préserve ainsi ses locaux, ses archives, quelque chose de son existence matérielle, il va de soi qu'en même temps il se condamne au silence, à l'inactivité, à l'impuissance.

Les fonctionnaires de l'Institut trouvent à Paris leur Maison sous les sceaux de la Police allemande et apprennent que l'allemand EPTING, qui devait devenir le Directeur de l'Institut allemand de Paris et la figure centrale de la collaboration intellectuelle que l'Allemagne tenta alors d'imposer à la France, a été chargé par son Gouvernement de s'occuper de l'Institut, vraisemblablement sur sa demande et parce qu'il avait avec l'Institut et l'Organisation de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, des liens de vieille date. C'est la phase dangereuse de la grande collaboration franco-allemande, et visiblement le Reich jette des regards de convoitise sur une institution dont le caractère international fournirait un merveilleux camouflage à sa propagande et de merveilleuses possibilités à son expansion culturelle.

Le 24 août, un autre allemand, BERBER, arrive à Paris pour préparer un Règlement provisoire de la situation de l'Institut et s'entretient avec son Comité de Gérance. Il obtient de LAVAL l'envoi d'une personnalité française à Wiesbaden, pour discuter de ce Règlement. C'est Léon BERARD qui est désigné, et qui, accompagné, pour représenter l'Institut, du seul M. LAJTI faisant fonction d'interprète, poursuit ces entretiens à Wiesbaden, les 27 et 28 septembre 1940.

Si le caractère international de l'Institut, le siège à Paris et le principe d'un Directeur français sont provisoirement maintenus, c'est avec la restriction très grave que l'Institut sera sous la surveillance d'un Comité de Gérance franco-allemand. Il convient, néanmoins, de souligner immédiatement que l'accord de Wiesbaden ne sera jamais appliqué et que l'Allemagne s'est pratiquement désintéressée de l'Institut après avoir aperçu l'impossibilité de l'utiliser. Le Comité de Gérance n'a jamais fonctionné.

Au printemps de 1941, M. WEISS, appuyé par Paul VALERY qui offre l'hospitalité du Centre universitaire méditerranéen, par le Président et le Vice-Président du Conseil d'Administration, essaie vainement, contre l'indifférence et la servilité du Gouvernement de fait de Vichy, d'obtenir le transfert en zone libre de ce qui reste de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Il semble que dès lors chacun ait compris implicitement, dans la Maison, qu'elle ne pourrait reprendre son activité qu'après la libération. Deux questions restent donc, la situation du personnel et l'opportunité de maintenir la maison ouverte en principe. C'est pour les régler que M. WEISS, Conseiller juridique de l'Institut, s'étant assuré l'approbation du Président du Conseil d'Administration, propose un règlement provisoire confirmant la mise en sommeil de l'Institut par le non-renouvellement des contrats, qui viennent à expiration le 30 septembre 1941. Des avis opposés se font jour et la mesure définitive prise par le Gouvernement de Vichy, représenté par le Commissaire aux Comptes M. TISSEAU, apporte à la proposition de M. WEISS cette restriction que deux fonctionnaires, M. RISTORCELLI, en qualité de Directeur administratif provisoire, et M. LAZZI "pour continuer d'assurer à l'Institut son caractère international" se voient confier la garde des locaux, archives, collections et, d'une manière plus générale, des intérêts de l'Institut. Un préavis de six mois, qui d'ailleurs n'était pas exigé par les Statuts, a été envoyé aux fonctionnaires en avril; ils ont reçu au terme de leur contrat une indemnité de trois mois de traitement.

Pendant la période d'occupation de l'Institut divers éléments ont été soustraits aux archives ou perdus. Les principales déprédations systématiques se rapportent aux sciences et comprennent notamment tous les dossiers qui ont trait à des Congrès de Médecine, de Chimie et de Biologie, quelques dossiers de réunions d'experts (notamment sur les hormones végétales et les nouvelles vitamines), le dossier des publications et ouvrages sur les progrès scientifiques divers, etc..., tous les documents se rapportant à l'information scolaire (manuels scolaires, radiodiffusion éducative, etc...) ainsi qu'un certain nombre de publications de la Société des Nations depuis 1936.

Les comptes de ces années ont été régulièrement vérifiés par le Commissaire aux Comptes M. TISSEAU et aucune irrégularité n'y a été relevée. En ce qui concerne le non-renouvellement des contrats, il correspond à une nécessité de fait, aussi bien qu'à l'absence de travail et à la dispersion du personnel de l'Institut. Les contrats ne pouvaient être renouvelés en l'absence du Conseil d'Administration, seul qualifié statutairement pour le

faire. L'accord presque complet sur ce point entre la mesure proposée par M. WEISS et celle qu'adopte M. TISSEAU exprime bien cette convenance. Seules des raisons d'humanité pourront, dans l'examen de divers cas particuliers, modifier cet état de choses.

° °

Cependant, si l'Institut, dans son ensemble, reste nécessairement inactif de 1940 à 1944, son Office international des Musées, grâce au dévouement inlassable de son Secrétaire général, M. FOUNDOUKIDIS, a réussi à assurer la continuité entre le passé et le présent.

Cet Office a interrompu toute activité officielle pendant l'occupation de Paris. Il a pu, néanmoins, en dehors des locaux de l'Institut, avec un budget réduit provenant de crédits mis directement à sa disposition et en utilisant en partie les services de ses anciens collaborateurs, poursuivre quelques-uns de ses travaux avec la discrétion imposée par les circonstances. Il a rétabli le contact avec son Comité de Direction et avec ses Commissions d'experts, tout au moins en ce qui concerne les membres accessibles de ces Comités.

A peu près sans contacts avec les autres pays, l'office a dû se borner à des travaux de documentation. Il a préparé plusieurs publications qui, naturellement, viennent seulement d'être mises en circulation. Parmi elles, nous signalerons l'édition en anglais des deux manuels élaborés précédemment par l'Office, le Manuel de la Conservation et de la Restauration des Peintures, et celui consacré à la Technique des Fouilles archéologiques. D'autre part, l'Office a publié deux volumes de sa revue Museum, les volumes 49 et 50, où figurent des études réunies pour la plupart avant l'occupation de Paris, l'Index général des cinquante volumes de cette revue et des 100 fascicules de son Supplément. Il a réimprimé les 14 fascicules de ce Supplément primitivement photocopiés. Un autre index alphabétique des matières et des illustrations a été établi pour les deux premiers tomes du Traité de Muséographie, publié en 1935. L'Office a fait également paraître le premier numéro d'un recueil intitulé Problèmes internationaux d'Art et d'Archéologie, qui réunit un certain nombre d'études sur les problèmes juridiques, administratifs et techniques concernant les relations internationales en matière d'art, d'archéologie et d'ethnologie.

Enfin, deux lexiques ont été élaborés, russe-français-anglais et grec-français-anglais, pour les termes techniques employés dans l'archéologie, la liturgie et l'art byzantins, - ces instruments de travail ayant été depuis longtemps réclamés par les byzantinistes.

De son côté, le Conseiller juridique a maintenu le contact avec les Unions de Berne, avec le Secrétariat général de la Société des Nations à Genève, et avec les grandes organisations scientifiques ou professionnelles vouées à la défense du droit d'auteur.

Voilà le tableau succinct de ces tristes années. Pas un seul fait significatif n'y a été soustrait et l'on peut voir ainsi combien étrangères à la réalité ont été les rumeurs qui ont circulé un peu partout, qui se sont fait jour par exemple à la Conférence de La Havane, et selon lesquelles l'Institut serait alors tombé entre les mains allemandes. En réalité, il est resté en léthargie aussi longtemps qu'il le fallait, et ne s'est réveillé qu'à la libération. Il faut, si l'on considère son histoire véritable, celle de son âme et non point celle de son corps, passer d'un trait du 18 juin 1940 au 1^{er} février 1945. Tout ce qui s'est fait à Paris entre ces deux dates ne saurait engager la responsabilité de l'Institut ni celle de son Conseil d'Administration.

Je viens de faire allusion à la Conférence de La Havane. Il s'agit de la 2^{ème} Conférence américaine des Commissions nationales de Coopération intellectuelle, réunie en novembre 1941. Elle proposa la création d'une Commission spéciale de 7 membres: MM. Miguel Ozorio de Almeida (Président, Brésil), Victor Lascano (Argentine), Julien Moqueira (Uruguay), Alfonso Keyer (Mexique), James T. Shotwell (Etats-Unis), Cosme de la Torriente (Cuba), Francisco Walker Linarès (Chili). On lui adjoignit 4 conseillers techniques, dont M. Henri Bonnet. La Conférence avait l'ambition de reconstituer provisoirement en Amérique l'Institut de Paris ou, au moins, son secrétariat; ou à défaut de créer un Centre international provisoirement habilité à remplir les mêmes fonctions. La Commission des Sept fut chargée d'examiner ces possibilités.

Elle se réunira à Washington en octobre 1943, établit alors les bases de l'organisation du Centre provisoire et un programme d'action. Elle décida de plus de rester en fonctions sous le nom de Commission internationale provisoire de Coopération intellectuelle. Il semble qu'en dehors d'une correspondance active, elle en soit restée là. Voici d'ailleurs ce que m'écrit M. Miguel Ozorio de Almeida :

"L'organisation pratique du Centre provisoire de La Havane a pris beaucoup plus de temps qu'on ne l'avait prévu à la réunion de Washington. En conséquence, l'Institut de Paris ayant repris son activité, le Centre n'a plus de raison d'être. M. Cosme de la Torriente, le Président du Comité exécutif du Centre reconnaît lui-même cette situation. Je suis d'avis que toute décision doit attendre la Conférence de Londres. Après cela, tout naturellement le Centre pourra être fermé. En procédant ainsi, il reconnaît à l'Institut de Paris son rôle de premier plan dans l'ensemble de l'organisation et il laisse bien claire sa position de simple suppléant provisoire de l'Institut".

- II -

ACTIVITE DE L'INSTITUT

DEPUIS FEVRIER 1945

INTRODUCTION

L'Institut international de Coopération intellectuelle a rouvert ses portes le 1^{er} février 1945. Avant de partir pour l'Ambassade de Washington, à la fin de 1944, M. BONNET, dont le second mandat de Directeur venait alors à terme, m'a désigné en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le Comité de Direction d'avril 1939 pour être par intérim Directeur de l'Institut. Mais il me plaît de dire que sans l'activité, le dévouement et l'enthousiasme de M. LOROTTE qui fait depuis lors fonction de Secrétaire général, l'ouverture de cette Maison serait restée pendant plusieurs mois encore théorique car je n'ai pu me dégager que par degrés des fonctions politiques que j'exerçais alors.

M. LOROTTE a patiemment repris les contacts d'abord à l'intérieur et autour de la maison, à la recherche d'un personnel dispersé aux quatre vents et dont nous avions à coeur de préserver le caractère international. Si nous n'y avons encore réussi qu'imparfaitement - sur 52 collaborateurs l'Institut compte 38 français, mais surtout, il faut le dire aux petits postes - c'est par suite de la difficulté des communications et de l'incertitude des temps; c'est aussi parce qu'aux chroniques difficultés financières de l'Institut s'ajoutaient celles, toutes temporaires, mais très aiguës, du séjour et des conditions de vie en France jusqu'à ces derniers temps. L'Institut a vécu depuis sa réouverture une période héroïque où tous ses moyens humains et matériels ont été des moyens de fortune. Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui sont venus ou revenus à nous dans ces conditions et qui, à nos côtés, ont tiré de ces moyens - c'est mon avis et j'espère que le Conseil d'Administration le partagera - des résultats au-delà de ce qu'on pouvait attendre.

M. LOROTTE a refait la structure administrative de la maison, remis en marche tous les Services et c'est grâce à lui et à quelques-uns de ses amis, qu'un nouveau Service, encore inexpérimenté mais déjà utile, celui de la Radio, a pu être ajouté aux anciens.

Cela, bien entendu, ne pouvait se faire dans le vide et nous avons poursuivi la reprise des rapports avec l'ensemble de l'Organisation de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, en commençant par la Commission internationale et par la Commission nationale française. J'ai pu avoir quelques entretiens précieux avec notre grand disparu, Paul VALERY, dont la clarté impitoyable m'a montré le chemin et découvert les écueils. J'ai fait avec bonheur le pèlerinage d'Oxford pour aller consulter le Président MURRAY, et retrouver sa foi intacte et toujours jeune. Nos amis suisses, M. de MONTENACH, M. de REYNOLD, l'un de près, l'autre de loin, nous ont marqué une sollicitude précieuse. Nous aurions voulu dès lors trouver auprès de nous le Conseil d'Administration de l'Institut et son Président, M. Edouard HERRIOT. Mais le temps de ses épreuves et son douloureux exil n'avaient pas encore pris fin. C'était encore la guerre, c'était partout la violence, c'était à certains

égards le moment le plus atroce d'une des périodes les plus cruelles de l'histoire des hommes lorsque nous avons repris le travail de nos aînés dans un climat singulièrement différent de celui dans lequel l'Institut était né après l'autre guerre. En 1924, on osait encore tout espérer et quand on disait de quelqu'un que c'était un idéaliste, le terme n'était pas péjoratif. Je ne puis pas dire qu'en 1945 je n'aie reçu que des encouragements ni même que des compliments sur l'œuvre antérieure. S'il m'a paru impossible de ne pas tout tenter pour la faire revivre, c'est que ce pessimisme même dont nous sommes aujourd'hui entourés et que j'ai retrouvé un peu plus tard lors de la fondation de la Société des Nations Unies, ce pessimisme, joint à la violente nécessité d'une collaboration internationale plus intense, à l'éclatante évidence de la solidarité et de l'interdépendance des Nations, marquait durement la nécessité de notre tâche.

Il fallait évidemment sérier les questions. Il fallait être dans la situation à peine régulière où nous étions, très modestes. Il fallait tout en regardant vers l'avenir avec d'immenses ambitions, commencer par enquêter sur les besoins immédiats, ceux de la culture européenne dévastée par exemple, ceux des intellectuels de partout cherchant à reprendre le courant de ces contacts, de ces confrontations et de ces échanges sans lesquels l'esprit ne peut vivre. Nous avons pu constater rapidement qu'il y avait en fait une grande demande à quoi ne correspondait encore aucune offre et que nous pouvions reprendre tout de suite notre rôle de clearing house du monde intellectuel. Nous l'avons fait dans la limite de nos possibilités, comme on va le voir, en déplorant que nos possibilités ne fussent pas plus grandes.

J'ai évoqué tout à l'heure le souvenir de Paul VALERY. De tous ceux qui se sont dévoués à notre tâche bien d'autres sont disparus pendant ce sombre entr'acte. Et d'abord Henri BERGSON lui-même à qui cette maison doit d'exister et dont la grandeur d'âme s'est révélée dans le désastre multiple qui l'encerclait égale à sa grandeur d'esprit. Puis Blas CABRERA, grand savant espagnol, passionné de la coopération scientifique, passant en 1940 de l'exil français à l'exil mexicain où il vient de mourir. Puis un ami norvégien dont une lettre de sa femme m'apprenait, il n'y a que quelques jours la mort, Arnold RÆSTAD, qui se consacrait, lui aussi, depuis des années à l'échange et à la diffusion de la connaissance scientifique. Puis trois historiens CHARLETY, FOCILLON, HUIZINGA, qui nous étaient chers à bien des titres et dont vous connaissez les admirables et généreuses qualités. Puis des hommes politiques dont la foi dans les possibilités d'action internationale débordait dans notre domaine : évoquons ainsi la mémoire du Comte TELEKI et de M. TITULESCO qui tena à côté de Briand le bon combat pour l'Europe unie et pour un monde sans frontières. Et dans les rangs de nos Commissions nationales, que de vides aussi.

Le meilleur hommage que nous puissions rendre à ces morts c'est de travailler après eux, comme eux.

ETUDE SCIENTIFIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

CONFERENCE PERMANENTE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES

Lorsqu'éclata la deuxième guerre mondiale, la Conférence permanente des Hautes Etudes internationales était en train de préparer un cycle d'études qui devait se poursuivre jusqu'en 1941. Le sujet de ces travaux : "L'Organisation internationale" (ses formes, ses possibilités et ses limites) avait été adopté à la douzième Session de la Conférence, à Bergen, en août 1939.

Le Rapporteur Général, le Professeur Pitman B. POTTER, établit, vers la fin de 1939, un programme détaillé des travaux à entreprendre par les Comités et groupements nationaux. Plusieurs de ces organes nationaux soumirent leurs plans de travail. Les Comités suisse et mexicain fournirent même des mémoires préliminaires.

Ces travaux furent interrompus par l'occupation de la France.

Dès la reprise de son activité, l'Institut s'est efforcé d'obtenir l'opinion des membres de la Conférence permanente des Hautes Etudes internationales sur la possibilité de continuer ces travaux scientifiques, soit sur la base des plans établis, soit sur une base nouvelle.

L'Institut a repris contact avec les Comités nationaux dans les pays suivants :

Brésil	Indes
Canada	Royaume-Uni
Etats-Unis	Suisse
France	Suède,

ainsi qu'avec le Président du Comité exécutif de la Conférence (M. Malcolm DAVIS), avec le Rapporteur général (Professeur Pitman B. POTTER) et avec plusieurs experts.

La majorité des réponses reçues des Comités nationaux et des personnalités individuelles sont très encourageantes. Elles préconisent surtout un échange de vue entre les membres de la Conférence, à une date assez proche.

En conséquence, des lettres ont été envoyées à tous les membres du Comité exécutif, à son Président et à son Rapporteur général, proposant la convocation, pour le mois de décembre, soit de la session plénière administrative, soit du Comité exécutif, qui la préparerait. A cette réunion seraient étudiés, d'après les rapports établis à cette date, la situation des membres de la Conférence; le budget de la Conférence;

les possibilités de reprendre les travaux scientifiques de la Conférence; le programme éventuel de ces travaux; les publications.

Il nous semble que nul organisme d'études, créé entre les deux guerres, n'est plus que la Conférence permanente en harmonie avec le climat de solidarité et de coopération internationales qui a présidé à la création des Nations Unies et nous pensons que nous aurons l'approbation universelle en la remettant le plus tôt possible en service avec un programme vigoureux.

Nous avons aussi décidé de reprendre dès maintenant la série des publications qui, sous la rubrique du Peaceful Change et plusieurs autres se sont attachées, avant la guerre, à l'examen de problèmes qui sont plus que jamais actuels. Nous n'en voulons pour preuve que la demande considérable dont certaines de ces publications sont l'objet. Les premiers titres de notre nouvelle série seront l'ouvrage de M. André PIATIER sur le Contrôle des Changes (qui était prêt au moment où les hostilités l'ont arrêté), en édition française et anglaise, et l'ouvrage de M. DENNERY sur le Problème des Matières premières, en édition anglaise.

ENSEIGNEMENT

1°) RELATIONS UNIVERSITAIRES INTERNATIONALES

Le Service universitaire a repris son activité au mois d'avril. Il a rétabli les liens traditionnels avec les sept grandes Organisations internationales d'Etudiants, dont il s'efforce actuellement de réunir les délégués pour une première prise de contact officielle.

Quant au Comité permanent de l'Enseignement supérieur, son rétablissement exigera des efforts plus longs étant donné l'état de désorganisation de la vie universitaire d'un grand nombre de pays européens. En attendant qu'une réunion de ce Comité puisse être réalisée, l'Institut prépare dès maintenant un volume consacré aux problèmes immédiats de l'université d'après-guerre. Les contributions devant figurer dans ce volume seront demandées aux personnalités particulièrement compétentes de la vie universitaire des divers pays.

Nous avons invité les membres du Comité d'experts pour la statistique universitaire à reprendre leur collaboration avec l'Institut dans le cadre du Bureau international de Statistique universitaire. Les réponses arrivées jusqu'à présent sont très encourageantes.

La lenteur et l'incertitude des communications postales nous empêchent encore de renouveler la documentation que nous avons réunie avant la guerre sur les universités du monde et qui nous a permis de fonctionner en fait comme un Office international d'Informations universitaires. Nous consacrerons à cette question nos meilleurs efforts.

L'Institut a pris contact avec les Ministères français de l'Education nationale, de la Santé publique et de la Reconstruction, ainsi qu'avec certains experts médicaux en vue de discuter les possibilités de créer à Berck (Pas-de-Calais) un Sanatorium international destiné aux jeunes d'âge scolaire ou universitaire de tous les pays, atteints par les maladies osseuses, afin de leur assurer, à côté du traitement médical et climatérique, un enseignement adapté à leurs conditions particulières. Le Sanatorium international serait en même temps un Centre de Recherches sur les maladies osseuses, susceptible d'attirer les spécialistes des divers pays. L'idée de l'Institut ayant été partout favorablement accueillie, une première réunion préparatoire du Comité d'Organisation aura lieu prochainement.

2°) CENTRE D'INFORMATION SCOLAIRE

Le Service pédagogique s'est attaché avant tout à remettre en activité son Secrétariat des Centres nationaux de Documentation pédagogique; ces derniers, sollicités par nous de reprendre leur collaboration avec l'Institut, ont répondu avec empressement à cet appel. Grâce à leurs bonnes dispositions nous sommes en mesure de préparer la publication d'un volume consacré à la bibliographie pédagogique des années 1939-1945 des divers pays. Cette bibliographie s'étendant à la totalité des années de guerre, sera bien entendu plus sévèrement sélectionnée encore que les bibliographies annuelles qui ont été publiées par nos soins avant la guerre. La reprise des bibliographies annuelles a été décidée d'accord avec les Centres nationaux, à partir de l'année 1946 qui sera donc publiée en 1947.

La Correspondance scolaire internationale dont l'Institut assure la direction centrale a, d'ores et déjà, démarré dans des conditions satisfaisantes. L'Institut a fait des démarches auprès des directions générales des postes des divers pays, afin d'obtenir des facilités postales pour ce mouvement.

Le Service a engagé des démarches auprès du Bureau international d'Education pour arriver à une formule satisfaisante de collaboration entre nos deux institutions; les pourparlers sont en cours.

LIAISON AVEC LES GRANDES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES.

Le Comité d'Entente des Grandes Associations internationales a été créé en 1925, entre les principales organisations, en vue de contribuer à la coopération internationale et à la paix par la formation de l'opinion publique.

Le siège du Comité d'Entente, dès son origine, est à l'Institut international de Coopération intellectuelle. C'est un fonctionnaire de l'Institut qui a été élu et réélu Secrétaire général depuis 1929.

Les 28 Associations qui composent ce Comité ont étudié en commun les problèmes dont la solution leur semblaient devoir servir la paix et conduire à une meilleure compréhension mondiale. Elles en ont tiré des conclusions pratiques qui, résumées sous forme de résolutions, ont été présentées, selon le but à atteindre, à la Société des Nations et aux organismes qui en dépendaient : Institut international de Coopération intellectuelle, Bureau international du Travail, Institut international du Cinéma

éducatif, aux Gouvernements ou au Congrès internationaux, etc...

Le Comité d'Entente s'était efforcé de constituer des Comités d'Entente nationaux qui travailleraient dans l'esprit même qui l'animait.

En même temps que l'Institut, le Secrétariat a été rouvert et les contacts avec les grandes Associations internationales repris, aussitôt que la chose était possible.

La plupart des Associations ont témoigné leur satisfaction de renouer leurs relations; certaines ont déclaré qu'il faudrait créer un Comité d'Entente s'il n'existait déjà.

Le Comité d'Entente avait le caractère d'un Congrès permanent. Cependant, en raison de l'impossibilité de réunir les délégués qui résident dans divers pays, les Associations ont désigné des représentants à Paris. Ces derniers ont eu jusqu'ici deux entretiens officiels, au cours desquels ils ont proposé :

1°) que le Comité d'Entente, dont les Associations comptent plusieurs millions de membres, reprenne ses travaux au plus vite et prouve son existence et la force que l'union, l'entente et la collaboration des grandes Associations internationales peuvent mettre au service de la paix ;

2°) qu'un effort soit fait pour atteindre toutes les régions du monde ;

3°) que des Comités d'Entente nationaux soient réorganisés ou constitués et se tiennent en liaison avec le Comité d'Entente des grandes Associations internationales ;

4°) qu'une "Fondation pour la Paix" soit créée ;

5°) que les Associations internationales et les Comités d'Entente nationaux mettent à l'étude :

(a) la réaffirmation des principes qui guident le Comité d'Entente, et de sa volonté de servir la cause de la paix et de l'humanité ;

(b) l'élaboration d'une "charte de l'humanité";

6°) que le Comité d'Entente soit doté d'un service de Secrétariat général renforcé.

1. The first part of the report is devoted to a general survey of the situation in the country.

2. The second part of the report is devoted to a detailed analysis of the economic situation.

3. The third part of the report is devoted to a detailed analysis of the social situation.

4. The fourth part of the report is devoted to a detailed analysis of the political situation.

5. The fifth part of the report is devoted to a detailed analysis of the cultural situation.

6. The sixth part of the report is devoted to a detailed analysis of the international situation.

7. The seventh part of the report is devoted to a detailed analysis of the future prospects.

8. The eighth part of the report is devoted to a detailed analysis of the conclusions.

9. The ninth part of the report is devoted to a detailed analysis of the recommendations.

10. The tenth part of the report is devoted to a detailed analysis of the annexes.

11. The eleventh part of the report is devoted to a detailed analysis of the bibliography.

12. The twelfth part of the report is devoted to a detailed analysis of the index.

13. The thirteenth part of the report is devoted to a detailed analysis of the appendices.

14. The fourteenth part of the report is devoted to a detailed analysis of the conclusions.

15. The fifteenth part of the report is devoted to a detailed analysis of the recommendations.

B I B L I O T H E Q U E S

LE PROBLEME DU LIVRE

Le problème du livre a occupé dès le mois d'avril l'attention particulière de l'Institut. Les deux aspects étudiés ont été la crise de l'édition résultant du manque de papier et de la destruction des stocks et des installations d'imprimeries d'une part, et, d'autre part, la reconstruction des bibliothèques endommagées par la guerre. L'Institut a demandé l'avis, sur ces sujets, des organisations et entreprises professionnelles ainsi que des Commissions nationales de Coopération intellectuelle et de certaines personnalités des pays particulièrement intéressés. Une première communication sur l'action entreprise vient d'être publiée dans un numéro du Bulletin mensuel de l'Institut. L'Institut prévoit dès maintenant quelques initiatives plus précises dans ce domaine, notamment une étude approfondie des problèmes se rattachant à la production et à la circulation internationale des textes micro-filmés. La standardisation des formats et des appareils est l'un des plus importants.

D'autre part, l'Institut s'efforcera de contribuer d'une façon concrète à la reconstitution des bibliothèques. Ce problème s'est imposé à l'attention internationale et il ne convient pas de l'aborder, encore moins de s'y enfoncer, sans s'être prémuni contre toute possibilité de double emploi. Néanmoins, l'enquête et les études qui s'imposent pour le rassemblement de ces données s'inscrivent dans le cadre de notre action. D'autre part, nous avons tenu à faire de nos propres collections des envois à toutes les grandes bibliothèques ou institutions des pays sinistrés. La question de transport seule s'oppose encore à la réalisation de cette décision.

RADIODIFFUSION

De tous les moyens de diffusion populaire de la pensée aucun, pas même le film n'a pris une importance pareille à celle de la radio, que chacun peut écouter chez lui, qui livre à chacun le monde entier à domicile.

Tous ceux qui ont participé à la résistance européenne savent qu'elle aurait eu une tout autre et bien moindre figure sans la radio. La disparition de la presse libre que les publications clandestines faiblement diffusées n'ont pas compensée aurait laissé un vide immense si la radio ne l'avait pas rempli.

Dans le monde entier l'habitude est prise de l'écouter. Elle pose ainsi deux problèmes et crée pour nous un double intérêt. Elle nous est un objet d'étude et un instrument de travail.

Le Département d'études qui se préoccupera des puissances de la radio, de leur bon et de leur mauvais usage est encore à créer.

Mais nous voudrions, dès aujourd'hui, pouvoir dire que nous donnons nous-mêmes et par notre pratique l'exemple du bon usage de la radio, c'est-à-dire d'une diffusion qui peut être indéfiniment élargie d'idées profitables et ennoblissantes, simplifiées assez pour être à la portée de l'auditeur moyen, simplifiées mais non vulgarisées.

Le geste d'écouter une radio étrangère correspond à une tentation, à une curiosité, à un besoin d'élargissement et, le plus souvent, à une bienveillance qui, peut-être, s'ignore et qu'il faut guider.

La radio de Londres utilisait, pour forger un lien entre les Nations en guerre côte à côte, les musiques et les chansons populaires.

La création d'une synpathie positive et immédiate, par de tels moyens, est la meilleure méthode, mieux que l'attaque directe pour vaincre les préjugés et les méfiances.

Il est en outre possible de diriger petit à petit l'attention du public vers des problèmes plus élevés et plus importants.

Nous pouvons dire que, depuis le 25 avril, nous avons fait vers ces fins de très grands progrès. C'est de ce jour-là que date la première émission de ce que nous avons appelé Radio-Monde. Depuis lors, une petite équipe dévouée a cherché, à travers des tâtonnements inévitables, sa formule. Elle a, comme il était normal, utilisé largement l'actualité de la vie de l'esprit, la présence ou les

passages à Paris de personnalités intellectuelles, poètes tels que T.S. ELIOT ou Stephen SPENDER, journalistes tels que Harold CALLENDER, acteurs tels que Sibyl THORNDYKE, musiciens tels que Stan GOLESTAN.

Tous se sont prêtés de bonne grâce à ce microphone inconnu. Puissent les remerciements que je leur adresse ici leur être transmis quelque jour.

Mais, de plus, nous avons eu à coeur d'élargir une formule qui ne répond plus au mouvement du monde vers l'avenir. Intellectuel, ce mot français gonflé de sens doit à nos yeux se définir tout ce qui intéresse l'esprit, tout ce qui nourrit l'âme. Culture, éducation, c'est de l'intellectuel et tout ce qui sert la culture et l'éducation, tout ce qui les porte vers l'avenir, tout ce qui intéresse les masses à leur préservation.

C'est pourquoi nous avons été heureux de faire parler chez nous des syndicalistes tels que Louis SAILLANT ou Léon JOUHAUX et de leur faire dire que l'éducation du peuple, que sa culture, que la fondation d'un nouvel humanisme, d'autant plus vrai, d'autant plus digne de ce nom qu'il intéresserait tous les hommes, était l'un de leurs soucis, l'une de leurs affaires.

Radio-Monde devrait devenir peu à peu une tribune libre, écoutée partout et où le fait de prendre la parole serait un honneur. Le caractère bénévole des collaborations enlève à cette entreprise toute allure commerciale ou publicitaire.

Un des objets que Radio-Monde se propose c'est, dans tous les domaines de ses préoccupations, de recevoir des disques ou des textes de tous les pays et de les faire circuler dans le reste du monde. Les Commissions nationales de Coopération intellectuelle seraient toutes désignées pour envoyer à Paris, d'une manière à peu près régulière, des textes qui, pour chaque pays, présenteraient le mouvement de l'éducation, les travaux de la pensée philosophique ou scientifique, les conditions juridiques nouvelles particulièrement en matière de droit international, privé ou public, la vie littéraire et artistique. Ces textes pourraient être spécialement préparés pour la radiodiffusion.

Il est certain que lorsque les émissions de l'Institut pourront être diffusées dans toutes les langues et retransmises dans tous les pays par des postes nationaux, l'audience de ceux qui pourront se faire entendre sera devenue vraiment universelle.

Jusqu'à présent Radio-Monde émet en français, en espagnol et en portugais. Les disques espagnols et portugais sont retransmis de Montevideo. Les Services de Radio-Monde sont à l'heure actuelle en pourparlers avec la Suisse, la Hollande, la Suède et le Brésil pour des échanges. Ils se préoccupent également de diffuser le plus tôt possible en langue anglaise, ce qui leur a beaucoup manqué jusqu'ici. Ils espèrent petit à petit parvenir à étendre leur réseau à chaque pays.

Nos émissions présentent une suite de variétés autour de cette préoccupation unique. Graduellement, il ne leur suffit plus de s'occuper de culture ou d'éducation. Elles cherchent à se préoccuper plus précisément des travaux ou des idées de ceux qui s'efforcent à la synthèse des principes de culture ou des systèmes d'éducation, pour forger de tous les hommes, tout en maintenant leur précieuse variété, une communauté spirituelle.

Graduellement notre radio à travers l'incident, la rencontre, l'occasion offerte, exprime plus étroitement notre recherche. J'estime qu'elle doit maintenant aller plus loin et établir un véritable plan de travail. J'estime que, sans s'éloigner de la vie ni négliger de plaire et même de séduire, elle doit, de semaine en semaine, poursuivre un plan et faire de ses émissions des séries consacrées aux divers points de notre oeuvre et dont l'ensemble composerait un tout.

On ne fait pas de bon internationalisme en méconnaissant au départ la variété vigoureuse de la vie nationale. On n'en fait pas si l'on ne tend pas obstinément au rapprochement et à la synthèse des cultures nationales. Ce sont ces synthèses, ce sont ces rapprochements qui constitueraient notre deuxième objet.

CINEMATOGRAPHE

Le Service du Cinéma a été rétabli le 1^{er} septembre.

Auparavant, une enquête d'information générale avait été engagée par l'Institut auprès de ses anciens correspondants nationaux - comités, offices ou instituts du cinéma. Les réponses que nous en attendons nous permettront de combler l'énorme lacune ouverte par la guerre dans notre documentation et de faire le point en ce qui concerne différentes questions, notamment législation du cinéma et orientation de la production des différents genres de films.

A cet égard, la participation de l'Institut au Congrès international du Film (Bâle, 28 août - 8 septembre) n'aura pas été inutile. Elle nous a permis de constater l'évolution - ou plus exactement: la stagnation de divers problèmes d'ordre intellectuel, esthétique, juridique, technique etc..., et, aussi, de reprendre contact avec de nombreuses personnalités s'intéressant au cinéma à différents titres.

Etablissant un ordre d'urgence pour sa reprise d'activité dans le domaine du cinéma, l'Institut a estimé devoir porter tout d'abord son attention sur l'application de la "Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif", du 11 octobre 1933.

De différents côtés, l'on nous presse de reprendre l'application de cette Convention, mais si, pratiquement, notre Institut est chargé de son exécution, c'est, juridiquement, à la Commission internationale de Coopération intellectuelle qu'en revient la charge (Procès-verbal du 12 octobre 1938). Nous avons, à ce sujet, consulté le Secrétaire général de la Société des Nations.

De toute façon, et en prévision de toute éventualité, l'Institut a mis à l'étude différents projets tendant à rendre vigueur à la Convention et, le cas échéant, à la suppléer par un système d'accords bilatéraux.

En second lieu, l'Institut s'attache à résoudre le vieux problème de la constitution d'archives cinématographiques de documentation générale. La question a déjà, par le passé, fait l'objet de maintes études, et celles-ci fournissent des éléments suffisants pour qu'on en puisse tirer des conclusions d'ordre pratique.- Une synthèse de ces études, tendant à l'établissement d'un projet concret, est en cours d'élaboration.

Par la suite, et aussitôt que possible, notre Service du Cinéma abordera :

- la question du doublage, en se plaçant sur le terrain du respect de l'intégrité de l'oeuvre d'art ;

- la question de la censure, ou du contrôle des films, en prenant particulièrement en considération la valeur des éléments intellectuels, moraux et sociaux des films, la liberté d'expression des tendances spirituelles, le respect, sinon la vérité du moins de l'exactitude dans les films historiques ou pseudo-historiques et surtout les égards dus à un pays étranger dont on met en scène une "tranche de vie" nationale.

Enfin, dans le but de contribuer à l'élévation du niveau intellectuel de la production cinématographique, et d'encourager auteurs et réalisateur de films, à donner à leurs oeuvres un contenu spirituel, moral et social de portée universelle, l'Institut envisage la possibilité de créer un "Grand Prix Mondial" du Cinema, avec le concours des grandes organisations internationales généralement reconnues par les Nations Unies.

SERVICE DES RELATIONS SCIENTIFIQUES

Dès la réouverture de l'Institut, le Service des Relations scientifiques s'est proposé comme première tâche de reprendre le contact avec les différentes institutions et personnalités avec lesquelles il avait collaboré avant guerre, afin de poursuivre les travaux interrompus en 1940.

Parmi ces travaux il y a lieu de mentionner en tout premier lieu les deux publications déjà en préparation en 1939.

La première, concernant "Les Fondements et la Méthode dans les Sciences mathématiques" a fait l'objet d'une publication parue à Zurich, sous la responsabilité du Professeur GONSETH, pendant la période de suspension d'activité de l'Institut. Nous attendons la livraison par le Professeur GONSETH, de 250 exemplaires de cet ouvrage afin d'en modifier la présentation et de l'intégrer dans notre "Collection scientifique".

La seconde, concernant "l'Application du Calcul des Probabilités", est actuellement sous presse à Genève, où le Professeur WAVRE, de l'Université de cette ville en avait déjà commencé l'impression. Cet ouvrage paraîtra probablement dans le courant du mois de novembre et constituera le 6ème volume de la "Collection scientifique" de l'Institut.

Par ailleurs, le Service des Relations scientifiques s'est efforcé de reprendre contact avec les Experts ayant participé aux dernières réunions d'Etudes de l'Institut, à savoir :

1°) Reunion d'Etudes sur les mesures des radiations ionisantes, organisées à Groningen, au mois de juin 1939, en collaboration avec l'Union internationale des Sciences biologiques ;

2°) Comité d'Etudes sur la nomenclature et la terminologie de la génétique et la cytologie, tenu à Londres, au mois d'août 1939, sous la présidence du Professeur J.M. SIRKS, Secrétaire général de l'Union internationale des Sciences biologiques ;

3°) Reunion du Comité pour la Science et ses Relations sociales, organisée à Genève, au mois de Juillet 1939, par le Conseil international des Unions scientifiques et l'Institut de Coopération intellectuelle, en application de l'accord intervenu entre ces deux organismes, au mois de juillet 1936.

Un certain nombre de réponses sont déjà parvenues à l'Institut, et il est à prévoir que dès que les relations postales seront améliorées, le Service des Relations scientifiques pourra à nouveau collaborer avec la plupart de ses

experts, afin de publier les rapports présentés à ces diverses Réunions d'études.

° ° °

D'autre part, en ce qui concerne le plan du travail futur de l'Institut en matière scientifique, le Service des Relations scientifiques se propose de réunir, si possible dans les premiers mois de 1946, son Comité d'Experts scientifiques auquel il soumettra l'ensemble des suggestions nouvelles reçues depuis la reprise des activités de l'Institut.

Parmi ces suggestions, les plus intéressantes visent l'organisation, selon la formule déjà adoptée par l'Institut, de Réunions d'études sur les sujets suivants :

1°) L'économie politique sous ses aspects statistiques et mathématiques (Proposition du Professeur Herman WOLD, de l'Université de Stockholm) ;

2°) En physiologie végétale (Proposition du Professeur R. BOUILLENNE, de l'Institut de Botanique de l'Université de Liège) :

(a) les conditions physiologiques de production des substances anti-biotiques (penicilline, etc...) ;

(b) problème des hormones végétales et plus particulièrement celui des facteurs morphogénétiques et celui des inhibiteurs ;

(c) derniers travaux sur la photo-synthèse.

3°) Exploration des anti-vitamines des bactéries sulfanilamides et substances similaires, y compris la pénicilline (Proposition du Professeur Niels Nielsen) ;

4°) Optique et magnétisme (Proposition du Professeur GORTER, de l'Université d'Amsterdam, Secrétaire de la Société de Physique des Pays-Bas) ;

5°) L'importance des micro-éléments pour la nutrition des plantes, particulièrement en agriculture (Proposition du Professeur NEMEC, de l'Université de Prague) ;

6°) Etude de la condition des races en Europe, afin de démontrer que la thèse des nazis n'a aucune base scientifique (Proposition du Professeur NEMEC) ;

7°) Principaux problèmes actuels de la génétique :

(a) Proposition du Professeur EPHRUSI, de l'Institut de Biologie de la Faculté des Sciences de Paris, de participer à la Conférence de Génétique que le Dr. H. DEMEREC, Directeur

du Département de Génétique de la Dotation Carnegie, de New-York, se propose d'organiser, en collaboration avec la Fondation Rockefeller ;

- (b) Nouvelle réunion de Génétique à organiser par l'Institut, sous la présidence du Professeur SIRKS comme suite à la réunion de 1939.

° °

Enfin, le Service des Relations scientifiques a également reçu d'autres suggestions concernant les problèmes suivants :

1°) Ré-équipement des laboratoires scientifiques des universités dévastées pendant la guerre (système "De Lend and Lease" pour les instruments et appareils qui devraient être achetés par l'Institut pour être mis à la disposition des différents laboratoires) - Proposition de Mlle ZOLLIKOFER, Professeur de l'Institut de Botanique de l'Université de Zurich ;

2°) Publication d'une étude sur le comportement des nazis envers les universités et autres institutions culturelles scientifiques dans les pays occupés par les Allemands (Proposition du Professeur NEMEC, de la Faculté des Sciences de l'Université de Prague ;

3°) Echange de publications et de recherches scientifiques (Proposition du Professeur FUETER, de Zurich) ;

4°) Reprise des études sur la normalisation du langage scientifique (Problème étudié par l'Institut au cours de deux réunions sur l'Unification des Terminologies scientifiques) - Proposition du Professeur LOMBARDI, Président de la Commission électro-technique internationale ;

5°) Reprise des travaux concernant la publication éventuelle d'une collection de manuscrits et livres scientifiques anciens (Une Commission avait été instituée à cet effet, en 1937, qui était composée des Professeurs NEMEC (Prague), BIALOBRZESKI (Varsovie) et HUNGER (Leyde) - Proposition du Professeur HUNGER.

En dernier lieu, il y aurait intérêt à reprendre la publication mensuelle de l'Institut intitulée Les Musées scientifiques interrompue en mars 1939

EN DÉFINITION, les renseignements de la loi
C-22, de 1974, sur la Loi sur l'accès à l'information
sont, en fait, les renseignements de la loi
d'accès à l'information.

(2) L'objectif principal de la loi est de
permettre à tout citoyen d'accéder à l'information
qui se trouve dans les documents de la loi.

Enfin, la Loi sur l'accès à l'information a été
adoptée par le Parlement en 1974, et elle est
entrée en vigueur en 1975.

La Loi sur l'accès à l'information a été adoptée
par le Parlement en 1974, et elle est entrée en
vigueur en 1975. Elle a pour but de permettre
à tout citoyen d'accéder à l'information qui se
trouve dans les documents de la loi.

La Loi sur l'accès à l'information a été adoptée
par le Parlement en 1974, et elle est entrée en
vigueur en 1975. Elle a pour but de permettre
à tout citoyen d'accéder à l'information qui se
trouve dans les documents de la loi.

La Loi sur l'accès à l'information a été adoptée
par le Parlement en 1974, et elle est entrée en
vigueur en 1975. Elle a pour but de permettre
à tout citoyen d'accéder à l'information qui se
trouve dans les documents de la loi.

La Loi sur l'accès à l'information a été adoptée
par le Parlement en 1974, et elle est entrée en
vigueur en 1975. Elle a pour but de permettre
à tout citoyen d'accéder à l'information qui se
trouve dans les documents de la loi.

La Loi sur l'accès à l'information a été adoptée
par le Parlement en 1974, et elle est entrée en
vigueur en 1975. Elle a pour but de permettre
à tout citoyen d'accéder à l'information qui se
trouve dans les documents de la loi.

La Loi sur l'accès à l'information a été adoptée
par le Parlement en 1974, et elle est entrée en
vigueur en 1975. Elle a pour but de permettre
à tout citoyen d'accéder à l'information qui se
trouve dans les documents de la loi.

La Loi sur l'accès à l'information a été adoptée
par le Parlement en 1974, et elle est entrée en
vigueur en 1975. Elle a pour but de permettre
à tout citoyen d'accéder à l'information qui se
trouve dans les documents de la loi.

INFORMATION, DOCUMENTATION ET ARCHIVES

Ce Service a débuté le 15 avril 1945, avec des moyens très modestes tant en personnel, par suite de la réouverture récente de l'Institut, qu'en matériel, en raison du pillage systématique opéré pendant l'occupation dans la bibliothèque entièrement à remonter, les archives de correspondance qu'il a fallu regrouper et la documentation que l'on a dû reprendre de zéro.

I - DOCUMENTATION GENERALE

(a) Dossiers -

Un Service de Documentation générale, destiné à servir d'une part les fonctionnaires de l'Institut, de l'autre les experts et correspondants de l'Institut international de Coopération intellectuelle à travers le monde, a été créé de toutes pièces. Quelque 600 dossiers et sous-dossiers ont été établis à ce jour; leur nombre s'accroît régulièrement. Deux grandes divisions, l'une par pays, l'autre par matières internationales, permettent de retrouver les données les plus variées portant sur l'activité politique, économique, sociale, et surtout culturelle dans chaque pays, et sur les relations internationales dans ces domaines. Le Service documentaire s'applique actuellement à diviser les dossiers déjà créés suivant des normes systématiques afin d'en rendre plus claire la consultation et d'en élargir la portée au point de vue de la variété des informations. Il assure d'ores et déjà un service quotidien de renseignements spécialisés aux sections de l'Institut ci-après : Office international des Musées, Service universitaire, Comité d'Entente des grandes Associations internationales, Radio-Monde et Service du Cinéma.

(b) Bibliothèques -

La Bibliothèque de l'Institut international de Coopération intellectuelle a été retrouvée dans un état lamentable. Ses plus précieuses collections ont disparu. Un premier travail de reclassement a été jugé indispensable. Il a été assuré provisoirement par un aide-bibliothécaire de la Bibliothèque Nationale. Les livres récupérés sont classés par sections : Arts, Sciences exactes, Sciences politiques, Economie, etc... et rangés dans des pièces séparées où ils pourront être facilement consultés. Les collections de caractère général : documents de la Société des Nations, du Bureau international du Travail, dictionnaires, annuaires, index, etc... sont en cours de répertoriage et prendront place dans la salle de consultation du Service d'Information.

(c) Archives et courrier -

Les très nombreux dossiers contenant les archives des correspondances ont été regroupés par une fonctionnaire compétente. Ce Service fonctionne à l'heure actuelle normalement. Ajoutons que le Service des Archives-correspondance sera bientôt en mesure de publier quotidiennement, à l'usage des fonctionnaires de l'Institut, un bulletin ronéographié ou seront mentionnées les lettres reçues chaque jour avec un bref résumé de leur contenu.

Le Service du départ du Courrier a été établi, mais les difficultés actuelles des relations postales obligent à avoir souvent recours, provisoirement, à l'obligeance des légations ou du Ministère des Affaires Etrangères français.

II - RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR

Le réseau des relations de l'Institut international de Coopération intellectuelle avec ses correspondants et experts posait un problème urgent. Il s'agissait de renouer des liens indispensables à la vie même de l'Institut.

(a) Enquête auprès des experts -

Le Service d'Information a engagé dès le début de mai une vaste enquête par lettres-circulaires, auprès des correspondants et experts documentalistes, archivistes, bibliothécaires, en rapport avec l'Institut, ainsi qu'auprès des experts en sciences exactes, naturelles et sociales. Environ 200 lettres ont été envoyées en français et en anglais, faisant connaître la réouverture de l'Institut et sollicitant des suggestions sur les plus urgentes études à entreprendre internationalement dans les domaines respectifs de chaque catégorie d'experts.

Un certain nombre de réponses sont déjà parvenues, apportant des idées intéressantes, mais les difficultés postales forcent à attendre encore quelque temps pour se faire une idée exacte de l'ensemble des résultats. Les réponses, classées dans un fichier ad hoc, sont actuellement groupées par matières dans un tableau général provisoire qui donnera l'image exacte des desiderata des experts dans chaque discipline.

(b) Enquêtes générales -

Le Service d'Information a lancé une enquête plus vaste auprès des Institutions culturelles du monde entier, leur faisant connaître dans un aperçu succinct l'oeuvre accomplie jusqu'à ce jour par l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle et les priant de nous indiquer leurs propres desiderata et leurs suggestions pour

le travail à venir de l'Organisation. Cette enquête a déjà couvert les pays d'Amérique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes et une partie de l'Europe. Elle se poursuit actuellement. Un tableau comparatif des réponses sera dressé.

(c) Enquête auprès du Corps diplomatique -

En vue de se renseigner sur l'état du monde intellectuel après les changements et les ravages de la guerre, la Section d'Information a demandé par lettre-circulaire aux Ambassades et Légations des divers pays à Paris, de bien vouloir faire établir à notre intention : (a) une liste mise à jour des personnalités marquantes du monde intellectuel de leurs pays respectifs avec leurs titres et adresses; (b) une liste des principales institutions culturelles, actuellement en état de fonctionnement; enfin (c) éventuellement tous autres documents donnant des renseignements autorisés sur les milieux intellectuels des pays en question.

Il a, en outre, prié le Ministère des Affaires Etrangères de France de bien vouloir faire demander aux représentants diplomatiques de la France dans les divers pays, les renseignements du même ordre et de la dernière actualité que ceux-ci seraient en mesure de recueillir sur place.

Cet ensemble de renseignements une fois réuni à l'Institut international lui permettra de constituer une documentation complète et tenue à jour à l'usage de ses fonctionnaires comme de ses correspondants. C'est d'emblée, la base indispensable à tous les travaux ultérieurs de notre Institution.

(d) Relations avec la presse et la radio -

Des contacts ont été pris avec l'Agence française de Presse et avec le Journal Parlé de la Radiodiffusion française, qui a déjà fait passer un éditorial sur l'Institut et plusieurs textes d'information ayant trait à son programme d'action. D'autres contacts ont été pris avec l'Agence américaine d'Information de Paris, l'Ambassade d'Angleterre et le British Council qui nous fournissent une documentation.

Le Service d'Information de l'Institut est naturellement en rapports étroits avec son Service de Radio. Il a été chargé de la bonne marche d'une Commission des programmes qui doit diriger l'orientation des émissions et mettre au point les textes proposés en accord avec la rédaction de Radio-Monde.

Notre Service d'Information ne se méprend pas sur son importance actuelle. Il n'a qu'un désir, c'est d'avoir les moyens matériels de faire face aux grandes et urgentes tâches de regroupement de synthèse qui s'imposent dès aujourd'hui, et qui ne sauraient attendre l'installation définitive de l'organisation future.

RELATIONS ARTISTIQUES

Depuis la reprise d'activité de l'Institut, l'Office international des Musées, qui lui est associé et qui est l'un des meilleurs instruments de la Coopération intellectuelle, à mesure que s'amélioraient les communications, particulièrement postales, s'est efforcé, d'une part, de renouer les contacts avec ses anciens collaborateurs, d'autre part, d'en établir de nouveaux avec les administrations et institutions culturelles créées dans divers pays pendant la guerre.

Ayant à son programme une énorme quantité de travaux déjà en cours, il a porté son attention sur l'exécution de ces travaux, chaque fois, naturellement, que la documentation qu'il avait pu réunir sur chacun de ces sujets lui paraissait suffisante et que de nouveaux éléments n'étaient pas intervenus pendant la guerre. Comme ses moyens et ses possibilités sont nécessairement plus limités qu'avant la guerre, il n'était pas question de prendre des initiatives dépassant les uns et les autres. Il n'a pas voulu non plus renoncer à sa méthode de travail, qui consiste à ne rien entreprendre de nouveau avant d'avoir procédé à de larges consultations de spécialistes et d'avoir obtenu en même temps l'accord des organisations qualifiées.

Parmi les travaux les plus importants poursuivis dans le domaine des musées, nous signalerons une étude du problème de la reconstitution de l'intégrité des patrimoines artistiques et historiques dans les territoires occupés. A cet égard, il a procédé à de nombreuses consultations de juristes. Il a pu même, malgré les circonstances, organiser en collaboration avec notre Conseiller juridique, une réunion qui a procédé à l'examen de la question, bien entendu, du seul point de vue du droit international.

On peut rappeler à cet égard qu'en 1939 et 1940 l'Office avait déjà consacré deux volumes de son Recueil de Législation comparée et de Droit international à la question de la protection des patrimoines artistiques et historiques nationaux (vol. N° 1), et des Monuments et Oeuvres d'Art en temps de guerre et dans les Traités de Paix (vol. N° II). La documentation ainsi réunie sera de la plus haute importance pour les administrations nationales intéressées à la récupération des oeuvres d'art et des documents historiques disparus pendant l'occupation de leurs territoires. Déjà, des Gouvernements ont demandé la collaboration de l'Office dans ce domaine de la récupération de leurs trésors artistiques ou historiques.

D'autre part, l'Office a établi un projet visant à la constitution, le moment venu, d'une Commission internationale pour la recherche, la conservation et le rapatriement des oeuvres d'art et documents historiques illicitement enlevés ou exportés de leur territoire. Celle-ci

comprendrait des représentants des Commissions nationales de récupération, créées dans les pays intéressés et, par la suite, des Etats dont le concours sera jugé nécessaire pour la recherche, la conservation et le rapatriement des objets en question. La Commission internationale, telle qu'elle est projetée par l'Office, aura une mission de coordination des travaux des Commissions nationales, l'organisation d'une collaboration entre elles pour la recherche et le rapatriement des objets disparus; elle sera chargée d'établir les procédures à appliquer; de réunir et étudier les textes juridiques existants et d'en élaborer, si nécessaire, de nouveaux; d'étudier la création de nouvelles juridictions et enfin de proposer aux Gouvernements toutes mesures propres à faciliter le rapatriement.

Il existe toutefois un autre aspect du problème de la reconstitution des patrimoines artistiques, historiques et scientifiques des pays dévastés par la guerre; c'est celui - autrement dramatique - de la reconstruction de leur équipement culturel. Ce problème sera traité dans un rapport spécial où le rééquipement du potentiel intellectuel des pays appauvris sera envisagé sous l'angle d'une assistance internationale et en nous limitant, bien entendu, autant que possible, à la seule matière muséographique, artistique, archéologique et ethnographique.

Les travaux de l'Office dans le domaine des monuments historiques (Commission internationale des Monuments historiques) ont porté sur deux activités qui sont d'une grande utilité dans les circonstances actuelles: un index analytique de toutes les études techniques, publiées par l'Office international des Musées dans le domaine de la conservation et de la restauration des monuments historiques, a été élaboré à l'usage des techniciens qui seront appelés à restaurer les monuments endommagés pendant la guerre. En outre, l'Office a commencé la réunion d'une documentation internationale pour l'établissement d'un répertoire des monuments et oeuvres d'art, détruits ou endommagés par des actes de guerre. Il s'agit là d'un travail de longue haleine qui, lorsqu'il sera terminé, constituera l'inventaire de l'appauvrissement monumental et artistique du monde.

Dans le domaine de la recherche en matière d'archéologie et d'histoire de l'art. (Centre international des Instituts d'Archéologie et d'Histoire de l'Art), l'Office, après avoir publié une étude comparée sur le Problème de l'Ogive, dans l'Architecture gothique (Recherche N° 1), a poursuivi l'étude de deux nouvelles monographies, dont l'une est consacrée au Primitivisme et Classicisme, les deux faces de l'histoire de l'art, et l'autre à une étude comparée de la littérature et des arts plastiques, en tant qu'expressions de la pensée et de l'émotion humaines.

Pour ce qui est des travaux de la Commission internationale des Arts et Traditions populaires, l'Office, après avoir publié, immédiatement avant la guerre, le second volume consacré au Folklore musical, a entrepris une nouvelle étude internationale sur la Méthodologie des Recherches folkloriques.

Mais, de tous les organismes dépendant soit du Département d'Art de l'Institut, soit de l'Office des Musées, groupés sous la direction de M. FOUNDOUKIDIS, celui qui est appelé, à l'heure actuelle, à la plus grande activité, est son Centre international d'Etudes sur l'Architecture et l'Urbanisme qui est, en même temps, le plus jeune; il n'a été créé, en effet, qu'en 1937.

Dès 1938, et en collaboration avec la Section de Coopération intellectuelle de Genève, ce Centre, à la demande du Gouvernement du Royaume-Uni, a été établi et fait recommander par l'Assemblée de la Société des Nations un règlement des concours internationaux d'architecture, d'urbanisme et arts associés.

En même temps, il s'attaquait à l'étude d'un problème qui préoccupe depuis longtemps les administrations et l'opinion publique, la conservation des vestiges du passé et sa conciliation avec les exigences de l'urbanisme moderne. Enfin, il a entrepris une étude comparée du régime législatif et administratif, dans les divers pays, en matière d'urbanisme.

A l'heure actuelle, l'étude comparée des problèmes se rapportant à l'urbanisme moderne (problèmes de doctrine, de législation, d'administration; problèmes sociaux de toute nature; problèmes techniques, esthétiques, etc., etc.) présente, pour les administrations nationales - surtout dans les pays dévastés par la guerre - un intérêt capital; aussi le Centre a-t-il établi tout un programme d'études internationales qui seront poursuivies par des réunions d'experts et selon les méthodes habituelles de travail de l'Office international des Musées.

Mais il va sans dire que, pour que toutes ces activités de l'Office des Musées prennent le développement qu'elles comportent, des conditions meilleures de travail lui sont indispensables - conditions que l'on ne pourra obtenir que lorsque les déplacements et échanges seront redevenus aisés et que la collaboration culturelle internationale sera dotée à nouveau des moyens nécessaires, aussi bien au point de vue administratif qu'au point de vue financier.

SECTION JURIDIQUE

Une double activité est confiée traditionnellement au Conseiller juridique de l'Institut :

1°) Activité propre au Service juridique : domaine des droits intellectuels : droit d'auteur, droit du savant et, d'une manière générale, protection du travail intellectuel, préparation des Conférences et Congrès internationaux s'y rapportant, relations avec les Organisations professionnelles et scientifiques intéressées.

2°) Collaboration avec les autres Services de l'Institut : notamment Services administratifs, Département d'Art et d'Histoire, ainsi qu'avec l'Office international des Musées.

° °

Dans la première catégorie et d'abord en ce qui concerne le Droit d'auteur, notre Conseiller a continué à préparer la Convention universelle sur le droit d'auteur, de concert avec l'Administration belge chargée de convoquer la prochaine Conférence de Révision de la Convention de Berne.

Mais nous manquons d'informations sur le mouvement poursuivi sur ce même terrain en Amérique : c'est un point sur lequel il est urgent de rétablir le contact avec les Commissions américaines.

Le Conseiller poursuit aussi la préparation d'un accord international sur le Droit de Suite reconnu aux auteurs d'oeuvres artistiques sur le produit des ventes successives de leurs oeuvres. Un ouvrage sur cette question doit prendre place dans la collection des Cahiers juridiques de l'Office international des Musées, après une réunion restreinte d'experts. L'ouvrage dont il s'agit est déjà prêt : il a pour auteur M. J.L. DUCHEMIN, agent général de la Propriété artistique.

En ce qui concerne le Droit du Savant, un projet de Convention rédigé avec le concours de personnalités scientifiques a déjà été soumis à l'examen des Gouvernements. Ce projet tend à associer les auteurs de découvertes non brevetables aux profits résultant de l'utilisation lucrative des dites découvertes. Les nouvelles découvertes rendent ce projet assez actuel.

Enfin, pour le Statut des Associations internationales, il s'agit d'assurer aux associations privées à buts désintéressés poursuivant des fins internationales, des

garanties juridiques en rapport avec les exigences de leur mission. Actuellement ces Associations ne peuvent bénéficier que d'un statut purement national qui gêne considérablement leur activité. Cette question pourrait être utilement inscrite au programme du Comité d'Entente des grandes Associations internationales.

Dans la deuxième catégorie sont à classer :

(a) Les questions juridiques à traiter avec les Services administratifs sont pour ainsi dire quotidiennes : maintien des privilèges de l'Institut, contrats avec les fonctionnaires et les fournisseurs, etc..

(b) La collaboration avec l'Office international des Musées n'a jamais cessé. Indépendamment des études concernant le droit de suite, il y a lieu de prévoir la reprise des travaux relatifs à la législation des fouilles, déjà abordée à la Conférence du Caire, ainsi qu'une action concernant le rapatriement des patrimoines artistiques nationaux déplacés ou démembrés du fait des événements de guerre.

(c) Cinéma - La collaboration doit également être établie avec les Services du Cinéma, à propos de l'application de la Convention relative à la libre circulation des films éducatifs.

(d) Enfin, les contacts sont graduellement repris dans les divers pays où elles ont leur siège, avec les Organisations scientifiques et professionnelles internationales, poursuivant une activité juridique.

PUBLICATIONS

(a) Revue mensuelle -

Un numéro complet a été mis sur pied avec l'aide des quelques fonctionnaires des sections actuellement au travail. Seules les difficultés pratiques de tous ordres qui handicapent à l'heure présente toute l'édition en France ont retardé la parution de ce premier fascicule. On peut envisager néanmoins très prochainement la publication d'un second fascicule.

(b) Vente des publications - Edition -

Un stock important datant d'avant-guerre mais encore susceptible d'intéresser le grand public a été inventorié et remis en vente.

Le Service des Publications de l'Institut a réalisé, en l'espace de 6 mois, un chiffre d'affaires d'un montant de 141.000 francs, sur lesquels 75.000 francs sont déjà encaissés.

Mais déjà le Service des Publications rentre dans une phase productive. La composition presque entière du volume "Fondement et Méthode dans les Sciences mathématiques" qui devait paraître fin 1939 a pu être retrouvée à l'imprimerie Jouve. Ce volume pourrait donc sortir des presses assez prochainement.

D'autre part, le Professeur WAVRE, de Genève a préparé l'édition des rapports de la Réunion d'Experts sur les Applications du Calcul des Probabilités qui va incessamment prendre sa place dans nos collections scientifiques.

Enfin l'édition anglaise de l'ouvrage remarqué d'Etienne DENNERY, sur Le Problème des Matières premières, va prendre sa place dans la série du Peaceful Change, ainsi que les éditions française et anglaise du grand travail de M. PIATIER, sur le Contrôle des Changes.

En dehors de ses ventes, le Service des Publications a assuré l'envoi gratuit de 692 ouvrages à divers institutions et collaborateurs de l'Institut.

Enfin, il prépare actuellement des collections complètes des publications de l'Institut, destinées aux Bibliothèques dévastées par la guerre. Ce don, qui intéresse 14 pays, comprend 98 collections totalisant 38.000 volumes.

(S) [Illegible]

1. The purpose of this document is to provide information regarding the [illegible] of the [illegible] and the [illegible] of the [illegible].

2. The [illegible] of the [illegible] is [illegible] and the [illegible] of the [illegible] is [illegible].

3. The [illegible] of the [illegible] is [illegible] and the [illegible] of the [illegible] is [illegible].

4. The [illegible] of the [illegible] is [illegible] and the [illegible] of the [illegible] is [illegible].

5. The [illegible] of the [illegible] is [illegible] and the [illegible] of the [illegible] is [illegible].

COMMISSIONS NATIONALES ET DELEGUES D'ETAT

COMMISSIONS NATIONALES

Nous avons pu reprendre contact avec 29 Commissions nationales sur les 45 Commissions dénombrées en 1939.

Sur ces 29 Commissions, il est difficile de préciser quelles sont celles qui ont une véritable activité car nous n'avons, en fait, pu correspondre que difficilement et n'avons reçu aucun véritable rapport d'activité de quelque Commission que ce soit.

Les Commissions nationales d'Amérique du Sud paraissent toutefois être demeurées les plus vivantes, sans doute en raison de leur lien avec la Commission intellectuelle provisoire. (Sur les 29 Commissions avec lesquelles nous avons repris contact, 19 ont répondu immédiatement, parmi lesquelles figuraient 10 Commissions nationales sud-américaines).

C'est avec l'Europe que les difficultés de contact ont été les plus grandes : sur les 16 Commissions pour lesquelles nous restons pratiquement sans nouvelles, l'Europe figure pour 10 (Lituanie, Lettonie, Estonie comprises), l'Amérique du Sud pour 3, l'Orient et l'Afrique (Egypte) pour 3.

Il est vraisemblable que par la Conférence de Londres ou à la suite de nos appels lancés, soit par les Ambassadeurs, soit par des intermédiaires privés, nous pourrions compléter utilement avant la fin de l'année la prospection des 16 Commissions demeurées silencieuses.

Que l'activité et la solide organisation des Commissions nationales soient les conditions même de l'activité et de la solidité de l'organisation mondiale de la Coopération intellectuelle, cela ne peut faire de doute pour personne.

Ce principe a été maintes et maintes fois affirmé au cours des travaux de la Commission internationale avant 1940.

D'année en année, la Commission internationale a insisté sur ce rôle organique des Commissions nationales et sur les moyens qui leur sont indispensables pour jouer ce rôle. En 1934, elle faisait déjà cette importante déclaration : "Les Commissions nationales forment la base même de notre organisation et sont les intermédiaires indispensables entre la Commission internationale et la vie intellectuelle des différents peuples." Suivait alors la définition même de la Commission nationale dans sa nature propre qui est d'agir "à l'intérieur du pays comme l'un des instruments de la vie

"intellectuelle nationale, tout en assurant, d'autre part, "une liaison continue de caractère international."

Ces principes ont été vigoureusement soulignés en 1937; par M. de REYNOLD, dans sa préface à la brochure éditée par la Société des Nations sur les Commissions nationales.

"Les Commissions nationales, écrivait-il, représentent les peuples dans leur diversité, diversité de culture, d'esprit, de moeurs, de besoins, d'aspirations. L'organisation internationale représente, elle, la civilisation générale, les constantes de la nature humaine. Harmoniser ces deux points de vue en les reliant l'un à l'autre par une ligne de force, c'est en cela que consiste l'universalité."

Cette ligne de force ce sont les rapports constants de l'Institut avec les Commissions nationales qui devaient l'établir.

Or, il est incontestable, malgré cette prise de position extrêmement ferme, que les Commissions nationales, dans l'activité de la Coopération intellectuelle, n'ont pas donné les fruits que l'on eût été en droit d'attendre. Quelles sont les raisons de cet échec relatif et comment y remédier à l'avenir ?

"L'Universalité, avait insisté M. de REYNOLD, est condamnée à demeurer abstraite si elle ne descend pas s'enraciner dans la terre, si elle est incapable de prendre contact avec la vie. Cet enracinement, ce contact, c'est par l'intermédiaire des Commissions nationales que nous pouvons le mieux l'obtenir..."

Rien ne pouvait mieux définir le rôle des Commissions nationales. Rien ne pouvait, du même coup, mettre davantage en lumière les raisons de ce que l'on pourrait appeler leur "faillite".

Il est advenu aux Commissions nationales ce qui serait advenu à la Commission internationale de Coopération intellectuelle si n'avait été créé l'Institut. Celui-ci a fait passer le principe de la "Société des Esprits" du stade de l'académisme à celui de la technicité réaliste et organisée. Mais il eût fallu, en outre, pour parvenir à un résultat véritable et total que la Commission internationale et son secrétariat permanent - à savoir l'Institut - puissent, à leur tour, s'appuyer sur le réseau organisé de Commissions nationales actives et fécondes.

Or, celles-ci sont demeurées, presque partout sinon partout, essentiellement académiques. En aucune manière, elles n'ont présenté cet enracinement dans le concret réclamé par M. de REYNOLD. En aucune manière, elles n'ont été l'expression vivante, variée, représentative et évolutive de la vie intellectuelle de leur pays. Société d'esprits éminents certes, au plan national, elles sont demeurées au stade de l'académisme, sans technicité véritable, livrant à la merci

de rencontres trop souvent protocolaires le sort de la Coopération intellectuelle effective.

Cette lacune n'avait pas échappé à M. de REYNOLD, qui soulignait, dans la préface en question, combien il était nécessaire de mettre les Commissions nationales "en mesure de s'associer d'une manière plus continue" aux travaux de la Commission internationale. Mais cette nécessité, ajoutait-il, en implique une autre, à savoir "que les Commissions nationales en aient les moyens".

Ces moyens, dont ont toujours manqué les Commissions nationales, ce sont les moyens techniques. Il importe donc qu'à l'avenir l'Institut international puisse s'appuyer sur des Commissions nationales dotées de moyens techniques leur permettant de mettre en oeuvre, dans leur propre pays, l'immense programme de coopération intellectuelle qui s'offre à leur activité.

De même que la Commission internationale a pu s'appuyer sur le grand effort de technicité de l'Institut international, de même il faut que les Commissions nationales puissent s'appuyer, dans chaque pays, sur un organe technique, spécialement conçu à cet effet et dont l'une des tâches principales, sinon exclusive, sera d'assurer le secrétariat technique permanent de la Commission nationale.

La création d'un organisme national spécialisé pour les échanges culturels avec l'étranger, et qui aurait dans sa nature même d'envisager ces échanges d'une manière extrêmement active et toujours dans les deux sens, paraît être la solution qu'il convient d'indiquer. Cet organisme aurait pour Conseil supérieur les membres de la Commission nationale, ou tout au moins le Comité actif de celle-ci, et un personnel technique dont toute l'activité serait essentiellement consacrée à organiser, sur le plan de la Coopération intellectuelle, soit les échanges avec les autres Commissions nationales et leur secrétariat spécialisé, soit les rapports directs avec les services spécialisés de l'Institut international.

En France, une réalisation est en cours qui présente tous les éléments requis dans l'exposé ci-dessus. Il s'agit de l'Institut français d'Echanges culturels internationaux, dont toute la technicité est conçue dans cet esprit. La création auprès des autres Commissions nationales d'un organisme semblable assurerait ce réseau de technicité absolument indispensable pour que l'action de la Coopération intellectuelle mondiale passe du plan de l'académisme au plan du réalisme nécessaire.

Il est bien entendu que cette organisation générale des Commissions nationales ne peut se faire d'une manière arbitraire et que le statut des Commissions nationales qui pourra être rédigé à cet effet devra laisser une grande latitude à l'initiative et à l'originalité de chaque pays, à la seule condition que l'accord soit fait sur la nécessité de la technique comme partie intégrante de ce statut.

DELEGUES D'ETAT

La liste des Délégués d'Etat en février 1939, comprenait 45 noms - ne coïncidant pas d'ailleurs absolument avec les 45 Commissions nationales.

Sur ces 45 noms, l'Institut a cherché, au début d'août 1945, à joindre 37 Délégués, dont celui de l'U.R.S.S... Ont été omis Japon, Lettonie, Esthonie, etc...

17 réponses nous sont parvenues à ce jour, dont 6 nous apportaient directement celle des Délégués eux-mêmes, à savoir :

Chine	:	M. SIAO YU
Uruguay	:	M. BARBAGELATA
Roumanie	:	Mlle VACARESCO
Grèce	:	M. ARGYROPOULO
Pologne	:	MM. de PULASKI & ZALESKY
Rép. Dominicaine	:	M. de HANOT d'HARTOY.

La plupart des autres réponses, provenant des Ambassades, nous signalent que les Gouvernements intéressés ont été informés de notre demande. 20 lettres demeurent donc pratiquement sans suite jusqu'à ce jour, dont celle adressée à l'Ambassade d'U.R.S.S. à Paris.

C O N C L U S I O N S

Voilà ce que nous avons fait, ce que nous faisons. Nous voudrions indiquer avec autant d'assurance ce que nous voulons faire dans l'avenir. Nous y sommes prêts; mais il ne dépend pas de nous de décider sous quelle forme le passé deviendra l'avenir.

Tout au moins, nous pouvons assurer que de toute façon nous n'avons jamais désiré ni même envisagé comme possible le statu quo. De profondes réformes de structure étaient nécessaires pour que l'Institut pût faire face aux tâches immenses de réorganisation mondiale dans les domaines de l'éducation et de la culture. Elles sont préparées dans nos dossiers, et nous nous tenons prêts à les réaliser.

Plus pratique et plus efficient encore que l'Institut d'aujourd'hui, poursuivant des résultats tangibles, plus méthodique dans son examen des problèmes et plus persévérant, l'Institut de demain maintiendra ouverts et à jour d'innombrables dossiers au lieu d'accorder aux grandes questions un moment d'attention spectaculaire. Plus technique, il ne sera plus seulement le Secrétariat dévoué de tous les grands travaux collectifs des savants et des chercheurs. Il proposera des méthodes, une méthodologie du Congrès scientifique, par exemple, de manière à éviter les pertes de temps et le travail inutile. Plus encyclopédique, il s'efforcera de couvrir le champ complet de l'oeuvre de l'esprit. Il devra obtenir de chaque nation l'abandon, en ce domaine, de tout égoïsme sacré et la mise en commun des ressources de la recherche et de la connaissance.

Au-dessus de sa propre technicité, il mettra l'esprit d'équipe; au travers de la structure plutôt souple que rigide de ses départements, il établira des Commissions de travail. Au cadre indispensable des fonctionnaires permanents, il ajoutera toutes les collaborations qui, suivant les cas, seront nécessaires.

Il devra aussi être plus démocratique, s'intéresser plus activement au comportement et, en quelque sorte, à la conversion de ces grandes masses humaines contre lesquelles, sans lesquelles, on ne peut rien, et dont les explosions ont tant de fois renversé notre fragile et précieux édifice. Eduquer, civiliser les masses, voilà la tâche faite de laquelle l'humanité risquerait de périr. L'Organisation de Coopération intellectuelle de demain et son organe exécutif auront à en connaître, et leur rôle en cela pourra être l'un des plus glorieux de la communauté humaine.

Mais quand tout est dit, quel admirable travail de pionniers accompliront ensemble l'Organisation de Coopération intellectuelle de la Société des Nations et son Institut dans les quelques années de travail qui leur furent

dévolues avant la seconde guerre mondiale. N'ont-ils pas, en fait, marqué toutes les grandes voies ? Et s'ils n'ont pas plus accompli, n'est-ce pas parce que la plupart des nations prenaient ces choses moins à coeur qu'aujourd'hui et que l'Institut n'a jamais eu les moyens d'agir ?

Comment pourraient-ils, cette Organisation, cet Institut, s'éloigner beaucoup de l'esprit et de la foi qui président à notre fondation et à nos travaux d'hier ? On parle beaucoup du rapport nécessaire entre la responsabilité et le pouvoir. On veut mettre les Gouvernements, en tant que responsables de l'éducation publique, au coeur de la nouvelle coopération éducative et culturelle. Il est bien évident, à mon sens, qu'ils doivent y être présents; il est bien évident qu'en tout état de cause ils auront le pouvoir de dire non et qu'il y a intérêt à les consulter, à travailler en accord avec eux. Mais l'esprit ne vit qu'en liberté, et les sources même de cette éducation totale et universelle des hommes qui doit former l'idéal lointain à poursuivre par échelons méthodiques, seraient près de tarir si elles n'étaient alimentées par une culture libre. Il faut, selon nous, que la nouvelle Organisation garde de l'ancienne ce caractère d'indépendance qui était pour elle quasi-statutaire.

Il serait aussi bien désolant que l'Organisation nouvelle n'aspirât pas très vite à l'universalité. Il y a des nations en dehors des Nations Unies, qui ne sauraient être tenues longtemps en dehors du travail collectif de l'esprit humain. En cette matière non politique, il y a lieu d'attendre à leur égard un geste large.

Quoi qu'il en soit la mise au point et ensuite la mise en place de l'Organisation nouvelle seront d'autant plus minutieuses et lentes qu'elle sera plus complète. La Conférence de Londres créera une structure, après quoi une Commission intérimaire examinera des modalités. Cela durera des mois. Faut-il cependant ne rien faire ? Nous ne le croyons pas. L'Institut ne cherche pas à préjuger de l'avenir, ni à acquiescer des positions avantageuses. Il a le désir de servir, la conviction qu'il peut servir, et la conviction que ses services sont d'urgence requis. Des sondages nous en ont assurés. De nombreux savants nous demandent notre concours pour les Réunions, les Congrès, les Comités d'experts que déjà ils projettent; dirai-je que nous ne le refusons pas ? Des éducateurs de toute l'Europe dévastée nous parlent de l'état de la culture dans leur pays, auquel nul n'a encore porté remède. Dirai-je que nous cherchons les moyens de leur venir en aide ? Dirai-je qu'en présence d'efforts confus pour rééduquer les nations agressives, nous nous demandons s'il n'y aurait pas lieu de creuser la question jusqu'aux principes et d'établir un plan, non seulement radical, mais uniforme et universel.

Ayant devant lui des tâches lourdes, utiles, indispensables, que nulle Organisation ne sera de longtemps en mesure de remplir aussi bien que lui, l'Institut ne peut pas se considérer comme en liquidation. C'est pour ces tâches-là au moins, c'est aussi pour toute éventualité, qu'il demande votre approbation et votre encouragement.

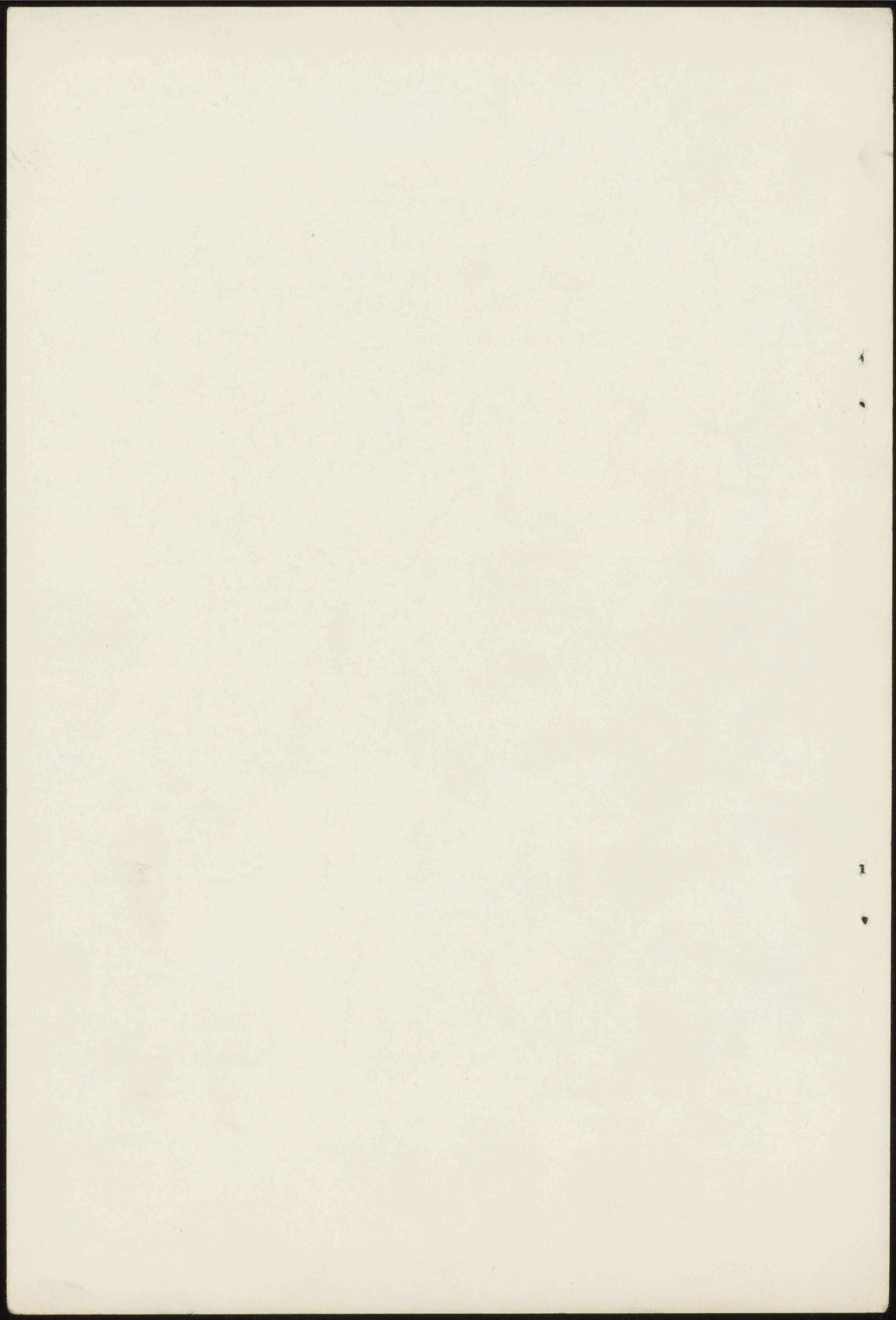
THE FIRST PART OF THE HISTORY OF THE
REIGN OF HENRY THE SECOND

IN THE FIRST PART OF THE HISTORY OF THE
REIGN OF HENRY THE SECOND, THE
AUTHOR HAS TAKEN NOTICE OF THE
MANNER IN WHICH THE KING WAS
RECEIVED AT NORMANDY, AND OF THE
MANNER IN WHICH HE WAS RECEIVED
AT BRITAIN. IN THE SECOND PART
OF THE HISTORY, THE AUTHOR HAS
TAKEN NOTICE OF THE MANNER IN
WHICH THE KING WAS RECEIVED AT
IRELAND, AND OF THE MANNER IN
WHICH HE WAS RECEIVED AT
SCOTLAND.

IN THE THIRD PART OF THE HISTORY,
THE AUTHOR HAS TAKEN NOTICE OF
THE MANNER IN WHICH THE KING WAS
RECEIVED AT WALES, AND OF THE
MANNER IN WHICH HE WAS RECEIVED
AT IRELAND.

IN THE FOURTH PART OF THE HISTORY,
THE AUTHOR HAS TAKEN NOTICE OF
THE MANNER IN WHICH THE KING WAS
RECEIVED AT SCOTLAND, AND OF THE
MANNER IN WHICH HE WAS RECEIVED
AT IRELAND. IN THE FIFTH PART
OF THE HISTORY, THE AUTHOR HAS
TAKEN NOTICE OF THE MANNER IN
WHICH THE KING WAS RECEIVED AT
WALES, AND OF THE MANNER IN
WHICH HE WAS RECEIVED AT
SCOTLAND.

IN THE SIXTH PART OF THE HISTORY,
THE AUTHOR HAS TAKEN NOTICE OF
THE MANNER IN WHICH THE KING WAS
RECEIVED AT IRELAND, AND OF THE
MANNER IN WHICH HE WAS RECEIVED
AT SCOTLAND.



I.I.C.I./C.A./V

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

Point IV de l'Ordre du Jour

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL

EXPOSE DU DIRECTEUR PAR INTERIM

1910

1. The first part of the report is devoted to a general survey of the situation in the country.

2. The second part is devoted to a detailed study of the various branches of the economy.

3. The third part is devoted to a study of the social conditions of the population.

4. The fourth part is devoted to a study of the political situation.

5. The fifth part is devoted to a study of the international relations of the country.

6. The sixth part is devoted to a study of the future prospects of the country.

7. The seventh part is devoted to a study of the various problems connected with the development of the country.

8. The eighth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

9. The ninth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

10. The tenth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

11. The eleventh part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

12. The twelfth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

13. The thirteenth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

14. The fourteenth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

15. The fifteenth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

16. The sixteenth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

17. The seventeenth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

18. The eighteenth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

19. The nineteenth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

20. The twentieth part is devoted to a study of the various measures which should be taken to improve the situation.

La situation antérieure du personnel appartenant à l'Institut en 1940 a été réglée par le Gouvernement français.

La situation du personnel sous contrat en 1940 s'établissait comme suit :

A) Fonctionnaires dont le contrat expirait le 30 septembre 1941:

MM. BELIME
BRAGA
FOUNDOKIDIS
LAJTI
MERCIER
RISTORCELLI
Mlle ROTHBARTH
M. WEISS

B) Fonctionnaires dont le contrat expirait le 30 septembre 1945:

MM. ESTABLIER
HICKEL
SECRETAN

C) Fonctionnaire dont le contrat expirait le 31 décembre 1944:

M. BONNET

D) Fonctionnaires démissionnaires:

MM. BRAGA à partir du 1er octobre 1940
ESTABLIER à partir du 1er mars 1941.

Aucun des contrats se terminant en 1941-1944 ou 1945 n'ont été renouvelés. Cependant le Gouvernement de Vichy avait cru bon de garder en fonction MM. RISTORCELLI, HICKEL, LAJTI et GUIST'HAU.

Les licenciements qui ont eu lieu en 1941, soit un an après la fermeture de l'Institut, ont été accompagnés d'indemnisations se montant à :

100 francs par année de service pour le petit personnel,

trois mois de traitement pour le personnel servant avec contrat.

A l'heure actuelle aucun fonctionnaire de l'Institut ne sert sous contrat et nous pensons qu'il n'y a pas lieu de revenir au régime antérieur avant que la situation de l'Institut dans la Nouvelle Organisation Mondiale de Coopération intellectuelle soit fixée et que de nouveaux statuts soient mis en vigueur.

Le passé doit être définitivement réglé et nous proposons que le Conseil d'Administration confirme les dispositions qui ont été prises par le Commissaire aux Comptes M. TISSEAU. Les quelques cas d'espèce qui, pour des raisons d'humanité, pourraient attirer l'attention du Conseil d'Administration seraient réglés par le Comité de Direction.

Pour le présent et l'avenir, la situation du personnel se présente comme suit :

- 12 collaborateurs faisant fonction de chefs de service;
- 14 adjoints;
- 20 Rédacteurs et sténodactylographes;
- 1 Contrôleur des Dépenses engagées;
- 5 Agents;

Par leur nationalité, les fonctionnaires se répartissent ainsi :

- 1 Autrichien
- 2 Britanniques
- 1 Espagnol
- 38 Français (comprenant surtout le petit personnel)
- 1 Hellène
- 1 Hongrois
- 2 Roumains
- 1 Russe
- 2 Tchécoslovaques
- 2 Réfugiés allemands (apatrides)
- 1 Hollandais

52

La situation du personnel de l'Institut à commencer par celle de son Directeur, n'a pu, jusqu'à ce jour, être régularisée et même la procédure des temps de crise qui confiait des pouvoirs exceptionnels au Directeur Henri BONNET sous réserve d'approbation du Président du Conseil d'Administration n'a pu être suivie en l'absence de celui-ci. Je pense que le Conseil d'Administration voudra bien aujourd'hui régulariser la nomination du Directeur faite provisoirement par Monsieur Henri BONNET et les désignations faites depuis lors par le Directeur intérimaire, désignations qui ne préjugent pas d'ailleurs de la hiérarchie définitive de l'Institut.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

Point IV de l'Ordre du Jour

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL

EXPOSE DU DIRECTEUR PAR INTERIM

1. The first part of the report is a general statement of the purpose and scope of the study.

2. The second part is a description of the methods used in the study.

3. The third part is a description of the results of the study.

4. The fourth part is a discussion of the results and their implications.

5. The fifth part is a conclusion and a list of references.

6. The sixth part is a list of appendices.

7. The seventh part is a list of figures and tables.

8. The eighth part is a list of footnotes.

9. The ninth part is a list of symbols and abbreviations.

10. The tenth part is a list of acknowledgments.

11. The eleventh part is a list of the author's address and contact information.

12. The twelfth part is a list of the author's previous work.

13. The thirteenth part is a list of the author's current work.

14. The fourteenth part is a list of the author's future work.

15. The fifteenth part is a list of the author's publications.

16. The sixteenth part is a list of the author's awards and honors.

17. The seventeenth part is a list of the author's memberships in professional organizations.

La situation antérieure du personnel appartenant à l'Institut en 1940 a été réglée par le Gouvernement français.

La situation du personnel sous contrat en 1940 s'établissait comme suit :

A) Fonctionnaires dont le contrat expirait le 30 septembre 1941:

MM. BELIME
BRAGA
FOUNDOKIDIS
LAJTI
MERCIER
RISTORCELLI
Mlle ROTHBARTH
M. WEISS

B) Fonctionnaires dont le contrat expirait le 30 septembre 1945:

MM. ESTABLIER
HICKEL
SECRETAN

C) Fonctionnaire dont le contrat expirait le 31 décembre 1944:

M. BONNET

D) Fonctionnaires démissionnaires:

MM. BRAGA à partir du 1er octobre 1940
ESTABLIER à partir du 1er mars 1941.

Aucun des contrats se terminant en 1941-1944 ou 1945 n'ont été renouvelés. Cependant le Gouvernement de Vichy avait cru bon de garder en fonction MM. RISTORCELLI, HICKEL, LAJTI et GUIST'HAU.

Les licenciements qui ont eu lieu en 1941, soit un an après la fermeture de l'Institut, ont été accompagnés d'indemnités se montant à :

100 francs par année de service pour le petit personnel,

trois mois de traitement pour le personnel servant avec contrat.

A l'heure actuelle aucun fonctionnaire de l'Institut ne sert sous contrat et nous pensons qu'il n'y a pas lieu de revenir au régime antérieur avant que la situation de l'Institut dans la Nouvelle Organisation Mondiale de Coopération intellectuelle soit fixée et que de nouveaux statuts soient mis en vigueur.

Le passé doit être définitivement réglé et nous proposons que le Conseil d'Administration confirme les dispositions qui ont été prises par le Commissaire aux Comptes M. TISSEAU. Les quelques cas d'espèce qui, pour des raisons d'humanité, pourraient attirer l'attention du Conseil d'Administration seraient réglés par le Comité de Direction.

Pour le présent et l'avenir, la situation du personnel se présente comme suit :

12 collaborateurs faisant fonction de chefs de service;

14 adjoints;

20 Rédacteurs et sténodactylographes;

1 Contrôleur des Dépenses engagées;

5 Agents;

Par leur nationalité, les fonctionnaires se répartissent ainsi :

1 Autrichien

2 Britanniques

1 Espagnol

38 Français (comprenant surtout le petit personnel)

1 Hellène

1 Hongrois

2 Roumains

1 Russe

2 Tchécoslovaques

2 Réfugiés allemands (apatrides)

1 Hollandais

52

La situation du personnel de l'Institut à commencer par celle de son Directeur, n'a pu, jusqu'à ce jour, être régularisée et même la procédure des temps de crise qui confiait des pouvoirs exceptionnels au Directeur Henri BONNET sous réserve d'approbation du Président du Conseil d'Administration n'a pu être suivie en l'absence de celui-ci. Je pense que le Conseil d'Administration voudra bien aujourd'hui régulariser la nomination du Directeur faite provisoirement par Monsieur Henri BONNET et les désignations faites depuis lors par le Directeur intérimaire, désignations qui ne préjugent pas d'ailleurs de la hiérarchie définitive de l'Institut.

A rendre à la terre une fois vu

Voir P. 9.

I.I.C.I./C.A./P.V.1.1945.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

ORGANISATION DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

Procès-verbal de la Séance tenue à Paris

le jeudi 25 octobre 1945

Le Conseil d'Administration a tenu sa dix-septième Session à Paris, le 25 octobre 1945.

Ont participé à cette session les membres titulaires de la Commission internationale de Coopération intellectuelle dont les noms suivent :

M. Julio DANTAS, Mlle Ellen GLEDITSCH, M. G. de REYNOLD.

D'autres membres titulaires, empêchés de prendre part à la réunion, étaient suppléés par les personnalités suivantes :

M. CARNEIRO, remplaçant M. Ozorio de ALMEIDA,
M. SIAO YU, remplaçant M. WU SHI FEE.

Les membres suivants n'ont pu assister à la réunion ni envoyer de suppléant :

M. C. BIALOBREZESKI, M. GARCIA CALDERON, M. B. HROZNY,
~~M. J. HUIZINGA~~, M. Le Professeur Gilbert MURRAY, M. PRIMANIS,
Sir Abdul QADIR, M. TAHA-HUSSEIN.

Priront part, en outre, à cette session : MM. Julien CAIN et Malcolm DAVIS, membres du Comité de Direction de l'Institut, M. ANKER, remplaçant M. LESTER et représentant le Secrétariat de la Société des Nations, M. J.J. MAYOUX, Directeur par intérim et M. LOROTTE, Secrétaire général de l'Institut; M. Charles HENRY, Secrétaire du Conseil d'Administration.

Le Président HERRIOT ouvre la séance et donne la parole à M. MAYOUX pour la lecture de son rapport.

M. MAYOUX donne lecture du point I de son rapport concernant la situation de l'Institut de 1940 à 1944.

Le Point I du rapport de M. MAYOUX est adopté à l'unanimité et le Président HERRIOT passe à l'examen des diverses questions traitées dans la 2^{ème} partie du rapport du Directeur.

CONFERENCE PERMANENTE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES

M. MAYOUX donne lecture de la partie de son rapport ayant trait à cette question et signale que dès la reprise de son activité l'Institut s'est efforcé de se mettre en rapport avec les membres de la Conférence permanente des Hautes Etudes internationales afin de leur demander leur avis sur la possibilité de continuer les travaux scientifiques de la Conférence, soit sur la base des plans établis, soit sur une base nouvelle. Nous avons aussi décidé, ajoute-t-il, de reprendre la série des publications qui, sous la rubrique du "Peaceful Change" et plusieurs autres, se sont attachées, avant la guerre, à l'examen des problèmes qui sont, plus que jamais, actuels.

Ce Chapitre est adopté à l'unanimité.

ENSEIGNEMENT

1°) RELATIONS UNIVERSITAIRES INTERNATIONALES -

M. MAYOUX donne lecture de la partie de son rapport concernant cette question et signale notamment que l'Institut prépare un volume consacré aux problèmes immédiats de l'Université d'après-guerre. Il indique que les membres du Comité d'Experts pour la Statistique universitaire ont été invités à reprendre leur collaboration dans le cadre du Bureau international des Statistiques universitaires. Il signale que l'Institut envisage également d'étudier la question d'un sanatorium international qui serait créé à Berck.

M. de REINHOLD tient à informer les membres du Conseil qu'il existe dès maintenant, en Suisse, un sanatorium, celui de Lezin. Le Gouvernement français s'est beaucoup intéressé aux sanatoria, il serait utile de savoir exactement ce que l'on pourrait faire sur cette question.

2°) CENTRES D'INFORMATIONS SCOLAIRES -

M. MAYOUX signale que l'Institut est en mesure de préparer la publication d'un volume consacré à la bibliographie

pédagogique des divers pays au cours des années 1939-1945, et que la reprise des bibliographies annuelles a été décidée d'accord avec les centres nationaux à partir de 1946.

Il ajoute que l'Institut a également repris son activité en matière de Correspondance scolaire internationale.

3°) LIASON AVEC LES GRANDES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES -

M. MAYOUX indique que le Secrétariat du Comité d'Entente fonctionne à nouveau et que les contacts avec les grandes associations internationales ont repris.

Ce Chapitre est adopté à l'unanimité.

BIBLIOTHEQUES

PROBLEME DU LIVRE -

M. MAYOUX dit que l'Institut s'est occupé de la crise de l'édition et du problème de la reconstruction des bibliothèques. Il a notamment étudié les problèmes se rattachant à la production et à la circulation des textes micro-filmés.

M. le Président HERRIOT signale qu'il faudrait réviser la question du contrat d'édition. Il faudrait, dit-il, que les éditeurs puissent être requis de produire leur comptabilité. Et que certains usages nuisibles aux auteurs fussent supprimés (13ème livre, etc.).

Ce Chapitre est adopté à l'unanimité.

RADIODIFFUSION

M. MAYOUX informe le Conseil de la création de "Radio-Monde", nouveau Service de l'Institut qui s'est donné pour but d'utiliser l'actualité de la vie de l'esprit.

Il signale que des personnalités intellectuelles telles que T.S. Eliot, Stephen Spender, Harold Callender, Stan Golestan, des syndicalistes tels que Louis Saillant, Léon Jouhaux, ont déjà pris la parole à ce micro. Il précise que les Commissions nationales de Coopération intellectuelle sont tout désignées pour alimenter ce poste, en tenant le monde au courant des mouvements intellectuels de leur propre pays. Il propose comme but à Radio-Monde de tendre "au rapprochement et à la synthèse des cultures nationales".

Ce Chapitre est adopté à l'unanimité.

CINEMATOGRAPHE

M. MAYOUX souligne que l'Institut a repris ses travaux sur l'application de la "Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif", du 11 octobre 1933, et qu'il s'attache, en outre, à résoudre le problème de la constitution d'archives cinématographiques et l'établissement d'une documentation générale.

L'Institut abordera aussitôt que possible la question du doublage, de la censure et s'efforcera de créer un grand prix mondial du Cinéma.

Ce Chapitre est adopté à l'unanimité.

SERVICE DES RELATIONS SCIENTIFIQUES

M. MAYOUX indique que l'Institut a repris les publications en préparation en 1939, à savoir : "Les Fondements et la Méthode des Sciences Mathématiques" et "l'Application du Calcul des Probabilités".

Il précise qu'en ce qui concerne le plan du travail futur, l'Institut se propose de réunir en 1946 le Comité d'Experts scientifiques, auquel il soumettra l'ensemble des diverses suggestions reçues, dont M. MAYOUX donne lecture.

Ce Chapitre est adopté à l'unanimité.

INFORMATION - DOCUMENTATION et ARCHIVES

1°) DOCUMENTATION GENERALE -

(a) Dossiers :

M. MAYOUX indique que le Service de Documentation générale a été créé de toutes pièces.

(b) Bibliothèques :

M. MAYOUX déclare que la bibliothèque de l'Institut a été retrouvée dans un état lamentable, et que l'on procède actuellement à un travail de reclassement des livres récupérés.

(c) Archives et courrier :

M. MAYOUX explique que les dossiers des archives ont été regroupés.

2°) RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR -

(a) Enquête auprès des Experts :

Une enquête par lettre-circulaire auprès des anciens correspondants et experts de l'Institut est en cours.

(b) Enquête générale :

L'Institut a lancé une enquête auprès des institutions culturelles du monde entier pour les prier de préciser leurs propres desiderata et envoyer leurs suggestions.

(c) Enquête auprès du Corps diplomatique :

L'Institut a prié les ambassades et légations de divers pays à Paris de vouloir bien lui fournir une liste des intellectuels et des principales institutions intellectuelles de leurs pays respectifs.

(d) Relations avec la Presse et la Radio :

Des contacts ont été pris avec plusieurs agences de presse française et étrangère.

Après des échanges de vue sur divers points, ce Chapitre est adopté à l'unanimité et le DIRECTEUR passe à l'examen du Chapitre suivant de son rapport.

RELATIONS ARTISTIQUES

M. MAYOUX signale qu'une étude du problème de la reconstitution des patrimoines historiques et artistiques dans les territoires occupés a été entreprise par l'Office international des Musées. Une réunion a étudié cette question du point de vue du droit international.

Il indique en outre que l'Office international des Musées a établi un projet visant la constitution d'une Commission internationale chargée de rechercher les oeuvres d'art ou documents historiques illicitement exportés et d'en assurer la conservation et le rapatriement.

M. MAYOUX poursuit en rappelant les travaux de l'Office dans le domaine des monuments historiques : index analytique de toutes les études techniques publiées par lui, ainsi qu'un répertoire des monuments et oeuvres d'art détruits par des actes de guerre.

Il rappelle également l'activité du Centre international d'Etudes sur l'Architecture et l'Urbanisme.

M. FOUNDOUKIDIS, Secrétaire général de l'Office international des Musées, à la demande du Président, expose son point de vue sur la situation juridique de cet organisme vis-à-vis de l'Institut de Coopération intellectuelle. Il fait ressortir notamment que l'Office international des Musées jouit d'une autonomie totale à l'égard de ce dernier, dont il est indépendant conformément à ses statuts. Il dépend directement de la Commission internationale de Coopération intellectuelle et son Comité de Direction relève de cette Commission.

Le Secrétaire général de l'Office n'est responsable que vis-à-vis du Comité de Direction auquel il présente chaque année son rapport.

Bien que l'autonomie budgétaire de l'Office international des Musées doive être assurée par l'établissement d'un Chapitre spécial au budget de l'Institut, pour des raisons de comptabilité et d'économie, le Comité de Direction de l'Office y renonce provisoirement à condition que cet état de choses ne soit pas considéré comme entraînant un abandon même partiel de ses prérogatives.

M. FOUNDOUKIDIS expose ensuite l'activité de l'Office international des Musées en matière d'urbanisme et précise quelles sont les relations entre cet Organisme et la Commission internationale des Arts populaires.

Après une question posée par M. Julien CAIN, M. MAYOUX dit à M. FOUNDOUKIDIS que les rapports entre l'Institut et l'Office des Musées n'ont pas été assez précisés, qu'il importe que dans un avenir prochain, la situation de l'Office à l'égard de l'Institut soit nettement fixée. Les membres du Conseil d'Administration donnent leur assentiment à cette indication du Directeur et l'ensemble du Chapitre est adopté.

SECTION JURIDIQUE

M. MAYOUX rappelle qu'une double activité incombe au Conseiller juridique de l'Institut, 1°) : celle propre au Service juridique; 2°) celle provenant de la collaboration avec d'autres Services de l'Institut.

M. MAYOUX signale que la préparation de la Convention universelle sur le Droit d'auteur et de l'accord international sur le Droit de suite n'a pas été perdue de vue. Il en est de même du droit du savant. Après un échange de vues entre M. Julien CAIN et M. FOUNDOUKIDIS, l'ensemble du Chapitre est adopté.

PUBLICATIONS

(a) Revue mensuelles -

M. MAYOUX annonce la publication imminente d'un premier

fascicule du Bulletin de Coopération intellectuelle qui sera prochainement suivi d'un second.

(c) Vente des publications, édition -

Le stock d'avant-guerre des volumes de l'Institut a été remis en vente. Le volume "Fondements et méthodes des Sciences mathématiques" vient de paraître à Zurich (Suisse) et le volume sur "L'application du Calcul des Probabilités" est actuellement sous presse à Genève.

Ce Chapitre est adopté à l'unanimité.

COMMISSIONS NATIONALES ET DELEGUES D'ETAT

M. MAYOUX fait un large tour d'horizon concernant les Commissions nationales, dont beaucoup ont cessé toute activité. M. MAYOUX rappelle les formules de M. de REYNOLD qui souhaitait mettre les Commissions nationales "en mesure de s'associer d'une manière plus continue" aux travaux de la Commission internationale de Coopération intellectuelle.

M. MAYOUX exprime le vœu qu'à l'avenir l'Institut puisse s'appuyer sur des Commissions nationales dotées de moyens techniques plus étendus.

M. de REYNOLD explique que la Commission nationale suisse a donné d'excellents résultats parce qu'elle n'a pas voulu rester essentiellement académique.

M. Julio DANTAS rend hommage à tous les bons ouvriers de l'œuvre de Coopération intellectuelle et formule des souhaits en faveur de la nouvelle Organisation qui va naître (voir Annexe).

M. HERRIOT remercie l'orateur de son émouvante intervention.

M. MAYOUX conclut en ajoutant que l'Institut a cherché à joindre les délégués d'Etat et que 17 réponses sont parvenues à ce jour.

M. Edouard HERRIOT félicite M. MAYOUX de son brillant exposé et au nom du Conseil unanime il lui adresse ses plus vives félicitations. Il salue la mémoire de ses collègues défunts au cours des tristes années que nous venons de vivre.

L'ensemble du rapport est adopté à l'unanimité.

2ème SEANCE

La séance est reprise à 16 heures.

M. MAYOUX donne lecture du rapport du Commissaire aux Comptes et précise que ce rapport, établi par M. TISSEAU, ancien Préfet, est un exposé de la vie financière de l'Institut pendant les années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945.

Le rapport de M. TISSEAU est approuvé à l'unanimité.

SITUATION FINANCIERE DE L'INSTITUT DEPUIS LE 1^{er} FEVRIER 1945

M. MAYOUX explique que l'Institut a reçu du Gouvernement français la somme de 3 millions de francs pour l'année 1945. Il tient à revenir sur le fait que la France pendant les années 1941, 1942, 1943 et 1944 a versé au total 1.473.783 Frs au lieu de 8 millions, ce qui indépendamment des autres subventions nationales fait à l'Institut une créance considérable. Il pense que le Conseil sera d'accord pour en poursuivre le recouvrement.

Les membres du Conseil approuvent l'intention de M. MAYOUX.

PROJET DE BUDGET MINIMUM POUR 1946

M. MAYOUX annonce qu'il a la promesse du Gouvernement français d'inscrire au budget de 1946 une subvention de 12 millions de francs.

M. de REYNOLD demande si cette subvention est absolument certaine.

M. MAYOUX déclare : "Les Affaires étrangères m'ont promis une lettre à ce sujet. Je ne l'ai pas encore reçue, mais j'ai tout lieu de croire que cette promesse sera tenue".

DEMANDES DE LOCAUX A L'INSTITUT

LE PRESIDENT donne lecture d'une lettre de Mlle Hélène VACARESCO, par laquelle elle demande à rentrer en possession du bureau qui était à la disposition du Comité international de la Parole, dans les locaux de l'Institut, avant la guerre.

LE PRESIDENT HERRIOT propose de faire toute confiance au Directeur de l'Institut pour régler cette question.

Adopté.

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL

M. MAYOUX expose l'état de la situation du personnel et il propose que le Conseil confirme les dispositions prises par le Commissaire aux Comptes, en réservant les cas d'espèce au Comité de Direction.

Le Conseil d'Administration, sur la proposition du PRESIDENT HERRIOT, décide à l'unanimité de régulariser la nomination de M. MAYOUX en qualité de Directeur, ainsi que les désignations faites depuis lors par le Directeur par interim.

L'Ordre du Jour étant épuisé, la séance est levée.

THE HISTORY OF THE

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

DISCOURS DE M. Julio DANTAS

Monsieur le Président,

Je vous remercie de votre invitation, si aimable et si cordiale. Malgré tant de difficultés, je me suis fait un devoir de ne pas renoncer à l'honneur de me trouver parmi vous.

Le programme, que Monsieur le Directeur a bien voulu me faire parvenir, nous renseigne sur le but de cette réunion : régler des questions administratives et financières; discuter et approuver le rapport de la Direction; et - je me permets d'ajouter - réaliser, de quelque manière, l'acte préparatoire de la Conférence de Londres du 1^{er} novembre. Je félicite Monsieur Jean MAYOUX de son exposé si clair, si précis, si élégant, et je rends hommage à l'oeuvre admirable accomplie par l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle et, tout spécialement, par cet Institut, sous la direction inoubliable de Monsieur Henri BONNET, aujourd'hui Ambassadeur de France. Cette oeuvre a été toujours inspirée (il faut le reconnaître après tant de souffrances) par des idées généreuses de paix, de compréhension écuménique, de solidarité humaine. Les hommes qui l'ont réalisée méritent la gratitude des Nations, - peu pressées, d'ailleurs, dans la manifestation de ce sentiment.

Quelques-uns de ces hommes, nos collègues éminents, ont succombé pendant la guerre, plus ou moins victimes d'elle. Nous, qui avons fait, par ce temps malheureux, le plus grand des miracles - le miracle de vivre - nous devons être reconnaissants à leur mémoire. Je m'associe au deuil de la France pour la mort de Monsieur Paul VALERY, grand européen, penseur magnifique et profond, qui a fait le rêve de l'homme universel, de l'unité de l'âme latine, d'une nouvelle et splendide Renaissance, et, surtout, de cette "Société des Esprits", qu'il considéra, et que nous considérons avec lui, condition, non pas théorique ou philosophique, mais réelle, de l'existence d'une Société des Nations. Pauvre ami ! Je regrette aussi la perte de mon confrère, président de l'Académie néerlandaise, Monsieur HUIZINGA, esprit d'une clarté, d'une douceur, d'une richesse d'érudition tout à fait remarquables; de Monsieur le Professeur CASTILLEJO, savant humaniste, démocrate ardent; du Comte TELEKI, si tragiquement disparu; du Président TITULESCO; de l'illustre FOCILLON; de tant d'autres, qui marchaient sur la route de la Victoire, et qui sont morts sans avoir pu la voir.

Monsieur Jean MAYOUX nous a parlé du passé, ce qui est toujours très instructif. Je me permets de vous parler un peu de l'avenir. Je pense - nous le pensons tous, certainement - que l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle doit se maintenir, sous une forme ou l'autre, parce qu'elle

est nécessaire à la paix du Monde, au progrès des sciences et à la spiritualité de l'homme, qu'il faut rendre plus fraternel et plus humain. Et comme vous, Monsieur, je pense aussi que cette Organisation doit obéir à trois conditions fondamentales: l'universalité; la permanence; l'indépendance. Vous l'avez dit dans votre mémorable discours de clôture de la Conférence de 1938, qui approuva l'Acte international concernant la Coopération intellectuelle. Or, dans les circonstances où le nouvel organisme va se constituer, je crains que l'universalité ne lui soit pas assurée. En effet, il y a des nations, amies de la France, qui dès la première heure, ont été fidèles au principe de la Coopération - le Portugal, par exemple - et qui n'auront pas l'honneur de participer aux travaux de la Conférence de Londres, du 1er novembre, où vont se dresser les grandes lignes de la future Société des Esprits. Elles seront admises plus tard, peut-être. Je ne sais pas. Mais cette discrimination, parfaitement compréhensible s'il s'agissait d'une organisation politique, devient moins aisée à comprendre quand il s'agit d'une organisation intellectuelle, qui doit être, par définition et par nécessité, apolitique. Il faut ne pas oublier que le manque d'universalité fut, dès sa fondation, la grande maladie de la Ligue de Genève. Quand elle venait de naître, elle commençait à mourir. Sans universalité, pas d'autorité; sans permanence, pas de stabilité et de continuité, si nécessaires aux œuvres de l'esprit; et, surtout, pas de permanence sans indépendance. La véritable doctrine, en ce qui concerne la coopération des intelligences, a trouvé son expression, d'une clarté parfaite, dans l'article 1er de l'Acte international du 3 décembre 1938: "L'œuvre de Coopération intellectuelle est indépendante de la politique et fondée tout entière sur le principe de l'universalité". Je crois que ce principe doit se maintenir. La Société des Esprits sera, d'emblée, universelle et apolitique, - ou elle ne sera pas.

Je ne me trouve pas ici comme délégué du Portugal, et je n'ai aucune déclaration à faire au nom du Gouvernement de mon pays. Je ne parle qu'en mon nom personnel, comme ancien membre de la Commission de Genève et membre du Conseil d'Administration de l'Institut. Mais je connais assez bien les sentiments d'amitié et d'admiration de la Nation portugaise envers la France, et je suis heureux de les proclamer, au moment où je vous parle peut-être la dernière fois. Ces sentiments, émus et fraternels, sont, du reste, bien connus des Français. Le Portugal, qui a accompagné avec dévouement et fidélité l'Institut international de Coopération intellectuelle de Paris, dès sa naissance jusqu'à l'heure où la guerre blessa au cœur sa prodigieuse activité, l'accompagnera aussi, j'ose l'espérer, dans son évolution future. Je fais, Monsieur le Président, des vœux très sincères, pour que l'avenir de l'Institut soit digne de son passé, de son œuvre remarquable, de sa lumineuse façon de comprendre l'esprit et la technique moderne de la coopération internationale. Un rôle de tout premier ordre lui est certainement réservé, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, par les bâtisseurs de l'Ordre nouveau, qui vont se réunir à Londres. Il le mérite bien.

J'ai dit.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

REGLEMENTS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL

DE COOPERATION INTELLECTUELLE

(approuvés par le Conseil d'administration au cours de sa huitième session, 1931).

I. REGLEMENT INTERIEUR

I. L'INSTITUT.

Article premier

L'Institut international de Coopération intellectuelle a son siège à Paris.

Article 2

L'Institut a pour objet principal de préparer les délibérations de la Commission de coopération intellectuelle, de poursuivre dans tous les pays l'exécution des décisions et recommandations de cette Commission, de travailler sous la direction de cette Commission et de son Comité exécutif au progrès de l'organisation du travail intellectuel dans le monde, par la collaboration internationale, et, d'une manière générale, de développer la coopération des peuples dans tous les domaines de l'esprit.

Article 3

Les lignes générales et le programme de l'Institut international de Coopération intellectuelle sont fixés dans:

a) La résolution de l'Assemblée du 23 septembre 1924, se référant au rapport de la Commission internationale de coopération intellectuelle du 29 juillet 1924;

b) La résolution du Conseil du 30 septembre 1924, la lettre du Gouvernement français du 8 décembre 1924 et le statut y annexé;

c) La résolution du Conseil du 13 décembre 1924;

d) Le rapport du 11 août 1930, présenté par la Commission internationale de coopération intellectuelle lors de sa douzième session et le rapport du Conseil d'administration du 20 août 1930;

e) La résolution du Conseil du 9 septembre 1930 et la résolution de l'Assemblée du 3 octobre 1930.

Article 4

Les organes de direction de l'Institut sont :

- a) Le Conseil d'administration,
- b) Le Comité de direction,
- c) Le Directeur de l'Institut.

Article 5

Personnel

Avant de procéder à une nomination, à une confirmation de contrat ou à une révocation dans le personnel de l'Institut, le Conseil d'administration et le Comité de direction entendront, à titre consultatif, le Secrétaire général de la Société des Nations ou son délégué.

2. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 6

Le Conseil d'administration est la plus haute autorité de l'Institut. Il entre notamment dans ses attributions, définies par le Statut organique et par la lettre du Gouvernement français:

- a) D'établir, avec l'approbation du Conseil de la Société des Nations, le Règlement financier de l'Institut;
- b) D'arrêter le budget et d'approuver les comptes de l'Institut;
- c) De présenter le rapport annuel qui, aux termes de l'article 14 du Statut, doit être communiqué au Conseil de la Société des Nations et au Gouvernement français;
- d) De déterminer par décision approuvée par le Conseil de la Société des Nations, les catégories du personnel de l'Institut qui bénéficient des privilèges et immunités diplomatiques;
- e) D'établir le Règlement intérieur et le Statut réglant la situation du personnel de l'Institut;
- f) De nommer le Directeur et, le Directeur entendu, les principaux fonctionnaires de l'Institut ainsi que le contrôleur des dépenses engagées, le tout sous réserve des dispositions de l'article 5.

Article 7

En sus des membres siégeant à titre délibératif, les trois

membres du Comité exécutif choisis en dehors de la Commission internationale de coopération intellectuelle siègent au Conseil d'administration avec voix consultative.

Le Secrétaire général de la Société des Nations a le droit de prendre part, à titre consultatif, aux sessions du Conseil d'administration. Il en est de même du Directeur de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Article 8

Les membres du Conseil d'administration cessent de faire partie de ce dernier lorsqu'ils perdent la qualité de membre de la Commission internationale de coopération intellectuelle. Lorsqu'ils ne peuvent assister personnellement aux séances, les membres du Conseil d'administration sont autorisés à se faire suppléer à condition que ce suppléant soit agréé par le Président du Conseil d'administration.

Article 9

Le secrétaire de la Commission internationale de coopération intellectuelle est secrétaire du Conseil d'administration.

Article 10

Le Conseil d'administration se réunit réglementairement une fois par an à Genève.

Article 11

Les fonctions de membre du Conseil d'administration ne sont pas rémunérées.

Les membres ne peuvent accepter de travail rétribué par l'Institut.

Les membres du Conseil d'administration et le secrétaire ont droit à une indemnité de voyage et de séjour et au remboursement de leurs frais de voyage, suivant les règles en usage à la Société des Nations. Il en est de même des trois membres du Comité exécutif siégeant au Conseil d'administration avec voix consultative.

Article 12

Le Conseil d'administration doit être convoqué au moins quarante-cinq jours avant la date fixée pour sa réunion.

Article 13

Le Conseil d'administration délibère :

a) Sur les questions qui figurent à l'ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents;

b) Sur des questions non portées à l'ordre du jour, si la majorité des membres sont présents et si les deux tiers des membres présents reconnaissent l'urgence de ces questions.

3. LE COMITE DE DIRECTION

Article 14

Présidé par le président du Conseil d'administration, le Comité de direction se compose de cinq personnes de nationalités différentes. Participe également aux séances, le président de la Commission internationale de coopération intellectuelle. Siègent aussi, avec voix consultative, les trois membres du Comité exécutif, qui sont choisis en dehors de la Commission et qui pourront aussi être appelés à siéger dans les divers sous-comités. Le Secrétaire général de la Société des Nations et le Directeur de l'Institut assistent aux séances avec voix consultative.

Le secrétaire du Conseil d'administration est secrétaire du Comité de direction.

Article 15

Les membres du Comité de direction sont élus par le Conseil d'administration pour une durée de deux ans. Ils sont rééligibles.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre cesse de faire partie de la Commission internationale de coopération intellectuelle ou du Comité de direction, son successeur ne peut exercer le mandat en question au delà de la période restant à courir.

Un membre du Comité de direction n'a pas le droit d'envoyer à sa place un suppléant.

Les prescriptions de l'article 11 du présent règlement concernant l'exercice des fonctions de membre du Conseil d'administration s'appliquent également aux personnes appelées à participer aux sessions du Comité de direction, en vertu de l'article 14 du présent règlement.

Article 16

Le Comité de direction délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Article 17

Le Comité de direction se réunit au moins quatre fois par an. Ses séances se tiennent à Paris, sous réserve des cas où il désirera siéger à Genève. L'une des sessions a lieu immédiatement avant la session ordinaire du Conseil d'administration et de la Commission internationale de coopération intellectuelle.

Article 18

Le Comité de direction constitue un Sous-Comité du budget composé de trois membres. Ce Sous-Comité se réunit avant les sessions ordinaires du Comité de direction. Il doit suivre la gestion financière de l'Institut et préparer, avec le concours du Directeur de l'Institut, le projet de budget de l'année suivante, et le soumettre au Comité de direction à la session précédant immédiatement la session de juillet du Conseil d'administration.

Le Directeur de l'Institut, le secrétaire du Comité de direction et le Commissaire aux comptes de la Société des Nations assistent également aux séances du Sous-Comité.

Article 19

Le Comité de direction doit être convoqué au moins vingt jours avant la date fixée pour les réunions.

Article 20

Sous réserve des dispositions du Statut organique, les fonctions du Comité de direction sont déterminées par le Conseil d'administration. Il appartient notamment au Comité de direction de:

- a) Suivre les travaux effectués dans l'année par l'Institut;
- b) Nommer les fonctionnaires dont le Règlement pour le personnel ne prévoit la désignation ni par le Conseil d'administration ni par le Directeur de l'Institut;
- c) Etudier le projet de budget préparé par le Sous-Comité du budget et le transmettre, sous la forme qu'il aura adoptée, au Conseil d'administration;
- d) Présenter au Conseil d'administration un rapport sur les comptes clos de l'Institut.

Article 21

L'activité du Comité de direction fait, chaque année de la part de ce dernier, l'objet d'un rapport au Conseil d'administration.

4. LE DIRECTEUR

Article 22

Le Directeur de l'Institut est nommé pour une période de sept ans. Son mandat peut être renouvelé une fois. Lors du choix du successeur d'un directeur sortant, il est tenu compte du caractère international de l'Institut.

Article 23

Le Directeur doit consacrer tout son temps à l'Institut et lui conserver un caractère strictement international.

Il assure l'exécution du programme établi par la Commission et par le Conseil d'administration. La répartition du travail et la distribution du personnel doivent se faire conformément à ce plan, en évitant tout système rigide dans l'organisation intérieure de l'Institut.

Le Directeur réunit, de temps à autre, ses collaborateurs pour procéder à des échanges de vues sur le travail de l'Institut.

Article 24

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, le Directeur nomme et révoque le personnel subalterne.

Article 25

Une indemnité forfaitaire de représentation et une indemnité forfaitaire de frais de voiture sont prévues au budget, à la disposition du Directeur de l'Institut.

Article 26

Le Directeur soumet chaque année au Conseil d'administration et à la Commission internationale de coopération intellectuelle un rapport sur le travail de l'Institut.

Ce rapport est accompagné des observations éventuellement formulées, soit par le Comité de direction, soit par le Comité exécutif.

Article 27

Le Directeur signe la correspondance officielle de l'Institut, mais peut, sous sa responsabilité, déléguer totalement ou partiellement sa signature.

Article 28

Chaque année, le Directeur soumet au Conseil d'administration la désignation du fonctionnaire appelé à le remplacer en cas de nécessité.

5. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29

Le Secrétaire général de la Société des Nations et le Directeur de l'Institut peuvent participer, à titre consultatif, soit personnellement, soit par un remplaçant, aux réunions des Comités d'experts. Il en est de même du secrétaire du Conseil d'administration.

Article 30

Tout fonctionnaire chargé d'étudier sous sa responsabilité une question déterminée doit assister aux séances de la Commission internationale de coopération intellectuelle et du Comité exécutif lorsque cette question est discutée.

Si les travaux aboutissent à la convocation d'un Comité d'experts, ce fonctionnaire en est le secrétaire.

Article 31

L'Institut est autorisé à entretenir des rapports avec les délégués mandatés par les Etats pour suivre ses travaux dans les conditions prévues par la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 3 octobre 1930.

Les rapports de l'Institut avec les Commissions nationales sont déterminés par la même résolution de l'Assemblée.

II. REGLEMENT FINANCIER

Article premier

L'année budgétaire de l'Institut international de

Coopération intellectuelle correspond à l'année civile.

Article 2

Les ressources de l'Institut sont les suivantes:

- a) La subvention annuelle accordée par le Gouvernement français;
- b) Toute autre subvention accordée par le Gouvernement français ou les gouvernements étrangers;
- c) Tous les dons, legs, etc., qui pourront être faits à l'Institut et qui seront acceptés par le Conseil d'administration;
- d) Les revenus des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Institut;
- e) Les recettes résultant de l'activité normale de l'Institut.

Article 3

La subvention annuelle accordée par le Gouvernement français sera versée chaque année à une ou plusieurs banques choisies en vertu d'un accord intervenu entre le Secrétaire général de la Société des Nations et le Gouvernement français. Le montant des autres subventions éventuelles sera déposé dans les mêmes banques.

Le Comité de direction pourra autoriser l'ouverture d'un compte de chèques postaux.

Article 4

Avant le 15 mai de chaque année, le Directeur établira un projet de budget s'inspirant des rapports des fonctionnaires responsables et donnant les explications nécessaires à l'appui des demandes de crédits.

Ce projet sera soumis au Sous-Comité du budget formé, conformément à l'article 18 du Règlement intérieur. Ce Sous-Comité l'étudiera et le soumettra, accompagné d'un rapport, à la réunion suivante du Comité de direction.

Le projet de budget, approuvé par le Comité de direction, sera soumis ensuite, pour approbation définitive, au Conseil d'administration.

Article 5

Une fois arrêté par le Conseil d'administration, le

budget sera envoyé sans délai, sous la signature du Président et du Directeur de l'Institut, au Secrétaire général de la Société des Nations, pour être communiqué au Conseil et à l'Assemblée. Le budget sera accompagné d'un rapport d'ensemble, rédigé au nom du Conseil d'administration, donnant tous les éclaircissements nécessaires.

Copie du budget, ainsi que du rapport, sera communiquée également au Gouvernement français.

Article 6

Les propositions de modifications à apporter éventuellement au budget au cours d'un exercice seront soumises au Sous-Comité de budget qui donnera son avis. Le Président transmettra ensuite l'avis du Sous-Comité au Comité de direction. Exceptionnellement, le Président pourra autoriser, par un ordre écrit, la mise en vigueur des modifications urgentes proposées par le Directeur. Ces modifications seront également communiquées au Comité de direction à sa prochaine session, et ensuite, pour confirmation, au Conseil d'administration.

Les virements à l'intérieur d'un même chapitre seront autorisés par le Président sur la proposition du Directeur.

Article 7

Les reliquats d'un exercice formeront un fonds spécial sur lequel le Conseil d'administration autorisera, au cours des exercices suivants, tous prélèvements utiles à l'activité de l'Institut. D'autre part, le Comité de direction a la faculté d'approuver des dépenses jusqu'à concurrence de 50% des ressources nouvelles dans l'année de leur recette effective, ainsi que des excédents. Cette disposition ne s'applique pas aux recettes provenant des donations faites en vue de travaux déterminés, approuvés par la Commission internationale de coopération intellectuelle ou par le Comité exécutif.

Ne sont pas considérées comme recettes nouvelles les recettes arriérées prévues dans le budget afférent à un exercice mais non perçues pendant cet exercice, le Comité de direction pouvant disposer de ces recettes spéciales sans restriction.

Article 8

On instituera un compte d'avances auquel on aura recours pour permettre de faire face temporairement aux dépenses normales de l'Institut, dépenses dont le règlement, au moyen de recettes ordinaires ne peut être effectué au moment où il est dû. Ce recours consistera en prélèvements

qui seront mis à la disposition du Directeur de l'Institut. Ces prélèvements seront remboursés au compte dès que les recettes nécessaires seront disponibles.

Le Conseil d'administration, ou, en cas d'urgence, le Comité de direction, autorisera, pour le même compte, des avances recouvrables pour les travaux entrepris par l'Institut.

Les sommes prélevées sur le compte d'avances à titre d'avances recouvrables, aux termes du paragraphe 2 ci-dessus, mais que le Conseil d'administration, dans la suite, jugera ne pouvoir être recouvrées, seront remboursées au compte. Ce remboursement s'opérera soit par voie de virements approuvés par le Conseil d'administration d'une autre partie du budget de l'exercice en cours, soit par voie de crédits votés spécialement à cet effet dans le budget pour l'année qui suivra celle au cours de laquelle lesdites sommes ont été déclarées, par le Conseil d'administration, irrecevables.

Les fonds du compte d'avances seront déposés dans les mêmes banques où sont déposés les autres fonds de l'Institut.

Article 9

Les fonctionnaires responsables, pour chaque proposition de dépenses, rempliront un formulaire contenant :

- a) Le nom et l'adresse du créancier;
- b) L'objet de la dépense;
- c) La somme à payer;
- d) Le poste du budget sur lequel la dépense doit être imputée.

Article 10

Le Directeur examinera le formulaire dont il est question à l'article précédent, et, s'il approuve la dépense, le transmettra avec sa signature au comptable, pour vérification et inscription sur le registre des dépenses engagées.

Article 11

Les paiements se feront par mandats; les mandats sont signés par le Directeur après visa du contrôleur des dépenses engagées. Pour les mandats d'encaissement et pour les mandats de paiement, seront exigées:

- a) La spécification détaillée de la personne physique ou morale qui verse ou reçoit;
- b) La signature pour acquit ou pour autorisation du Directeur et du chef comptable ou de leurs remplaçants;

- c) L'indication exacte de la raison motivant l'encaissement ou le paiement et l'article du budget sur lequel la dépense est imputée.

Article 12

L'Institut aura un économiste. Celui-ci dressera et tiendra à jour un inventaire des biens dont l'Institut a l'usage et un inventaire des biens qui appartiennent en propre à l'Institut.

Article 13

Les comptes de l'exercice écoulé resteront ouverts jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les comptes seront présentés avant le 1^{er} mai au Commissaire aux comptes de la Société des Nations. Lesdits comptes devront être approuvés par le Comité de direction et par le Conseil d'administration et transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui les communiquera au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations.

Copie conforme des comptes et de tout rapport y annexé sera communiquée également au Gouvernement français.

Article 14

Si certaines sommes ont été inscrites au budget pour dépenses imprévues, leur utilisation sera soumise aux conditions suivantes :

- a) Jusqu'à 5.000 francs pour une opération et à concurrence de 15.000 francs français, sur autorisation du Directeur;
- b) Au-dessus de ces sommes, sur proposition du Directeur et par autorisation du Comité de direction.

Article 15

En ce qui concerne les frais de mission, l'Institut effectuera les remboursements suivants:

- a) Frais de voyage selon les dispositions adoptées par le Comité de direction pour les diverses catégories de fonctionnaires;
- b) Frais de séjour ou indemnité journalière variable selon les cas, suivant les dispositions adoptées par le Comité de direction.

Les dispositions seront soumises à la ratification du Conseil d'administration.

Article 16

Pour tout cas non prévu par le présent règlement, on se référera par analogie aux dispositions en vigueur à la Société des Nations.

Article 17

Le présent règlement pourra être revise par le Conseil d'administration, sous la seule condition que la proposition indiquant les articles à reviser ait été inscrite à l'ordre du jour.

III. REGLEMENT POUR LE PERSONNEL

1. DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES

Article premier

Les fonctionnaires de l'Institut ont pour devoir de ne jamais perdre de vue le caractère essentiellement international de leur mission.

Ils ne peuvent accepter aucune occupation extérieure sans l'autorisation du Directeur, qui appréciera si cette occupation est compatible avec leurs fonctions à l'Institut.

Les fonctionnaires sont tenus d'observer la plus grande discrétion sur toutes les questions traitées à l'Institut.

Article 2

La durée normale de présence à l'Institut est de sept heures par jour ouvrable.

Toutefois, l'après-midi du samedi est libre, sauf nécessité de service.

2. NOMINATIONS ET PROMOTIONS

Article 3

Tous les postes de l'Institut sont accessibles aux hommes et aux femmes.

Article 4

Le recrutement du personnel supérieur s'effectue en

tenant spécialement compte du caractère international de l'Institut et de l'intérêt qu'il y a à lui assurer la collaboration de ressortissants du plus grand nombre possible de pays.

Article 5

Le personnel de l'Institut est nommé:

- a) Par le Conseil d'administration, conformément à l'article 7 du statut organique et à l'article 6 du Règlement intérieur, s'il s'agit du Directeur, des fonctionnaires ayant rang de secrétaire principal ou du contrôleur des dépenses engagées.
- b) Par le Comité de direction, conformément à l'article 20, paragraphe b), du Règlement intérieur, s'il s'agit des secrétaires ou assimilés.
- c) Par le Directeur, conformément à l'article 24 du Règlement intérieur, s'il s'agit des autres catégories de personnel, l'approbation du Comité de direction étant toutefois nécessaire s'il s'agit des rédacteurs principaux.

Article 6

Nul ne sera nommé fonctionnaire avant que le Directeur soit en possession d'un certificat médical dûment qualifié, assurant que la personne en question ne présente aucune infirmité physique ou maladie de nature à l'empêcher de s'acquitter convenablement de son service.

Le Directeur, aux fins d'application du paragraphe précédent peut demander à un candidat de se faire examiner par un médecin nommé ou agréé par l'Institut. Les frais de l'examen sont, dans ce cas, à la charge de l'Institut.

Article 7

Une nomination pour une période dépassant deux années, ne devient définitive qu'après une période d'essai égale à une année, à moins que d'autres conditions n'aient été stipulées par écrit lors de ladite nomination. Si la nomination couvre moins de deux années, le fonctionnaire doit normalement accomplir un stage d'une durée égale au quart de la durée du contrat.

Article 8

La durée de chaque engagement est déterminée par

l'autorité qualifiée pour y procéder, aux termes de l'article 9 du présent Règlement. Elle peut, en certains cas, et pour les fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de rédacteur principal, atteindre une durée maximum de sept années.

Conformément à la faculté réservée par l'article 37 du présent Règlement, il est fait usage, toutes les fois que la nature de l'emploi le permet, de contrats de courte durée.

La limite d'âge est fixée à 60 ans.

Article 9

Les engagements peuvent être renouvelés, sans que leurs titulaires soient, en aucune manière, fondés à considérer cette faculté comme créant à l'Institut une obligation morale envers eux, et le non-renouvellement comme une méconnaissance de leurs services.

Toute décision relative au renouvellement d'un contrat doit, autant que possible, intervenir au plus tard trois mois avant la date d'expiration dudit contrat.

Article 10

A l'exception du personnel de service, les fonctionnaires reçoivent une lettre de nomination signée du Directeur ou d'un fonctionnaire officiellement délégué par lui à cet effet et accompagnée d'un exemplaire du Règlement pour le personnel. L'accusé de réception de cette lettre constitue le contrat d'engagement.

Les mêmes fonctionnaires dont l'engagement devient définitif après la période d'essai prévue par l'article 7 du présent Règlement reçoivent une lettre de titularisation délivrée dans des conditions identiques.

Article 11

Au point de vue du présent Règlement, la durée d'application du contrat d'un fonctionnaire, la durée de ses services et, en l'absence d'une stipulation contraire formellement énoncée dans la lettre de nomination, le paiement du traitement, ainsi que les prérogatives attachées aux fonctions, telles que les privilèges et immunités diplomatiques, ont pour point de départ le moment où le fonctionnaire est entré effectivement en fonction et pour terme le moment où il cesse effectivement de remplir celle-ci.

3. ORGANISATION DU PERSONNEL ET ECHELLE DE TRAITEMENTS

Article 12

Le présent Règlement ne s'applique qu'au personnel permanent. Il ne concerne ni le contrôleur des dépenses engagées, ni le médecin attaché à l'Institut. Le personnel de service se trouve régi par les usages locaux.

Article 13

Sauf pour la direction de l'Institut et les emplois équivalant à celui de secrétaire principal, les organes directeurs de l'Institut ont toute latitude pour faire assurer le travail par des spécialistes engagés temporairement comme experts sans contrat de fonctionnaire.

Le Directeur peut accepter la collaboration de fonctionnaires bénévoles, sous réserve de l'autorisation du Comité de direction et de l'équilibre des nationalités.

Article 14

Sous réserve des droits appartenant aux fonctionnaires, en vertu de contrats en cours et des garanties qui leur sont octroyées par le Règlement en cas de résiliation de ces contrats, aucun poste ne peut être maintenu une fois atteint l'objet en vue duquel il a été créé.

Article 15

Les fonctionnaires de l'Institut sont nommés aux échelles de traitements fixées pour les diverses catégories de fonctionnaires par le Conseil d'administration sur la proposition du Directeur. Des indemnités pour charges de famille leur sont allouées aux conditions fixées par le Conseil d'administration et sur production de pièces justificatives constatant l'état civil des ayants-droit.

Le renouvellement de cette justification peut être exigé annuellement du fonctionnaire.

4. APPOINTEMENTS

Article 16

Les appointements des fonctionnaires de l'Institut sont, sauf décision du Directeur spécifiant le contraire, payables à la fin de chaque mois pour le mois écoulé.

En cas de décès d'un fonctionnaire, il est loisible au Comité de direction d'accorder aux personnes totalement ou partiellement à sa charge une allocation au plus égale à trois mois d'appointements.

Dans l'intervalle de deux sessions et en cas d'urgence, le Président est autorisé à accorder une avance à valoir sur ladite allocation.

Article 17

Des augmentations de traitement peuvent être allouées, dans la limite des possibilités budgétaires, et conformément aux échelles de traitement prévues à l'article 15 du présent Règlement.

5. CONGES DE MALADIE

Article 18

En cas d'absence pour maladie, tout fonctionnaire doit présenter, après trois jours, un certificat médical justifiant l'incapacité du fonctionnaire à remplir ses fonctions et indiquant la durée probable de l'indisponibilité.

Le fonctionnaire malade est, d'autre part, tenu de se soumettre aux visites médicales jugées utiles par le Directeur aux frais de l'Institut.

Article 19

En cas d'accouchement, il est accordé un congé spécial, dont la durée ne dépasse pas normalement six semaines avant et six semaines après l'accouchement.

6. VACANCES ET CONGES ANNUELS

Article 20

Sauf nécessité de service, les fonctionnaires ont congé aux jours fériés ci-après, qui ne sont pas comptés comme vacances annuelles:

- a) Du Vendredi Saint au lundi de Pâques inclusive-ment;
- b) Le lundi de Pentecôte et le jour de l'Ascension;
- c) Le jour de l'An et le jour de Noël;
- d) Les autres jours considérés en France comme légalement fériés.

Article 21

Les fonctionnaires nommes pour une année au moins ont droit à un congé annuel ordinaire dans les conditions spécifiées ci-après :

a) Les fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de rédacteur ont droit à trente six jours ouvrables de congé par an;

b) Les autres fonctionnaires ont droit à vingt huit jours ouvrables de congé par an;

c) L'époque du congé sera fixée par le Directeur, en tenant compte des nécessités du service.

Tout fonctionnaire qui passe son congé annuel, en totalité ou en partie, dans son pays d'origine, a le droit d'ajouter à son congé le temps requis pour le voyage aller et retour par la voie la plus rapide (transports aériens exceptés) ou par un itinéraire approuvé. Ce privilège ne peut être exercé qu'une fois par an. Les fonctionnaires désirant se rendre dans un pays éloigné peuvent exceptionnellement être autorisés par le Directeur à réserver pendant deux ans les deux tiers de leur congé annuel et à les ajouter au congé normal afférent à la troisième année.

Les fonctionnaires nommés pour moins d'une année n'ont droit à aucun congé annuel, sauf s'ils ont été maintenus en service pendant au moins six mois de l'année; dans ce cas, il leur sera accordé un congé, dans la mesure compatible avec les nécessités du service, à raison de six jours ouvrables pour chaque période de trois mois de service.

Article 22

A la demande du fonctionnaire, des congés spéciaux peuvent être accordés par le Directeur pour des raisons exceptionnelles, dans la mesure compatible avec les nécessités du service.

Article 23

Tout fonctionnaire prenant ou quittant ses fonctions au cours d'une année n'a droit, au cours de ladite année, qu'à une durée de congé annuel proportionnelle à la durée de ses services pour l'année en question et s'il a accompli quatre mois de présence au cours de l'année.

Tout fonctionnaire quittant le service peut, dans la mesure où il n'aura pas pris le congé annuel qui lui revient en vertu de l'article 21 du présent Règlement, proportionnellement à la durée de ses services, obtenir un nombre de jours de congé à traitement entier équivalent à son arriéré de congé ou, en remplacement, une somme d'argent correspondante.

7. FRAIS DE VOYAGE ET DE DEVENEMENT ET INDEMNITES DE SEJOUR

Article 24

Les frais de déplacement des fonctionnaires appelés à voyager pour le service de l'Institut sont à la charge de celui-ci, conformément au barème approuvé par le Conseil d'administration.

Article 25

Les frais de voyage et de démenagement à l'aller et au retour d'un fonctionnaire entrant au service de l'Institut et n'ayant pas son domicile à Paris ou dans sa banlieue immédiate, sont, en principe, à la charge de l'Institut.

Toutefois, le remboursement n'en est dû que s'il a été formellement stipulé dans la lettre de nomination prévue à l'article 10 du présent Règlement et dans les conditions déterminées par ladite lettre. L'absence de cette stipulation dans la lettre de nomination démontre que les parties ont, d'un commun accord, écarté la possibilité d'une demande ultérieure du fonctionnaire tendant à ce remboursement.

8. INDEMNITES ET RETRAITES

Article 26

Un système de pensions ou allocations de retraite sera institué dès que la situation budgétaire le permettra, en faveur du personnel permanent de l'Institut par un Règlement spécial que le Directeur soumettra au Comité de direction, en vue de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration.

Tout fonctionnaire sera, du fait de son engagement, considéré comme ayant accepté de subir, sur ses appointements, à titre de contribution au fonctionnement du système de retraites, la retenue éventuellement fixée ou prévue en application du premier alinéa du présent article.

9. PRIVILEGES ET IMMUNITES DIPLOMATIQUES

Article 27

Sont limites aux fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de secrétaire les privilèges et immunités diplomatiques tels qu'ils sont prévus par l'article 7 du Pacte de la Société des Nations et reconnus par l'article 11 du Statut organique de l'Institut.

Le Directeur est chargé de prendre avec les administrations compétentes tous accords nécessaires pour assurer aux ayants-droit le plein exercice des privilèges et immunités diplomatiques, sous réserve de l'application du deuxième alinea de l'article 28 du présent Règlement.

Article 28

Les privilèges et immunités diplomatiques prévus à l'article 27 sont conférés aux fonctionnaires dans l'intérêt de leurs fonctions. Ils ne dispensent pas les fonctionnaires qui en jouissent d'exécuter leurs obligations privées ni d'observer les lois et règlements de police en vigueur.

Lorsqu'ils se trouvent dans le cas d'invoquer le bénéfice desdits privilèges et immunités, les fonctionnaires de l'Institut en rendent compte au Directeur, à qui il appartient de décider si ces privilèges et immunités seront levés, sauf à informer le Comité de direction dans sa prochaine session.

10. RESILIATION DES CONTRATS

Article 29

L'engagement d'un fonctionnaire convaincu de faute grave peut toujours être résilié. En ce cas, le fonctionnaire n'est pas fondé à prétendre aux préavis et indemnités prévus aux autres articles du présent Règlement, non plus qu'aux jours de congé auxquels il aurait normalement droit.

Article 30

L'engagement de tout fonctionnaire peut être résilié par l'Institut, soit en vertu de la règle posée à l'article 5 du présent Règlement, soit par suite de nécessité exigeant une réorganisation du travail, sauf à tenir compte, dans ces deux cas, des intérêts légitimes du fonctionnaire tels qu'ils sont garantis par le Règlement. La décision incombe à l'autorité qui a procédé à la nomination.

L'intéressé est avisé de la résiliation de son engagement au moins six mois à l'avance. Ce délai est réduit à trois mois lorsque la durée du contrat ou la période restant à courir sur le contrat ne dépasse pas deux années.

Toute résiliation intervenue par application du présent article ouvre au fonctionnaire un droit à la compensation prévue à l'article 35 du présent Règlement.

Article 31

En cas de maladie d'un fonctionnaire se prolongeant au delà de trois mois consécutifs, l'autorité qui a procédé à la nomination dudit fonctionnaire peut mettre fin à l'engagement, moyennant le paiement de l'indemnité prévue à l'article 35 du présent Règlement.

Article 32

Tout fonctionnaire stagiaire peut être congédié sous réserve d'un préavis d'un mois, s'il ne remplit pas ses fonctions d'une manière satisfaisante. La décision, en ce cas, est prise par le Comité de direction, si le fonctionnaire a été nommé par ce Comité ou par le Conseil d'administration, par le Directeur si le fonctionnaire a été nommé par lui.

Article 33

Dans chaque cas particulier, une décision doit être prise, une fois écoulée la période de stage, soit sur la titularisation du fonctionnaire, soit sur la prolongation du stage.

Cette décision relève de l'autorité qui a procédé à la nomination, conformément à l'article 5 du présent Règlement.

Article 34

L'Institut peut congédier immédiatement tout fonctionnaire ayant droit à un préavis, en vertu des articles 30, 31 et 32 du présent Règlement, à condition de lui payer le traitement afférent à la période dudit préavis.

Article 35

Le fonctionnaire au contrat d'engagement duquel il est mis fin en application de l'article 30 ou de l'article 31 du présent Règlement, reçoit une indemnité calculée à raison du montant de deux mois de traitement par année de service, ladite indemnité ne pouvant être inférieure à trois mois ni supérieure à une année.

Les dispositions du présent article n'affectent pas l'application du Règlement relatif à l'attribution de pensions ou allocations de retraites prévues à l'article 26 du présent Règlement.

11. VOIES DE RECOURS

Article 36

Tout fonctionnaire qui estimerait qu'une décision prise à son égard par un organe de l'Institut est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement, aura la faculté de s'adresser, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle la décision lui aura été communiquée, au Conseil d'administration, pour qu'il procède à un nouvel examen de l'affaire.

La solution qu'aura adoptée le Conseil d'administration, ainsi saisi, sera communiquée par écrit au fonctionnaire.

Dans un délai d'un mois à partir de cette dernière communication, le fonctionnaire aura la faculté de soumettre à l'arbitrage du Tribunal administratif de la Société des Nations la question de savoir si la solution adoptée par le Conseil d'administration est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement. S'il use de cette faculté, il en avisera par lettre recommandée le Conseil d'administration, dont le président représentera l'Institut devant le Tribunal administratif. Ce tribunal statuant en qualité d'arbitre, ne sera lié par aucune législation et fixera lui-même la procédure. Sa décision liera définitivement le fonctionnaire et l'Institut.

Les indemnités et frais éventuels de voyage des membres du Tribunal administratif, agissant conformément au présent article, seront à la charge de l'Institut; ce dernier remboursera au Secrétariat de la Société des Nations tous autres frais auxquels aura donné lieu le fonctionnement du Tribunal administratif dans les cas intéressant l'Institut.

L'Institut conclura avec la Société des Nations et les membres du Tribunal administratif les accords permettant de rendre le présent article applicable.

CLAUSES DIVERSES

Article 37

Il peut toujours être dérogé au présent Règlement par des clauses particulières stipulées formellement dans le contrat d'engagement.

Article 38

Le présent Règlement et ses annexes peuvent en tout temps être amendés par le Conseil d'administration, sans préjudice, dans tous les cas, des droits acquis des fonctionnaires.

Article final

Le présent Règlement entre en vigueur le 21 juillet 1931 et remplace le Règlement en vigueur antérieurement à cette date.

Les contrats d'engagement en cours subsistent si, d'un commun accord, il n'y a pas été substitué de nouveaux contrats d'engagement.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLEREGLEMENTS DE L'INSTITUT INTERNATIONALDE COOPERATION INTELLECTUELLE

(approuvés par le Conseil d'administration au cours de sa huitième session, 1931).

I. REGLEMENT INTERIEURI. L'INSTITUT.Article premier

- S -

L'Institut international de Coopération intellectuelle a son siège à Paris.

Article 2

L'Institut a pour objet principal de préparer les délibérations de la Commission de coopération intellectuelle, de poursuivre dans tous les pays l'exécution des décisions et recommandations de cette Commission, de travailler sous la direction de cette Commission et de son Comité exécutif au progrès de l'organisation du travail intellectuel dans le monde, par la collaboration internationale, et, d'une manière générale, de développer la coopération des peuples dans tous les domaines de l'esprit.

Article 3

Les lignes générales et le programme de l'Institut international de Coopération intellectuelle sont fixés dans:

a) La résolution de l'Assemblée du 23 septembre 1924, se référant au rapport de la Commission internationale de coopération intellectuelle du 29 juillet 1924;

b) La résolution du Conseil du 30 septembre 1924, la lettre du Gouvernement français du 8 décembre 1924 et le statut y annexé;

c) La résolution du Conseil du 13 décembre 1924;

d) Le rapport du 11 août 1930, présenté par la Commission internationale de coopération intellectuelle lors de sa douzième session et le rapport du Conseil d'administration du 20 août 1930;

e) La résolution du Conseil du 9 septembre 1930 et la résolution de l'Assemblée du 3 octobre 1930.

Article 4

Les organes de direction de l'Institut sont :

- a) Le Conseil d'administration,
- b) Le Comité de direction,
- c) Le Directeur de l'Institut.

Article 5

Personnel

Avant de procéder à une nomination, à une confirmation de contrat ou à une révocation dans le personnel de l'Institut, le Conseil d'administration et le Comité de direction entendront, à titre consultatif, le Secrétaire général de la Société des Nations ou son délégué.

2. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 6

Le Conseil d'administration est la plus haute autorité de l'Institut. Il entre notamment dans ses attributions, définies par le Statut organique et par la lettre du Gouvernement français:

- a) D'établir, avec l'approbation du Conseil de la Société des Nations, le Règlement financier de l'Institut;
- b) D'arrêter le budget et d'approuver les comptes de l'Institut;
- c) De présenter le rapport annuel qui, aux termes de l'article 14 du Statut, doit être communiqué au Conseil de la Société des Nations et au Gouvernement français;
- d) De déterminer par décision approuvée par le Conseil de la Société des Nations, les catégories du personnel de l'Institut qui bénéficient des privilèges et immunités diplomatiques;
- e) D'établir le Règlement intérieur et le Statut réglant la situation du personnel de l'Institut;
- f) De nommer le Directeur et, le Directeur entendu, les principaux fonctionnaires de l'Institut ainsi que le contrôleur des dépenses engagées, le tout sous réserve des dispositions de l'article 5.

Article 7

En cas des membres siégeant à titre délibératif, les trois

Les membres du Comité exécutif choisis en dehors de la Commission internationale de coopération intellectuelle siègent au Conseil d'administration avec voix consultative.

Le Secrétaire général de la Société des Nations a le droit de prendre part, à titre consultatif, aux sessions du Conseil d'administration. Il en est de même du Directeur de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Article 8

Les membres du Conseil d'administration cessent de faire partie de ce dernier lorsqu'ils perdent la qualité de membre de la Commission internationale de coopération intellectuelle. Lorsqu'ils ne peuvent assister personnellement aux séances, les membres du Conseil d'administration sont autorisés à se faire suppléer à condition que ce suppléant soit agréé par le Président du Conseil d'administration.

Article 9

Le secrétaire de la Commission internationale de coopération intellectuelle est secrétaire du Conseil d'administration.

Article 10

Le Conseil d'administration se réunit réglementairement une fois par an à Genève.

Article 11

Les fonctions de membre du Conseil d'administration ne sont pas rémunérées.

Les membres ne peuvent accepter de travail rétribué par l'Institut.

Les membres du Conseil d'administration et le secrétaire ont droit à une indemnité de voyage et de séjour et au remboursement de leurs frais de voyage, suivant les règles en usage à la Société des Nations. Il en est de même des trois membres du Comité exécutif siégeant au Conseil d'administration avec voix consultative.

Article 12

Le Conseil d'administration doit être convoqué au moins quarante-cinq jours avant la date fixée pour sa réunion.

Article 13

Le Conseil d'administration délibère :

a) Sur les questions qui figurent à l'ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents;

b) Sur des questions non portées à l'ordre du jour, si la majorité des membres sont présents et si les deux tiers des membres présents reconnaissent l'urgence de ces questions.

3. LE COMITE DE DIRECTION

Article 14

Présidé par le président du Conseil d'administration, le Comité de direction se compose de cinq personnes de nationalités différentes. Participe également aux séances, le président de la Commission internationale de coopération intellectuelle. Siègent aussi, avec voix consultative, les trois membres du Comité exécutif, qui sont choisis en dehors de la Commission et qui pourront aussi être appelés à siéger dans les divers sous-comités. Le Secrétaire général de la Société des Nations et le Directeur de l'Institut assistent aux séances avec voix consultative.

Le secrétaire du Conseil d'administration est secrétaire du Comité de direction.

Article 15

Les membres du Comité de direction sont élus par le Conseil d'administration pour une durée de deux ans. Ils sont rééligibles.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre cesse de faire partie de la Commission internationale de coopération intellectuelle ou du Comité de direction, son successeur ne peut exercer le mandat en question au delà de la période restant à courir.

Un membre du Comité de direction n'a pas le droit d'envoyer à sa place un suppléant.

Les prescriptions de l'article 11 du présent règlement concernant l'exercice des fonctions de membre du Conseil d'administration s'appliquent également aux personnes appelées à participer aux sessions du Comité de direction, en vertu de l'article 14 du présent règlement.

Article 16

Le Comité de direction délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Article 17

Le Comité de direction se réunit au moins quatre fois par an. Ses séances se tiennent à Paris, sous réserve des cas où il désirera siéger à Genève. L'une des sessions a lieu immédiatement avant la session ordinaire du Conseil d'administration et de la Commission internationale de coopération intellectuelle.

Article 18

Le Comité de direction constitue un Sous-Comité du budget composé de trois membres. Ce Sous-Comité se réunit avant les sessions ordinaires du Comité de direction. Il doit suivre la gestion financière de l'Institut et préparer, avec le concours du Directeur de l'Institut, le projet de budget de l'année suivante, et le soumettre au Comité de direction à la session précédant immédiatement la session de juillet du Conseil d'administration.

Le Directeur de l'Institut, le secrétaire du Comité de direction et le Commissaire aux comptes de la Société des Nations assistent également aux séances du Sous-Comité.

Article 19

Le Comité de direction doit être convoqué au moins vingt jours avant la date fixée pour les réunions.

Article 20

Sous réserve des dispositions du Statut organique, les fonctions du Comité de direction sont déterminées par le Conseil d'administration. Il appartient notamment au Comité de direction de:

- a) Suivre les travaux effectués dans l'année par l'Institut;
- b) Nommer les fonctionnaires dont le Règlement pour le personnel ne prévoit la désignation ni par le Conseil d'administration ni par le Directeur de l'Institut;
- c) Etudier le projet de budget préparé par le Sous-Comité du budget et le transmettre, sous la forme qu'il aura adoptée, au Conseil d'administration;
- d) Présenter au Conseil d'administration un rapport sur les comptes clos de l'Institut.

Article 21

L'activité du Comité de direction fait, chaque année de la part de ce dernier, l'objet d'un rapport au Conseil d'administration.

4. LE DIRECTEUR

Article 22

Le Directeur de l'Institut est nommé pour une période de sept ans. Son mandat peut être renouvelé une fois. Lors du choix du successeur d'un directeur sortant, il est tenu compte du caractère international de l'Institut.

Article 23

Le Directeur doit consacrer tout son temps à l'Institut et lui conserver un caractère strictement international.

Il assure l'exécution du programme établi par la Commission et par le Conseil d'administration. La répartition du travail et la distribution du personnel doivent se faire conformément à ce plan, en évitant tout système rigide dans l'organisation intérieure de l'Institut.

Le Directeur réunit, de temps à autre, ses collaborateurs pour procéder à des échanges de vues sur le travail de l'Institut.

Article 24

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, le Directeur nomme et révoque le personnel subalterne.

Article 25

Une indemnité forfaitaire de représentation et une indemnité forfaitaire de frais de voiture sont prévues au budget, à la disposition du Directeur de l'Institut.

Article 26

Le Directeur soumet chaque année au Conseil d'administration et à la Commission internationale de coopération intellectuelle un rapport sur le travail de l'Institut.

Ce rapport est accompagné des observations éventuellement formulées, soit par le Comité de direction, soit par le Comité exécutif.

- 7 -

Article 27

Le Directeur signe la correspondance officielle de l'Institut, mais peut, sous sa responsabilité, déléguer totalement ou partiellement sa signature.

Article 28

Chaque année, le Directeur soumet au Conseil d'administration la désignation du fonctionnaire appelé à le remplacer en cas de nécessité.

5. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29

Le Secrétaire général de la Société des Nations et le Directeur de l'Institut peuvent participer, à titre consultatif, soit personnellement, soit par un remplaçant, aux réunions des Comités d'experts. Il en est de même du secrétaire du Conseil d'administration.

Article 30

Tout fonctionnaire chargé d'étudier sous sa responsabilité une question déterminée doit assister aux séances de la Commission internationale de coopération intellectuelle et du Comité exécutif lorsque cette question est discutée.

Si les travaux aboutissent à la convocation d'un Comité d'experts, ce fonctionnaire en est le secrétaire.

Article 31

L'Institut est autorisé à entretenir des rapports avec les délégués mandatés par les Etats pour suivre ses travaux dans les conditions prévues par la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 3 octobre 1930.

Les rapports de l'Institut avec les Commissions nationales sont déterminés par la même résolution de l'Assemblée.

II. REGLEMENT FINANCIER

Article premier

L'année budgétaire de l'Institut international de

Coopération intellectuelle correspond à l'année civile.

Article 2

Les ressources de l'Institut sont les suivantes:

- a) La subvention annuelle accordée par le Gouvernement français;
- b) Toute autre subvention accordée par le Gouvernement français ou les gouvernements étrangers;
- c) Tous les dons, legs, etc., qui pourront être faits à l'Institut et qui seront acceptés par le Conseil d'administration;
- d) Les revenus des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Institut;
- e) Les recettes résultant de l'activité normale de l'Institut.

Article 3

La subvention annuelle accordée par le Gouvernement français sera versée chaque année à une ou plusieurs banques choisies en vertu d'un accord intervenu entre le Secrétaire général de la Société des Nations et le Gouvernement français. Le montant des autres subventions éventuelles sera déposé dans les mêmes banques.

Le Comité de direction pourra autoriser l'ouverture d'un compte de chèques postaux.

Article 4

Avant le 15 mai de chaque année, le Directeur établira un projet de budget s'inspirant des rapports des fonctionnaires responsables et donnant les explications nécessaires à l'appui des demandes de crédits.

Ce projet sera soumis au Sous-Comité du budget formé, conformément à l'article 18 du Règlement intérieur. Ce Sous-Comité l'étudiera et le soumettra, accompagné d'un rapport, à la réunion suivante du Comité de direction.

Le projet de budget, approuvé par le Comité de direction, sera soumis ensuite, pour approbation définitive, au Conseil d'administration.

Article 5

Une fois arrêté par le Conseil d'administration, le

budget sera envoyé sans délai, sous la signature du Président et du Directeur de l'Institut, au Secrétaire général de la Société des Nations, pour être communiqué au Conseil et à l'Assemblée. Le budget sera accompagné d'un rapport d'ensemble, rédigé au nom du Conseil d'administration, donnant tous les éclaircissements nécessaires.

Copie du budget, ainsi que du rapport, sera communiquée également au Gouvernement français.

Article 6

Les propositions de modifications à apporter éventuellement au budget au cours d'un exercice seront soumises au Sous-Comité de budget qui donnera son avis. Le Président transmettra ensuite l'avis du Sous-Comité au Comité de direction. Exceptionnellement, le Président pourra autoriser, par un ordre écrit, la mise en vigueur des modifications urgentes proposées par le Directeur. Ces modifications seront également communiquées au Comité de direction à sa prochaine session, et ensuite, pour confirmation, au Conseil d'administration.

Les virements à l'intérieur d'un même chapitre seront autorisés par le Président sur la proposition du Directeur.

Article 7

Les reliquats d'un exercice formeront un fonds spécial sur lequel le Conseil d'administration autorisera, au cours des exercices suivants, tous prélèvements utiles à l'activité de l'Institut. D'autre part, le Comité de direction a la faculté d'approuver des dépenses jusqu'à concurrence de 50% des ressources nouvelles dans l'année de leur recette effective, ainsi que des excédents. Cette disposition ne s'applique pas aux recettes provenant des donations faites en vue de travaux déterminés, approuvés par la Commission internationale de coopération intellectuelle ou par le Comité exécutif.

Ne sont pas considérées comme recettes nouvelles les recettes arriérées prévues dans le budget afférent à un exercice mais non perçues pendant cet exercice, le Comité de direction pouvant disposer de ces recettes spéciales sans restriction.

Article 8

On instituera un compte d'avances auquel on aura recours pour permettre de faire face temporairement aux dépenses normales de l'Institut, dépenses dont le règlement, au moyen de recettes ordinaires ne peut être effectué au moment où il est dû. Ce recours consistera en prélèvements

qui seront mis à la disposition du Directeur de l'Institut. Ces prélèvements seront remboursés au compte dès que les recettes nécessaires seront disponibles.

Le Conseil d'administration, ou, en cas d'urgence, le Comité de direction, autorisera, pour le même compte, des avances recouvrables pour les travaux entrepris par l'Institut.

Les sommes prélevées sur le compte d'avances à titre d'avances recouvrables, aux termes du paragraphe 2 ci-dessus, mais que le Conseil d'administration, dans la suite, jugera ne pouvoir être recouvrées, seront remboursées au compte. Ce remboursement s'opérera soit par voie de virements approuvés par le Conseil d'administration d'une autre partie du budget de l'exercice en cours, soit par voie de crédits votés spécialement à cet effet dans le budget pour l'année qui suivra celle au cours de laquelle lesdites sommes ont été déclarées, par le Conseil d'administration, irrecevables.

Les fonds du compte d'avances seront déposés dans les mêmes banques où sont déposés les autres fonds de l'Institut.

Article 9

Les fonctionnaires responsables, pour chaque proposition de dépenses, rempliront un formulaire contenant :

- a) Le nom et l'adresse du créancier;
- b) L'objet de la dépense;
- c) La somme à payer;
- d) Le poste du budget sur lequel la dépense doit être imputée.

Article 10

Le Directeur examinera le formulaire dont il est question à l'article précédent, et, s'il approuve la dépense, le transmettra avec sa signature au comptable, pour vérification et inscription sur le registre des dépenses engagées.

Article 11

Les paiements se feront par mandats; les mandats sont signés par le Directeur après visa du contrôleur des dépenses engagées. Pour les mandats d'encaissement et pour les mandats de paiement, seront exigées:

- a) La spécification détaillée de la personne physique ou morale qui verse ou reçoit;
- b) La signature pour acquit ou pour autorisation du Directeur et du chef comptable ou de leurs remplaçants;

- c) L'indication exacte de la raison motivant l'engaînement ou le paiement et l'article du budget sur lequel la dépense est imputée.

Article 12

L'Institut aura un économiste. Celui-ci dressera et tiendra à jour un inventaire des biens dont l'Institut a l'usage et un inventaire des biens qui appartiennent en propre à l'Institut.

Article 13

Les comptes de l'exercice écoulé resteront ouverts jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les comptes seront présentés avant le 1^{er} mai au Commissaire aux comptes de la Société des Nations. Lesdits comptes devront être approuvés par le Comité de direction et par le Conseil d'administration et transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui les communiquera au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations.

Copie conforme des comptes et de tout rapport y annexé sera communiquée également au Gouvernement français.

Article 14

Si certaines sommes ont été inscrites au budget pour dépenses imprévues, leur utilisation sera soumise aux conditions suivantes :

- a) Jusqu'à 5.000 francs pour une opération et à concurrence de 15.000 francs français, sur autorisation du Directeur;
- b) Au-dessus de ces sommes, sur proposition du Directeur et par autorisation du Comité de direction.

Article 15

En ce qui concerne les frais de mission, l'Institut effectuera les remboursements suivants:

- a) Frais de voyage selon les dispositions adoptées par le Comité de direction pour les diverses catégories de fonctionnaires;
- b) Frais de séjour ou indemnité journalière variable selon les cas, suivant les dispositions adoptées par le Comité de direction.

Les dispositions seront soumises à la ratification du Conseil d'administration.

Article 16

Pour tout cas non prévu par le présent règlement, on se référera par analogie aux dispositions en vigueur à la Société des Nations.

Article 17

Le présent règlement pourra être revu par le Conseil d'administration, sous la seule condition que la proposition indiquant les articles à reviser ait été inscrite à l'ordre du jour.

III. REGLEMENT POUR LE PERSONNEL

1. DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES

Article premier

Les fonctionnaires de l'Institut ont pour devoir de ne jamais perdre de vue le caractère essentiellement international de leur mission.

Ils ne peuvent accepter aucune occupation extérieure sans l'autorisation du Directeur, qui appréciera si cette occupation est compatible avec leurs fonctions à l'Institut.

Les fonctionnaires sont tenus d'observer la plus grande discrétion sur toutes les questions traitées à l'Institut.

Article 2

La durée normale de présence à l'Institut est de sept heures par jour ouvrable.

Toutefois, l'après-midi du samedi est libre, sauf nécessité de service.

2. NOMINATIONS ET PROMOTIONS

Article 3

Tous les postes de l'Institut sont accessibles aux hommes et aux femmes.

Article 4

Le recrutement du personnel supérieur s'effectue en

tenant spécialement compte du caractère international de l'Institut et de l'intérêt qu'il y a à lui assurer la collaboration de ressortissants du plus grand nombre possible de pays.

Article 5

Le personnel de l'Institut est nommé:

- a) Par le Conseil d'administration, conformément à l'article 7 du statut organique et à l'article 6 du Règlement intérieur, s'il s'agit du Directeur, des fonctionnaires ayant rang de secrétaire principal ou du contrôleur des dépenses engagées.
- b) Par le Comité de direction, conformément à l'article 20, paragraphe b), du Règlement intérieur, s'il s'agit des secrétaires ou assimilés.
- c) Par le Directeur, conformément à l'article 24 du Règlement intérieur, s'il s'agit des autres catégories de personnel, l'approbation du Comité de direction étant toutefois nécessaire s'il s'agit des rédacteurs principaux.

Article 6

Nul ne sera nommé fonctionnaire avant que le Directeur soit en possession d'un certificat médical dûment qualifié, assurant que la personne en question ne présente aucune infirmité physique ou maladie de nature à l'empêcher de s'acquitter convenablement de son service.

Le Directeur, aux fins d'application du paragraphe précédent peut demander à un candidat de se faire examiner par un médecin nommé ou agréé par l'Institut. Les frais de l'examen sont, dans ce cas, à la charge de l'Institut.

Article 7

Une nomination pour une période dépassant deux années, ne devient définitive qu'après une période d'essai égale à une année, à moins que d'autres conditions n'aient été stipulées par écrit lors de ladite nomination. Si la nomination couvre moins de deux années, le fonctionnaire doit normalement accomplir un stage d'une durée égale au quart de la durée du contrat.

Article 8

La durée de chaque engagement est déterminée par

l'autorité qualifiée pour y procéder, aux termes de l'article 9 du présent Règlement. Elle peut, en certains cas, et pour les fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de rédacteur principal, atteindre une durée maximum de sept années.

Conformément à la faculté réservée par l'article 37 du présent Règlement, il est fait usage, toutes les fois que la nature de l'emploi le permet, de contrats de courte durée.

La limite d'âge est fixée à 60 ans.

Article 9

Les engagements peuvent être renouvelés, sans que leurs titulaires soient, en aucune manière, fondés à considérer cette faculté comme créant à l'Institut une obligation morale envers eux, et le non-renouvellement comme une méconnaissance de leurs services.

Toute décision relative au renouvellement d'un contrat doit, autant que possible, intervenir au plus tard trois mois avant la date d'expiration dudit contrat.

Article 10

A l'exception du personnel de service, les fonctionnaires reçoivent une lettre de nomination signée du Directeur ou d'un fonctionnaire officiellement délégué par lui à cet effet et accompagnée d'un exemplaire du Règlement pour le personnel. L'accusé de réception de cette lettre constitue le contrat d'engagement.

Les mêmes fonctionnaires dont l'engagement devient définitif après la période d'essai prévue par l'article 7 du présent Règlement reçoivent une lettre de titularisation délivrée dans des conditions identiques.

Article 11

Au point de vue du présent Règlement, la durée d'application du contrat d'un fonctionnaire, la durée de ses services et, en l'absence d'une stipulation contraire formellement énoncée dans la lettre de nomination, le paiement du traitement, ainsi que les prérogatives attachées aux fonctions, telles que les privilèges et immunités diplomatiques, ont pour point de départ le moment où le fonctionnaire est entré effectivement en fonction et pour terme le moment où il cesse effectivement de remplir celle-ci.

3. ORGANISATION DU PERSONNEL ET ECHELLE DE TRAITEMENTS

Article 12

Le présent Règlement ne s'applique qu'au personnel permanent. Il ne concerne ni le contrôleur des dépenses engagées, ni le médecin attaché à l'Institut. Le personnel de service se trouve régi par les usages locaux.

Article 13

Sauf pour la direction de l'Institut et les emplois équivalant à celui de secrétaire principal, les organes directeurs de l'Institut ont toute latitude pour faire assurer le travail par des spécialistes engagés temporairement comme experts sans contrat de fonctionnaire.

Le Directeur peut accepter la collaboration de fonctionnaires bénévoles, sous réserve de l'autorisation du Comité de direction et de l'équilibre des nationalités.

Article 14

Sous réserve des droits appartenant aux fonctionnaires, en vertu de contrats en cours et des garanties qui leur sont octroyées par le Règlement en cas de résiliation de ces contrats, aucun poste ne peut être maintenu une fois atteint l'objet en vue duquel il a été créé.

Article 15

Les fonctionnaires de l'Institut sont nommés aux échelles de traitements fixées pour les diverses catégories de fonctionnaires par le Conseil d'administration sur la proposition du Directeur. Des indemnités pour charges de famille leur sont allouées aux conditions fixées par le Conseil d'administration et sur production de pièces justificatives constatant l'état civil des ayants-droit.

Le renouvellement de cette justification peut être exigé annuellement du fonctionnaire.

4. APPOINTEMENTS

Article 16

Les appointements des fonctionnaires de l'Institut sont, sauf décision du Directeur spécifiant le contraire, payables à la fin de chaque mois pour le mois écoulé.

En cas de décès d'un fonctionnaire, il est loisible au Comité de direction d'accorder aux personnes totalement ou partiellement à sa charge une allocation au plus égale à trois mois d'appointements.

Dans l'intervalle de deux sessions et en cas d'urgence, le Président est autorisé à accorder une avance à valoir sur ladite allocation.

Article 17

Des augmentations de traitement peuvent être allouées, dans la limite des possibilités budgétaires, et conformément aux échelles de traitement prévues à l'article 15 du présent Règlement.

5. CONGES DE MALADIE

Article 18

En cas d'absence pour maladie, tout fonctionnaire doit présenter, après trois jours, un certificat médical justifiant l'incapacité du fonctionnaire à remplir ses fonctions et indiquant la durée probable de l'indisponibilité.

Le fonctionnaire malade est, d'autre part, tenu de se soumettre aux visites médicales jugées utiles par le Directeur aux frais de l'Institut.

Article 19

En cas d'accouchement, il est accordé un congé spécial, dont la durée ne dépasse pas normalement six semaines avant et six semaines après l'accouchement.

6. VACANCES ET CONGES ANNUELS

Article 20

Sauf nécessité de service, les fonctionnaires ont congé aux jours fériés ci-après, qui ne sont pas comptés comme vacances annuelles:

- a) Du Vendredi Saint au lundi de Pâques inclusive-ment;
- b) Le lundi de Pentecôte et le jour de l'Ascension;
- c) Le jour de l'An et le jour de Noël;
- d) Les autres jours considérés en France comme légalement fériés.

Article 21

Les fonctionnaires normés pour une année au moins ont droit à un congé annuel ordinaire dans les conditions spécifiées ci-après :

a) Les fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de rédacteur ont droit à trente six jours ouvrables de congé par an;

b) Les autres fonctionnaires ont droit à vingt huit jours ouvrables de congé par an;

c) L'époque du congé sera fixée par le Directeur, en tenant compte des nécessités du service.

Tout fonctionnaire qui passe son congé annuel, en totalité ou en partie, dans son pays d'origine, a le droit d'ajouter à son congé le temps requis pour le voyage aller et retour par la voie la plus rapide (transports aériens exceptés) ou par un itinéraire approuvé. Ce privilège ne peut être exercé qu'une fois par an. Les fonctionnaires désirant se rendre dans un pays éloigné peuvent exceptionnellement être autorisés par le Directeur à réserver pendant deux ans les deux tiers de leur congé annuel et à les ajouter au congé normal afférent à la troisième année.

Les fonctionnaires normés pour moins d'une année n'ont droit à aucun congé annuel, sauf s'ils ont été maintenus en service pendant au moins six mois de l'année; dans ce cas, il leur sera accordé un congé, dans la mesure compatible avec les nécessités du service, à raison de six jours ouvrables pour chaque période de trois mois de service.

Article 22

A la demande du fonctionnaire, des congés spéciaux peuvent être accordés par le Directeur pour des raisons exceptionnelles, dans la mesure compatible avec les nécessités du service.

Article 23

Tout fonctionnaire prenant ou quittant ses fonctions au cours d'une année n'a droit, au cours de ladite année, qu'à une durée de congé annuel proportionnelle à la durée de ses services pour l'année en question et s'il a accompli quatre mois de présence au cours de l'année.

Tout fonctionnaire quittant le service peut, dans la mesure où il n'aura pas pris le congé annuel qui lui revient en vertu de l'article 21 du présent Règlement, proportionnellement à la durée de ses services, obtenir un nombre de jours de congé à traitement entier équivalent à son arriéré de congé ou, en remplacement, une somme d'argent correspondante.

7. FRAIS DE VOYAGE ET DE DEVENEMENT ET INDEMNITES DE SEJOUR

Article 24

Les frais de déplacement des fonctionnaires appelés à voyager pour le service de l'Institut sont à la charge de celui-ci, conformément au barème approuvé par le Conseil d'administration.

Article 25

Les frais de voyage et de démenagement à l'aller et au retour d'un fonctionnaire entrant au service de l'Institut et n'ayant pas son domicile à Paris ou dans sa banlieue immédiate, sont, en principe, à la charge de l'Institut.

Toutefois, le remboursement n'en est dû que s'il a été formellement stipulé dans la lettre de nomination prévue à l'article 10 du présent Règlement et dans les conditions déterminées par ladite lettre. L'absence de cette stipulation dans la lettre de nomination démontre que les parties ont, d'un commun accord, écarté la possibilité d'une demande ultérieure du fonctionnaire tendant à ce remboursement.

8. INDEMNITES ET RETRAITES

Article 26

Un système de pensions ou allocations de retraite sera institué dès que la situation budgétaire le permettra, en faveur du personnel permanent de l'Institut par un Règlement spécial que le Directeur soumettra au Comité de direction, en vue de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration.

Tout fonctionnaire sera, du fait de son engagement, considéré comme ayant accepté de subir, sur ses appointements, à titre de contribution au fonctionnement du système de retraites, la retenue éventuellement fixée ou prévue en application du premier alinéa du présent article.

9. PRIVILEGES ET IMMUNITES DIPLOMATIQUES

Article 27

Sont limites aux fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de secrétaire les privilèges et immunités diplomatiques tels qu'ils sont prévus par l'article 7 du Pacte de la Société des Nations et reconnus par l'article 11 du Statut organique de l'Institut.

si fr. du 6 Mars 1926

Le Directeur est chargé de prendre avec les administrations compétentes tous accords nécessaires pour assurer aux ayants-droit le plein exercice des privilèges et immunités diplomatiques, sous réserve de l'application du deuxième alinéa de l'article 28 du présent Règlement.

Article 28

Les privilèges et immunités diplomatiques prévus à l'article 27 sont conférés aux fonctionnaires dans l'intérêt de leurs fonctions. Ils ne dispensent pas les fonctionnaires qui en jouissent d'exécuter leurs obligations privées ni d'observer les lois et règlements de police en vigueur.

Lorsqu'ils se trouvent dans le cas d'invoquer le bénéfice desdits privilèges et immunités, les fonctionnaires de l'Institut en rendent compte au Directeur, à qui il appartient de décider si ces privilèges et immunités seront levés, sauf à informer le Comité de direction dans sa prochaine session.

10. RESILIATION DES CONTRATS

Article 29

L'engagement d'un fonctionnaire convaincu de faute grave peut toujours être résilié. En ce cas, le fonctionnaire n'est pas fondé à prétendre aux préavis et indemnités prévus aux autres articles du présent Règlement, non plus qu'aux jours de congé auxquels il aurait normalement droit.

Article 30

L'engagement de tout fonctionnaire peut être résilié par l'Institut, soit en vertu de la règle posée à l'article 5 du présent Règlement, soit par suite de nécessité exigeant une réorganisation du travail, sauf à tenir compte, dans ces deux cas, des intérêts légitimes du fonctionnaire tels qu'ils sont garantis par le Règlement. La décision incombe à l'autorité qui a procédé à la nomination.

L'intéressé est avisé de la résiliation de son engagement au moins six mois à l'avance. Ce délai est réduit à trois mois lorsque la durée du contrat ou la période restant à courir sur le contrat ne dépasse pas deux années.

Toute résiliation intervenue par application du présent article ouvre au fonctionnaire un droit à la compensation prévue à l'article 35 du présent Règlement.

Article 31

En cas de maladie d'un fonctionnaire se prolongeant au delà de trois mois consécutifs, l'autorité qui a procédé à la nomination dudit fonctionnaire peut mettre fin à l'engagement, moyennant le paiement de l'indemnité prévue à l'article 35 du présent Règlement.

Article 32

Tout fonctionnaire stagiaire peut être congédié sous réserve d'un préavis d'un mois, s'il ne remplit pas ses fonctions d'une manière satisfaisante. La décision, en ce cas, est prise par le Comité de direction, si le fonctionnaire a été nommé par ce Comité ou par le Conseil d'administration, par le Directeur si le fonctionnaire a été nommé par lui.

Article 33

Dans chaque cas particulier, une décision doit être prise, une fois écoulée la période de stage, soit sur la titularisation du fonctionnaire, soit sur la prolongation du stage.

Cette décision relève de l'autorité qui a procédé à la nomination, conformément à l'article 5 du présent Règlement.

Article 34

L'Institut peut congédier immédiatement tout fonctionnaire ayant droit à un préavis, en vertu des articles 30, 31 et 32 du présent Règlement, à condition de lui payer le traitement afférent à la période dudit préavis.

Article 35

Le fonctionnaire au contrat d'engagement duquel il est mis fin en application de l'article 30 ou de l'article 31 du présent Règlement, reçoit une indemnité calculée à raison du montant de deux mois de traitement par année de service, ladite indemnité ne pouvant être inférieure à trois mois ni supérieure à une année.

Les dispositions du présent article n'affectent pas l'application du Règlement relatif à l'attribution de pensions ou allocations de retraites prévues à l'article 26 du présent Règlement.

11. VOIES DE RECOURS

Article 36

Tout fonctionnaire qui estimerait qu'une décision prise à son égard par un organe de l'Institut est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement, aura la faculté de s'adresser, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle la décision lui aura été communiquée, au Conseil d'administration, pour qu'il procède à un nouvel examen de l'affaire.

La solution qu'aura adoptée le Conseil d'administration, ainsi saisi, sera communiquée par écrit au fonctionnaire.

Dans un délai d'un mois à partir de cette dernière communication, le fonctionnaire aura la faculté de soumettre à l'arbitrage du Tribunal administratif de la Société des Nations la question de savoir si la solution adoptée par le Conseil d'administration est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement. S'il use de cette faculté, il en avisera par lettre recommandée le Conseil d'administration, dont le président représentera l'Institut devant le Tribunal administratif. Ce tribunal statuant en qualité d'arbitre, ne sera lié par aucune législation et fixera lui-même la procédure. Sa décision liera définitivement le fonctionnaire et l'Institut.

Les indemnités et frais éventuels de voyage des membres du Tribunal administratif, agissant conformément au présent article, seront à la charge de l'Institut; ce dernier remboursera au Secrétariat de la Société des Nations tous autres frais auxquels aura donné lieu le fonctionnement du Tribunal administratif dans les cas intéressant l'Institut.

L'Institut conclura avec la Société des Nations et les membres du Tribunal administratif les accords permettant de rendre le présent article applicable.

CLAUSES DIVERSES

Article 37

Il peut toujours être dérogé au présent Règlement par des clauses particulières stipulées formellement dans le contrat d'engagement.

Article 38

Le présent Règlement et ses annexes peuvent en tout temps être amendés par le Conseil d'administration, sans préjudice, dans tous les cas, des droits acquis des fonctionnaires.

Article final

Le présent Règlement entre en vigueur le 21 juillet 1931 et remplace le Règlement en vigueur antérieurement à cette date.

Les contrats d'engagement en cours subsistent si, d'un commun accord, il n'y a pas été substitué de nouveaux contrats d'engagement.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

C.825 (1) M.1924.XII

(C.I.C.I. 133)

SOCIETE DES NATIONS

COOPERATION INTELLECTUELLE

Lettre du Gouvernement français, au Président du
Conseil de la Société des Nations.

Paris, le 8 décembre 1924.

Le Conseil de la Société des Nations ayant accepté en principe, le 9 septembre 1924, l'offre du Gouvernement français relative à la fondation et à l'entretien d'un Institut international de Coopération intellectuelle en renvoyant à l'Assemblée l'examen de certains points, et la cinquième Assemblée ayant pris acte, le 23 septembre 1924, de l'acceptation du Conseil en répondant aux questions posées et en formulant un vœu destiné à souligner le caractère international que l'Institut devra avoir, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement de la République, en conformité de l'offre ci-dessus visée, s'engage à fonder et à entretenir un Institut international de Coopération intellectuelle, mis à la disposition de la Société des Nations et dont le siège social sera à Paris, aux conditions ci-après, étant entendu que seront conservés à l'Institut le caractère et l'organisation générale résultant du rapport de la Commission de Coopération intellectuelle du 29 juillet 1924, approuvé par le Conseil, de la Résolution du Conseil du 9 septembre 1924 et de ladite décision de l'Assemblée.

1°) L'Institut international de Coopération intellectuelle sera administré par un Conseil d'administration composé des membres en fonctions de la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations. Les règles générales de l'organisation de l'Institut sont déterminées par les statuts organiques annexés à la présente communication.

2°) Le Gouvernement de la République française prendra les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Institut international comme fondation autonome jouissant de la personnalité civile.

3°) Les locaux nécessaires au fonctionnement des services de l'Institut international seront mis à la disposition du Conseil d'Administration par le Gouvernement de la République française. Le Conseil d'Administration, dans la mesure

où le permettront les locaux dont il disposera, pourra concéder la jouissance de bureaux et salles de réunions aux institutions et associations tendant à développer les relations intellectuelles internationales, qui en feront la demande et lui paraîtront présenter les garanties suffisantes.

4°) Les dépenses d'installation de l'Institut international seront intégralement couvertes par le Gouvernement de la République française, sans que la Société des Nations puisse avoir aucune somme à déboursier pour ses objets, cette Société n'assumant du fait de cette installation aucune responsabilité ou charge financière, ou autre quelle qu'elle soit. Les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Institut, seront couvertes au moyen d'une subvention globale annuelle que le Gouvernement français, sous réserve de l'approbation parlementaire, déclare fixer à la somme de deux millions de francs français. Le Gouvernement français se réserve, au cas où le développement de l'Institut l'exigerait, de demander aux Chambres françaises, une augmentation de la subvention.

Ni l'Etat français ni la Société des Nations n'assumeront aucune responsabilité financière ou autre quelle qu'elle soit du fait de la gestion de l'Institut international. Le Conseil d'administration déterminera ultérieurement les règles suivant lesquelles sera établie la responsabilité financière du directeur à l'égard de ce Conseil.

L'Etat français n'encourra aucune responsabilité civile du fait du fonctionnement des services de l'Institut international dont il assure les frais conformément aux alinéas précédents et notamment à l'égard du personnel de l'Institut international, lequel sera exclusivement soumis aux règles fixées, tant par les statuts organiques que par les règlements approuvés et les décisions prises par la Commission de Coopération intellectuelle conformément aux dispositions ci-après.

5°) Des dons, legs et subventions provenant d'autres Gouvernements que celui de la République, d'institutions publiques ou privées, d'associations ou de particuliers, pourront être recueillis par l'Institut international en vertu des décisions du Conseil d'administration.

6°) Les sommes destinées à assurer les frais annuels de fonctionnement et d'entretien de l'Institut seront versées, chaque année, semestriellement et par anticipation, le premier janvier et le premier juillet de chaque année, à une banque désignée d'un commun accord par le Secrétaire général de la Société des Nations et le Gouvernement de la République française. Elles seront retirées de cette banque au fur et à mesure des besoins sur mandat de personnes qualifiées à cet effet par le Conseil d'administration.

7°) En cas de suppression de l'Institut international ci-dessus visé, les terrains, bâtiments et objets mobiliers mis à la disposition de cet Institut par le Gouvernement de la République française feront retour à l'Etat français. Les objets et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil d'administration, ainsi que toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement resteront la propriété de la Société des Nations. Les institutions et associations à qui la jouissance de locaux aura été

concedée par le Conseil d'administration, reprendront chacune leurs meubles et collections propres.

8°) Le Gouvernement de la République française se réserve le droit de proposer à l'acceptation du Conseil de la Société des Nations et se déclare prêt à examiner, le cas échéant, à la demande dudit Conseil toutes modifications aux présentes conditions dont l'expérience démontrerait l'utilité.

9°) Le Gouvernement de la République prend le présent engagement pour une durée de sept années; il continuera à demeurer en vigueur pour de nouvelles périodes de sept ans, si le Gouvernement de la République française ou la Société des Nations n'ont pas modifié deux ans au moins avant la fin de chaque période, leur intention d'en faire cesser les effets.

10°) Le présent engagement est pris par le Gouvernement de la République française sous réserve d'approbation législative et ne deviendra définitif qu'après notification de cette approbation au Secrétariat général de la Société des Nations.

(signé) Ed. HERRIOT

A N N E X E

STATUT ORGANIQUE DE L'INSTITUT

Article 1^{er}

Un Institut international de Coopération intellectuelle mis à la disposition de la Société des Nations, est fondé à Paris, par le Gouvernement de la République française, conformément aux termes de sa lettre au Président du Conseil de la Société des Nations en date du 8 décembre 1924.

Article 2

L'Institut a pour objet principal de préparer les délibérations de la Commission de Coopération intellectuelle, de poursuivre dans tous les pays l'exécution des décisions et recommandations de cette Commission et de travailler, sous la direction de cette Commission et par tous les moyens en son pouvoir, aux progrès de l'organisation du travail intellectuel dans le monde par la collaboration internationale.

Article 3

L'Institut international est indépendant des autorités du pays dans lequel il est établi.

Il correspond directement avec les autorités gouvernementales et administratives chargées dans les différents pays, de l'examen et de la solution des questions se rattachant à son objet.

Article 4

Le Conseil d'administration déterminera, dans chaque cas, après avoir consulté les parties intéressées, et d'accord avec elles, les rapports des institutions mentionnées dans la résolution du Conseil du 9 septembre 1924, ou de toute autre institution de caractère intellectuel avec l'Institut international.

Le Conseil d'administration sera prêt à collaborer avec des institutions, en vue de résoudre des questions particulières, sans cependant porter en aucune manière atteinte à leur autonomie.

Article 5

Le Conseil d'administration de l'Institut international

est composé des membres en fonctions de la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations.

Article 6

Le Conseil d'administration délèguera, avec l'approbation du Conseil de la Société des Nations, 5 personnes de nationalité différente, qui formeront un Comité de direction. Les fonctions du Comité de direction, qui se réunira à Paris au moins tous les deux mois, de même que la durée du mandat de ses membres et le système de roulement selon lequel ils seront renouvelés, seront déterminés par le Conseil d'administration.

Article 7

Le fonctionnement de l'Institut est assuré par un personnel rétribué comprenant :

1 Directeur et des chefs de service nommés par le Conseil d'administration.

Des fonctionnaires nommés par le Comité de direction.

Des agents subalternes et gens de service nommés par le Directeur sur la présentation des chefs de service.

Le Conseil d'administration élaborera un statut réglant la situation du personnel. Ce statut sera communiqué au Conseil de la Société des Nations.

Article 8

Le Directeur assiste aux séances du Conseil d'administration et du Comité directeur avec voix consultative.

Article 9

L'Institut est représenté en justice et dans les actes de la vie civile par le Président, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le vice-président du Conseil d'administration.

Toutefois, ce Conseil peut déléguer au Directeur tout ou partie des pouvoirs appartenant, aux termes de cet article, à son Président.

Article 10

La gestion financière de l'Institut sera indépendante de celle de la Société des Nations.

Le Conseil d'administration arrête le budget annuel de l'Institut, dans la limite de la subvention accordée par le Gouvernement français, éventuellement augmentée des ressources provenant d'une autre origine, et approuve le compte rendu des dépenses.

Article 11

Toutes dispositions nécessaires à l'administration de l'Institut sont arrêtées par le Conseil d'Administration, sauf dans le cas où il a délégué ses pouvoirs à cet égard au Comité de direction.

Le Conseil d'administration détermine, par décision approuvée par le Conseil de la Société des Nations, les catégories du personnel de l'Institut devant bénéficier des privilèges et immunités diplomatiques, tels qu'ils sont prévus par l'article VII du Pacte.

Article 12

Le règlement relatif au régime financier de l'Institut est arrêté par le Conseil d'administration après avis conforme du service financier de la Société des Nations.

Le Conseil d'administration établira un règlement financier concernant la gestion des finances de l'Institut, notamment le budget, l'affectation et l'emploi des fonds, le placement des capitaux, la comptabilité et le contrôle.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du Conseil de la Société des Nations.

Article 13

Le budget et les comptes de l'Institut sont communiqués chaque année au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations d'une part, au Gouvernement français d'autre part. Les comptes sont vérifiés au moins une fois par an par le Commissaire aux Comptes de la Société des Nations. Le rapport de celui-ci est joint au budget et aux comptes communiqués au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations.

Article 14

Un rapport sur l'activité de l'Institut sera adressé, chaque année, au Conseil de la Société des Nations et au Gouvernement de la République française. Il sera communiqué à tous les membres de la Société des Nations.

(signé) Ed. HERRIOT

I.I.C.I./C.A./1

Paris, le 1er Octobre 1945

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

convoqué à Paris, le 25 octobre 1945 à 9h,30

17ème Session

ORDRE DU JOUR

I. Exposé sur l'Institut de juin 1940 à février 1945.

Rapport du Directeur p.i. de l'Institut.

II. Exposé sur l'Institut depuis février 1945.

Rapport du Directeur p.i. de l'Institut.

III. Questions financières :

a) concernant l'exercice clos

Rapport du Commissaire aux Comptes.

b) concernant l'exercice en cours

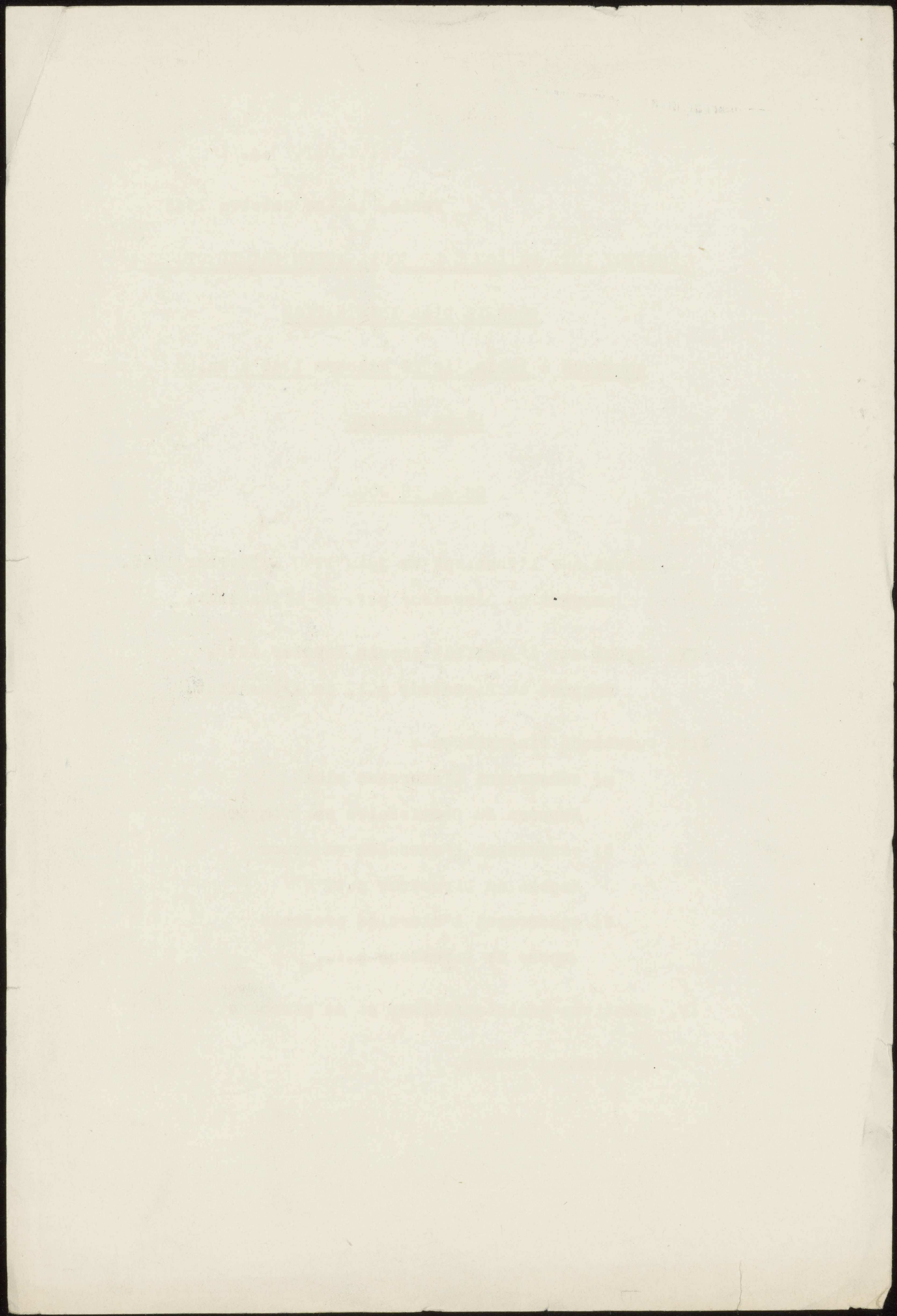
Exposé du Directeur p.i.

c) concernant l'exercice prochain

Exposé du Directeur p.i.

IV. Questions administratives et de personnel.

V. Questions diverses.



UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

(U. N. E. S. C. O.)

New York Offices

Bureau de New York

15 WEST 77th STREET (American Museum of Natural History) • Phone: ENdicott 2-8500 Ex. 317 • Cables: UNESCO NEWYORK

Letter No. 220



May 24, 1947

Dr. Julian Huxley
Director General
United Nations Educational, Scientific
and Cultural Organization
19 avenue Kleber
Paris 16e. France.

SUBJECT : Utilization by Unesco of the Assets of the Institute of Intellectual Cooperation

Dear Dr. Huxley:

This will confirm my cable of May 22 regarding the proposed draft letter of Mr. Tryve Lie to be addressed to you authorizing the utilization by UNESCO of the assets of the Institute of Intellectual Cooperation.

1. Copies of the cable and the draft letter mentioned above are enclosed.

2. Please note that as of this date, neither I nor the United Nations at Lake Success has received an official copy of the full inventory of the Institute assets as prepared by representatives of UNESCO and the Institute. This official copy should be sent to the United Nations, as soon as possible, since it will be an essential part of the letter of Mr. Lie to you.

Citation and inclusion of this inventory in the letter will constitute approval of it by the Secretary General of the United Nations. It is desirable, therefore, that this inventory be certified as correct, at least by you.

3. As I have informed Mr. de Blonay previously by cable (May 9), the thinking here in Lake Success is that a simple letter of authorization, instead of a long formal agreement with specific conditions and restrictions on the utilization of the assets, is sufficient.

Since I have not received any comment to the cable above, I take it that UNESCO is agreeable to this simple letter form, providing for broad authorization to UNESCO. I myself am in favor of this procedure.

The draft of this letter was not agreed upon among officials

of the United Nations/

(U. N. E. S. C. O.)

Bureau de New York

15 WEST 77th STREET (American Museum of Natural History) • Phone: ENdico 2-8500 EX. 317 • Cables: UNESCO NEWYORK

New York Office

May 24, 1947

Letter No. 230



Dr. Julian Huxley
Director General
United Nations Educational, Scientific
and Cultural Organization
19 Avenue Kleber
Paris 16e, France.

SUBJECT: Utilization by Unesco of the Assets of the Institute of
Intellectual Cooperation

Dear Dr. Huxley:

This will confirm my cable of May 22 regarding the proposed
draft letter of Mr. Trye to be addressed to you authorizing the
utilization by UNESCO of the assets of the Institute of Intellectual
Cooperation.

1. Copies of the cable and the draft letter mentioned above
are enclosed.

2. Please note that as of this date, neither I nor the United
Nations at Lake Success has received an official copy of the full
inventory of the Institute assets as prepared by representatives of
UNESCO and the Institute. This official copy should be sent to the
United Nations, as soon as possible, since it will be an essential
part of the letter of Mr. Lie to you.

Citation and inclusion of this inventory in the letter
will constitute approval of it by the Secretary General of the United
Nations. It is desirable, therefore, that this inventory be certified
as correct, at least by you.

3. As I have informed Mr. de Blonay previously by cable (May 9),
the thinking here in Lake Success is that a simple letter of authorization,
instead of a long formal agreement with specific conditions and res-
trictions on the utilization of the assets, is sufficient.

Since I have not received any comment to the cable above,
I take it that UNESCO is agreeable to this simple letter form, providing
for broad authorization to UNESCO. I myself am in favor of this
procedure.

The draft of this letter was not agreed upon among officials

of the United Nations

Letter No. 220
May 24, 1947

of the United Nations concerned until only last Wednesday. A copy of this draft is enclosed as mentioned in Item 1 above.

4. Please note the following points on the draft which were agreed upon by officials of the United Nations, with my concurrence, subject to your approval.

- (a) That in connection with the opening sentence, citation will be made of the official inventory of the assets transferred by the League of Nations to the United Nations and now in the temporary custody of UNESCO. The inventory will be attached to the letter.
- (b) That the last sentence of the letter stating that revenues, if any, which accrue from the utilization of these assets, will be credited to the United Nations, is now deleted, after our objections to it.

5. It is accepted in principle that these assets will not remain the same every year, that some of them may be disposed of "in a manner conducive to the aims set out in the General Assembly Resolution," that others will diminish in value through constant use, and that others may be broken or become useless in the process of time. Hence, the necessity of an annual inventory in accordance with requirements of the United Nations for audit purposes.

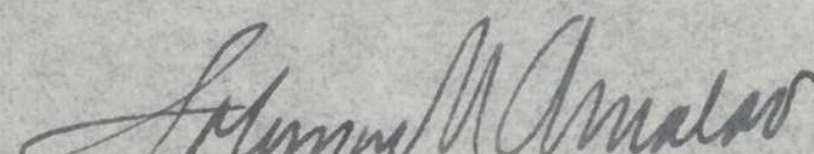
6. On the question of whether UNESCO can sell some of the Institute publications, I was advised that this is a matter for UNESCO to decide for itself. At any rate, the draft letter of authorization, if approved, leaves UNESCO "free to utilize these assets in a manner conducive to the aims set out in the General Assembly Resolution."

7. I presume, however, that such utilization of the assets in Item 6 will be reported in the annual inventory called for at the end of each calendar year. It is essential, therefore, that any revenues or profits accruing from the utilization of the assets are applied only to the furtherance of the aims set out in the General Assembly Resolution, and should be so declared in the inventory.

8. If you have any comments or objections to make, please cable them followed by a confirmation letter.

I hope this draft letter providing for broad authorization for UNESCO to utilize the Institute assets meets with your general approval.

Sincerely yours,


SOLOMON V. ARNALDO

Acting Resident Observer
of UNESCO at the
United Nations

cc. Dr. Walter H.C. Laves
Mr. Thomas
M. André de Blonay

Letter No. 220
May 24, 1947

of the United Nations concerned until only last Wednesday. A copy of this draft is enclosed as mentioned in Item 1 above.

4. Please note the following points on the draft which were agreed upon by officials of the United Nations, with my concurrence, subject to your approval.

(a) That in connection with the opening sentence, citation will be made of the official inventory of the assets transferred by the League of Nations to the United Nations and now in the temporary custody of UNESCO. The inventory will be attached to the letter.

(b) That the last sentence of the letter stating that revenues, if any, which accrue from the utilization of these assets, will be credited to the United Nations, is now deleted, after our objections to it.

5. It is accepted in principle that these assets will not remain the same every year, that some of them may be disposed of "in a manner conducive to the aims set out in the General Assembly Resolution," that others will diminish in value through constant use, and that others may be broken or become useless in the process of time. Hence, the necessity of an annual inventory in accordance with requirements of the United Nations for audit purposes.

6. On the question of whether UNESCO can sell some of the Institute publications, I was advised that this is a matter for UNESCO to decide for itself. At any rate, the draft letter of authorization, if approved, leaves UNESCO "free to utilize these assets in a manner conducive to the aims set out in the General Assembly Resolution."

7. I presume, however, that such utilization of the assets in Item 6 will be reported in the annual inventory called for at the end of each calendar year. It is essential, therefore, that any revenues or profits accruing from the utilization of the assets be applied only to the furtherance of the aims set out in the General Assembly Resolution, and should be so declared in the inventory.

8. If you have any comments or objections to make, please cable them followed by a confirmation letter.

I hope this draft letter providing for broad authorization for UNESCO to utilize the Institute assets meets with your general approval.

Sincerely yours,

SOLOMON V. ARNALDO
Acting Resident Observer
of UNESCO at the
United Nations

cc. Dr. Walter H.C. Laves
Mr. Peissel
M. André de Bligny

C O P Y

NLT/

HUXLEY
UNESCO
PARIS

May 22, 1947
COMMERCIAL

#199 URGENT ATTENTION ALSO LIVES BLONAY UNATIONS NOT YET RECEIVED FULL
OFFICIAL INSTITUTE ASSETS INVENTORY PLEASE AIRMAIL UNATIONS COPY CERTIFIED
BY YOU STOP FOLLOWING IS ABB^BVIATED TEXT DRAFT LETTER TRYWELLE TO HUXLEY
AWAITING OFFICIAL INVENTORY COLON QUOTE IN PURSUANCE GENASSEMBLY RESOLUTION
19 NOVEMBER 1946 AM HAPPY GRANT HERewith TO UNESCO AUTHORIZATION FOR
UTILIZATION ASSETS INTERNATIONAL INSTITUTE INTELLECTUAL COOPERATION,
THIS AUTHORIZATION LEAVES UNESCO FREE TO UTILIZE THESE ASSETS IN MANNER
CONDUCTIVE TO AIMS SET OUT IN GENASSEMBLY RESOLUTION, I. E., THAT CONTINUITY
OF WORK PERFORMED BY INSTITUTE BE ENSURED, PRESENT AUTHORIZATION IS
GRANTED FOR INDEFINITE PERIOD AND MAY BE TERMINATED BY EITHER SIDE UPON
SIX MONTHS NOTIFICATION. IN VIEW REQUIREMENTS OUR EXTERNAL AUDITORS IT
WOULD BE APPRECIATED IF UNESCO WERE TO SUBMIT AN ANNUAL INVENTORY OF
THESE ASSETS AT END EACH CALENDAR YEAR ENDQUOTE STOP THIS BROAD AUTHORI-
ZATION FINALLY AGREED UPON AFTER LONG CONSIDERATION BY LEGAL MINDS UNATIONS
STOP STATEMENT CREDITING REVENUES TO UNITED NATIONS DELETED TODAY AFTER
OUR OBJECTION YESTERDAY BUT ANNUAL INVENTORY REMAINS PLEASE CABLE COMMENT
LETTER FOLLOWS

ARNALDO

WILL

HUXLEY
UNESCO
PARIS

May 22, 1947
COMMERCIAL

LETTER FOLLOWS

OUR OBJECTION YESTERDAY BUT ANNUAL INVENTORY REMAINS PLEASE CABLE COMMENT

STOP STATEMENT CREDITING REVENUES TO UNITED NATIONS DELETED TODAY AFTER

NATION FINALLY AGREED UPON AFTER LONG CONSIDERATION BY LEGAL MINDS UNATIONS

THESE ASSETS AT END EACH CALENDAR YEAR INDICATE STOP THIS BROAD AUTHORI-

WOULD BE APPRECIATED IF UNESCO WERE TO SUBMIT AN ANNUAL INVENTORY OF

SIX MONTHS NOTIFICATION, IN VIEW REQUIREMENTS OUR EXTERNAL AUDITORS IT

GRANTED FOR INDEFINITE PERIOD AND MAY BE TERMINATED BY EITHER SIDE UPON

OF WORK PERFORMED BY INSTITUTE BE ENSURED, PRESENT AUTHORIZATION IS

CONDUCTIVE TO AIMS SET OUT IN GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION I, E. THAT CONTINUITY

THIS AUTHORIZATION LEAVES UNESCO FREE TO UTILIZE THESE ASSETS IN MANNER

UTILIZATION ASSETS INTERNATIONAL INSTITUTE INTELLECTUAL COOPERATION.

IS NOVEMBER 1946 AM HAPPY GRANT HERewith TO UNESCO AUTHORIZATION FOR

AWAITING OFFICIAL INVENTORY COLON QUOTE IN PURSUANCE GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION

BY YOU STOP FOLLOWING IS APPRECIATED THAT DRAFT LETTER THYRWELL TO HUXLEY

OFFICIAL INSTITUTE ASSETS INVENTORY PLEASE AIRMAIL UNATIONS COPY CERTIFIED

PLEASE URGENT ATTENTION ALSO LEAVES BLOWAY UNATIONS NOT YET RECEIVED FULL

ARNALDO

DRAFT LETTER

463-3-6-1/NSS

Sir,

Her will be mentioned the inventory → In pursuance of the General Assembly Resolution of 19 November 1946, I am happy to grant herewith to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization authorization for the utilization of the assets of the International Institute of Intellectual Cooperation. This authorization leaves Unesco free to utilize these assets in a manner conducive to the aims set out in the General Assembly Resolution, i.e., that the continuity of the work performed by the Institute be ensured. The present authorization is granted for an indefinite period, and may be terminated by either side upon six months' notification.

J In view of the requirements of our external auditors, it would be appreciated if Unesco were to submit an annual inventory of these assets at the end of each calendar year. [It would be understood, of course, that revenues, if any, which accrue from the utilization of these assets will be credited to the United Nations, and I shall be glad if you will advise the United Nations Comptroller, from time to time, of the amounts which are received in this connection.]

I have the honour to be, etc.

TRYGVE LIE

Dr. Julian Huxley
Director General
United Nations Educational, etc..
19 avenue Kleber
Paris 16e. France

Cleared personally by
N.S. Shalom/SKL

DRAFT LETTER

463-3-6-1/Ans

Sir,

In pursuance of the General Assembly Resolution of 19 November 1946, I am happy to grant herewith to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization authorization for the utilization of the assets of the International Institute of Intellectual Cooperation. This authorization leaves Unesco free to utilize these assets in a manner conducive to the aims set out in the General Assembly Resolution, i.e., that the continuity of the work performed by the Institute be ensured. The present authorization is granted for an indefinite period, and may be terminated by either side upon six months' notification.

In view of the requirements of our external auditors, it would be appreciated if Unesco were to submit an annual inventory of these assets at the end of each calendar year. It would be understood, of course, that revenues, if any, which accrue from the utilization of these assets will be credited to the United Nations, and I shall be glad if you will advise the United Nations Comptroller, from time to time, of the amounts which are received in this connection.

I have the honour to be, etc.

TRYGVE LIE

Dr. Julian Huxley
Director General
United Nations Educational, etc..
19 Avenue Kleber
Paris 16e. France

Cleared personally by
H.S. Shalom/SKL

LISTE DU MOBILIER DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION

INTELLECTUELLE TRANSFERE AUX NATIONS UNIES.

A

Mobilier repris provisoirement par l'Unesco

Agrafeuse (en mauvais état).....	1
Armoire.....	5
Armoire bibliothèque.....	3
Armoire pharmacie.....	1
Aspirateur	2
Balance (1 avec jeu de poids et série de poids :..... en cuivre).....	2
Bibliothèque acajou	5
Bibliothèque bois des Iles.....	2
Buffet, bois blanc.....	1
Bureau, bois des Iles ou acajou.....	8
Bureau, Louis XVI	2
Bureau chêne clair, 5 tiroirs.....	1
Bureau chêne clair, 7 tiroirs.....	2
Bureau chêne clair, 8 tiroirs	10
Bureau chêne clair, 9 tiroirs	3
Bureau chêne clair.....	1
Caisse d'emballage (grande).....	10
Caisse d'emballage (moyenne).....	39
Canapé.....	1
Carte Europe-Asie.....	1
Cartonniers.....	82
Casiers.....	16
Cartons contenant archives.....	149
Chaise cannée, chêne clair.....	119
Chaise cannée en bois recourbé.....	23
Chaise cannée en bois doré.....	120
Chaise de bureau chêne.....	22
Chaise osier.....	1
Chaise provençale.....	7
Chaise.....	5
Chaise réparable.....	40
Charriot osier.....	1
Chassis vestiaire.....	1
Classeur acajou.....	1
Classeur de bureau, chêne clair, à rideau.....	1
Classeur de bureau	2
Classeur cartonnier, 16 cases.....	2
Classeur en carton.....	3
Classeur chêne clair, 4 tiroirs.....	10
Classeur métallique.....	2
Classeur pupitre, 1 tiroir.....	1

Coffre-Fort	2
Corbeille à papier.....	45
Corbeille correspondance.....	24
Corps de casier.....	69
Corps étagères.....	8
 Diable en bois.....	 1
 Encrier	 5
Escabeau, 2 marches.....	1
Etabli.....	1
Etagères	4
Extincteur	14
 Fauteuil acajou	 6
Fauteuil de bureau cuir.....	2
Fauteuil de bureau siège rembourré.....	14
Fauteuil rembourré	2
Fauteuil de bureau tournant.....	13
Fauteuil cuir.....	6
Fauteuil cuir, coussins velours.....	23
Fauteuil osier.....	1
Fauteuil provençal.....	3
Fauteuil velours.....	2
Fichier, carton.....	66
Fichier, chêne	14
 Glace	 8
Glacière	1
Gravures, encadrées	3
Gravure, sous verre "Au bout du village", par Zador.....	1
Guéridon	2
 Lampes.....	 2
Lampe baladeuse.....	6
Lavabo	2
 Malle métallique.....	 3
 Panneau bois.....	 1
Paravent	1
Pendule	1
Perforateur	4
Pèse-lettres	1
Placard	1
Planchette éphémérides.....	2
Plaque verre	1

Portemanteau (têtes).....	28
Portemanteau (têtes sur pied).....	10
Radiateur électrique	1
Récipients savon.....	5
Rouleau porte-serviette.....	6
Sébile	4
Serre-livres	2
Sous-main	1
Table acajou	3
Table bois blanc	7
Table chêne clair, 1 tiroir	8
Table chêne foncé, 1 tiroir	1
Table chêne clair, 2 tiroirs	79
Table chêne clair, 3 tiroirs	1
Table chêne clair, petite	7
Table dactylographe	21
Table grande	3
Table (1 m.9) surmontée d'un casier.....	1
Table machine à adresser	1
Table osier ;.....	2
Table provençale	1
Table sapin	1
Table	5
Tableau "Orient-Occident" par Lurçat	1
Tableau de sonnerie	2
Tampon buvard	4
Tampon dateur	1
Tampon numéroteur	1
Tapis	4
Tapis de table	3
Téléphone, 1 standard	1
appareil téléphonique:	
batterie d'accumulateur	1
cadran interchangeable	1
Vase cuivre	1
Machine à écrire	5
(une avec clavier russe)	

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Mobilier que le Gouvernement Français a demandé
d'utiliser provisoirement

Bibliothèque	2
Bibliothèque acajou 4 portes	1
Bureau acajou	1
Canapé cuir 2 coussins velours	1
Chaise cannée, acajou	2
Chaise dorée	90
Chaise rustique	3
Classeur (1 petit)	2
Classeur de bureau en bois	3
Corbeille à papier	4
Corbeille courrier	4
Estrade	1
Fauteuil bureau, acajou, siège cuir	1
Fauteuil bureau, siège cuir	1
Fauteuil cuir, coussins velours	6
Fauteuil rustique	1
Glace sur cheminée	1
Glace murale	2
Guéridon ovale, dessus marbre	1
Plafonnier	1
Planchette boutons d'appel	1
Portemanteau (têtes sur pied)	3
Sonnette nickelée	1
Sous-main	1
Table	6
Table bureau	2
Table dactylo	4
Table sur chevalet	1
Tableau oiseaux, style japonais	1
Tampon buvard	1
Tampon sec	1
Tapis grand (3.50 x 4.50)	1
Tapis, grand	1
Tapis de table	1
Téléphone à cadran	1

.....
.....
.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

.....

.....
.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE & LA CULTURE

UNITED NATIONS EDUCATIONAL,
SCIENTIFIC & CULTURAL ORGANISATION

COMMISSION PRÉPARATOIRE

PREPARATORY COMMISSION

Tel. : KLÉber 52-00
Telegr. : UNESCO-PARIS

Unesco-House,
19, Avenue Kléber
Paris 16^e

Your No.

Our No.

Please address all correspondence to
• The Exécutive Secretary



M. Aeneas.

1. Benbury should have had a copy.
Why havanx de Lichtentruge? These
are not Unesco publications.
2. You must keep action not avoid it in
your own hands. Who may prove it
something crazy!

N.B. The D.G. should not be asked
to read original texts. Top copy please.

Sony!

CutB
/

12.0

1852
1853
1854
1855
1856
1857
1858
1859
1860
1861
1862
1863
1864
1865
1866
1867
1868
1869
1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

Mr. General

1. I have been told a copy of
"The History of the United States"
is not a publication
of the Government.
2. The name of the author is not
known.
3. The book is not in the
Library of Congress.

4. The title of the book is not
known.

Very
Respectfully,
J. M. Smith

9280

UNESCO

75

Organisation des Nations Unies
pour l'Education la Science &
la Culture-19, Av. Kléber (16e)

NLT BLONAY UNESCO PARIS

PARIS

LE PORT EST GRATUIT. Le facteur doit délivrer un récépissé à souche
lorsqu'il est chargé de recouvrer une taxe.

TÉLÉGRAMME : via WESTERN UNION

Distribution Made:
 Ex-Relis - Action - 1.
 Copies: Huxley
 Laves
 Thomas
 Carter
 Navaux
 Litchenberger
 Action - Kuo - 2

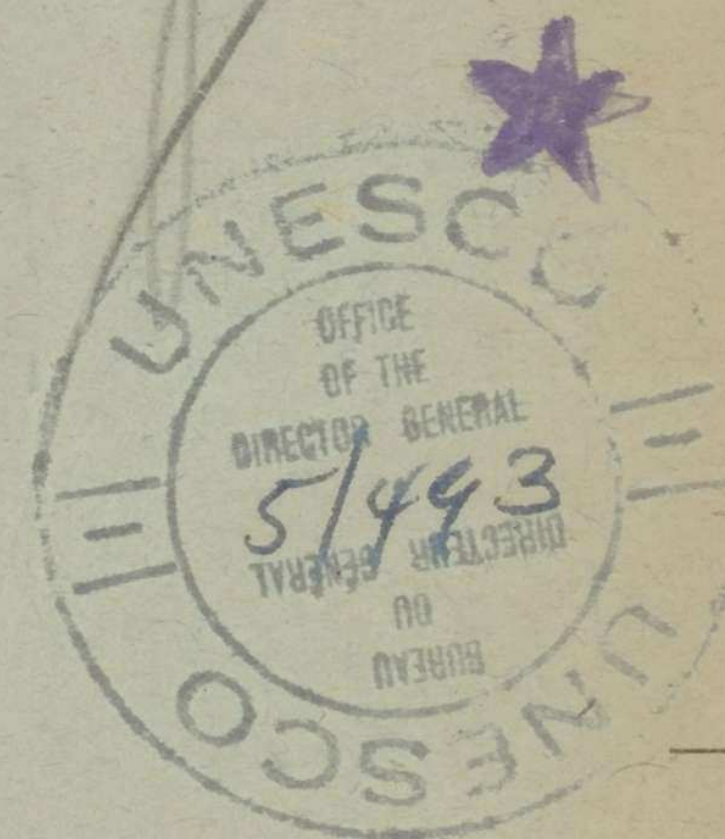
Signification des principales indications éventuelles
 pouvant figurer en tête de l'adresse

D... = Urgent.	XPx..... = Exprès payé.
AR. = Remettre contre reçu.	NUIT..... = Remettre même pendant la nuit.
PC. = Accusé de réception.	JOUR.... = Remettre seulement pendant le jour.
RP. = Reponse payée.	OUVERT = Remettre ouvert.
TC. = Télégramme collationné.	
MP. = Remettre en main propre.	

Via WESTERN UNION

1947 MAY 10 PM 1 17

PST51 NEWYORK 111/110 1/56 9



1. REUR CABLE INSTITUTE ASSETS CONFERRED TODAY WITH UNINATIONS
 OFFICIALS STOP THINKING HERE LETTER TO BE WRITTEN BY
 TRYGVELIE TO HUXLEY SUFFICIENT AUTHORIZING UNESCO UTILIZE
 ASSETS PURSUANCE GENASSEMBLY RESOLUTION STIPULATING UNESCO
 REPORT STATUS UTILIZATION ASSETS MUTUALLY CONVENIENT TIMES
 PROVIDING UNESCO COOPERATE WITH UN ORGANS UTILIZATION ASSETS
 WHEN NECEESARY STOP LEGAL DEPARTMENT DRAFTING LETTER.



2/5280

PARIS

LE PORT EST GRATUIT. Le facteur doit délivrer un récépissé à souche lorsqu'il est chargé de recouvrer une taxe.

TÉLÉGRAMME : via **WESTERN UNION**

Signification des principales indications éventuelles
pouvant figurer en tête de l'adresse

D... = Urgent.
AR. = Remettre contre reçu.
PC. = Accusé de réception.
RP. = Réponse payée.
TC. = Télégramme collationné.
MP. = Remettre en main propre.

XPx..... = Exprès payé.
NUIT..... = Remettre même pendant
la nuit.
JOUR.... = Remettre seulement pen-
dant le jour.
OUVERT = Remettre ouvert.

Via WESTERN UNION

2/PS51 NLT BLONAY 55/54E

ACCORDING THESE POINTS SENDING COPY WHEN READY STOP IF UNESCO
NOT SATISFIED THIS BROAD AUTHORIZATION SUGGEST YOU DRAFT
SPECIFIC CONDITIONS UTILIZATION ASSETS FOR CONSIDERATION HERE
MEANTIME DONT SELL PUBLICATIONS PLEASE REPLY STOP FOR KUO ARE
NONSELFGOVERNING TERRITORIES REPRESENTED SUMMER WORKSHOP PARIS
TRUSTEESHIP DIVISION INQUIRING PLEASE AIRMAIL ADDITIONAL
DETAILS ARRANGEMENTS REPRESENTATION INVITATIONS ACCEPTANCES ETC
ARNALDO.

1947 MAY 10 PM 11

VF

XXXXXXXXXXXXXXX

March 10, 1947.

Dear Mr. Darchambeau,

I hereby transmit to you the text of a cable received on February 28th from the Secretary-General of the United Nations:-

"47. IN VIRTUE OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION OF 19 NOVEMBER 1946 AM HAPPY TO AUTHORISE UNESCO ASSUME TEMPORARY CUSTODY ASSETS INSTITUTE INTELLECTUAL COOPERATION PENDING NOTIFICATION AT LATER DATE OF DETAILED CONDITIONS OF UTILISATION THESE ASSETS - TRYGVE LIE."

Following the discussions that took place between yourself and members of the Legal and External Relations Sections, I am enclosing a letter addressed to the Secretary-General of the United Nations, which I should be glad if you would forward to Mr. Trygve Lie.

With regard to the negotiations to be initiated by yourself in accordance with the terms of that letter, it is considered that the following points should be agreed upon with the United Nations:

- (a) Legal title for Unesco's utilisation of the Institute's assets:
- (b) Recognition by the United Nations of the inventory of the Institute's assets made by officials of Unesco and of the Institute on -----
- (c) Conditions under which the United Nations will grant Unesco the utilisation of the above-mentioned assets.

Recognition of the Inventory

Two inventories of the Institute's assets were made in 1946. Furthermore, a new inventory has been made after December 31st 1946, by officials of Unesco and the Institute jointly. In the conversations which took place between representatives of Unesco and Mr. Elkin, Assistant Director of the United Nations Geneva Office, the latter recognised in principle as valid the inventory of Unesco, subject to the approval of the Secretary-General of the United Nations; that recognition was made after an inspection of the Institute's furniture, library, stocks, etc., by Mr. Elkin and Mr. de Blonay.

We should now secure the United Nations approval to the above

1944

1945

1946

1947

1948

1949

1950

1951

1952

1953

1954

1955

1956

1957

mentioned inventory, a copy of which is being sent.

Legal Title of Utilisation

Authorisation has been given to Unesco to assume temporary custody of the Institute's assets. The full utilisation of the same should have as legal title an agreement on conditions of utilisation and recognition of the inventory mentioned above.

Conditions of Utilisation

As you know, the Institute's assets are in process of being removed to Unesco House. The question remains whether the United Nations should finance such transfer as we acted on their behalf, or whether Unesco should pay, as we are going to enjoy the use of the assets.

Unesco might consider itself responsible for any damages incurred when operating this transfer, but none were sustained during transit.

The use of the Institute's assets should be accorded Unesco free of charge. Unesco will exercise all care in making use of them, and under these circumstances, will not consider itself responsible for any damage emanating from normal use of the Institute's assets.

It will, however, provide for insurance against fire and theft of the above-mentioned properties, and will be responsible for damages arising from misuse thereof.

Unesco should be accorded the right of distribution of the stock of publications of the Institute, free of charge and at its own discretion, bearing in mind the needs of the reconstruction of the world and the standing of certain educational, scientific and cultural Institutes.

Yours sincerely,

Julian Huxley
Director-General

M. Valere Darchambeau,
Resident Observer of Unesco
at United Nations Headquarters,
15 West 77th Street,
New York, N. Y.

as
function-

XXX XXX XXXXXXXX

XXXXXXXXXX XXXXXXXX

XXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXX

Directeur-General

Director-General

March 6, 1947

Sir,

I gratefully acknowledge receipt herewith of your cable No. 47 authorizing the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation to assume, by virtue of the resolution passed on November 19, 1946, by the General Assembly of the United Nations, the temporary custody of the United Nations' assets in the International Institute of Intellectual Cooperation, this until the conditions under which Unesco will be guaranteed the utilisation of these assets are defined.

The purpose of this letter is to inform you of the steps which we have taken up to the present date in relation to the International Institute of Intellectual Cooperation, following your letter of December 9, 1946, by which you informed us of the text of the resolution adopted in this respect by the General Assembly.

As recommended by the above-mentioned resolution, an agreement was concluded before December 31 between Unesco and the International Institute of Intellectual Cooperation, the text of which was transmitted to you and which came into force after having been signed by the Director of the Institute, M. Jean Jacques Mayoux, and myself.

Besides providing for the measures required to ensure, as far as possible within the framework of Unesco, the continuity of the functions and previous activities of the Institute, the agreement envisaged the practical steps to be taken after December 31, 1946 - the date set by the French Government for closing down the Institute - to safeguard the assets of the United Nations in the Institute and to place them under the custody of Unesco pending final negotiations concerning the conditions of their utilisation.

In the course of January a detailed inventory of these assets was made by officials of this organisation and of the Institute to find out whether the assets available at the time of the Institute's dissolution corresponded to the inventory previously submitted to the United Nations through the League of Nations.

This inventory was in process of being made when the French Government, to which the building formerly occupied by the Institute belonged, requested that it should be evacuated without delay and that Unesco should agree to take over the above assets. At this very time contact was established with the Geneva office of the United Nations, whose Assistant Director, Mr. Elkin, came to Paris on February 6th to 8th to discuss several matters connected with the taking over by the United Nations of the Institute assets. In the course of the conversations which then took place the various aspects of the emergency situation created by the request of the French Government were considered, and, while it was agreed that Unesco did not hold yet an actual title for the utilisation of the assets, it was also agreed that it was its duty to accept the responsibility of taking them over pending final negotiations in New York. It was further proposed that, subject to confirmation by you, the United Nations should accept as a valid inventory of their assets the document in process of preparation by the officials of Unesco and of the Institute.

Following this decision, removal of the assets, namely the furniture, the library and the archives of the Institute, was begun. At the time of writing it is not yet completed, as it is being done under the close supervision of Unesco officials to prevent damage and losses.

The next step is that an agreement should be reached between the United Nations and Unesco as to the conditions under which this organisation will be granted the use of the Institute assets. I have instructed our Resident Observer at the United Nations Headquarters, M. Valere Darchambeau, to initiate without delay negotiations to this effect, and I trust that a solution satisfactory to both parties can be found.

I wish to seize this opportunity for telling you the gratitude of Unesco for the decision made by the United Nations to grant it the utilisation of the Institute assets. This decision will ensure that a real continuity be achieved between the pioneering work to which the efforts of the Institute were devoted before the second world war and the broader program to which Unesco is committed.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient Servant,

Julian Huxley
Director-General

Mr. Trygve Lie, Secretary General
United Nations
Lake Success, Long Island
New York, N. Y.

This inventory was in process of being made when the French Government, to which the building formerly belonged by the Institute, suggested that it should be transferred without delay and that the French should agree to take over the above assets. At this very time contact was established with the French Office of the United Nations, whose Assistant Director, Mr. E. J. B. was to take on the inventory of the Institute's assets. The French Office of the United Nations was to take on the inventory of the assets of the Institute which then took place. The various aspects of the inventory situation created by the removal of the French Government were considered, and while it was agreed that the French did not hold any special title for the utilization of the assets, it was also agreed that the French did not accept the responsibility of taking over the assets of the Institute in New York. It was further agreed that, subject to the approval of the United Nations, the French would be allowed to transfer the assets of the Institute to the United Nations. The French Office of the United Nations was to take on the inventory of the assets of the Institute.

Following the decision, referred to in the above, however, the French Office of the United Nations, the French Office of the United Nations, was to take on the inventory of the assets of the Institute. It was also agreed that the French did not accept the responsibility of taking over the assets of the Institute in New York.

The next step is to take an inventory of the assets of the Institute. The French Office of the United Nations was to take on the inventory of the assets of the Institute. It was also agreed that the French did not accept the responsibility of taking over the assets of the Institute in New York.

I wish to state that the French Office of the United Nations was to take on the inventory of the assets of the Institute. It was also agreed that the French did not accept the responsibility of taking over the assets of the Institute in New York.

I have the honor to be, Sir,

Very obedient servant,

William H. H. H.
Director-General

Mr. J. H. H. H.
United Nations
New York, N. Y.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

INSTITUT INTERNATIONAL
DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

INTERNATIONAL INSTITUTE
OF INTELLECTUAL COOPERATION

PARIS (1^{er}), 2, RUE DE MONTPENSIER
(PALAIS-ROYAL)

LISTE des ASSOCIATIONS hospitalisées à l'Institut

- ✓ - Les Amitiés internationales,
- Association française pour les Nations Unies,
- Association France-Yougoslavie,
- Centre d'Etudes sociologiques,
- Comité d'Entente des grandes Associations internationales,
- Crimes de Guerre (Ministère de l'Information),
- ✓ - Fédération de l'Education nationale,
- Fédération internationale des Associations nationales des
Maîtres de l'enseignement primaire,
- ✓ - Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique,
- ✓ - Union mondiale des Etudiants juifs.

PARIS 1925

LISTE des ASSOCIATIONS hospitalisées à l'Institut

- ✓ - Les Amis internationaux
- Association française pour les Nations Unies
- Association France-Yugoslavie
- Centre d'études sociologiques
- Comité d'entraide des étudiants étrangers
- Centre de Guerre (Ministère de l'Information)
- ✓ - Fédération de l'éducation nationale
- Fédération internationale des Associations nationales des
- Centre de l'enseignement primaire
- ✓ - Fédération mondiale de la jeunesse démocratique
- ✓ - Union mondiale des étudiants juifs

g R4" Fine Strong R4" F

Comité d'Entente ?

MEMORANDUM

February 10th, 1947.

TO: Heads of Sections

FROM: External Relations Section

SUBJECT: Transfer to Unesco of Activities and Functions previously
pertaining to the International Institute of Intellectual
Co-operation

Article II of the Agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and the International Institute of Intellectual Co-operation provides that:

"Within the framework of the programme to be adopted by the General Conference at its First Session, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation shall endeavour to ensure the continuity of work done by the International Institute of Intellectual Co-operation since 1924, and, in particular, to complete certain tasks undertaken by the Institute, as far as the General Conference considers it advisable."

At a meeting between M. Jean Jacques Mayoux, Director of the Institute, and Heads of Sections, which took place on December 18th to discuss measures to be taken for implementing the Agreement between Unesco and the Institute, it was decided that, with a view to reporting in due time to the Economic and Social Council, a former official of the Institute would, once the programme of Unesco had finally taken shape, gather full information as to the degree to which Unesco will actually take over the previous activities.

Dr. Huxley has agreed that Mme. Nathalie Malterre, formerly attached to the staff of the Institute, should be taken over on the staff of Unesco on a temporary basis with a special mission of co-operation in the transfer of the Institute's assets and activities to Unesco and is preparing the report mentioned above. Mme. Malterre is now attached to the Section of External Relations (Room 121), and she will be calling in the course of next week on all Heads of Sections with a view to finding out the information required for establishing the report to the Economic and Social Council. We would appreciate your giving Mme. Malterre all facilities required for the accomplishment of her mission.

Copy to:

1. Dr. Huxley
2. Mr. Laves
3. Prof. Thomas

MEMORANDUM

February 10th, 1947.

TO: Heads of Sections

FROM: External Relations Section

SUBJECT: Transfer to Unesco of Activities and Functions previously
pertaining to the International Institute of Intellectual
Co-operation

Article II of the Agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and the International Institute of Intellectual Co-operation provides that:

"Within the framework of the programme to be adopted by the General Conference at its First Session, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation shall endeavour to ensure the continuity of work done by the International Institute of Intellectual Co-operation since 1924, and, in particular, to complete certain tasks undertaken by the Institute, as far as the General Conference considers it advisable."

At a meeting between M. Jean Jacques Mayoux, Director of the Institute, and Heads of Sections, which took place on December 18th to discuss measures to be taken for implementing the Agreement between Unesco and the Institute, it was decided that, with a view to reporting in due time to the Economic and Social Council, a former official of the Institute would, once the programme of Unesco had finally taken shape, gather full information as to the degree to which Unesco will actually take over the previous activities.

Dr. Huxley has agreed that Mme. Nathalie Malterre, formerly attached to the staff of the Institute, should be taken over on the staff of Unesco on a temporary basis with a special mission of co-operation in the transfer of the Institute's assets and activities to Unesco and is preparing the report mentioned above. Mme. Malterre is now attached to the Section of External Relations (Room 121), and she will be calling in the course of next week on all Heads of Sections with a view to finding out the information required for establishing the report to the Economic and Social Council. We would appreciate your giving Mme. Malterre all facilities required for the accomplishment of her mission.

Copy to:

1. Dr. Huxley
2. Mr. Laves
3. Prof. Thomas

MEMORANDUM

February 10th, 1947.

TO: Heads of Sections

FROM: External Relations Section

SUBJECT: Transfer to Unesco of Activities and Functions previously
pertaining to the International Institute of Intellectual
Co-operation

Article II of the Agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and the International Institute of Intellectual Co-operation provides that:

"Within the framework of the programme to be adopted by the General Conference at its First Session, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation shall endeavour to ensure the continuity of work done by the International Institute of Intellectual Co-operation since 1924, and, in particular, to complete certain tasks undertaken by the Institute, as far as the General Conference considers it advisable."

At a meeting between M. Jean Jacques Mayoux, Director of the Institute, and Heads of Sections, which took place on December 18th to discuss measures to be taken for implementing the Agreement between Unesco and the Institute, it was decided that, with a view to reporting in due time to the Economic and Social Council, a former official of the Institute would, once the programme of Unesco had finally taken shape, gather full information as to the degree to which Unesco will actually take over the previous activities.

Dr. Huxley has agreed that Mme. Nathalie Malterre, formerly attached to the staff of the Institute, should be taken over on the staff of Unesco on a temporary basis with a special mission of co-operation in the transfer of the Institute's assets and activities to Unesco and is preparing the report mentioned above. Mme. Malterre is now attached to the Section of External Relations (Room 121), and she will be calling in the course of next week on all Heads of Sections with a view to finding out the information required for establishing the report to the Economic and Social Council. We would appreciate your giving Mme. Malterre all facilities required for the accomplishment of her mission.

Copy to:

1. Dr. Huxley
2. Mr. Laves
3. Prof. Thomas

MEMORANDUM

February 10th, 1947.

TO: Heads of Sections

FROM: External Relations Section

SUBJECT: Transfer to Unesco of Activities and Functions previously
pertaining to the International Institute of Intellectual
Co-operation

Article II of the Agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and the International Institute of Intellectual Co-operation provides that:

"Within the framework of the programme to be adopted by the General Conference at its First Session, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation shall endeavour to ensure the continuity of work done by the International Institute of Intellectual Co-operation since 1924, and, in particular, to complete certain tasks undertaken by the Institute, as far as the General Conference considers it advisable."

At a meeting between M. Jean Jacques Mayoux, Director of the Institute, and Heads of Sections, which took place on December 18th to discuss measures to be taken for implementing the Agreement between Unesco and the Institute, it was decided that, with a view to reporting in due time to the Economic and Social Council, a former official of the Institute would, once the programme of Unesco had finally taken shape, gather full information as to the degree to which Unesco will actually take over the previous activities.

Dr. Huxley has agreed that Mme. Nathalie Malterre, formerly attached to the staff of the Institute, should be taken over on the staff of Unesco on a temporary basis with a special mission of co-operation in the transfer of the Institute's assets and activities to Unesco and is preparing the report mentioned above. Mme. Malterre is now attached to the Section of External Relations (Room 121), and she will be calling in the course of next week on all Heads of Sections with a view to finding out the information required for establishing the report to the Economic and Social Council. We would appreciate your giving Mme. Malterre all facilities required for the accomplishment of her mission.

Copy to:

1. Dr. Huxley
2. Mr. Laves
3. Prof. Thomas

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE ET
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE ET
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

Considérant que, aux termes de sa Convention, l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture a été créée pour constituer l'Institution spécialisée des Nations Unies dans le domaine de l'éducation, la science et la culture, afin d'atteindre graduellement, au moyen de la coopération dans ces trois domaines, le but de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité, proclamé dans la Charte des Nations Unies;

Considérant d'autre part que l'Article XI, paragraphe 2, stipule que :

"Toutes les fois que la Conférence générale et les autorités compétentes de toute autre organisation ou institution intergouvernementale spécialisée poursuivant des activités et des objectifs analogues jugeront souhaitable de transférer à l'Organisation les ressources et fonctions de ladite organisation ou institution, le Directeur Général pourra, sous réserve de l'approbation de la Conférence, conclure, à la satisfaction des deux parties, les accords nécessaires;"

Considérant que la liquidation de la Société des Nations a entraîné la liquidation de l'Organisation Internationale de Coopération Intellectuelle, que doit suivre, à la date du 31 décembre 1946, celle de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;

Considérant qu'il est essentiel d'assurer, au moment de la suppression de l'Institut, la continuité de son œuvre sous la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture;

Considérant que, dans sa troisième Session, le Conseil économique et social a adopté la résolution suivante :

"Le Conseil économique et social recommande que, en vue du transfert futur à l'Unesco des fonctions et activités de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;

"1. la Commission préparatoire de l'Unesco et l'Institut soient priés d'entreprendre dès maintenant toutes négociations à ces fins;

.../

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

"2. le Secrétaire général des Nations Unies veuille étudier et faire rapport à la prochaine réunion de l'Assemblée générale sur les conditions dans lesquelles il sera opportun de disposer des avoirs de la Société des Nations sur l'Institut International de Coopération Intellectuelle, compte tenu des besoins respectifs des Nations Unies et de l'Unesco en cette matière".

Considérant que, dans la deuxième partie de sa première Session, ouverte à New-York le 25 octobre 1946, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la résolution suivante :

" 1. L'Assemblée générale recommande qu'aussitôt que possible après son établissement définitif, l'Unesco assume, conformément à l'Article II, paragraphe 2, de sa Charte, celle des fonctions et activités de l'Institut International de Coopération Intellectuelle qui peuvent être accomplies dans le cadre du programme adopté à la Conférence générale de l'Unesco et qui sont prévues dans le projet d'accord entre les Nations Unies et l'Unesco, aux termes de l'Article 63 de la Charte des Nations Unies.

" 2. L'Assemblée générale recommande en outre qu'un accord soit conclu entre l'Unesco et l'Institut, avant le 31 décembre 1946, afin de faciliter la reprise par l'Unesco des fonctions et activités mentionnées au paragraphe 1 de la présente résolution.

" 3. L'Assemblée générale, afin d'assurer, sous les auspices de l'Unesco, la continuité des travaux accomplis par l'Institut International de Coopération Intellectuelle, invite le Secrétaire général à autoriser l'Unesco à utiliser les avoirs de l'Institut qui ont été transférés par la Société des Nations aux Nations Unies";

l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et l'Institut International de Coopération Intellectuelle conviennent que :

Article 1 - Objet de l'accord

L'objet du présent accord est d'assurer, sous la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, et par des mesures appropriées, la continuité de l'oeuvre menée depuis 1924 par l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

Article 2 - Programme de l'Institut International de Coopération Intellectuelle

Dans le cadre du programme qui sera adopté par la Conférence générale dans sa première Session, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture s'efforcera d'assurer la continuité de l'oeuvre menée depuis 1924 par l'Institut International de Coopération Intellectuelle, et de mener à bien, en particulier, certains travaux entrepris par l'Institut, ceci dans la mesure où la Conférence l'estimera opportun.

The first part of the report deals with the general situation of the country and the progress of the work during the year. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved.

The second part of the report deals with the financial situation of the organization and the results of the various projects. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved.

The third part of the report deals with the administrative situation of the organization and the results of the various projects. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved.

The fourth part of the report deals with the future plans of the organization and the results of the various projects. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved.

The fifth part of the report deals with the conclusions of the organization and the results of the various projects. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved.

The sixth part of the report deals with the recommendations of the organization and the results of the various projects. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved.

The seventh part of the report deals with the summary of the organization and the results of the various projects. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved.

The eighth part of the report deals with the appendix of the organization and the results of the various projects. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved.

The ninth part of the report deals with the index of the organization and the results of the various projects. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved.

Article 3 - Utilisation par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture des avoirs de l'Institut International de Coopération Intellectuelle qui sont la propriété des Nations Unies

a) Nature de ces avoirs

Les avoirs de l'Institut International de Coopération Intellectuelle transférés aux Nations Unies par la Société des Nations se composent des éléments suivants :

- I) la bibliothèque de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;
- II) les archives de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;
- III) les stocks de publications de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, ainsi que les droits d'auteur et de publication y afférents;
- IV) le mobilier et le matériel acquis par l'Institut International de Coopération Intellectuelle depuis 1924.

b) Utilisation de ces avoirs

Conformément à la décision des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture aura, à partir du 31 décembre 1946, la jouissance des avoirs ci-dessus, ceci dans les conditions suivantes :

1) La bibliothèque de l'Institut International de Coopération Intellectuelle sera remise au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, dans la bibliothèque duquel elle formera un dépôt distinct.

2) Les archives de l'Institut International de Coopération Intellectuelle seront remises au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, dans les archives duquel elles formeront un dépôt distinct.

3) Les stocks de publications seront également remis au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Un accord spécial entre l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et les Nations Unies fixera les conditions dans lesquelles l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture pourra utiliser ces publications, avec les droits d'auteur et de publication y afférents.

4) Compte tenu des droits et intérêts des Nations Unies d'une part, et du Gouvernement français d'autre part, le mobi-

THE
FEDERAL
BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

REPORT OF THE
SPECIAL AGENT IN CHARGE
OF THE
BUREAU OF INVESTIGATION
ON THE
MATTER OF THE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

1. The Bureau of Investigation
has been advised by the
Department of Justice
that the following
information is being
furnished to the
Bureau of Investigation
for its information
and use.

2. The Bureau of Investigation
has been advised by the
Department of Justice
that the following
information is being
furnished to the
Bureau of Investigation
for its information
and use.

3. The Bureau of Investigation
has been advised by the
Department of Justice
that the following
information is being
furnished to the
Bureau of Investigation
for its information
and use.

4. The Bureau of Investigation
has been advised by the
Department of Justice
that the following
information is being
furnished to the
Bureau of Investigation
for its information
and use.

5. The Bureau of Investigation
has been advised by the
Department of Justice
that the following
information is being
furnished to the
Bureau of Investigation
for its information
and use.

lier et le matériel acquis par l'Institut International de Coopération Intellectuelle depuis 1924 seront remis à l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture qui en aura la jouissance.

Article 4 - Personnel de l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

A conditions égales de compétence et de mérites, et compte tenu des principes fixés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture pour le recrutement de son personnel, une considération particulière sera donnée à la candidature des anciens fonctionnaires de l'Institut qui, en raison de l'expérience acquise au service de celui-ci, seront en mesure de contribuer efficacement à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.

Article 5

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture et le Directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle prendront toutes mesures nécessaires à l'exécution du présent accord.

Article 6 - Entrée en vigueur

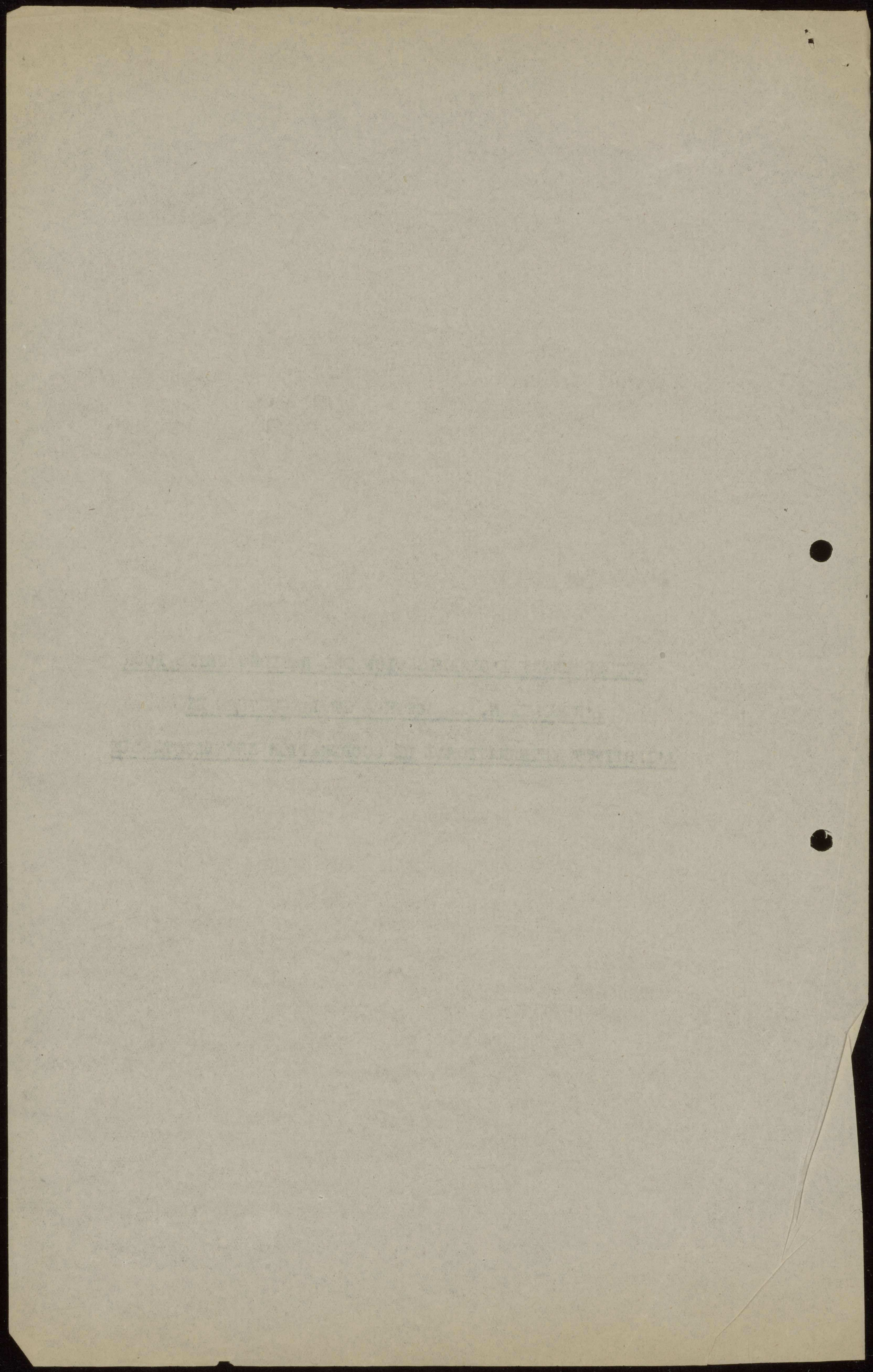
Le présent accord entrera en vigueur lorsque, ayant été approuvé par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, il aura été signé par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture et celui de l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

Avant sa signature, il sera communiqué aux Nations Unies et au Gouvernement français.

Signé : J.J. MAYOUX,
Directeur
de l'Institut
International
de Coopération
Intellectuelle.

Julian HUXLEY,
Directeur Général
de l'Organisation
des Nations Unies
pour l'Éducation,
la Science et la
Culture.

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE ET
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE



ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE ET
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

Considérant que, aux termes de sa Convention, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture a été créée pour constituer l'Institution spécialisée des Nations Unies dans le domaine de l'éducation, la science et la culture, afin d'atteindre graduellement, au moyen de la coopération dans ces trois domaines, le but de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité, proclamé dans la Charte des Nations Unies;

Considérant d'autre part que l'Article XI, paragraphe 2, stipule que :

"Toutes les fois que la Conférence générale et les autorités compétentes de toute autre organisation ou institution intergouvernementale spécialisée poursuivant des activités et des objectifs analogues jugeront souhaitable de transférer à l'Organisation les ressources et fonctions de ladite organisation ou institution, le Directeur Général pourra, sous réserve de l'approbation de la Conférence, conclure, à la satisfaction des deux parties, les accords nécessaires";

Considérant que la liquidation de la Société des Nations a entraîné la liquidation de l'Organisation Internationale de Coopération Intellectuelle, que doit suivre, à la date du 31 décembre 1946, celle de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;

Considérant qu'il est essentiel d'assurer, au moment de la suppression de l'Institut, la continuité de son oeuvre sous la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture;

Considérant que, dans sa troisième Session, le Conseil économique et social a adopté la résolution suivante :

"Le Conseil économique et social recommande que, en vue du transfert futur à l'Unesco des fonctions et activités de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;

"1. la Commission préparatoire de l'Unesco et l'Institut soient priés d'entreprendre dès maintenant toutes négociations à ces fins;

.../

"2. le Secrétaire général des Nations Unies veuille étudier et faire rapport à la prochaine réunion de l'Assemblée générale sur les conditions dans lesquelles il sera opportun de disposer des avoirs de la Société des Nations sur l'Institut International de Coopération Intellectuelle, compte tenu des besoins respectifs des Nations Unies et de l'Unesco en cette matière".

Considérant que, dans la deuxième partie de sa première Session, ouverte à New-York le 25 octobre 1946, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la résolution suivante :

" 1. L'Assemblée générale recommande qu'aussitôt que possible "après son établissement définitif, l'Unesco assume, conformément à l'Article XI, paragraphe 2, de sa Charte, celle des fonctions et activités de l'Institut International de Coopération Intellectuelle qui peuvent être accomplies dans le cadre du "programme adopté à la Conférence générale de l'Unesco et qui "sont prévues dans le projet d'accord entre les Nations Unies "et l'Unesco, aux termes de l'Article 63 de la Charte des Nations Unies.

" 2. L'Assemblée générale recommande en outre qu'un accord soit "conclu entre l'Unesco et l'Institut, avant le 31 décembre 1946, "afin de faciliter la reprise par l'Unesco des fonctions et activités mentionnées au paragraphe 1 de la présente résolution.

" 3. L'Assemblée générale, afin d'assurer, sous les auspices de "l'Unesco, la continuité des travaux accomplis par l'Institut "International de Coopération Intellectuelle, invite le Secrétaire général à autoriser l'Unesco à utiliser les avoirs de "l'Institut qui ont été transférés par la Société des Nations "aux Nations Unies";

l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et l'Institut International de Coopération Intellectuelle conviennent que :

Article 1 - Objet de l'accord

L'objet du présent accord est d'assurer, sous la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, et par des mesures appropriées, la continuité de l'oeuvre menée depuis 1924 par l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

Article 2 - Programme de l'Institut International de Coopération Intellectuelle

Dans le cadre du programme qui sera adopté par la Conférence générale dans sa première Session, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture s'efforcera d'assurer la continuité de l'oeuvre menée depuis 1924 par l'Institut International de Coopération Intellectuelle, et de mener à bien, en particulier, certains travaux entrepris par l'Institut, ceci dans la mesure où la Conférence l'estimera opportun.

1. The first part of the report deals with the general situation of the country and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

2. The second part of the report deals with the financial situation of the country and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

3. The third part of the report deals with the administrative situation of the country and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

4. The fourth part of the report deals with the judicial situation of the country and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

5. The fifth part of the report deals with the educational situation of the country and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

6. The sixth part of the report deals with the health situation of the country and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

7. The seventh part of the report deals with the social situation of the country and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

8. The eighth part of the report deals with the foreign relations of the country and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

9. The ninth part of the report deals with the internal security of the country and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

10. The tenth part of the report deals with the general conclusion of the year and the progress of the work done during the year. It also mentions the results of the various committees and the work of the different departments.

Article 3 - Utilisation par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture des avoirs de l'Institut International de Coopération Intellectuelle qui sont la propriété des Nations Unies

a) Nature de ces avoirs

Les avoirs de l'Institut International de Coopération Intellectuelle transférés aux Nations Unies par la Société des Nations se composent des éléments suivants :

- I) la bibliothèque de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;
- II) les archives de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;
- III) les stocks de publications de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, ainsi que les droits d'auteur et de publication y afférents;
- IV) le mobilier et le matériel acquis par l'Institut International de Coopération Intellectuelle depuis 1924.

b) Utilisation de ces avoirs

Conformément à la décision des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture aura, à partir du 31 décembre 1946, la jouissance des avoirs ci-dessus, ceci dans les conditions suivantes :

1) La bibliothèque de l'Institut International de Coopération Intellectuelle sera remise au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, dans la bibliothèque duquel elle formera un dépôt distinct.

2) Les archives de l'Institut International de Coopération Intellectuelle seront remises au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, dans les archives duquel elles formeront un dépôt distinct.

3) Les stocks de publications seront également remis au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Un accord spécial entre l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et les Nations Unies fixera les conditions dans lesquelles l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture pourra utiliser ces publications, avec les droits d'auteur et de publication y afférents.

4) Compte tenu des droits et intérêts des Nations Unies d'une part, et du Gouvernement français d'autre part, le mobilier et le matériel acquis par l'Institut International de Co-

1. The first part of the report deals with the general situation of the country and the progress of the work done during the year.

2. The second part of the report deals with the results of the work done during the year.

- (i) The first result of the work done during the year is the completion of the first part of the report.
- (ii) The second result of the work done during the year is the completion of the second part of the report.
- (iii) The third result of the work done during the year is the completion of the third part of the report.
- (iv) The fourth result of the work done during the year is the completion of the fourth part of the report.
- (v) The fifth result of the work done during the year is the completion of the fifth part of the report.

3. The third part of the report deals with the conclusions drawn from the work done during the year.

- (i) The first conclusion drawn from the work done during the year is that the progress made during the year has been satisfactory.
- (ii) The second conclusion drawn from the work done during the year is that the results of the work done during the year have been satisfactory.
- (iii) The third conclusion drawn from the work done during the year is that the conclusions drawn from the work done during the year have been satisfactory.
- (iv) The fourth conclusion drawn from the work done during the year is that the conclusions drawn from the work done during the year have been satisfactory.
- (v) The fifth conclusion drawn from the work done during the year is that the conclusions drawn from the work done during the year have been satisfactory.

4. The fourth part of the report deals with the recommendations made during the year.

pération Intellectuelle depuis 1924 seront remis à l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture qui en aura la jouissance.

Article 4 - Personnel de l'Institut International de Coopération Intellectuelle

A conditions égales de compétence et de mérites, et compte tenu des principes fixés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture pour le recrutement de son personnel, une considération particulière sera donnée à la candidature des anciens fonctionnaires de l'Institut qui, en raison de l'expérience acquise au service de celui-ci, seront en mesure de contribuer efficacement à l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Article 5

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et le Directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle prendront toutes mesures nécessaires à l'exécution du présent accord.

Article 6 - Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur lorsque, ayant été approuvé par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, il aura été signé par le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et celui de l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

Avant sa signature, il sera communiqué aux Nations Unies et au Gouvernement français.

UNESCO - UNITED NATIONS GENEVA OFFICE

Summary record of conversations at the Unesco Headquarters, Paris.

February 6th - 8th, 1947.

SUBJECTS

Problems concerning the assets of the
International Institute of Intellectual
Cooperation transferred to the United
Nations by the League of Nations.

PARTICIPANTS

For the United Nations	:	MR. ELKIN Assistant Director, Geneva Office.
For the International Institute of Intellectual Cooperation	:	M. J.J. MAYOUX Director.
For the French Government	:	M. GUY DORGET Ministry of Foreign Affairs.
For Unesco	:	M. ANDRE DE BLONAY Head of External Relations Section. M. J.S.C. WARENDORF Legal Adviser DR. J. KLAASESZ Administrative Officer.

Opening the conversations M. de BORNAY stated that, in a letter of December 9th, 1946, the Secretary-General of the United Nations had informed the Director-General of Unesco of the text of a resolution adopted by the United Nations General Assembly on November 19th, 1946 (Document A/136) concerning the transfer to Unesco of certain functions of the International Institute of Intellectual Cooperation and the use by Unesco of the Institute's assets which have been transferred to the United Nations.

In this Resolution the General Assembly had recommended that, as soon as possible, Unesco should take over such functions and activities of the Institute as may be performed within the scope of its programme, and that an agreement be concluded between Unesco and the Institute before December 31st, 1946 in order to facilitate the assumption by Unesco of these functions and activities.

Furthermore, the General Assembly, in order to ensure, under the auspices of Unesco, the continuity of the work performed by the Institute, had invited the Secretary-General to authorise Unesco to utilise the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations.

To this letter a reply was sent on December 20th, 1946, stating that the Resident Observer of Unesco at United Nations Headquarters would discuss with the United Nations several points arising out of the Agreement which, in accordance with the terms of the Resolution, the Director-General had entered into with the Director of the Institute, and which came into force on December 31st, 1946. The discussions would refer particularly to questions concerning the future use of the Institute's furniture and materials. The text of the Agreement was attached.

The Agreement entered into by the Director-General and the Director of the Institute on December 20th, 1946, quoted among others, the Resolution of the United Nations General Assembly in its preamble. Its purpose was to ensure by appropriate measures the continuity, under the responsibility of Unesco, of the work accomplished by the Institute. The nature of the Institute's assets was defined in Article 3. The Article stated that, according to the decision of the United Nations, Unesco would have, as from 31st December 1946, the use of the assets under the following conditions:-

- (1) The Institute's library should be handed over to Unesco and become a separate part of the Unesco library.
- (2) The Institute's archives should be handed over to Unesco and become a separate part of the latter's archives.
- (3) The stock of publications should be handed over to Unesco and the conditions under which Unesco shall use these publications, and the copyrights and publishing rights thereto pertaining, shall be determined by a special agreement between the United Nations and Unesco.
- (4) Due regard being had to the rights and interests of the United Nations on the one hand, and of the French Government on the other, the funds and materials acquired by the Institute shall be handed over to Unesco for the latter's use.

In the view of Unesco, the Secretary-General's letter of December 9th, 1946, together with the Resolution of the United Nations General Assembly, had placed the Institute's assets at the disposal of Unesco. Unesco's reply of December 20th, 1946, had been based on this interpretation of the Secretary-General's letter.

MR. ELKIN stated that the responsibility of the Director of the United Nations Geneva Office with regard to the transfer of the assets of the Institute to Unesco was a limited one. The Director was responsible, subject to the instructions of the Secretary-General, for the completion of the transfer of the assets of the League of Nations to the United Nations. Under the Common Plan adopted by the United Nations General Assembly and the last Assembly of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations and the Director of the United Nations Geneva office had signed an Agreement in July 1946 concerning the execution of the transfer to the United Nations of certain assets of the League. Under Article 2 of this Agreement, the transfer of rights in respect of moveable property related, among others, to any fittings, furniture, office equipment, books and stocks of supplies which would become the property of the League of Nations in consequence of the dissolution of the organisations and institutions subsidiary thereto. In execution of this Agreement the

Secretary-General of the League of Nations had, on December 6th, 1946, communicated to the Director of the United Nations Geneva office two inventories of moveable property of the International Institute of Intellectual Cooperation, pointing out that there were some discrepancies between the two inventories, inasmuch as certain articles mentioned in one did not seem to be accounted for in the other. The value of these articles had been estimated at about 8,000 Swiss francs.

According to the Secretary-General of the League of Nations the question of the valuation of the assets of the Institute could still be opened by the Liquidation Board of the League. Inasmuch as the Director of the United Nations Geneva office was responsible, subject to instructions from the Secretary-General of the United Nations, for the completion of the transfer of the assets of the League, it was his responsibility to see that the inventories which the League had sent him in December corresponded to the actual state of things and that their valuation could be accepted on behalf of the United Nations. On the other hand, the transfer of all these assets from the United Nations to Unesco was not his responsibility and was, unless he received instructions to the contrary, a matter to be settled as between Unesco and the United Nations Headquarters directly.

M. MAYOUX explained how the present position with regard to the assets of the Institute had come about. Originally, the French Government had provided the necessary funds for the equipment of the Institute and, in its letter of 3rd December, 1924 to the President of the League Council, had undertaken that, in the event of the abolition of the Institute any articles, and in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Institute, as well as any property acquired by the Institute during its period of operation, should remain the property of the League of Nations. After the outbreak of war the activities of the Institute had ceased and the Member States had discontinued any assistance to the Institute. When it was revived, after the Liberation, the French Government and the French Government alone, had carried all the financial burden for its administration. At the time of the London Conference in November 1945, which led to the establishment of Unesco, the French Government, desirous of giving its full support to the new organisation, decided to discontinue its support to the Institute. Inventories of the Institute's property had been passed on to the

515

League of Nations as early as April 1946. Towards the end of that year the French Government had informed the Institute that any financial assistance would cease as from January 1st, 1947.

Turning to the practical aspects of the questions under discussion, M. de BLONAY explained that the French Government had indicated that the premises of the Institute were required by it for the use of one of its institutions by March 1st, 1947. Preparations for the installation of this institution had to be initiated at once. In order to secure an orderly removal the premises would have to be vacated immediately. Unesco had therefore arranged for an inventory to be taken of the assets of the Institute and for a removal which was to begin on February 7th. Could the removal take place? There was further another question to be considered: The French Government was desirous of retaining the use of furniture which formed the contents of six or seven offices and he felt that arrangements should be made for this, particularly as originally the furniture was provided with funds granted by the French Government.

Mr. ELKIN pointed out the difficulties arising out of the early removal which would leave no opportunity for the United Nations to verify the inventories on the premises where the assets were located. If the verification took place on Unesco premises, who would be responsible for items which could not be found or which were in a damaged state? How could it be established which losses or damage were the result of the removal and which had occurred on the premises of the Institute before it?

Dr. WARENDORF thought that as long as the conditions and terms of the utilisation had not been settled with the United Nations the responsibility for the removal rested with the United Nations and Unesco could not be responsible for any loss or damage accruing either before the removal or during the removal. The question of who was to bear costs of the removal would also have to be settled.

M. DORGET stated that from the point of view of the French Government it was imperative that the premises should be made available as early as possible, and that it therefore was desirable that the removal should begin on February 7th.

Mr. ELKIN observed that a purely legal analysis of the situation might lead to some perplexing results. Did in fact the Secretary-General's letter of December 9th 1946 authorise Unesco to utilise the assets in question? Could this

authority be derived from an Agreement between Unesco and the Institute entered into before an agreement on the terms of the utilisation had been made between the United Nations and Unesco? In his view this might be doubted in view of the wording of paragraph 3 of the Resolution of the United Nations General Assembly. The question of responsibility for losses and damage accruing during the removal and for the costs of the removal was one to be settled between Unesco and the United Nations Headquarters. However, he doubted very much whether the United Nations would agree to assume this responsibility, particularly as the utilisation of the furniture was likely to be accorded to Unesco free of any charges.

All these questions would have to be the subject of negotiations at United Nations Headquarters. Here, in Paris, they were concerned with the practical aspects of the problem, i.e. whether the removal could take place on February 7th. Unesco had taken all reasonable steps in preparation of this removal and in checking up the inventories. The French Government desired that the premises should be vacated within the shortest possible time. In these circumstances, it seemed to Mr. Elkin that, subject to his Director's approval, the best plan would be that the removal should take place and that provided he could be satisfied that the inventories made by Unesco had been carefully prepared these inventories should be accepted as between the interested parties as constituting the true record of the assets of the Institute located at its present premises. The question of the responsibility for subsequent losses and damage would have to remain open for final settlement at the United Nations Headquarters. His Director would report in due course on the whole situation to the Secretary-General and would be able to say that in the circumstances this was the most reasonable course to follow.

With regard to the furniture which the French Government desired to retain Mr. ELKIN felt that provided it formed part of the inventories it could remain at the Institute's present premises. In the course of the negotiations between Unesco and the United Nations Headquarters it could then be decided whether this furniture should be placed at the disposal of the French Government, either by way of gift or by way of a loan directly by the

United Nations - a solution which would commend itself as it would free Unesco from any responsibility for the furniture - or whether Unesco would be authorised to pass it on to the French Government on terms to be decided at the United Nations Headquarters.

Dr. KLAASESZ explained the procedure followed in the establishment of the inventories. Representatives of both Unesco and the Institute had checked the assets piece by piece and he was satisfied that the inventory was very carefully done. Copies of it could later be made available to the Director of the United Nations Geneva Office.

During an inspection of the premises of the Institute, at the Palais Royal, the Unesco inventory was shown to Mr. Elkin. Items which had not been found at their proper place had been crossed out. Items not contained in the inventory of a given room but found in that room had been added to its inventory. It was the general impression of Dr. Klaasesz that few pieces had been missing. Mr. Elkin was informed that three types of items would remain on the premises and not be removed to Unesco Headquarters:

- (1) items originally loaned to the Institute by the "Mobilier National", underlined in red in the original inventory of the Institute and returned to their owner;
- (2) items considered by Unesco as fixtures, i.e., certain types of book-cases, wall mirrors, etc.;
- (3) the office furniture which the French Government desired to retain for its own use.

After the inspection, M. de BLONAY drew Mr. Elkin's attention to the fact that the furniture was partly in very bad condition indeed and generally showed signs of intensive use. Many pieces were in need of repair before they could be used.

Mr. ELKIN stated that he shared M. de Blonay's opinion.

Later on, Mr. ELKIN informed M^r de Blonay that his Director had agreed that subject to the Secretary-General's consent, the Unesco inventory should be considered as a record of the Institute's assets located at these premises before the removal began. The question of responsibility for loss and damage in the course of the removal would remain open for settlement as between Unesco and the United Nations Headquarters. His director would

consider whether it was necessary to send an expert to Paris for the final verification of the inventories and for the valuation. M. de Blonay informed Mr. Elkin that Dr. Laves had expressed his agreement with the procedure suggested above.

Paris, February 8th, 1947.

A.B. ELKIN.
Assistant Director
Geneva Office of the United Nations.

ANDRE DE BLONAY
Head of the External Relations
Section of Unesco.

UNESCO - UNITED NATIONS GENEVA OFFICE

Summary record of conversations at the Unesco Headquarters, Paris.

February 6th - 8th, 1947.

SUBJECTS

Problems concerning the assets of the
International Institute of Intellectual
Cooperation transferred to the United
Nations by the League of Nations.

PARTICIPANTS

For the United Nations	:	MR. ELKIN Assistant Director, Geneva Office.
For the International Institute of Intellectual Cooperation	:	M. J.J. MAYOUX Director.
For the French Government	:	M. GUY DORGET Ministry of Foreign Affairs.
For Unesco	:	M. ANDRE DE BLONAY Head of External Relations Section. M. J.S.C. WARENDORF Legal Adviser DR. J. KLAASESZ Administrative Officer.

Opening the conversations M. de BLOMAY stated that, in a letter of December 9th, 1946, the Secretary-General of the United Nations had informed the Director-General of Unesco of the text of a resolution adopted by the United Nations General Assembly on November 19th, 1946 (Document A/136) concerning the transfer to Unesco of certain functions of the International Institute of Intellectual Cooperation and the use by Unesco of the Institute's assets which have been transferred to the United Nations.

In this Resolution the General Assembly had recommended that, as soon as possible, Unesco should take over such functions and activities of the Institute as may be performed within the scope of its programme, and that an agreement be concluded between Unesco and the Institute before December 31st, 1946 in order to facilitate the assumption by Unesco of these functions and activities.

Furthermore, the General Assembly, in order to ensure, under the auspices of Unesco, the continuity of the work performed by the Institute, had invited the Secretary-General to authorise Unesco to utilise the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations.

To this letter a reply was sent on December 20th, 1946, stating that the Resident Observer of Unesco at United Nations Headquarters would discuss with the United Nations several points arising out of the Agreement which, in accordance with the terms of the Resolution, the Director-General had entered into with the Director of the Institute, and which came into force on December 31st, 1946. The discussions would refer particularly to questions concerning the future use of the Institute's furniture and materials. The text of the Agreement was attached.

The Agreement entered into by the Director-General and the Director of the Institute on December 20th, 1946, quoted among others, the Resolution of the United Nations General Assembly in its preamble. Its purpose was to ensure by appropriate measures the continuity, under the responsibility of Unesco, of the work accomplished by the Institute. The nature of the Institute's assets was defined in Article 3. The Article stated that, according to the decision of the United Nations, Unesco would have, as from 31st December 1946, the use of the assets under the following conditions:-

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

IN THE DEPARTMENT OF THE HISTORY OF ARTS
AND ARCHITECTURE
A THESIS SUBMITTED TO THE FACULTY
IN CANDIDACY FOR THE DEGREE OF
DOCTOR OF PHILOSOPHY
BY
[Name]

CHICAGO, ILLINOIS
[Date]

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

- (1) The Institute's library should be handed over to Unesco and become a separate part of the Unesco Library.
- (2) The Institute's archives should be handed over to Unesco and become a separate part of the latter's archives.
- (3) The stock of publications should be handed over to Unesco and the conditions under which Unesco shall use these publications, and the copyrights and publishing rights thereto pertaining, shall be determined by a special agreement between the United Nations and Unesco.
- (4) Due regard being had to the rights and interests of the United Nations on the one hand, and of the French Government on the other, the funds and materials acquired by the Institute shall be handed over to Unesco for the latter's use.

In the view of Unesco, the Secretary-General's letter of December 9th, 1946, together with the Resolution of the United Nations General Assembly, had placed the Institute's assets at the disposal of Unesco. Unesco's reply of December 20th, 1946, had been based on this interpretation of the Secretary-General's letter.

MR. ELKIN stated that the responsibility of the Director of the United Nations Geneva Office with regard to the transfer of the assets of the Institute to Unesco was a limited one. The Director was responsible, subject to the instructions of the Secretary-General, for the completion of the transfer of the assets of the League of Nations to the United Nations. Under the Common Plan adopted by the United Nations General Assembly and the last Assembly of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations and the Director of the United Nations Geneva office had signed an Agreement in July 1946 concerning the execution of the transfer to the United Nations of certain assets of the League. Under Article 2 of this Agreement, the transfer of rights in respect of moveable property related, among others, to any fittings, furniture, office equipment, books and stocks of supplies which would become the property of the League of Nations in consequence of the dissolution of the organisations and institutions subsidiary thereto. In execution of this Agreement the

The following is a summary of the results of the survey conducted in the year 1900.

The results of the survey are as follows:

1. The total number of respondents was 100.

2. The majority of respondents were male.

3. The majority of respondents were of the age group 20-30.

4. The majority of respondents were of the occupation group of students.

5. The majority of respondents were of the social class group of the middle class.

6. The majority of respondents were of the religious group of the Christian.

7. The majority of respondents were of the political group of the liberal.

8. The majority of respondents were of the economic group of the capitalist.

9. The majority of respondents were of the cultural group of the modernist.

10. The majority of respondents were of the artistic group of the realist.

11. The majority of respondents were of the literary group of the novelist.

12. The majority of respondents were of the scientific group of the physicist.

13. The majority of respondents were of the philosophical group of the philosopher.

14. The majority of respondents were of the historical group of the historian.

15. The majority of respondents were of the geographical group of the geographer.

16. The majority of respondents were of the biological group of the biologist.

17. The majority of respondents were of the medical group of the physician.

18. The majority of respondents were of the legal group of the lawyer.

19. The majority of respondents were of the engineering group of the engineer.

20. The majority of respondents were of the agricultural group of the farmer.

21. The majority of respondents were of the industrial group of the worker.

22. The majority of respondents were of the commercial group of the merchant.

23. The majority of respondents were of the financial group of the banker.

24. The majority of respondents were of the political group of the politician.

25. The majority of respondents were of the social group of the social reformer.

Secretary-General of the League of Nations had, on December 6th, 1946, communicated to the Director of the United Nations Geneva office two inventories of moveable property of the International Institute of Intellectual Cooperation, pointing out that there were some discrepancies between the two inventories, inasmuch as certain articles mentioned in one did not seem to be accounted for in the other. The value of these articles had been estimated at about 8,000 Swiss francs.

According to the Secretary-General of the League of Nations the question of the valuation of the assets of the Institute could still be opened by the Liquidation Board of the League. Inasmuch as the Director of the United Nations Geneva office was responsible, subject to instructions from the Secretary-General of the United Nations, for the completion of the transfer of the assets of the League, it was his responsibility to see that the inventories which the League had sent him in December corresponded to the actual state of things and that their valuation could be accepted on behalf of the United Nations. On the other hand, the transfer of all these assets from the United Nations to Unesco was not his responsibility and was, unless he received instructions to the contrary, a matter to be settled as between Unesco and the United Nations Headquarters directly.

M. MAYOUX explained how the present position with regard to the assets of the Institute had come about. Originally, the French Government had provided the necessary funds for the equipment of the Institute and, in its letter of 3rd December, 1924 to the President of the League Council, had undertaken that, in the event of the abolition of the Institute any articles, and in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Institute, as well as any property acquired by the Institute during its period of operation, should remain the property of the League of Nations. After the outbreak of war the activities of the Institute had ceased and the Member States had discontinued any assistance to the Institute. When it was revived, after the Liberation, the French Government and the French Government alone, had carried all the financial burden for its administration. At the time of the London Conference in November 1945, which led to the establishment of Unesco, the French Government, desirous of giving its full support to the new organisation, decided to discontinue its support to the Institute. Inventories of the Institute's property had been passed on to the

League of Nations as early as April 1946. Towards the end of that year the French Government had informed the Institute that any financial assistance would cease as from January 1st, 1947.

Turning to the practical aspects of the questions under discussion, M. de BLONAY explained that the French Government had indicated that the premises of the Institute were required by it for the use of one of its institutions by March 1st, 1947. Preparations for the installation of this institution had to be initiated at once. In order to secure an orderly removal the premises would have to be vacated immediately. Unesco had therefore arranged for an inventory to be taken of the assets of the Institute and for a removal which was to begin on February 7th. Could the removal take place? There was further another question to be considered: The French Government was desirous of retaining the use of furniture which formed the contents of six or seven offices and he felt that arrangements should be made for this, particularly as originally the furniture was provided with funds granted by the French Government.

Mr. ELKIN pointed out the difficulties arising out of the early removal which would leave no opportunity for the United Nations to verify the inventories on the premises where the assets were located. If the verification took place on Unesco premises, who would be responsible for items which could not be found or which were in a damaged state? How could it be established which losses or damage were the result of the removal and which had occurred on the premises of the Institute before it?

Dr. WARENDORF thought that as long as the conditions and terms of the utilisation had not been settled with the United Nations the responsibility for the removal rested with the United Nations and Unesco could not be responsible for any loss or damage accruing either before the removal or during the removal. The question of who was to bear costs of the removal would also have to be settled.

M. DORGET stated that from the point of view of the French Government it was imperative that the premises should be made available as early as possible, and that it therefore was desirable that the removal should begin on February 7th.

Mr. ELKIN observed that a purely legal analysis of the situation might lead to some perplexing results. Did in fact the Secretary-General's letter of December 9th 1946 authorise Unesco to utilise the assets in question? Could this

authority be derived from an Agreement between Unesco and the Institute entered into before an agreement on the terms of the utilisation had been made between the United Nations and Unesco? In his view this might be doubted in view of the wording of paragraph 3 of the Resolution of the United Nations General Assembly. The question of responsibility for losses and damage accruing during the removal and for the costs of the removal was one to be settled between Unesco and the United Nations Headquarters. However, he doubted very much whether the United Nations would agree to assume this responsibility, particularly as the utilisation of the furniture was likely to be accorded to Unesco free of any charges.

All these questions would have to be the subject of negotiations at United Nations Headquarters. Here, in Paris, they were concerned with the practical aspects of the problem, i.e. whether the removal could take place on February 7th. Unesco had taken all reasonable steps in preparation of this removal and in checking up the inventories. The French Government desired that the premises should be vacated within the shortest possible time. In these circumstances, it seemed to Mr. Elkin that, subject to his Director's approval, the best plan would be that the removal should take place and that provided he could be satisfied that the inventories made by Unesco had been carefully prepared these inventories should be accepted as between the interested parties as constituting the true record of the assets of the Institute located at its present premises. The question of the responsibility for subsequent losses and damage would have to remain open for final settlement at the United Nations Headquarters. His Director would report in due course on the whole situation to the Secretary-General and would be able to say that in the circumstances this was the most reasonable course to follow.

With regard to the furniture which the French Government desired to retain Mr. ELKIN felt that provided it formed part of the inventories it could remain at the Institute's present premises. In the course of the negotiations between Unesco and the United Nations Headquarters it could then be decided whether this furniture should be placed at the disposal of the French Government, either by way of gift or by way of a loan directly by the

United Nations - a solution which would commend itself as it would free Unesco from any responsibility for the furniture - or whether Unesco would be authorised to pass it on to the French Government on terms to be decided at the United Nations Headquarters.

Dr. KLAASESZ explained the procedure followed in the establishment of the inventories. Representatives of both Unesco and the Institute had checked the assets piece by piece and he was satisfied that the inventory was very carefully done. Copies of it could later be made available to the Director of the United Nations Geneva Office.

During an inspection of the premises of the Institute, at the Palais Royal, the Unesco inventory was shown to Mr. Elkin. Items which had not been found at their proper place had been crossed out. Items not contained in the inventory of a given room but found in that room had been added to its inventory. It was the general impression of Dr. Klaasesz that few pieces had been missing. Mr. Elkin was informed that three types of items would remain on the premises and not be removed to Unesco Headquarters: (1) items originally loaned to the Institute by the "Mobilier National", underlined in red in the original inventory of the Institute and returned to their owner; (2) items considered by Unesco as fixtures, i.e., certain types of book-cases, wall mirrors, etc.; (3) the office furniture which the French Government desired to retain for its own use.

After the inspection, M. de BLONAY drew Mr. Elkin's attention to the fact that the furniture was partly in very bad condition indeed and generally showed signs of intensive use. Many pieces were in need of repair before they could be used.

Mr. ELKIN stated that he shared M. de Blonay's opinion.

Later on, Mr. ELKIN informed Mr de Blonay that his Director had agreed that subject to the Secretary-General's consent, the Unesco inventory should be considered as a record of the Institute's assets located at these premises before the removal began. The question of responsibility for loss and damage in the course of the removal would remain open for settlement as between Unesco and the United Nations Headquarters. His director would

consider whether it was necessary to send an expert to Paris for the final verification of the inventories and for the valuation. M. de Blonay informed Mr. Elkin that Dr. Laves had expressed his agreement with the procedure suggested above.

Paris, February 8th, 1947.

A.B. ELKIN.
Assistant Director
Geneva Office of the United Nations.

ANDRE DE BLONAY
Head of the External Relations
Section of Unesco.

UNESCO - UNITED NATIONS GENEVA OFFICE

Summary record of conversations at the Unesco Headquarters, Paris.

February 6th - 8th, 1947.

SUBJECTS

Problems concerning the assets of the
International Institute of Intellectual
Cooperation transferred to the United
Nations by the League of Nations.

PARTICIPANTS

For the United Nations	:	MR. ELKIN Assistant Director, Geneva Office.
For the International Institute of Intellectual Cooperation	:	M. J.J. MAYOUX Director.
For the French Government	:	M. GUY DORGET Ministry of Foreign Affairs.
For Unesco	:	M. ANDRÉ DE BLONAY Head of External Relations Section. M. J.S.C. WARENDORF Legal Adviser DR. J. KLAASESE Administrative Officer.

Opening the conversations M. de BLONAY stated that, in a letter of December 9th, 1946, the Secretary-General of the United Nations had informed the Director-General of Unesco of the text of a resolution adopted by the United Nations General Assembly on November 19th, 1946 (Document A/136) concerning the transfer to Unesco of certain functions of the International Institute of Intellectual Cooperation and the use by Unesco of the Institute's assets which have been transferred to the United Nations.

In this Resolution the General Assembly had recommended that, as soon as possible, Unesco should take over such functions and activities of the Institute as may be performed within the scope of its programme, and that an agreement be concluded between Unesco and the Institute before December 31st, 1946 in order to facilitate the assumption by Unesco of these functions and activities.

Furthermore, the General Assembly, in order to ensure, under the auspices of Unesco, the continuity of the work performed by the Institute, had invited the Secretary-General to authorise Unesco to utilise the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations.

To this letter a reply was sent on December 20th, 1946, stating that the Resident Observer of Unesco at United Nations Headquarters would discuss with the United Nations several points arising out of the Agreement which, in accordance with the terms of the Resolution, the Director-General had entered into with the Director of the Institute, and which came into force on December 31st, 1946. The discussions would refer particularly to questions concerning the future use of the Institute's furniture and materials. The text of the Agreement was attached.

The Agreement entered into by the Director-General and the Director of the Institute on December 20th, 1946, quoted among others, the Resolution of the United Nations General Assembly in its preamble. Its purpose was to ensure by appropriate measures the continuity, under the responsibility of Unesco, of the work accomplished by the Institute. The nature of the Institute's assets was defined in Article 3. The Article stated that, according to the decision of the United Nations, Unesco would have, as from 31st December 1946, the use of the assets under the following conditions:-

- (1) The Institute's library should be handed over to Unesco and become a separate part of the Unesco Library.
- (2) The Institute's archives should be handed over to Unesco and become a separate part of the latter's archives.
- (3) The stock of publications should be handed over to Unesco and the conditions under which Unesco shall use these publications, and the copyrights and publishing rights thereto pertaining, shall be determined by a special agreement between the United Nations and Unesco.
- (4) Due regard being had to the rights and interests of the United Nations on the one hand, and of the French Government on the other, the funds and materials acquired by the Institute shall be handed over to Unesco for the latter's use.

In the view of Unesco, the Secretary-General's letter of December 9th, 1946, together with the Resolution of the United Nations General Assembly, had placed the Institute's assets at the disposal of Unesco. Unesco's reply of December 20th, 1946, had been based on this interpretation of the Secretary-General's letter.

MR. ELKIN stated that the responsibility of the Director of the United Nations Geneva Office with regard to the transfer of the assets of the Institute to Unesco was a limited one. The Director was responsible, subject to the instructions of the Secretary-General, for the completion of the transfer of the assets of the League of Nations to the United Nations. Under the Common Plan adopted by the United Nations General Assembly and the last Assembly of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations and the Director of the United Nations Geneva office had signed an Agreement in July 1946 concerning the execution of the transfer to the United Nations of certain assets of the League. Under Article 2 of this Agreement, the transfer of rights in respect of moveable property related, among others, to any fittings, furniture, office equipment, books and stocks of supplies which would become the property of the League of Nations in consequence of the dissolution of the organisations and institutions subsidiary thereto. In execution of this Agreement the

Secretary-General of the League of Nations had, on December 6th, 1946, communicated to the Director of the United Nations Geneva office two inventories of moveable property of the International Institute of Intellectual Cooperation, pointing out that there were some discrepancies between the two inventories, inasmuch as certain articles mentioned in one did not seem to be accounted for in the other. The value of these articles had been estimated at about 8,000 Swiss francs.

According to the Secretary-General of the League of Nations the question of the valuation of the assets of the Institute could still be opened by the Liquidation Board of the League. Inasmuch as the Director of the United Nations Geneva office was responsible, subject to instructions from the Secretary-General of the United Nations, for the completion of the transfer of the assets of the League, it was his responsibility to see that the inventories which the League had sent him in December corresponded to the actual state of things and that their valuation could be accepted on behalf of the United Nations. On the other hand, the transfer of all these assets from the United Nations to Unesco was not his responsibility and was, unless he received instructions to the contrary, a matter to be settled as between Unesco and the United Nations Headquarters directly.

M. MAYOUX explained how the present position with regard to the assets of the Institute had come about. Originally, the French Government had provided the necessary funds for the equipment of the Institute and, in its letter of 3rd December, 1924 to the President of the League Council, had undertaken that, in the event of the abolition of the Institute any articles, and in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Institute, as well as any property acquired by the Institute during its period of operation, should remain the property of the League of Nations. After the outbreak of war the activities of the Institute had ceased and the Member States had discontinued any assistance to the Institute. When it was revived, after the Liberation, the French Government and the French Government alone, had carried all the financial burden for its administration. At the time of the London Conference in November 1945, which led to the establishment of Unesco, the French Government, desirous of giving its full support to the new organisation, decided to discontinue its support to the Institute. Inventories of the Institute's property had been passed on to the

170

The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem of the origin of life. It is shown that the problem is one of the most important and interesting in the history of science. The author discusses the various theories of the origin of life, and shows that the most probable one is that life originated from non-living matter. The author also discusses the possibility of life existing on other planets, and shows that it is very probable that life does exist elsewhere in the universe.

The second part of the paper is devoted to a detailed discussion of the chemical evolution of life. It is shown that the first step in the evolution of life was the formation of simple organic molecules from inorganic matter. These molecules then combined to form more complex molecules, and finally to form the first living organisms. The author discusses the various stages of this process, and shows that it is very probable that life originated in this way.

The third part of the paper is devoted to a discussion of the evolution of life from simple to complex organisms. It is shown that the first living organisms were very simple, and that they evolved into more complex organisms over time. The author discusses the various stages of this process, and shows that it is very probable that life evolved in this way.

The fourth part of the paper is devoted to a discussion of the evolution of life from simple to complex organisms. It is shown that the first living organisms were very simple, and that they evolved into more complex organisms over time. The author discusses the various stages of this process, and shows that it is very probable that life evolved in this way.

League of Nations as early as April 1946. Towards the end of that year the French Government had informed the Institute that any financial assistance would cease as from January 1st, 1947.

Turning to the practical aspects of the questions under discussion, M. de BLONAY explained that the French Government had indicated that the premises of the Institute were required by it for the use of one of its institutions by March 1st, 1947. Preparations for the installation of this institution had to be initiated at once. In order to secure an orderly removal the premises would have to be vacated immediately. Unesco had therefore arranged for an inventory to be taken of the assets of the Institute and for a removal which was to begin on February 7th. Could the removal take place? There was further another question to be considered: The French Government was desirous of retaining the use of furniture which formed the contents of six or seven offices and he felt that arrangements should be made for this, particularly as originally the furniture was provided with funds granted by the French Government.

Mr. ELKIN pointed out the difficulties arising out of the early removal which would leave no opportunity for the United Nations to verify the inventories on the premises where the assets were located. If the verification took place on Unesco premises, who would be responsible for items which could not be found or which were in a damaged state? How could it be established which losses or damage were the result of the removal and which had occurred on the premises of the Institute before it?

Dr. WARENDORF thought that as long as the conditions and terms of the utilisation had not been settled with the United Nations the responsibility for the removal rested with the United Nations and Unesco could not be responsible for any loss or damage accruing either before the removal or during the removal. The question of who was to bear costs of the removal would also have to be settled.

M. DORGET stated that from the point of view of the French Government it was imperative that the premises should be made available as early as possible, and that it therefore was desirable that the removal should begin on February 7th.

Mr. ELKIN observed that a purely legal analysis of the situation might lead to some perplexing results. Did in fact the Secretary-General's letter of December 9th 1946 authorise Unesco to utilise the assets in question? Could this

authority be derived from an Agreement between Unesco and the Institute entered into before an agreement on the terms of the utilisation had been made between the United Nations and Unesco? In his view this might be doubted in view of the wording of paragraph 3 of the Resolution of the United Nations General Assembly. The question of responsibility for losses and damage accruing during the removal and for the costs of the removal was one to be settled between Unesco and the United Nations Headquarters. However, he doubted very much whether the United Nations would agree to assume this responsibility, particularly as the utilisation of the furniture was likely to be accorded to Unesco free of any charges.

All these questions would have to be the subject of negotiations at United Nations Headquarters. Here, in Paris, they were concerned with the practical aspects of the problem, i.e. whether the removal could take place on February 7th. Unesco had taken all reasonable steps in preparation of this removal and in checking up the inventories. The French Government desired that the premises should be vacated within the shortest possible time. In these circumstances, it seemed to Mr. Elkin that, subject to his Director's approval, the best plan would be that the removal should take place and that provided he could be satisfied that the inventories made by Unesco had been carefully prepared these inventories should be accepted as between the interested parties as constituting the true record of the assets of the Institute located at its present premises. The question of the responsibility for subsequent losses and damage would have to remain open for final settlement at the United Nations Headquarters. His Director would report in due course on the whole situation to the Secretary-General and would be able to say that in the circumstances this was the most reasonable course to follow.

With regard to the furniture which the French Government desired to retain Mr. ELKIN felt that provided it formed part of the inventories it could remain at the Institute's present premises. In the course of the negotiations between Unesco and the United Nations Headquarters it could then be decided whether this furniture should be placed at the disposal of the French Government, either by way of gift or by way of a loan directly by the

United Nations - a solution which would commend itself as it would free Unesco from any responsibility for the furniture - or whether Unesco would be authorised to pass it on to the French Government on terms to be decided at the United Nations Headquarters.

Dr. KLAASESZ explained the procedure followed in the establishment of the inventories. Representatives of both Unesco and the Institute had checked the assets piece by piece and he was satisfied that the inventory was very carefully done. Copies of it could later be made available to the Director of the United Nations Geneva Office.

During an inspection of the premises of the Institute, at the Palais Royal, the Unesco inventory was shown to Mr. Elkin. Items which had not been found at their proper place had been crossed out. Items not contained in the inventory of a given room but found in that room had been added to its inventory. It was the general impression of Dr. Klaasz that few pieces had been missing. Mr. Elkin was informed that three types of items would remain on the premises and not be removed to Unesco Headquarters: (1) items originally loaned to the Institute by the "Mobilier National", underlined in red in the original inventory of the Institute and returned to their owner; (2) items considered by Unesco as fixtures, i.e., certain types of book-cases, wall mirrors, etc.; (3) the office furniture which the French Government desired to retain for its own use.

After the inspection, M. de ELONAY drew Mr. Elkin's attention to the fact that the furniture was partly in very bad condition indeed and generally showed signs of intensive use. Many pieces were in need of repair before they could be used.

Mr. ELKIN stated that he shared M. de Elonay's opinion.

Later on, Mr. ELKIN informed M^r de Elonay that his Director had agreed that subject to the Secretary-General's consent, the Unesco inventory should be considered as a record of the Institute's assets located at these premises before the removal began. The question of responsibility for loss and damage in the course of the removal would remain open for settlement as between Unesco and the United Nations Headquarters. His director would

consider whether it was necessary to send an expert to Paris for the final verification of the inventories and for the valuation. M. de Blonay informed Mr. Elkin that Dr. Laves had expressed his agreement with the procedure suggested above.

Paris, February 8th, 1947.

A.B. ELKIN.
Assistant Director
Geneva Office of the United Nations.

ANDRE DE BLONAY
Head of the External Relations
Section of Unesco.

UNESCO - UNITED NATIONS GENEVA OFFICE

Summary record of conversations at the Unesco Headquarters, Paris.

February 6th - 8th, 1947.

SUBJECTS

Problems concerning the assets of the
International Institute of Intellectual
Cooperation transferred to the United
Nations by the League of Nations.

PARTICIPANTS

For the United Nations	:	MR. ELKIN Assistant Director, Geneva Office.
For the International Institute of Intellectual Cooperation	:	M. J. J. MAYOUX Director.
For the French Government	:	M. GUY DORGET Ministry of Foreign Affairs.
For Unesco	:	M. ANDRÉ DE BLONAY Head of External Relations Section. M. J. S. C. WARENDORF Legal Adviser DR. J. KLAASESZ Administrative Officer.

Opening the conversations M. de HUCHAY stated that, in a letter of December 9th, 1946, the Secretary-General of the United Nations had informed the Director-General of Unesco of the text of a resolution adopted by the United Nations General Assembly on November 19th, 1946 (Document A/136) concerning the transfer to Unesco of certain functions of the International Institute of Intellectual Cooperation and the use by Unesco of the Institute's assets which have been transferred to the United Nations.

In this Resolution the General Assembly had recommended that, as soon as possible, Unesco should take over such functions and activities of the Institute as may be performed within the scope of its programme, and that an agreement be concluded between Unesco and the Institute before December 31st, 1946 in order to facilitate the assumption by Unesco of these functions and activities.

Furthermore, the General Assembly, in order to ensure, under the auspices of Unesco, the continuity of the work performed by the Institute, had invited the Secretary-General to authorise Unesco to utilise the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations.

To this letter a reply was sent on December 20th, 1946, stating that the Resident Observer of Unesco at United Nations Headquarters would discuss with the United Nations several points arising out of the Agreement which, in accordance with the terms of the Resolution, the Director-General had entered into with the Director of the Institute, and which came into force on December 31st, 1946. The discussions would refer particularly to questions concerning the future use of the Institute's furniture and materials. The text of the Agreement was attached.

The Agreement entered into by the Director-General and the Director of the Institute on December 20th, 1946, quoted among others, the Resolution of the United Nations General Assembly in its preamble. Its purpose was to ensure by appropriate measures the continuity, under the responsibility of Unesco, of the work accomplished by the Institute. The nature of the Institute's assets was defined in Article 3. The Article stated that, according to the decision of the United Nations, Unesco would have, as from 31st December 1946, the use of the assets under the following conditions:-

- (1) The Institute's library should be handed over to Unesco and become a separate part of the Unesco Library.
- (2) The Institute's archives should be handed over to Unesco and become a separate part of the latter's archives.
- (3) The stock of publications should be handed over to Unesco and the conditions under which Unesco shall use these publications, and the copyrights and publishing rights thereto pertaining, shall be determined by a special agreement between the United Nations and Unesco.
- (4) Due regard being had to the rights and interests of the United Nations on the one hand, and of the French Government on the other, the funds and materials acquired by the Institute shall be handed over to Unesco for the latter's use.

In the view of Unesco, the Secretary-General's letter of December 9th, 1946, together with the Resolution of the United Nations General Assembly, had placed the Institute's assets at the disposal of Unesco. Unesco's reply of December 20th, 1946, had been based on this interpretation of the Secretary-General's letter.

MR. ELKIN stated that the responsibility of the Director of the United Nations Geneva Office with regard to the transfer of the assets of the Institute to Unesco was a limited one. The Director was responsible, subject to the instructions of the Secretary-General, for the completion of the transfer of the assets of the League of Nations to the United Nations. Under the Common Plan adopted by the United Nations General Assembly and the last Assembly of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations and the Director of the United Nations Geneva office had signed an Agreement in July 1946 concerning the execution of the transfer to the United Nations of certain assets of the League. Under Article 2 of this Agreement, the transfer of rights in respect of moveable property related, among others, to any fittings, furniture, office equipment, books and stocks of supplies which would become the property of the League of Nations in consequence of the dissolution of the organizations and institutions subsidiary thereto. In execution of this Agreement the

Secretary-General of the League of Nations had, on December 6th, 1946, communicated to the Director of the United Nations Geneva office two inventories of moveable property of the International Institute of Intellectual Cooperation, pointing out that there were some discrepancies between the two inventories, inasmuch as certain articles mentioned in one did not seem to be accounted for in the other. The value of these articles had been estimated at about 8,000 Swiss francs.

According to the Secretary-General of the League of Nations the question of the valuation of the assets of the Institute could still be opened by the Liquidation Board of the League. Inasmuch as the Director of the United Nations Geneva office was responsible, subject to instructions from the Secretary-General of the United Nations, for the completion of the transfer of the assets of the League, it was his responsibility to see that the inventories which the League had sent him in December corresponded to the actual state of things and that their valuation could be accepted on behalf of the United Nations. On the other hand, the transfer of all these assets from the United Nations to Unesco was not his responsibility and was, unless he received instructions to the contrary, a matter to be settled as between Unesco and the United Nations Headquarters directly.

M. MAYOUX explained how the present position with regard to the assets of the Institute had come about. Originally, the French Government had provided the necessary funds for the equipment of the Institute and, in its letter of 3rd December, 1924, to the President of the League Council, had undertaken that, in the event of the abolition of the Institute any articles, and in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Institute, as well as any property acquired by the Institute during its period of operation, should remain the property of the League of Nations. After the outbreak of war the activities of the Institute had ceased and the Member States had discontinued any assistance to the Institute. When it was revived, after the Liberation, the French Government and the French Government alone, had carried all the financial burden for its administration. At the time of the London Conference in November 1945, which led to the establishment of Unesco, the French Government, desirous of giving its full support to the new organisation, decided to discontinue its support to the Institute. Inventories of the Institute's property had been passed on to the

THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON
FROM THE FIRST SETTLEMENT
TO THE PRESENT TIME
BY
JOHN HUTCHINGS
OF THE BOSTON BAR
IN TWO VOLUMES
VOL. I.
BOSTON: PUBLISHED BY
J. B. ALLEN, 1825.

THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON
FROM THE FIRST SETTLEMENT
TO THE PRESENT TIME
BY
JOHN HUTCHINGS
OF THE BOSTON BAR
IN TWO VOLUMES
VOL. II.
BOSTON: PUBLISHED BY
J. B. ALLEN, 1825.

League of Nations as early as April 1946. Towards the end of that year the French Government had informed the Institute that any financial assistance would cease as from January 1st, 1947.

Turning to the practical aspects of the questions under discussion, M. de BLONAY explained that the French Government had indicated that the premises of the Institute were required by it for the use of one of its institutions by March 1st, 1947. Preparations for the installation of this institution had to be initiated at once. In order to secure an orderly removal the premises would have to be vacated immediately. Unesco had therefore arranged for an inventory to be taken of the assets of the Institute and for a removal which was to begin on February 7th. Could the removal take place? There was further another question to be considered: The French Government was desirous of retaining the use of furniture which formed the contents of six or seven offices and he felt that arrangements should be made for this, particularly as originally the furniture was provided with funds granted by the French Government.

Mr. ELKIN pointed out the difficulties arising out of the early removal which would leave no opportunity for the United Nations to verify the inventories on the premises where the assets were located. If the verification took place on Unesco premises, who would be responsible for items which could not be found or which were in a damaged state? How could it be established which losses or damage were the result of the removal and which had occurred on the premises of the Institute before it?

Dr. WARRENDOFF thought that as long as the conditions and terms of the utilisation had not been settled with the United Nations the responsibility for the removal rested with the United Nations and Unesco could not be responsible for any loss or damage accruing either before the removal or during the removal. The question of who was to bear costs of the removal would also have to be settled.

M. DORGET stated that from the point of view of the French Government it was imperative that the premises should be made available as early as possible, and that it therefore was desirable that the removal should begin on February 7th.

Mr. ELKIN observed that a purely legal analysis of the situation might lead to some perplexing results. Did in fact the Secretary-General's letter of December 9th 1946 authorise Unesco to utilise the assets in question? Could this

authority be derived from an Agreement between Unesco and the Institute entered into before an agreement on the terms of the utilisation had been made between the United Nations and Unesco? In his view this might be doubted in view of the wording of paragraph 3 of the Resolution of the United Nations General Assembly. The question of responsibility for losses and damage accruing during the removal and for the costs of the removal was one to be settled between Unesco and the United Nations Headquarters. However, he doubted very much whether the United Nations would agree to assume this responsibility, particularly as the utilisation of the furniture was likely to be accorded to Unesco free of any charges.

All these questions would have to be the subject of negotiations at United Nations Headquarters. Here, in Paris, they were concerned with the practical aspects of the problem, i.e. whether the removal could take place on February 7th. Unesco had taken all reasonable steps in preparation of this removal and in checking up the inventories. The French Government desired that the premises should be vacated within the shortest possible time. In these circumstances, it seemed to Mr. Elkin that, subject to his Director's approval, the best plan would be that the removal should take place and that provided he could be satisfied that the inventories made by Unesco had been carefully prepared these inventories should be accepted as between the interested parties as constituting the true record of the assets of the Institute located at its present premises. The question of the responsibility for subsequent losses and damage would have to remain open for final settlement at the United Nations Headquarters. His Director would report in due course on the whole situation to the Secretary-General and would be able to say that in the circumstances this was the most reasonable course to follow.

With regard to the furniture which the French Government desired to retain Mr. ELKIN felt that provided it formed part of the inventories it could remain at the Institute's present premises. In the course of the negotiations between Unesco and the United Nations Headquarters it could then be decided whether this furniture should be placed at the disposal of the French Government, either by way of gift or by way of a loan directly by the

United Nations - a solution which would commend itself as it would free Unesco from any responsibility for the furniture - or whether Unesco would be authorized to pass it on to the French Government on terms to be decided at the United Nations Headquarters.

Dr. KLAASESZ explained the procedure followed in the establishment of the inventories. Representatives of both Unesco and the Institute had checked the assets piece by piece and he was satisfied that the inventory was very carefully done. Copies of it could later be made available to the Director of the United Nations Geneva Office.

During an inspection of the premises of the Institute, at the Palais Royal, the Unesco inventory was shown to Mr. Elkin. Items which had not been found at their proper place had been crossed out. Items not contained in the inventory of a given room but found in that room had been added to its inventory. It was the general impression of Dr. Klaasz that few pieces had been missing. Mr. Elkin was informed that three types of items would remain on the premises and not be removed to Unesco Headquarters: (1) items originally loaned to the Institute by the "Mobilier National", underlined in red in the original inventory of the Institute and returned to their owner; (2) items considered by Unesco as fixtures, i.e., certain types of book-cases, wall mirrors, etc.; (3) the office furniture which the French Government desired to retain for its own use.

After the inspection, M. de ELONAY drew Mr. Elkin's attention to the fact that the furniture was partly in very bad condition indeed and generally showed signs of intensive use. Many pieces were in need of repair before they could be used.

Mr. ELKIN stated that he shared M. de Elonay's opinion.

Later on, Mr. ELKIN informed M^{re} de Elonay that his Director had agreed that subject to the Secretary-General's consent, the Unesco inventory should be considered as a record of the Institute's assets located at these premises before the removal began. The question of responsibility for loss and damage in the course of the removal would remain open for settlement as between Unesco and the United Nations Headquarters. His director would

consider whether it was necessary to send an expert to Paris for the final verification of the inventories and for the valuation. M. de Blonay informed Mr. Elkin that Dr. Laves had expressed his agreement with the procedure suggested above.

Paris, February 8th, 1947.

A.B. ELKIN.
Assistant Director
Geneva Office of the United Nations.

ANDRE DE BLONAY
Head of the External Relations
Section of Unesco.

2 on white paper
4 carbon copies

by H. O. Cl.

UNESCO - UNITED NATIONS GENEVA OFFICE

Summary record of conversations at the
UNESCO Headquarters, Paris.

Subjects.

Problems

concerning the assets of the International
Institute of Intellectual Cooperation
transferred to the United Nations by
the League of Nations.

Participants

for the United Nations:

Mr. ELKIN,
Assistant Director
^{Geneva}
UNESCO Office

for the International
Institute of Intellectual
Cooperation.

Mr. J. J. Mayeux
^{Mayeux}
Director

for the French Government

Mr. Guy Doregl
^{Doregl}
Ministry of Foreign
Affairs

for UNESCO

Mr. André de Bismay
Head of External
Relations

Mr. J. S. C. Warendorf
^{Warendorf}
Legal Advisor

Dr. Klaasessz
Administrative Officer

Names in caps, please!

Draft

X

UNESCO - ~~DIRECTOR OF THE UNITED NATIONS GENEVA OFFICE~~
~~REPRESENTING THE SECRETARY GENERAL.~~

Summary Record of Conversations at the Unesco Headquarters, Paris -
February 6 - 8, 1947.

Taking part: Mr. LAVES, Deputy Director-General, Unesco.
Mr. DE BLONAY, Head, External Relations, Unesco.
Mr. ELKIN, Assistant Director, United Nations Geneva Office.
Mr. MAXIOUX, Director of the International Institute of
Intellectual Cooperation.
Mr. WARENDORF, Head, Legal Section, Unesco.
→ Mr. DORGELES, French Ministry of Foreign Affairs.
Dr. KLAASESZ, Administrative Officer, Unesco.

caps

Opening the conversations M. de Blonay stated that, in a letter of December 9th, 1946, the Secretary-General of the United Nations had informed the Director-General of Unesco of the text of ^a ~~the~~ resolution adopted by the United Nations General Assembly on November 19th, 1946 (Document A/136) concerning the transfer to Unesco of certain functions of the International Institute of Intellectual Cooperation and the use by Unesco of the Institute's assets which have been transferred to the United Nations. [In this Resolution the General Assembly had recommended that, as soon as possible, Unesco should take over such functions and activities of the Institute as may be performed within the scope of its programme, and that an agreement be concluded between Unesco and the Institute before December 31st, 1946, in order to facilitate the assumption by Unesco of these functions and activities. [Furthermore, the General Assembly, in order to ensure, under the auspices of Unesco, the continuity of the work performed by the Institute, had invited the Secretary-General to authorize Unesco to utilize the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations.

a reply was sent

To this letter ~~Mr De Blonay~~ had replied on behalf of the ~~Director-General~~ on December 20th, 1946, by a letter in which he stated that the Resident Observer of Unesco at United Nations Headquarters would discuss with the United Nations several points arising out of ^{the} ~~an~~ Agreement which, in accordance with the terms of the Resolution, the Director-General had

[Signature]

THE UNITED STATES OF AMERICA
DEPARTMENT OF THE INTERIOR
BUREAU OF LAND MANAGEMENT

TO THE SECRETARY OF THE INTERIOR
FROM THE DIRECTOR OF THE BUREAU OF LAND MANAGEMENT
SUBJECT: [Illegible]

1. [Illegible]
2. [Illegible]
3. [Illegible]
4. [Illegible]
5. [Illegible]
6. [Illegible]
7. [Illegible]
8. [Illegible]
9. [Illegible]
10. [Illegible]
11. [Illegible]
12. [Illegible]
13. [Illegible]
14. [Illegible]
15. [Illegible]
16. [Illegible]
17. [Illegible]
18. [Illegible]
19. [Illegible]
20. [Illegible]
21. [Illegible]
22. [Illegible]
23. [Illegible]
24. [Illegible]
25. [Illegible]
26. [Illegible]
27. [Illegible]
28. [Illegible]
29. [Illegible]
30. [Illegible]
31. [Illegible]
32. [Illegible]
33. [Illegible]
34. [Illegible]
35. [Illegible]
36. [Illegible]
37. [Illegible]
38. [Illegible]
39. [Illegible]
40. [Illegible]
41. [Illegible]
42. [Illegible]
43. [Illegible]
44. [Illegible]
45. [Illegible]
46. [Illegible]
47. [Illegible]
48. [Illegible]
49. [Illegible]
50. [Illegible]
51. [Illegible]
52. [Illegible]
53. [Illegible]
54. [Illegible]
55. [Illegible]
56. [Illegible]
57. [Illegible]
58. [Illegible]
59. [Illegible]
60. [Illegible]
61. [Illegible]
62. [Illegible]
63. [Illegible]
64. [Illegible]
65. [Illegible]
66. [Illegible]
67. [Illegible]
68. [Illegible]
69. [Illegible]
70. [Illegible]
71. [Illegible]
72. [Illegible]
73. [Illegible]
74. [Illegible]
75. [Illegible]
76. [Illegible]
77. [Illegible]
78. [Illegible]
79. [Illegible]
80. [Illegible]
81. [Illegible]
82. [Illegible]
83. [Illegible]
84. [Illegible]
85. [Illegible]
86. [Illegible]
87. [Illegible]
88. [Illegible]
89. [Illegible]
90. [Illegible]
91. [Illegible]
92. [Illegible]
93. [Illegible]
94. [Illegible]
95. [Illegible]
96. [Illegible]
97. [Illegible]
98. [Illegible]
99. [Illegible]
100. [Illegible]

Very truly yours,
[Illegible Signature]
[Illegible Title]

2

entered into with the Director of the Institute, and ^{which} ~~would~~ ^a come into force ~~before~~ ^{on} December 31st, 1946. The discussions would refer particularly to questions concerning the future use of the Institute's furniture and materials. The text of the Agreement was ^{attached} ~~adapted~~ to ~~Mr. De Blonay's letter~~.

2 The Agreement entered into by the Director-General and the Director of the ~~International~~ Institute was, on December 20th 1946, ^{quoted} ~~recited~~ among others, ~~in~~ the Resolution of the United Nations General Assembly in its preamble. Its purpose was to ensure by appropriate measures the continuity, under the responsibility of Unesco, of the work accomplished by the Institute. ~~In Article 3~~ ^{in Article 3.} The nature of the Institute's assets was defined ~~and~~ The Article stated that, according to the decision of the United Nations, Unesco would have, as from ^{31st} ~~30th~~ December, 1946, the use of the assets under the following conditions:

- (1) The Institute's library should be handed over to Unesco and become a separate part of the Unesco library.
- (2) The Institute's archives should be handed over to Unesco and become a separate part of the latter's archives.
- (3) The stock of publications should be handed over to Unesco and the conditions under which Unesco shall use these publications, and the copyrights and publishing rights thereto pertaining, shall be determined by a special agreement between the United Nations and Unesco.
- (4) Due regard being had to the rights and ^{interests} ~~Institutions~~ of the United Nations on the one hand, and of the French Government on the other, the funds and materials acquired by the Institute shall be handed over to Unesco for the latter's use.

^{the view of Unesco}
In ~~Mr. De Blonay's view~~, the Secretary-General's letter of December 9th, 1946, together with the text of the Resolution of the United Nations General Assembly, had placed the Institute's assets at the disposal of Unesco. ^{The Unesco} ~~The~~ reply of December 20th 1946 had been based on this interpretation of the Secretary-General's letter.

...the first of the
... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

3

copy
Mr. Elkin stated that ^{the responsibility of the Director of the United Nations Geneva Office} ~~his role~~ with regard to the transfer of the assets of the Institute to Unesco was ^a limited one. The Director ~~of the~~ United Nations Geneva Office, ~~representing the Secretary-General~~, was responsible, subject to the instructions of the Secretary-General, for the completion of the transfer of the assets of the League of Nations to the United Nations. Under the Common Plan adopted by the United Nations General Assembly and the last Assembly of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations and ^{the} ~~his~~ ^{of the United Nations Geneva Office} Directorate had signed an Agreement in July 1946 concerning the execution of the transfer to the United Nations of certain assets of the League. Under Article 2 of this Agreement, the transfer of rights in respect of ^{moveable} ~~mobile~~ property related, among others, to any fittings, furniture, office equipment, books and stocks of supplies which would become the property of the League of Nations in consequence of the dissolution of the organisations and institutions subsidiary thereto. In execution of this Agreement the Secretary-General of the League of Nations had, on December 6th, 1946, communicated to ^{the} ~~his~~ ^{of the United Nations Geneva Office} Director two inventories of moveable property of the International Institute of Intellectual Cooperation, pointing out that there were some discrepancies between the two inventories, inasmuch as certain articles mentioned in one did not seem to be accounted for in the other. The value of these articles had been estimated at about 8,000 Swiss francs.

According to the Secretary-General of the League of Nations the question of the valuation of the assets of the Institute could still be opened by the Liquidation Board of the League. Inasmuch as ^{he} ~~his~~ Director ^{of the} United Nations Geneva Office was responsible, subject to instructions from the Secretary-General of the United Nations, ^{he} ~~to~~ ^{complete} the transfer of the assets of the League, it was his responsibility to see that the inventories which the League had sent him in December correspond^{ed} to the actual state of things and that their valuation could be accepted on behalf of the United Nations. On the other hand, the transfer of all these assets from the United Nations to Unesco was not his responsibility and was, unless he received instructions to the contrary, a matter to be settled as between Unesco and the United Nations Headquarters directly.

4

M. Mayoux explained how the present position with regard to the assets of the Institute had come about. Originally, ~~at that time~~, the French Government had provided the necessary funds for the equipment of the Institute (in its letter of Dec. 8 1924 to the President of the League Council) and had undertaken that, in the event of the abolition of the Institute any articles, and in particular, the archives and collections of documents, deposited in the premises by the Institute, as well as any property acquired by the Institute during its period of operation, should remain the property of the League of Nations. After the outbreak of war the activities of the Institute had ceased and the Member States had discontinued any assistance to the Institute. When it was revived, after the Liberation, the French Government, and the French Government alone, had carried all the financial burden for its administration. ~~It had naturally been anxious to be relieved~~ At the time of the London Conference, in November 1945, which led to the establishment of Unesco, the French Government, ~~desiring~~ ~~of this responsibility, particularly as Unesco was in fact to assume the functions~~ ~~of giving its full support to the new organization, decided to discontinue its support to the~~ ~~of the Institute.~~ ~~Inventories of the Institute's property had been passed~~ ~~on to the League of Nations as early as April 1946.~~ ~~Towards the end of that~~ ~~year the French Government had informed the Institute that any financial~~ ~~assistance would cease as from January 1st 1947.~~

Turning to the practical aspects of the question under discussion, M. de Blonay explained that the French Government had indicated that the premises of the Institute were required by it for the use of one of its ~~constituent~~ ~~authorities~~ ~~by March 1st 1947.~~ ~~Preparations for the~~ ~~installation of this~~ ~~authority were well on the way.~~ ~~(In order to secure~~ ~~an orderly removal the premises would have to be vacated immediately.~~ ~~Unesco had therefore arranged for an inventory to be taken of the assets of~~ ~~the Institute and for a removal which was to begin on February 7th.~~ ~~Could~~ ~~the removal take place?~~ - There was further another question to be considered. The French Government was desirous of retaining the use of furniture which formed the contents of six or seven offices and he felt that arrangements ~~should~~ ~~would have to~~ be made for this, particularly as originally the furniture was provided with funds granted by the French Government.

Mr. Elkin pointed out the difficulties arising out of the early removal which would leave no opportunity for the United Nations to verify the inventories on the premises where the assets were located. If the

... your statement that the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

... the ...

2

verification took place on Unesco premises, who would be responsible for items which could not be found or which were in a damaged state? How could it be established which losses or damage were the result of the removal and which had occurred on the premises of the Institute ^{before it?}

5 Dr. Warendorf thought that ^{as long as the conditions and terms of the} the responsibility for the removal rested with the United Nations and ~~that~~ Unesco could not be responsible for any loss or damage accruing either before the removal or during the removal. ^{The question of who was to bear it} Costs of the removal would ~~probably~~ ^{have to be settled} also ~~be chargeable to the United Nations.~~

M. Dorgeles stated that from the point of view of the French Government it was imperative that the premises should be made available ^{as early as possible.} ~~as possible.~~ ^{it would be desirable that} ~~the removal should begin as it had been arranged on~~ February 7th. ~~as planned~~

Mr. Elkin observed that a purely legal analysis of the situation might lead to some perplexing results. Did in fact the Secretary-General's letter of December 9th 1946 authorize Unesco to utilize the assets in question? Could this authority be derived from an Agreement between Unesco and the Institute entered into before ^{an} ~~the~~ agreement on the terms of the utilization had been made between the United Nations and Unesco? In his view this might be doubted in view of the wording of Paragraph 3 of the Resolution of the United Nations General Assembly. The question of responsibility for losses and damage accruing during the removal and for the costs of the removal was one to be settled between Unesco and the United Nations Headquarters. However, he doubted very much whether the United Nations would agree to assume this responsibility, particularly as the utilization of the furniture was likely to be accorded to Unesco free of any charges.

All these questions would have to be the subject of negotiations at United Nations Headquarters. ^{Here, in Paris} They were concerned with the practical aspects of the problem, i.e. whether the removal could take place on February 7th. Unesco had taken all reasonable steps in preparation of this removal and in checking up the inventories. The French Government desired that the premises should be vacated within the shortest possible time. In these circumstances, it seemed to ^{Mr. Elkin} ~~that~~ that, subject to his Director's approval, the best plan would be that the removal should take place and that provided he

verification took place on United Nations premises, who would be responsible for
items which could not be found on which were in a damaged state? How could
it be established which losses or damage were the result of the removal and
which had occurred on the premises of the Institute? (p. 11)

The Secretary-General thought that the responsibility for the removal
rested with the United Nations and that the United Nations could not be responsible for
any loss or damage occurring either before the removal or during the removal.
Costs of the removal would only also be chargeable to the United Nations.

M. Dery stated that from the point of view of the French
Government it was imperative that the removal should be made available
forthwith and that the removal should be as has been arranged on
February 7th.

Mr. Dery observed that a purely legal analysis of the situation
might lead to some perplexing results. Did it? of the Secretary-General's
letter of December 21st, 1945 authorizing the UN to utilize the assets in question?
Could this authority be derived from an Agreement between the UN and the
Institute entered into before the agreement on the terms of the utilization
had been made between the United Nations and the Institute? In his view this
might be doubted in view of the wording of paragraph 5 of the resolution of
the United Nations General Assembly. The question of responsibility
for losses and damage occurring during the removal and for the costs of the
removal was one to be settled between the UN and the United Nations Headquarters.
However, he did not deny that the United Nations would agree to assume
this responsibility, particularly in the utilization of the Institute was
likely to be accorded to the UN free of any charges.

All these matters would have to be the subject of negotiations
at United Nations Headquarters. They were concerned with the practical aspects
of the problem. It was whether the removal could take place on February 7th.
The UN had taken all reasonable steps in preparation of this removal and
in checking up the inventories. The French Government desired that the
premises should be vacated within the shortest possible time. In these
circumstances it seemed to him that subject to his Director's approval the
best plan would be that the removal should take place and that provided he

could be satisfied that the inventories made by Unesco had been carefully prepared these inventories ^{sh} would be accepted as between the interested parties as constituting the true record of the assets of the Institute located at its present premises. The question of the responsibility for subsequent losses and damage ~~and for the cost of the removal~~ would have to remain open ^{for final} ~~until a~~ ^{settlement of} settlement was arrived at within the framework of the general settlement at the United Nations Headquarters. His Director would report in due course on the whole situation to the Secretary-General and would be able to say that in the circumstances this was the most reasonable course to follow.

With regard to the furniture which the French Government desired to retain ^{Mr. Elkin} he felt that provided it formed part of the inventories it could remain at the Institute's present premises. In the course of the negotiations between Unesco and the United Nations Headquarters it could then be decided whether this furniture should be placed at the disposal of the French Government, either by way of gift or by way of a loan directly by the United Nations - a solution which would commend itself as it would free Unesco from any responsibility for the furniture - or whether Unesco would be authorized to pass it on to the French Government on terms to be decided at the United Nations Headquarters.

Dr. Klaassesz explained the procedure followed in the establishment of the inventories. Representatives of both Unesco and the Institute had checked the assets piece by piece and he was satisfied that the inventory was very carefully done. Copies of it could later be made available to the Director of the United Nations Geneva Office.

During an inspection of the premises of the Institute, at the Palais Royal, the Unesco inventory was shown to Mr. Elkin. Items which had not been found at their proper place had been crossed out. Items not contained in the inventory of a given room but found in that room had been added to ⁱⁿ ~~the~~ inventory of that room. It was the general impression of Dr. Klaassesz that few pieces had been missing.

Mr. Elkin was informed that three types of items would remain on the premises and not removed to Unesco Headquarters: (1) items ^{originally} ~~loaned~~ ^{by the Institute on the} described as "Mobilier National", under-lined in red in the original inventory, ^{and which returned to them own} of the Institute; (2) items considered by Unesco as fixtures, i.e., certain

Remained at the disposal of the French Republic

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

X

types of book-cases, carpets nailed to the floor, wall mirrors; (3) the contents of six or seven offices which the French Government desire to retain for its own use.

Later on, Mr. Elkin informed M. de Blonay that his Director had agreed, subject to the Secretary-General's consent, the Unesco inventory should be considered as record of assets of the Institute located at these premises before the removal began. The question of responsibility for loss and damage in the course of, and the cost of, the removal would remain open for settlement as between Unesco and the United Nations Headquarters. M. de Blonay informed Mr. Elkin that Dr. Laves had expressed his agreement with this solution. He suggested

verification of the inventory and the valuation.

7 E 47

16.30 hours

After the inspection, M. de Blonay drew the attention of Mr. Elkin to the fact that the furniture was pretty in very bad condition indeed and generally showed the signs of intensive use, many pieces were in need of repair before they could be used. Mr. Elkin stated that he shared M. de Blonay's opinion.

118

M. De Blonay

Draft

UNESCO - DIRECTOR OF THE UNITED NATIONS GENEVA OFFICE
REPRESENTING THE SECRETARY GENERAL.

Summary Record of Conversations at the Unesco Headquarters, Paris -
February 6 - 8, 1947.

Taking part: 2 Mr. LAVES, Deputy Director-General, Unesco.
4 Mr. DE BLONAY, Head, External Relations, Unesco.
1 Mr. ELKIN, Assistant Director, United Nations Geneva Office.
3 M. MAYOUX, Director of the International Institute of
Intellectual Cooperation.
Mr. WARENDORF, Head, Legal Section, Unesco.
M. DORGELES, French Ministry of Foreign Affairs.
Dr. KLAASESZ, Administrative Officer, Unesco.

Opening the conversations M. De Blonay stated that, in a letter of December 9th, 1946, the Secretary-General of the United Nations had informed the Director-General of Unesco of the text of ^athe resolution adopted by the United Nations General Assembly on November 19th, 1946 (Document A/136) concerning the transfer to Unesco of certain functions of the International Institute of Intellectual Cooperation and the use by Unesco of the Institute's assets which have been transferred to the United Nations. In this resolution the General Assembly had recommended that, as soon as possible, Unesco should take over such functions and activities of the Institute as may be performed within the scope of its programme, and that an agreement be concluded between Unesco and the Institute before December 31st, 1946, in order to facilitate the assumption by Unesco of these functions and activities. Furthermore, the General Assembly, in order to ensure, under the auspices of Unesco, the continuity of the work performed by the Institute had invited the Secretary-General to authorize Unesco to utilize the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations.

To this letter M. De Blonay had replied on behalf of the Director-General on December 20th, 1946, by a letter in which he stated that the Resident Observer of Unesco at United Nations Headquarters would discuss with the United Nations several points arising out of an Agreement which, in accordance with the terms of the resolution, the Director-General had

[Faint handwritten text, possibly "P. 20"]

entered into with the Director of the Institute, and ^{which w} would come into force before December 31st, 1946. The discussions would refer particularly to questions concerning the future use of the Institute's furniture and materials. The text of the ^{attached} Agreement was adapted to M. De Blonay's letter.

The Agreement entered into by the Director-General and the Director of the International Institute was, on December 20th 1946, recited, among others, in the resolution of the United Nations General Assembly in its preamble. Its purpose was to ensure by appropriate measures the continuity, under the responsibility of Unesco, of the work accomplished by the Institute. ^{in Article 3} The nature of the Institute's assets was defined ~~and~~ the Article stated that, according to the decision of the United Nations, Unesco would have, as from ^{31st} 30th December, 1946, the use of the assets under the following conditions:

- (1) The Institute's library should be handed over to Unesco and become a separate part of the Unesco library.
- (2) The Institute's archives should be handed over to Unesco and become a separate part of the latter's archives.
- (3) The stock of publications should be handed over to Unesco and the conditions under which Unesco shall use these publications, and the copyrights and publishing rights thereto pertaining, shall be determined by a special agreement between the United Nations and Unesco.
- (4) Due regard being had to the rights and ^{interests} Institutions of the United Nations on the one hand, and of the French Government on the other, the funds and materials acquired by the Institute shall be handed over to Unesco for the latter's use.

In Mr. De Blonay's view, the Secretary-General's letter of December 9th, 1946, together with the text of the resolution of the United Nations General Assembly, had placed the Institute's assets at the disposal of Unesco. His reply of December 20th 1946 had been based on this interpretation of the Secretary-General's letter.

the responsibility of the Director of the United Nations Geneva Office

Mr. Elkin stated that ^a ~~his role~~ with regard to the transfer of the assets of the Institute to Unesco was ^a limited one. The Director of the United Nations Geneva Office, ~~representing the Secretary-General~~, was responsible, subject to the instructions of the Secretary-General, for the completion of the transfer of the assets of the League of Nations to the United Nations. Under the Common Plan adopted by the United Nations General Assembly and the last Assembly of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations and ^{he} ~~his~~ Directorate had signed an Agreement in July 1946 concerning the execution of the transfer to the United Nations of certain assets of the League. Under Article 2 of this agreement, the transfer of rights in respect of ^{moveable} ~~mobile~~ property related, among others, to any fittings, furniture, office equipment, books and stocks of supplies which would become the property of the League of Nations ~~and~~ consequence of the dissolution of the organisation and institutions subsidiary thereto. In execution of this Agreement the Secretary-General of the League of Nations had, on December 6th, 1946, ^{he} communicated to ~~his~~ Directorate two inventories of moveable property of the International Institute of Intellectual Cooperation, pointing out that there were some discrepancies between the two inventories, inasmuch as certain articles mentioned in one did not seem to be accounted for in the other. The value of these articles had been estimated at about 8,000 Swiss francs.

According to the Secretary-General of the League of Nations the question of the valuation of the assets of the Institute could still be opened by the Liquidation Board of the League. Inasmuch as his Director was responsible, subject to instructions from the Secretary-General of the United Nations, to complete the transfer of the assets of the League, it was his responsibility to see that the inventories which the League had sent him in December correspond^{ed} ¹ to the actual state of things and that the ^{iv} valuation could be accepted on behalf of the United Nations. ~~On the other hand,~~ the transfer of all these assets from the United Nations to Unesco was not his responsibility and was, unless he received instructions to the contrary, a matter to be settled as between Unesco and the United Nations Headquarters directly.

M. Mayoux explained how the present position with regard to the assets of the Institute had come about. Originally of course the French Government had provided the necessary funds for the equipment of the Institute and had undertaken that, in the event of the abolition of the Institute any articles, and in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Institute, as well as any property acquired by the Institute during its period of operation, should remain the property of the League of Nations. After the outbreak of war the activities of the Institute had ceased and the Member States had discontinued any assistance to the Institute. When it was revived, after the Liberation, the French Government, and the French Government alone, had carried all the financial burden for its administration. It had naturally been anxious to be relieved of this responsibility, particularly as Unesco was in fact to assume the functions of the Institute. Inventories of the Institute's property had been passed on to the League of Nations as early as April 1946. Towards the end of the year the French Government had informed the Institute that any financial assistance would cease as from January 1st 1947.

Turning to the practical aspects of the question under discussion, M. de Blonay explained that the French Government had indicated that the premises of the Institute were required by it for the use of one of its constitutional authorities by March 1st 1947. Preparations for the installation of this Authority were well on the way. In order to secure an orderly removal the premises would have to be vacated immediately. Unesco had therefore arranged for an inventory to be taken of the assets of the Institute and for a removal which was to begin on February 7th. Could the removal take place? - There was further another question to be considered. The French Government was desirous of retaining the use of furniture which formed the contents of six or seven offices and he felt that arrangements would have to be made for this, particularly as originally the furniture was provided with funds granted by the French Government.

Mr. Elkin pointed out the difficulties arising out of the early removal which would leave no opportunity for the United Nations to verify the inventories on the premises where the assets were located. If the

verification took place on Unesco premises, who would be responsible for items which could not be found or which were in a damaged state? How could it be established which losses or damage were the result of the removal and which had occurred on the premises of the Institute?

*Fault in
lame
ula*

Dr. Warendorf thought that the responsibility for the removal rested with the United Nations and that Unesco could not be responsible for any loss or damage accruing either before the removal or during the removal. Costs of the removal would probably also be chargeable to the United Nations.

M. Dorgelas stated that from the point of view of the French Government it was imperative that the premises should be made available forthwith and that the removal should begin as it had been arranged on February 7th.

Mr. Elkin observed that a purely legal analysis of the situation might lead to some perplexing results. Did in fact the Secretary-General's letter of December 9th 1946 authorize Unesco to utilize the assets in question? Could this authority be derived from an agreement between Unesco and the Institute entered into before the Agreement on the terms of the utilization had been made between the United Nations and Unesco? In his view this might be doubted in view of the wording of Paragraph 3 of the resolution of the United Nations General Assembly. The question of responsibility for losses and damage accruing during the removal and for the costs of the removal was one to be settled between Unesco and the United Nations Headquarters. However, he doubted very much whether the United Nations would agree to assume this responsibility particularly as the utilization of the furniture was likely to be accorded to Unesco free of any charges.

All these questions would have to be the subject of negotiations at United Nations Headquarters. ^{Here} They were concerned with the practical aspects of the problem, i.e. whether the removal could take place on February 7th. Unesco had taken all reasonable steps in preparation of this removal and in checking up the inventories. The French Government desired that the premises should be vacated within the shortest possible time. In these circumstances, it seemed to him that subject to his Director's approval the best plan would be that the removal should take place and that provided he

could be satisfied that the inventories made by Unesco had been carefully prepared these inventories would be accepted as between the interested parties as constituting the true record of the assets of the Institute located at its present premises. The question of the responsibility for subsequent losses and damage and for the cost of the removal would have to remain open until a settlement was arrived at within the framework of the general settlement at the United Nations Headquarters. His Director would report in due course on the whole situation to the Secretary-General and would be able to say that in the circumstances this was the most reasonable course to follow.

With regard to the furniture which the French Government desired to retain he felt that provided it formed part of the inventories it could remain at the Institute's present premises. In the course of the negotiations between Unesco and the United Nations Headquarters it could then be decided whether this furniture should be placed at the disposal of the French Government - either by way of gift or by way of a loan directly by the United Nations - a solution which would commend itself as it would free Unesco from any responsibility for the furniture - or whether Unesco would be authorized to pass it on to the French Government on terms to be decided at the United Nations Headquarters.

Dr. Klaassens explained the procedure followed in the establishment of the inventories. Representatives of both Unesco and the Institute had checked the assets piece by piece and he was satisfied that the inventory was very carefully done. Copies of it could later be made available to the Director of the United Nations Geneva Office.

During an inspection of the premises of the Institute at the Palais Royal the Unesco inventory was shown to Mr. Elkin. Items which had not been found at their proper place had been crossed out. Items not contained in the inventory of a given room but found in that room had been added to the inventory of that room. It was the general impression of Dr. Klaassens that few pieces had been missing. Mr. Elkin was informed that three types of items would remain on the premises and not removed to Unesco Headquarters: (1) items described as "Mobilier National", under-lined in red in the original inventory of the Institute; (2) items considered by Unesco as fixtures, i.e., certain

*X This item had been lent to the Institute by
the ^{National} Mobilier and did not form part of the assets
transferred to the League*

types of book-cases carpets nailed to the floor, wall mirrors; (3) the contents of six or seven offices which the French Government desire to retain for its own use.

Mr. Elkin informed M. de Blonay that his Director had agreed, subject to the Secretary-General's consent, the Unesco inventory should be considered as record of assets of the Institute located at these premises before the removal began. The question of responsibility for loss and damage in the course of, and the cost of, the removal would remain open for settlement as between Unesco and the United Nations Headquarters. M. de Blonay informed Mr. Elkin that Dr. Laves had expressed his agreement with this solution.

Office of the Secretary of the Interior, Department of the Interior, Washington, D.C.

Re: Report of the Survey of the Lands of the United States, 1890-1891.

Dear Sir:

The report of the Survey of the Lands of the United States, 1890-1891, is herewith forwarded to you for your consideration. The report contains a detailed account of the survey of the lands of the United States, and a statement of the results of the survey. The report is divided into two parts, the first of which contains a general statement of the survey, and the second of which contains a detailed account of the survey of the lands of the United States, 1890-1891.

I am, Sir, very respectfully, your obedient servant,

Very truly yours,

UNESCO - UNITED NATIONS GENEVA OFFICE

Summary record of conversations at the

Unesco Headquarters, Paris.

February 6-8, 1947.

SUBJECTS

Problems

Concerning the assets of the International
Institute of Intellectual Co-operation trans-
ferred to the United Nations by the
League of Nations.

PARTICIPANTS

for the United Nations:

MR. ELKIN
Assistant Director
Geneva Office

for the International Institute
of Intellectual Co-operation:

M. J. J. MAYOUX
Director

for the French Government:

M. GUY DORGET
Ministry of
Foreign Affairs

for Unesco:

M. ANDRE DE BLONAY
Head of External
Relations Section

M. J. S. C. WARENDORF
Legal Adviser

DR. J. KLAASESZ
Administrative Officer

February 2-3, 1944

...

...

...

...

Opening the conversations M. de BLOWAY stated that, in a letter of December 9th, 1946, the Secretary-General of the United Nations had informed the Director-General of Unesco of the text of a resolution adopted by the United Nations General Assembly on November 19th, 1946 (Document A/136) concerning the transfer to Unesco of certain functions of the International Institute of Intellectual Cooperation and the use by Unesco of the Institute's assets which have been transferred to the United Nations.

In this Resolution the General Assembly had recommended that, as soon as possible, Unesco should take over such functions and activities of the Institute as may be performed within the scope of its programme, and that an agreement be concluded between Unesco and the Institute before December 31st, 1946, in order to facilitate the assumption by Unesco of these functions and activities.

Furthermore, the General Assembly, in order to ensure, under the auspices of Unesco, the continuity of the work performed by the Institute, had invited the Secretary-General to authorize Unesco to utilize the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations.

To this letter a reply was sent on December 20th, 1946, stating that the Resident Observer of Unesco at United Nations Headquarters would discuss with the United Nations several points arising out of the Agreement which, in accordance with the terms of the Resolution, the Director-General had entered into with the Director of the Institute, and which came into force on December 31st, 1946. The discussions would refer particularly to questions concerning the future use of the Institute's furniture and materials. The text of the Agreement was attached.

The Agreement entered into by the Director-General and the Director of the Institute on December 20th, 1946, quoted among others, the Resolution of the United Nations General Assembly in its preamble. Its purpose was to

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

ensure by appropriate measures the continuity, under the responsibility of Unesco, of the work accomplished by the Institute. The nature of the Institute's assets was defined in Article 3. The Article stated that, according to the decision of the United Nations, Unesco would have, as from 31st December, 1946, the use of the assets under the following conditions:

- (1) The Institute's library should be handed over to Unesco and become a separate part of the Unesco Library.
- (2) The Institute's archives should be handed over to Unesco and become a separate part of the latter's archives.
- (3) The stock of publications should be handed over to Unesco and the conditions under which Unesco shall use these publications, and the copyrights and publishing rights thereto pertaining, shall be determined by a special agreement between the United Nations and Unesco.
- (4) Due regard being had to the rights and interests of the United Nations on the one hand, and of the French Government on the other, the funds and materials acquired by the Institute shall be handed over to Unesco for the latter's use.

In the view of Unesco, the Secretary-General's letter of December 9th, 1946, together with the text of the Resolution of the United Nations General Assembly, had placed the Institute's assets at the disposal of Unesco. Unesco's reply of December 20th, 1946 had been based on this interpretation of the Secretary-General's letter.

MR. ELKIN stated that the responsibility of the Director of the United Nations Geneva Office with regard to the transfer of the assets of the Institute to Unesco was a limited one. The Director was responsible, only subject to the instructions of the Secretary-General, for the completion of the transfer of the assets of the League of Nations to the United Nations.

Under the Common Plan adopted by the United Nations General Assembly and the last Assembly of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations and the Director of the United Nations Geneva office had signed an Agreement in July 1946 concerning the execution of the transfer to the United Nations of certain assets of the League. Under Article 2 of this Agreement, the transfer of rights in respect of moveable property related, among others, to any fittings, furniture, office equipment, books and stocks of supplies which would become the property of the League of Nations in consequence of the dissolution of the organisations and institutions subsidiary thereto. In execution of this Agreement the Secretary-General of the League of Nations had, on December 6th, 1946, communicated to the Director of the United Nations Geneva office two inventories of moveable property of the International Institute of Intellectual Cooperation, pointing out that there were some discrepancies between the two inventories, inasmuch as certain articles mentioned in one did not seem to be accounted for in the other. The value of these articles had been estimated at about 8,000 Swiss francs.

According to the Secretary-General of the League of Nations the question of the valuation of the assets of the Institute could still be opened by the Liquidation Board of the League. Inasmuch as the Director of the United Nations Geneva office was responsible, subject to instructions from the Secretary-General of the United Nations, for the completion of the transfer of the assets of the League, it was his responsibility to see that the inventories which the League had sent him in December corresponded to the actual state of things and that their valuation could be accepted on behalf of the United Nations. On the other hand, the transfer of all these assets from the United Nations to Unesco was not his responsibility and was, unless he received instructions to the contrary, a matter to be settled as between Unesco and the United Nations Headquarters directly.

M. MAYOUX explained how the present position with regard to the assets of the Institute had come about. Originally, the French Government had provided the necessary funds for the equipment of the Institute and, in its letter of December 3rd, 1924 to the President of the League Council, had

undertaken that, in the event of the abolition of the Institute any articles, and in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Institute, as well as any property acquired by the Institute during its period of operation, should remain the property of the League of Nations. After the outbreak of war the activities of the Institute had ceased and the Member States had discontinued any assistance to the Institute. When it was revived, after the Liberation, the French Government and the French Government alone, had carried all the financial burden for its administration. At the time of the London Conference in November 1945, which led to the establishment of Unesco, the French Government, desirous of giving its full support to the new organisation, decided to discontinue its support to the Institute. Inventories of the Institute's property had been passed on to the League of Nations as early as April 1946. Towards the end of that year the French Government had informed the Institute that any financial assistance would cease as from January 1st, 1947.

Turning to the practical aspects of the questions under discussion, M. de BLONAY explained that the French Government had indicated that the premises of the Institute were required by it for the use of one of its institutions by March 1st, 1947. Preparations for the installation of this institution had to be initiated at once. In order to secure an orderly removal the premises would have to be vacated immediately. Unesco had therefore arranged for an inventory to be taken of the assets of the Institute and for a removal which was to begin on February 7th. Could the removal take place? There was further another question to be considered: The French Government was desirous of retaining the use of furniture which formed the contents of six or seven offices and he felt that arrangements should be made for this, particularly as originally the furniture was provided with funds granted by the French Government.

Mr. ELKIN pointed out the difficulties arising out of the early removal which would leave no opportunity for the United Nations to verify the inventories on the premises where the assets were located. If the verification took place on Unesco premises, who would be responsible for items which could not be found or which were in a damaged state? How could it be established which losses or damage were the result of the removal and which ^{had} occurred on the premises of the Institute before it?

Dr. WARENDORF thought that as long as the conditions and terms of the utilization had not been settled with the United Nations the responsibility for the removal rested with the United Nations and Unesco could not be responsible for any loss or damage accruing either before the removal or during the removal. The question of who was to bear costs of the removal would also have to be settled

M. DORGET stated that from the point of view of the French Government it was imperative that the premises should be made available as early as possible, and that it therefore was desirable that the removal should begin on February 7th.

Mr. ELKIN observed that a purely legal analysis of the situation might lead to some perplexing results. Did in fact the Secretary-General's letter of December 9th 1946 authorize Unesco to utilize the assets in question? Could this authority be derived from an Agreement between Unesco and the Institute entered into before an agreement on the terms of the utilization had been made between the United Nations and Unesco? In his view this might be doubted in view of the wording of Paragraph 3 of the Resolution of the United Nations General Assembly. The question of responsibility for losses and damage accruing during the removal and for the costs of the removal was one to be settled between Unesco and the United Nations Headquarters. However, he doubted very much whether the United Nations would agree to assume this responsibility, particularly as the utilization of the furniture was likely to be accorded to Unesco free of any charges.

All these questions would have to be the subject of negotiations at United Nations Headquarters. Here, in Paris, they were concerned with the practical aspects of the problem, i.e. whether the removal could take place on February 7th. Unesco had taken all reasonable steps in preparation of this removal and in checking up the inventories. The French Government desired that the premises should be vacated within the shortest possible time. In these circumstances, it seemed to Mr. Elkin that, subject to his Director's approval, the best plan would be that the removal should take place and that provided he could be satisfied that the inventories made by Unesco had been carefully prepared these inventories should be accepted as between the interested parties as constituting the true

record of the assets of the Institute located at its present premises. The question of the responsibility for subsequent losses and damage would have to remain open for final settlement at the United Nations Headquarters. His Director would report in due course on the whole situation to the Secretary-General and would be able to say that in the circumstances this was the most reasonable course to follow.

With regard to the furniture which the French Government desired to retain Mr. ELKIN felt that provided it formed part of the inventories it could remain at the Institute's present premises. In the course of the negotiations between Unesco and the United Nations Headquarters it could then be decided whether this furniture should be placed at the disposal of the French Government, either by way of gift or by way of a loan directly by the United Nations - a solution which would commend itself as it would free Unesco from any responsibility for the furniture - or whether Unesco would be authorized to pass it on to the French Government on terms to be decided at the United Nations Headquarters.

Dr. KLAASESZ explained the procedure followed in the establishment of the inventories. Representatives of both Unesco and the Institute had checked the assets piece by piece and he was satisfied that the inventory was very carefully done. Copies of it could later be made available to the Director of the United Nations Geneva Office.

During an inspection of the premises of the Institute, at the Palais Royal, the Unesco inventory was shown to Mr. Elkin. Items which had not been found at their proper place had been crossed out. Items not contained in the inventory of a given room but found in that room had been added to its inventory. It was the general impression of Dr. Klaasesz that few pieces had been missing. Mr. Elkin was informed that three types of items would remain on the premises and not be removed to Unesco Headquarters: (1) items originally loaned to the Institute by the "Mobilier National", underlined in red in the original inventory of the Institute; and returned to their owner; (2) items considered by Unesco as fixtures, i.e., certain types of book-cases, wall mirrors, etc.; (3) the office furniture which the French Government desired to retain for its own use.

After the inspection, M. DE BLONAY drew Mr. Elkin's attention to the fact that the furniture was partly in very bad condition indeed and generally showed signs of intensive use. Many pieces were in need of repair before they could be used.

Mr. ELKIN stated that he shared M. de Blonay's opinion.

Later on, Mr. ELKIN informed M. de Blonay that his Director had agreed that subject to the Secretary-General's consent, the Unesco inventory should be considered as a record of the Institute's assets located at these premises before the removal began. The question of responsibility for loss and damage in the course of the removal would remain open for settlement as between Unesco and the United Nations Headquarters. His director would consider whether it was necessary to send an expert to Paris for the final verification of the inventories and for the valuation. M. de Blonay informed Mr Elkin that Dr. Laves had expressed his agreement with the procedure suggested above.

Paris, February 8th, 1947.

A.B. Elkin

A.B. ELKIN
Assistant Director
Geneva Office of the
United Nations.

Blonay

André de BLONAY
Head of the External Relations
Section of Unesco.



ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR

L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE ET

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE



ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE ET
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

Considérant que, aux termes de sa Convention, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture a été créée pour constituer l'Institution spécialisée des Nations Unies dans le domaine de l'éducation, la science et la culture, afin d'atteindre graduellement, au moyen de la coopération dans ces trois domaines, le but de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité, proclamé dans la Charte des Nations Unies;

Considérant d'autre part que l'Article XI, paragraphe 2, stipule que :

"Toutes les fois que la Conférence générale et les autorités compétentes de toute autre organisation ou institution intergouvernementale spécialisée poursuivant des activités et des objectifs analogues jugeront souhaitable de transférer à l'Organisation les ressources et fonctions de ladite organisation ou institution, le Directeur Général pourra, sous réserve de l'approbation de la Conférence, conclure, à la satisfaction des deux parties, les accords nécessaires;"

Considérant que la liquidation de la Société des Nations a entraîné la liquidation de l'Organisation Internationale de Coopération Intellectuelle, que doit suivre, à la date du 31 décembre 1946, celle de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;

Considérant qu'il est essentiel d'assurer, au moment de la suppression de l'Institut, la continuité de son oeuvre sous la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture;

Considérant que, dans sa troisième Session, le Conseil économique et social a adopté la résolution suivante :

"Le Conseil économique et social recommande que, en vue du transfert futur à l'Unesco des fonctions et activités de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;

"1. la Commission préparatoire de l'Unesco et l'Institut soient priés d'entreprendre dès maintenant toutes négociations à ces fins;

.../

"2. le Secrétaire général des Nations Unies veuille étudier et faire rapport à la prochaine réunion de l'Assemblée générale sur les conditions dans lesquelles il sera opportun de disposer des avoirs de la Société des Nations sur l'Institut International de Coopération Intellectuelle, compte tenu des besoins respectifs des Nations Unies et de l'Unesco en cette matière".

Considérant que, dans la deuxième partie de sa première Session, ouverte à New-York le 25 octobre 1946, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la résolution suivante :

" 1. L'Assemblée générale recommande qu'aussitôt que possible "après son établissement définitif, l'Unesco assume, conformément à l'Article XI, paragraphe 2, de sa Charte, celle des "fonctions et activités de l'Institut International de Coopération Intellectuelle qui peuvent être accomplies dans le "cadre du programme adopté à la Conférence générale de l'Unesco "et qui sont prévues dans le projet d'accord entre les Nations "Unies et l'Unesco, aux termes de l'Article 63 de la Charte "des Nations Unies.

" 2. L'Assemblée générale recommande en outre qu'un accord "soit conclu entre l'Unesco et l'Institut, avant le 31 décembre 1946, afin de faciliter la reprise par l'Unesco des "fonctions et activités mentionnées au paragraphe 1 de la "présente résolution.

" 3. L'Assemblée générale, afin d'assurer, sous les auspices "de l'Unesco, la continuité des travaux accomplis par l'Institut International de Coopération Intellectuelle, invite le "Secrétaire général à autoriser l'Unesco à utiliser les avoirs "de l'Institut qui ont été transférés par la Société des Nations aux Nations Unies";

l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et l'Institut International de Coopération Intellectuelle conviennent que :

Article 1 - Objet de l'accord

L'objet du présent accord est d'assurer, sous la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, et par des mesures appropriées, la continuité de l'oeuvre menée depuis 1924 par l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

Article 2 - Programme de l'Institut International de Coopération Intellectuelle

Dans le cadre du programme qui sera adopté par la Conférence générale dans sa première Session, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture s'efforcera d'assurer la continuité de l'oeuvre menée depuis 1924 par l'Institut International de Coopération Intellectuelle, et de mener à bien, en particulier, certains travaux entrepris par l'Institut, ceci dans la mesure où la Conférence l'estimera opportun.

.../

Article 3 - Utilisation par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture des avoirs de l'Institut International de Coopération Intellectuelle qui sont la propriété des Nations Unies

a) Nature de ces avoirs

Les avoirs de l'Institut International de Coopération Intellectuelle transférés aux Nations Unies par la Société des Nations se composent des éléments suivants :

- I) la bibliothèque de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;
- II) les archives de l'Institut International de Coopération Intellectuelle;
- III) les stocks de publications de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, ainsi que les droits d'auteur et de publication y afférents;
- IV) le mobilier et le matériel acquis par l'Institut International de Coopération Intellectuelle depuis 1924.

b) Utilisation de ces avoirs

Conformément à la décision des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture aura, à partir du 31 décembre 1946, la jouissance des avoirs ci-dessus, ceci dans les conditions suivantes :

1) La bibliothèque de l'Institut International de Coopération Intellectuelle sera remise au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, dans la bibliothèque duquel elle formera un dépôt distinct.

2) Les archives de l'Institut International de Coopération Intellectuelle seront remises au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, dans les archives duquel elles formeront un dépôt distinct.

3) Les stocks de publications seront également remis au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Un accord spécial entre l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et les Nations Unies fixera les conditions dans lesquelles l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture pourra utiliser ces publications, avec les droits d'auteur et de publication y afférents.

4) Compte tenu des droits et intérêts des Nations Unies d'une part, et du Gouvernement français d'autre part, le mobi-

.../

lier et le matériel acquis par l'Institut International de Coopération Intellectuelle depuis 1924 seront remis à l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture qui en aura la jouissance.

Article 4 - Personnel de l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

A conditions égales de compétence et de mérites, et compte tenu des principes fixés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture pour le recrutement de son personnel, une considération particulière sera donnée à la candidature des anciens fonctionnaires de l'Institut qui, en raison de l'expérience acquise au service de celui-ci, seront en mesure de contribuer efficacement à l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Article 5

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et le Directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle prendront toutes mesures nécessaires à l'exécution du présent accord.

Article 6 - Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur lorsque, ayant été approuvé par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, il aura été signé par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et celui de l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

Avant sa signature, il sera communiqué aux Nations Unies et au Gouvernement français.

Signé : J.J. MAYOUX,
Directeur
de l'Institut
International
de Coopération
Intellectuelle.

Julian HUXLEY,
Directeur Général
de l'Organisation
des Nations Unies
pour l'Education,
la Science et la
Culture.

PARIS, le 20 décembre 1946.

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very long letter, and it contains a great deal of information about the state of the country at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

2. The second part of the document is a letter from the Secretary of the Treasury to the President, dated January 10, 1862. It is a very short letter, and it contains a great deal of information about the state of the Treasury at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

3. The third part of the document is a letter from the Secretary of the Navy to the President, dated January 15, 1862. It is a very short letter, and it contains a great deal of information about the state of the Navy at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

4. The fourth part of the document is a letter from the Secretary of the War to the President, dated January 20, 1862. It is a very short letter, and it contains a great deal of information about the state of the War at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

5. The fifth part of the document is a letter from the Secretary of the Interior to the President, dated January 25, 1862. It is a very short letter, and it contains a great deal of information about the state of the Interior at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

6. The sixth part of the document is a letter from the Secretary of the State to the President, dated January 30, 1862. It is a very short letter, and it contains a great deal of information about the state of the State at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

7. The seventh part of the document is a letter from the Secretary of the War to the President, dated February 5, 1862. It is a very short letter, and it contains a great deal of information about the state of the War at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

8. The eighth part of the document is a letter from the Secretary of the Navy to the President, dated February 10, 1862. It is a very short letter, and it contains a great deal of information about the state of the Navy at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

9. The ninth part of the document is a letter from the Secretary of the Treasury to the President, dated February 15, 1862. It is a very short letter, and it contains a great deal of information about the state of the Treasury at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

10. The tenth part of the document is a letter from the Secretary of the State to the President, dated February 20, 1862. It is a very short letter, and it contains a great deal of information about the state of the State at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS EDUCATIONAL,
SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANISATION AND THE
INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1315 EAST 5TH STREET
CHICAGO, ILL. 60607
TEL. 773-936-5000
FAX 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1315 EAST 5TH STREET
CHICAGO, ILL. 60607
TEL. 773-936-5000
FAX 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1315 EAST 5TH STREET
CHICAGO, ILL. 60607
TEL. 773-936-5000
FAX 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1315 EAST 5TH STREET
CHICAGO, ILL. 60607
TEL. 773-936-5000
FAX 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1315 EAST 5TH STREET
CHICAGO, ILL. 60607
TEL. 773-936-5000
FAX 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1315 EAST 5TH STREET
CHICAGO, ILL. 60607
TEL. 773-936-5000
FAX 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS EDUCATIONAL,
SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANISATION AND THE
INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION.

Under the terms of its Constitution, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation was set up as the Specialised Agency of the United Nations in the domain of Education, Science and Culture, with the object of contributing, by co-operation in these three fields, to the realisation of the aims of international peace and the common welfare of mankind which the Charter of the United Nations proclaims;

Considering furthermore that paragraph 2 of Article XI states that:-

"Whenever the General Conference of this Organisation and
"the competent authorities of any other specialised inter-
"governmental organisations or agencies whose purposes and
"functions lie within the competence of this Organisation,
"deem it desirable to effect a transfer of their resources
"and activities to this Organisation, the Director-General,
"subject to the approval of the Conference, may enter into
"mutually acceptable arrangements for this purpose";

Considering that the liquidation of the League of Nations involved the liquidation of the International Organisation of Intellectual Co-operation, to be followed, on the 31st December 1946 by that of the International Institute of Intellectual Co-operation;

Considering that it is essential that, at the time of the Institute's suppression, the continuity of its work should be ensured under the responsibility of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation;

Considering that the Economic and Social Council adopted at its Third Session the following resolution:

"The Economic and Social Council recommends that, in view of
"the future transfer to Unesco of the functions and activities
"of the Institute of Intellectual Co-operation:

"1. The Preparatory Commission of Unesco and the Institute
"be requested to undertake at this time negotiations for this
"purpose.

"2. The Secretary-General be authorised to study and to
"report to the next meeting of the General Assembly concerning
"the conditions under which it will be appropriate to utilise
"the assets of the League of Nations in the International
"Institute of Intellectual Co-operation bearing in mind the
"respective requirements of the United Nations and Unesco."

Considering that in the second part of its First Session which opened in New York on October 25th 1946 the General Assembly of the United Nations adopted the following resolution:

"1. The General Assembly recommends that as soon as possible after Unesco has been definitely established, it shall take over, in accordance with Article XI, paragraph 2, of its Charter, such of the functions and activities of the International Institute of Intellectual Co-operation as may be performed within the scope of the programme adopted at the Unesco General Conference, as set forth in the draft agreement between the United Nations and Unesco, under the terms of Article 63 of the United Nations Charter.

"2. The General Assembly further recommends that an agreement be concluded between Unesco and the Institute before 31st December, 1946, in order to facilitate the assumption by Unesco of the functions and activities referred to in paragraph 1 of the present Resolution."

"3. The General Assembly, in order to ensure, under the auspices of Unesco, the continuity of the work performed by the International Institute of Intellectual Co-operation, invites the Secretary General to authorise Unesco to utilize the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations."

The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and the International Institute of Intellectual Co-operation agree as follows:

ARTICLE I

PURPOSE OF THE AGREEMENT

The purpose of the present Agreement is to ensure by appropriate measure the continuity, under the responsibility of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation of the work accomplished since 1924 by the International Institute of Intellectual Co-operation.

ARTICLE 2

PROGRAMME OF THE

INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION.

Within the framework of the programme to be adopted by the General Conference at its First Session, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation shall endeavour to ensure the continuity of work done by the International Institute of Intellectual

Co-operation since 1924, and, in particular, to complete certain tasks undertaken by the Institute, as far as the General Conference considers it advisable.

ARTICLE 3

UTILISATION BY THE UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANISATION OF THE ASSETS OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION WHICH HAVE BECOME THE PROPERTY OF THE UNITED NATIONS

(a) Nature of these assets

The assets of the International Institute of Intellectual Co-operation transferred to the United Nations by the League of Nations consist of the following:

- (i) The library of the International Institute of Intellectual Co-operation;
- (ii) The archives of the International Institute of Intellectual Co-operation;
- (iii) The stocks of publications belonging to the International Institute of Intellectual Co-operation and the copyrights and publishing rights thereto pertaining;
- (iv) The furniture and material acquired by the International Institute of Intellectual Co-operation since 1924.

(b) Utilisation of these assets.

According to the decision of the United Nations, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation will have, as from 31st December 1946, the use of the above mentioned assets under the following conditions:

(1) The library of the International Institute of Intellectual Co-operation shall be handed over to the Secretariat of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and become a separate part of the latter's library.

(2) The archives of the International Institute of Intellectual Co-operation shall be handed over to the Secretariat of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and become a separate part of the latter's archives.

Co-operation since 1945, and, in particular, to assist certain States
understand the Institute, as far as the General Conference considers
it advisable.

ARTICLE 1

TRANSFERENCE OF THE INTELLECTUAL PROPERTY OF THE INSTITUTE TO THE UNITED NATIONS

AND OF THE INTELLECTUAL PROPERTY OF THE INSTITUTE TO THE UNITED NATIONS
OF THE INTELLECTUAL PROPERTY OF THE INSTITUTE TO THE UNITED NATIONS

(a) Transfer of assets

The assets of the International Institute of Intellectual
Co-operation transferred to the United Nations by the League of Nations
consist of the following:

- (1) The library of the International Institute of Intellectual
Co-operation;
- (ii) The archives of the International Institute of Intellectual
Co-operation;

(iii) The stocks of publications belonging to the International
Institute of Intellectual Co-operation and the copyrights
and publishing rights therein pertaining;

- (iv) The furniture and material acquired by the International
Institute of Intellectual Co-operation since 1921.

(b) Waiver of claims

According to the decision of the United Nations, the United
Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation will have, as
from 1st January 1946, the use of the above mentioned assets under the
following conditions:

- (1) The library of the International Institute of Intellectual
Co-operation shall be handed over to the Government of the United Nations
Educational, Scientific and Cultural Organisation and become a separate
part of the latter's library.

- (2) The archives of the International Institute of Intellectual
Co-operation shall be handed over to the Government of the United Nations
Educational, Scientific and Cultural Organisation and become a separate
part of the latter's archives.

(3) The stocks of publications shall likewise be handed over to the Secretariat of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation. The conditions under which the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation shall use these publications, and the copyrights and publishing rights thereto pertaining, shall be determined by a special agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and the United Nations.

(4) Due regard being had to the rights and interests of the United Nations on the one hand, and of the French Government on the other, the furniture and materials acquired by the International Institute of Intellectual Co-operation since 1924 shall be handed over to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation for the latter's use.

ARTICLE 4

STAFF OF THE

INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION

Given equal competence and merit of applicants, and in accordance with the principles decided upon by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation for the recruitment of its staff, special consideration shall be given to applications made by former officials of the Institute who, having acquired experience with the Institute, are able to make an effective contribution to the work of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation.

ARTICLE 5

The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and the Director of the International Institute of Intellectual Co-operation shall take all the necessary steps to ensure the execution of the present Agreement.

ARTICLE 6

COMING INTO FORCE

The present Agreement shall come into force, after approval by the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and

(c) The records of the Institute shall be made available to the members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The records shall be made available to the members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The records shall be made available to the members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

(d) The records shall be made available to the members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The records shall be made available to the members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The records shall be made available to the members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

ARTICLE 1

INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION

Given equal competence and merit of applicants, and in accordance with the principles decided upon by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization for the recruitment of its staff, special consideration shall be given to applicants who by former officials of the Institute who, having acquired experience with the Institute, are able to make an effective contribution to the work of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

ARTICLE 2

The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall be the Director of the International Institute of Intellectual Co-operation. The Director shall have all the necessary powers to ensure the execution of the present Agreement.

ARTICLE 3

FINANCIAL PROVISIONS

The present Agreement shall be signed by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the International Institute of Intellectual Co-operation.

Cultural Organisation, when it is signed by the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation and the Director of the International Institute of Intellectual Co-operation.

It shall be communicated before signature to the United Nations and to the French Government.

(Signed) J.J.MAYOUX,
Director
of the International Institute
of Intellectual Co-operation.

(Signed) JULIAN HUXLEY,
Director-General
of the United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organisation.

PARIS, 20th December 1946.

...of the ...
...of the ...
...of the ...
...of the ...
...of the ...

(Signed) ...
...
...
...
...

NOTES ON A MEETING OF HEADS OF SECTION HELD ON WEDNESDAY,
DECEMBER 18TH, 1947 AT 4 P.M.

Subject: IMMEDIATE MEASURES TO BE TAKEN FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT
BETWEEN UNESCO AND THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR INTELLECTUAL
COOPERATION.

The meeting considered three main points of the implementation of the above-mentioned Agreement:

- (i) Transfer to Unesco of the Institute's assets;
- (ii) Possibilities of Unesco carrying out part of the activities of the Institute;
- (iii) Possibilities of Unesco taking over part of the personnel of the Institute.

Transfer of Assets.

It was decided to undertake this transfer, not during the last days of December, but during ^athe longer period, and not all the assets at once, but by degrees. The archives and working tools are to come first, then the library and the stock of publications, and lastly, the furniture and materials.

As long as Unesco is only going to have the use of these assets while the property remains with the United Nations, it was decided to make an inventory of them all. For the archives it was considered that we should take over temporarily a person from the Institute to make this inventory; this decision will be made on the 6th January, when Dr. Huxley comes back, and the work will be paid for as such, and not as a salary.

The library is not catalogued or inventoried. It will be brought over in wooden cases, which will remain intact for a long period until this catalogue is made, a task which will also be undertaken gradually. The publications are also to come, but no selling of the publications will take place until a specific agreement is concluded between the United Nations and Unesco to determine the details of the use of the Institute's assets by Unesco.

The furniture and materials have already an inventory almost complete, according to Monsieur Mayoux, but considering that the French Government has an interest in part of this furniture, it was decided to defer this matter until (i) the French Government has been consulted on this

INSTITUTIONAL RESEARCH
RESEARCH REPORT

INSTITUTIONAL RESEARCH
RESEARCH REPORT

The meeting considered three main items of the presentation

of the above-mentioned document:

- (i) Transfer to the Institute of the assets;
- (ii) Establishment of a research center out of the activities of the Institute;
- (iii) Establishment of a research center out of the personnel of the Institute.

Transfer of assets.

It was decided to undertake this transfer, not during the last days of December, but during the January period, and not at the assets at once, but by phases. The archives and working tools, as to come first, then the library and the stock of publications, and lastly, the furniture and materials. As long as the assets are only going to have the use of these assets while the property remains with the United Nations, it is decided to take an inventory of them all. For the archives it was considered that we should take even temporarily a loan from the Institute to take an inventory. This decision will be made on the 15th January, when Dr. Under comes back, and the report will be made for a week, and not as a salary.

The library is not mentioned or inventoried. It will be brought over in wooden cases, which will be the first lot for a long period until the entire lot is ready, a task which will also be undertaken gradually. The publications are also to come, but no selling of the publications will take place until a specific report is completed between the United Nations and UNESCO to determine the details of the use of the Institute's assets by

one co.

The Institute and National have already on January 1st, 1948, to those, but to a small extent, at a time when the French Government has been so busy with the

point and (ii) the United Nations agrees. According to Monsieur Mayoux, most of the furniture is legally the property of the Institute itself, and therefore will become the property of the United Nations on December 31st, and Unesco may use it; but as the French Government has decided to allocate the space now occupied by the Institute to the French National Commission for Unesco, it would perhaps be an equitable thing to leave part of that furniture to the French Government, a part which, after all, will not be very large as M. Mayoux believes they will only use five or six offices, a couple of typewriters, one roneo, etc.

A last word was said about the archives, with special reference to the part of it which has been serving the International Studies Conference. It was agreed that although Unesco could claim the absolute use of those archives, it might be advisable to leave part of them provisionally to the International Studies Conference until the relations between that body and Unesco can be further defined.

All the assets of the Institute to be transferred to Unesco will become a distinct deposit within Unesco in the strict sense of the word, but it was decided that for a better use of the library, both the books coming from the Institute and the library of Unesco, should be amalgamated, having, of course, a special catalogue and a special card index for the books of the Institute so that at any moment when the United Nations might ask us to turn back the Institute's assets we should be able to do so.

Programme.

As Unesco has been authorised to carry on with that part of the activities of the Institute which correspond to specific projects in Unesco's programme approved by the General Conference, it was suggested that the Director of the Institute, Monsieur Mayoux, should get in touch with the different sections of the Secretariat, to discuss the practical possibilities of carrying out that idea. It was decided that as the basis of that work was exactly the programme of the activities of the Institute, an official of that body, appointed by M. Mayoux, should draw up a memorandum after analysing and comparing the programmes of both organisations, and after discussion with

the Heads of Sections of Unesco, in which a practical way for Unesco to carry out the work of the Institute would be outlined and suggested.

It was also decided that that official of the Institute (possibly Madame Malter) should start working on the 6th January, paid by Unesco and should present the report on the 30th January, in order that a further study of it by the Secretariat of Unesco could make it available for presentation to the session of the Executive Board of Unesco at the end of February. This official of the Institute would also be taken for that temporary work.

Personnel.

M. Mayoux asked that we should look at the problem of personnel from the human angle rather than from the legalistic point of view. He stressed the point that the main thing in favour of the Institute's personnel that Unesco could do was to alleviate the uncertainty under which that personnel will live from the 31st December onwards, if not by appointment with Unesco, at least with the negative result, so they could consider the possibility of another job.

Mrs. Longley offered to circulate files to the Heads of Section so that they could report back to her on personnel questions, and she, in turn, would act in the matter as soon as practicable. She considered that for secretaries and third assistants, decisions could be made now, but she regretted that owing to the policy of Unesco of cutting down the French personnel in Unesco most of the secretaries of the Institute would not be able to be taken over.

the needs of sections of Unesco, in which a practical way for Unesco to carry out the work of the Institute would be outlined and suggested.

It was also decided that the official of the Institute

(possibly Madame Hildegarde) should start working on the 1st January, 1951 by

Unesco and should present the report of the 1st January, in order that a

further study of it by the Committee of Unesco could make it available for

presentation to the session of the Executive Board of Unesco at the end of

January. This official of the Institute would also be taken for that

temporary work.

Personnel

1. Madame asked that we should look at the problem of personnel

from the human angle rather than from the legalistic point of view. He

stressed the point that the main thing in view of the Institute's personnel

that Unesco could do was to alleviate the uncertainty under which they

personnel will live from the 1st December onwards, at not by appointment with

Unesco, at least with the negative result, so they could consider the possibility

of another job.

Mrs. Jon Joy offered to circulate notes to the heads of sections

so that they could report back to her on personnel questions, and she, in turn,

would set in the matter as soon as practicable. She considered that for

secretaries and third assistants, decisions could be made now, but she

regretted that owing to the policy of Unesco of cutting down the French

personnel in Unesco most of the secretaries of the Institute would not be able

to be taken over.

TRANSFER TO UNESCO OF THE FUNCTIONS AND ACTIVITIES OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION AND UTILIZATION BY UNESCO OF THE ASSETS OF THE INSTITUTE TRANSFERRED TO THE UNITED NATIONS BY THE LEAGUE OF NATIONS.

Report and draft Resolution submitted by the Secretary-General

I. INTRODUCTION

In its resolution of 12 February 1946 the General Assembly of the United Nations requested the Economic and Social Council "to survey the functions and activities of a non-political character which have hitherto been performed by the League of Nations, in order to determine which of them should, with such modifications as are desirable, be assumed by organs of the United Nations or be entrusted to specialized agencies which have been brought into relationship with the United Nations."

On 17 April 1946 the twenty-first and last Assembly of the League of Nations adopted the following draft resolutions:

1. "The ASSEMBLY thanks the International Institute of Intellectual Co-operation (Paris) for the valuable collaboration which, since 1925, it has given to the League of Nations as the organ for the execution of the decisions and recommendations of the International Committee on International Co-operation.

2. "The ASSEMBLY,

"Being desirous of facilitating by all the means in its power the continuity of the work of intellectual co-operation;

"Considering that paragraph 7 of the letter of 8 December 1924, from the French Government to the President of the Council of the League of Nations provides that, in the event of the abolition of the Institute, any articles and, in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Governing Body, as well as any property which has been acquired by the Institute during its period of operation, shall remain the property of the League of Nations:

"Resolves to transfer the right of property mentioned above to the United Nations;

"Instructs the Secretary-General of the League of Nations to take in due time, in conjunction with the Directorate of the Institute, the necessary measures for the execution of the present resolutions."

The Constitution of UNESCO (Article XI, Par. 2) provides that:

"Whenever the General Conference of this Organization and the competent authorities of any other specialized inter-governmental organizations or agencies whose purposes and functions lie within the competence of this Organization, deem it desirable to effect a transfer of their resources and activities to this Organization, the Director-General, subject to the approval of the Conference, may enter into mutually acceptable arrangements for this purpose."

Negotiations having begun with a view to an agreement between the Executive Secretary of the Preparatory Commission of UNESCO and the Acting Director of the International Institute of Intellectual Co-operation, the question was brought before the Economic and Social Council, at its meeting on 3 October 1946, voted the following resolution, for submission to the General Assembly of the United Nations:

THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL, in view of the future transfer to UNESCO of the functions and activities of the International Institute of Intellectual Co-operation,

RECOMMENDS that

"1. The Preparatory Commission of UNESCO and the Institute be requested to undertake negotiations for this purpose forthwith

"2. The Secretary-General be authorized to study and to report the next meeting of the General Assembly concerning the conditions under which it will be appropriate to utilize the assets of the League of Nations in the International Institute of Intellectual Co-operation, bearing in mind the respective requirements of the United Nations and of UNESCO."

In accordance with the above recommendation, the Secretary-General has made a study of the assets of the International Institute of Intellectual Co-operation as drawn up in the attached annex, and has the honour to submit the following draft resolution to the Assembly:

II. DRAFT RESOLUTION

At its third session, the Economic and Social Council, in view of the future transfer to UNESCO of the functions and activities of the International Institute of Intellectual Co-operation, recommends that:

"The Preparatory Commission of UNESCO and the Institute be requested to undertake negotiations for this purpose forthwith.

"The Secretary-General be authorized to study and report to the next meeting of the General Assembly concerning the conditions under which it will be appropriate to utilize the assets of the League of Nations in the International Institute of Intellectual Co-operation, bearing in mind the respective requirements of the United Nations and UNESCO."

The General Assembly has examined the report presented to it by the Secretary-General in accordance with the resolution of the Economic and Social Council and recognize that it is desirable to transfer to UNESCO the functions and activities of the International Institute of Intellectual Co-operation.

~~THEREFORE~~

- X
1. The General Assembly recommends that as soon as possible after UNESCO has been definitely established, it shall take over, in accordance with Article XI, paragraph 2, of its Charter, such of the functions and activities of the International Institute of Intellectual Co-operation as may be performed within the scope of the programme adopted at the UNESCO General Conference, as set forth in the draft agreement between the United Nations and UNESCO, under the terms of Article 63 of the United Nations Charter.
 2. The General Assembly further recommends that an agreement be concluded between UNESCO and the Institute before 31 December 1946, in order to facilitate the assumption by UNESCO of the functions and activities referred to in paragraph 1 of the present Resolution.

3. The General Assembly, in order to ensure, under the auspices of UNESCO, the continuity of the work performed by the International Institute of Intellectual Co-operation, invites the Secretary-General to authorize UNESCO to utilize the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations.

ANNEX

ASSETS OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION

It should be remembered that the building placed at the Institute's disposal by the French Government at No. 2, rue Montpensier, Paris, has always remained the property of the French Government into whose possession it will return on 31 December 1946, the date on which the Institute will close down.

Hence the Institute's assets only consist of movable objects which may be divided into the following categories:

(a) Office furniture and equipment. The cost value of office furniture and equipment amounts to 463,180 francs, which should be multiplied by the coefficient five in view of the general rise in prices since 1939. To the sum thus obtained should be added 763,000 francs for recent acquisitions. This gives a grand total of 3,079,500 francs.

(b) Archives and Distribution Service. The Archives of the International Institute of Intellectual Co-operation were created in 1928. They represent a considerable volume of documents, and contain the complete correspondence of the Institute since that date as well as a few files made up at earlier dates. The files are divided into groups, each group containing the correspondence dealing with a particular question.

The Distribution Service comprizes the documents concerning the work of the Intellectual Co-operation Organization.

(c) Library. The Institute's library mainly consists of volumes offered as gifts or in exchange for the Institute's own publications. It has therefore not been built up very systematically, and it has never been possible to remedy this owing to the very exiguous funds at the Institute's disposal.

(d) Publications of the Institute. Some of these publications, which cover the whole of the Institute's field of activity, are out of print; some are still available at the Institute in larger or smaller quantities.

* *
*

It should be noted ad memoriam that as at 31 December 1946 the Institute will have no funds in hand, since it has never been possible to apply properly the International Act of 1938 on Intellectual Co-operation.

TRANSFERT A L'UNESCO DE FONCTIONS ET ACTIVITES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE, ET
UTILISATION PAR L'UNESCO DES AVOIRS DE L'INSTITUT TRANSFERES AUX NATIONS UNIES PAR LA SOCIETE DES NATIONS.

Rapport et Projet de Résolution présentés par le Secrétaire général.

I. INTRODUCTION

Par sa résolution en date du 12 février 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies a chargé le Conseil Economique et Social de "procéder à un examen d'ensemble des fonctions et activités de caractère non politique exercées par la Société des Nations, en vue de déterminer celles qui devraient, sous réserve des modifications désirables, être assumées par des organes des Nations Unies ou confiées à des institutions spécialisées reliées à l'Organisation".

Le 17 avril 1946, la XXIIe et dernière Assemblée Générale de la Société des Nations a adopté les projets de résolution suivants :

1. "L'ASSEMBLEE remercie l'Institut international de Coopération intellectuelle (Paris) de la précieuse collaboration qu'il a apportée depuis 1925 à la Société des Nations en tant qu'organe d'exécution des décisions et recommandations de la Commission internationale de Coopération intellectuelle".

2. "L'ASSEMBLEE,

"Désireuse de faciliter par les moyens en son pouvoir la continuité de l'oeuvre de coopération intellectuelle;

"Considérant que le paragraphe 7 de la lettre du 8 décembre 1924, adressée par le Gouvernement français au Président du Conseil de la Société des Nations, stipule qu'en cas de suppression de l'Institut, les objets et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil d'administration ainsi que toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement resteront la propriété de la Société des Nations :

"Décide de transférer le droit de propriété visé ci-dessus aux Nations Unies ;

"Charge le Secrétaire général de la Société des Nations de prendre en temps opportun avec la Direction de l'Institut les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente résolution".

Unitas... Désirons de faciliter par les moyens en son pouvoir la continuité de l'œuvre de coopération intellectuelle;

Le 17^e Considérant que le paragraphe 7 de la lettre du 8 décembre 1924, adressée par le Gouvernement français au Président du Conseil de la Société des Nations, stipule qu'en cas de suppression de l'Institut, les objets et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil d'administration ainsi que toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement resteront la propriété de la Société des Nations :

"Décide de transférer le droit de propriété visé ci-dessus aux Nations Unies ;

"Charge le Secrétaire Général de la Société des Nations de prendre en temps opportun avec la Direction de l'Institut les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente résolution".

Le 17^e Considérant que le paragraphe 7 de la lettre du 8 décembre 1924, adressée par le Gouvernement français au Président du Conseil de la Société des Nations, stipule qu'en cas de suppression de l'Institut, les objets et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil d'administration ainsi que toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement resteront la propriété de la Société des Nations :

"Décide de transférer le droit de propriété visé ci-dessus aux Nations Unies ;

"Charge le Secrétaire Général de la Société des Nations de prendre en temps opportun avec la Direction de l'Institut les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente résolution".

Le 17^e Considérant que le paragraphe 7 de la lettre du 8 décembre 1924, adressée par le Gouvernement français au Président du Conseil de la Société des Nations, stipule qu'en cas de suppression de l'Institut, les objets et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil d'administration ainsi que toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement resteront la propriété de la Société des Nations :

"Décide de transférer le droit de propriété visé ci-dessus aux Nations Unies ;

La Charte de l'UNESCO (Art. XI, alinéa 2) prévoit que :

"Toutes les fois que la Conférence Générale et les autorités compétentes de toute autre organisation intergouvernementale spécialisée poursuivant des activités et des objectifs analogues jugeront souhaitable de transférer à l'Organisation les ressources et fonctions de ladite organisation ou institution, le Directeur général pourra, sous réserve de l'approbation de la Conférence, conclure, à la satisfaction des deux parties, les accords nécessaires."

Ces négociations ayant commencé en vue d'un accord entre le Secrétaire Exécutif de la Commission préparatoire de l'Unesco et le Directeur par intérim de l'Institut international de Coopération intellectuelle, le Conseil économique et social a été saisi de la question et, dans sa séance du 3 octobre 1946, a voté, à l'intention de l'Assemblée générale des Nations Unies, la résolution suivante :

"LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, considérant le futur transfert à l'Unesco des fonctions et activités de l'Institut international de coopération intellectuelle,

"RECOMMANDE que

"1. La Commission préparatoire de l'Unesco et l'Institut international de coopération intellectuelle entreprennent, dès maintenant, des négociations à cet effet.

"2. Le Secrétaire général soit autorisé à faire, après étude, rapport à l'Assemblée Générale lors de sa prochaine session, sur les conditions dans lesquelles il conviendra d'utiliser les avoirs de la Société des Nations dans l'Institut international de Coopération intellectuelle, compte tenu des besoins respectifs des Nations Unies et de l'Unesco."

Conformément à cette recommandation, le Secrétaire général a fait une étude des avoirs de l'Institut International de Coopération Intellectuelle suivant l'annexe incluse et a l'honneur de soumettre à l'Assemblée le projet de résolution suivant :

II. PROJET DE RESOLUTION

Au cours de sa troisième session, le Conseil économique et social, considérant la question du futur transfert à l'Unesco des fonctions et activités de l'Institut international de coopération intellectuelle, a recommandé que :

"La Commission préparatoire de l'Unesco et l'Institut international de coopération intellectuelle entreprennent, dès maintenant, des négociations à cet effet.

"Le Secrétaire général soit autorisé à faire, après étude, rapport à l'Assemblée Générale lors de sa prochaine session, sur les conditions dans lesquelles il conviendra d'utiliser les avoirs de la Société des Nations dans l'Institut international de coopération intellectuelle, compte tenu des besoins respectifs des Nations Unies et de l'Unesco".

1011 1201 1301

[Faint, illegible handwritten notes]

very

L'Assemblée générale a examiné le rapport qui lui a été présenté par le Secrétaire général conformément à la résolution du Conseil économique et social et reconnaît qu'il est désirable de transférer à l'Unesco les fonctions et activités de l'Institut International de coopération intellectuelle.

PAR CONSÉQUENT :

- 1) L'Assemblée générale recommande qu'aussitôt que possible après son établissement définitif, l'Unesco assume, conformément à l'Article XI, paragraphe 2, de sa Charte, celles des fonctions et activités de l'Institut international de coopération intellectuelle qui peuvent être accomplies dans le cadre du programme adopté à la Conférence générale de l'Unesco et qui sont prévues dans le projet d'accord entre les Nations Unies et l'Unesco, aux termes de l'Article 63 de la Charte des Nations Unies.
- 2) L'Assemblée Générale recommande en outre qu'un accord soit conclu entre l'Unesco et l'Institut, avant le 31 décembre 1946, afin de faciliter la reprise par l'Unesco des fonctions et activités mentionnées au paragraphe 1 de la présente résolution.
- 3) L'Assemblée Générale, afin d'assurer, sous les auspices de l'Unesco, la continuité des travaux accomplis par l'Institut international de Coopération intellectuelle, invite le Secrétaire général à autoriser l'Unesco à utiliser les avoirs de l'Institut qui ont été transférés par la Société des Nations aux Nations Unies.

1. The first part of the report is a general statement of the purpose and scope of the study. It is followed by a brief review of the literature on the subject.

2. The second part of the report is a description of the methods used in the study. This includes a discussion of the subjects, the instruments used, and the procedures followed.

3. The third part of the report is a presentation of the results of the study. This is done in the form of a series of tables and graphs.

4. The fourth part of the report is a discussion of the results and their implications. This includes a comparison of the results with those of other studies and a discussion of the limitations of the study.

ANNEXE AU DOCUMENT A/136

AVOIRS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION
INTELLECTUELLE

Il importe de se rappeler que l'immeuble mis à la disposition de l'Institut par le Gouvernement français, et sis au n° 2, rue Montpensier à PARIS, est toujours resté propriété du Gouvernement français, qui va le reprendre le 31 décembre 1946, date à laquelle l'Institut doit fermer ses portes.

Les avoirs de l'Institut ne comprennent, par conséquent, que les objets mobiliers qu'on peut diviser dans les catégories suivantes :

a) Mobilier et équipement de bureaux. - La valeur d'achat du mobilier et de l'équipement de bureaux représente 463.180 francs, qu'il y a lieu de multiplier par le coefficient 5, vu l'augmentation générale des prix depuis 1939. A la somme ainsi obtenue, il faut ajouter 763.000 francs pour les acquisitions récentes. On arrive donc à un total général de 3.079.500 francs.

b) Archives et Service de Distribution. - Les Archives de l'Institut International de Coopération intellectuelle ont été créées en 1928. Elles représentent une masse considérable de documents et renferment la correspondance complète échangée par l'Institut à partir de cette époque ainsi que quelques dossiers établis à des dates antérieures. Les dossiers sont divisés par groupes, chacun de ces groupes contenant la correspondance relative à une question déterminée.

Le service de Distribution comprend les documents relatifs aux travaux de l'Organisation de Coopération intellectuelle.

c) Bibliothèque. - La bibliothèque de l'Institut se compose essentiellement de volumes offerts en don ou en échange des publications de l'Institut. Elle n'a donc pas été constituée d'une manière très systématique, et le budget extrêmement modeste de l'Institut n'a jamais permis de remédier à cette situation.

d) Publications de l'Institut. - Certaines de ces publications, qui couvrent tout le champ d'activité de l'Institut, sont épuisées; d'autres sont encore disponibles à l'Institut en plus ou moins grand nombre.

*
* *
*

Pour mémoire, on peut noter qu'au 31 décembre 1946, l'Institut n'aura aucun avoir en caisse, l'acte international de 1938 sur la Coopération intellectuelle n'ayant jamais pu être véritablement appliqué.

THE HISTORY OF THE

REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF AMERICA

1877

The history of the Republic of the United States of America is a story of the struggle for freedom and justice for all. It is a story of the founding fathers who created a new nation, and of the people who have lived and died for it.

The story begins with the first settlers who came to the New World in search of a better life. They found a land of opportunity, but also a land of conflict and struggle.

The first chapter of the story is the story of the founding fathers. They were men of vision and courage who saw the need for a new nation. They fought for the principles of liberty and justice, and they created a government that has stood the test of time.

The second chapter of the story is the story of the early years of the Republic. It was a time of growth and expansion, but also a time of conflict and struggle. The people fought for the principles of liberty and justice, and they created a government that has stood the test of time.

The third chapter of the story is the story of the Civil War. It was a time of great conflict and struggle, but also a time of great achievement and progress. The people fought for the principles of liberty and justice, and they created a government that has stood the test of time.

The fourth chapter of the story is the story of the Reconstruction era. It was a time of great conflict and struggle, but also a time of great achievement and progress. The people fought for the principles of liberty and justice, and they created a government that has stood the test of time.

The fifth chapter of the story is the story of the Gilded Age. It was a time of great wealth and power, but also a time of great conflict and struggle. The people fought for the principles of liberty and justice, and they created a government that has stood the test of time.

The sixth chapter of the story is the story of the Progressive Era. It was a time of great reform and progress, but also a time of great conflict and struggle. The people fought for the principles of liberty and justice, and they created a government that has stood the test of time.

The seventh chapter of the story is the story of the World War era. It was a time of great conflict and struggle, but also a time of great achievement and progress. The people fought for the principles of liberty and justice, and they created a government that has stood the test of time.

1877

MEMORANDUM

on the nature and value of the assets of the
International Institute of Intellectual Co-
operation transferred by the League of Nations
to the United Nations.

According to paragraph 7 of the letter by which the French Government, on 8th December 1924, informed the President of the Council of the League of Nations of his decision to found the International Institute of Intellectual Cooperation, it is provided that:

".... should the International Institute of Intellectual Cooperation be abolished, any articles, and, in particular, the records, archives and collections of documents deposited in the premises by the Governing Body, as well as any property which has been acquired by the Institute during its period of operation, shall remain the property of the League of Nations."

In virtue of these provisions, the Twenty-first Assembly of the League of Nations decided:

"The Assembly, being desirous of facilitating by all the means in its power the continuity of the work of intellectual cooperation;

"Considering that paragraph 7 of the letter of December 8th 1924 from the French Government to the President of the Council of the League of Nations provides that, in the event of the abolition of the Institute, any articles, and, in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Governing Body, as well as any property which has been acquired by the Institute during its period of operation, shall remain the property of the League of Nations;

"Resolves to transfer the right of property mentioned above to the United Nations;

"Instructs the Secretary-General of the League of Nations to take in due time, in conjunction with the Directorate of the Institute, the necessary measures for the execution of the present Resolution."

The purpose of the present memorandum is to describe the assets which are covered by the above provisions.

1) Furniture and equipment.

.....
All furniture and equipment acquired by the Institute since its establishment in 1924 are a part of the above assets. The detailed inventory of this material has been made by the Director of the Institute and submitted to the Secretary-General of the League of Nations in the course of the spring of 1945. A copy of the inventory is enclosed. The cost of the whole of the material was 763,600 French francs, which, at present-day prices, according to the Director of the Institute, would realise 3,079,500 French francs.

According to the letter from the French Government referred

to above, it has been specified that the "grounds, buildings and moveable property placed at the disposal of the Institute by the Government of the French Republic shall revert to the French State in the case of the Institute's closing down."

Thus the Institute's buildings at 2, rue Montcaumon are not involved in the decisions to be made by the United Nations General Assembly concerning the future utilization of the Institute's Assets transferred by the League of Nations to the United Nations.

As from December 31st 1946, the date at which the Institute will be closing its doors, its former buildings will be taken over again by the French Government.

2. Archives.

The archives of the Institute were set up in 1928. They contain all the correspondence conducted by the Institute from that date onwards, as well as a certain number of files established previously.

The archives are divided into 10 sections, each section containing all the correspondence concerning one specific matter.

At the time of the occupation of France by the German forces, part of these archives was taken away, particularly the files concerning scientific questions.

3) Library.

The library of the Institute is in the main composed of volumes which have been received as gifts or in exchange for the Institute's publications. It has not therefore been built up in a systematic way. Due to the Institute's very limited budget, practically no purchases of books have ever been made.

4) Publications.

Since 1944, the Institute has prepared a large number of valuable publications in the various fields covered by its programme. Some of these publications are now out of print; other remain available in smaller or greater numbers. Together with the stock of publications, one should consider as a valuable asset the copyright for all the works published by the Institute. Some of them may be worth while re-publishing.

It should be stressed here that there will be no financial assets available at the time when the International Institute of Intellectual Cooperation ceases to exist.

In spite of the International Act concerning intellectual cooperation which was concluded in 1933 for increasing the resources of the Institute, the French Government has borne almost alone the cost of financing the Institute. For the year 1946, the French Government made a contribution of 5 million French francs for this purpose. These funds will be entirely used up by December 31st 1946.

The above details have all been communicated by the Director of the International Institute of Intellectual Cooperation to the Secretary-General of the League of Nations before the Twenty-first Assembly of the League of Nations, which took place in Geneva in April 1946, and which passed a Resolution transferring to the United Nations the League of Nations' rights on the above assets.

It may be recalled in this connection that at the time when the matter was discussed by the First Commission of the Twenty-first Assembly, M. Georges Scallé, a member of the French Delegation, made the following remarks:

"The scheme of distribution of the assets of organisations
"in course of liquidation appeared to him perfectly
"equitable, provided that by the term 'United Nations' was
"understood 'UNESCO'. The uninterrupted employment of
"international institutions for the particular purposes
"for which they were established was an important principle
"of public law recognised in all countries. It might then
"be supposed that bearing in mind the spirit in which the
"report was drafted, the term 'transfer of the assets to
"the United Nations' was equivalent to the 'transfer of
"the assets to UNESCO".

(André de Bligny).

19.10.46.
Imv.entrul.

ARCHIVES.

Les Archives de l'Institut International de Coopération Intellectuelle ont été créées en 1923. Elle contiennent la correspondance complète échangée par l'Institut à partir de cette époque et quelques dossiers établis à des dates antérieures.

Les dossiers sont divisés par groupes - chacun de ces groupes contient la correspondance relative à une question déterminée.

- Groupe A. Correspondance relative aux Commissions nationales - Délégués d'Etat et Affaires générales de la Direction.
- Groupe B. Correspondance relative aux relations diverses entre pays - Affaires diverses d'instruction publique - Services d'Etudes cinématographiques - statistiques intellectuelles.
- Groupe C. Correspondance relative aux questions des relations universitaires.
- Groupe D. Correspondance relative aux questions scientifiques - Bibliothèques et Congrès bibliothécaires - Bibliographie - Documentation - Congrès internationaux - Archives.
- Groupe E. Correspondance relative aux questions juridiques.
- Groupe F. Correspondance relative aux questions littéraires et artistiques.
- Groupe G. Correspondance relative aux Sciences sociales.
- Groupe H. Correspondance relative à la Presse et aux Publications de l'Institut International de Coopération Intellectuelle.
- Groupe I. Correspondance relative à la Pédagogie - Enseignement. Comité consultatif pour l'enseignement de la Société des Nations.
Manuels scolaires.
Radio-diffusion éducative.
Enseignement.
Echanges et Voyages scolaires.
Publications pédagogiques.
- Groupe K. Correspondance relative à la Conférence permanente des Hautes Etudes internationales.

Les Allemands ont pris une partie des dossiers; ils s'intéressaient en premier lieu aux questions scientifiques.

DISTRIBUTION.

Le service de Distribution contient des documents relatifs aux travaux de l'Organisation de Coopération Intellectuelle. Ces documents se divisent en deux groupes.

GRUPPE I. Les documents établis par la Société des Nations relatifs aux travaux de la Commission internationale de Coopération intellectuelle.

Documents A - Assemblée de la Société des Nations.

Documents C et CH - Conseil de la Société des Nations.

Documents CICI - Travaux de la Commission internationale de Coopération intellectuelle.

Documents CICI/CA	}	Conseil d'administration.
CICI/CD		
CICI/Comex		

GRUPPE II. Les documents établis par l'Institut international de Coopération intellectuelle concernant les travaux des différentes sections de l'Institut.

Documents B - relatifs aux questions des manuels scolaires - Radiodiffusion scolaire - Musées pédagogiques - Centres nationaux de documentation pédagogique - développement moral.

Documents A - relatifs aux questions générales de la Direction.

Documents C - relatifs aux questions universitaires.

Documents C.I. A. - relatifs aux questions des archives.

Documents C.F.B. et C.I.B. - relatifs aux questions des bibliothèques.

Documents C.I.A.F. - relatifs aux questions des Arts populaires.

Documents D - relatifs aux questions scientifiques.

Documents E - relatifs aux questions juridiques.

Documents F - relatifs aux questions littéraires.

Documents G - relatifs aux questions artistiques.

Documents H - relatifs au service de publication.

Documents K - relatifs à la Conférence permanente des Hautes Etudes Internationales.

Documents K M - Rapports sur le machinisme.

Documents C.I.M. - relatifs aux travaux de l'Office international des Musées.

Les documents du Groupe II ont été particulièrement visés par les Allemands qui ont emporté toute la documentation concernant le Centre d'Information scolaire II B, les Archives II C.I.A., ainsi que différents documents d'autres sections.

MEMOIRE

Sur la nature et la valeur des avoirs
de l'Institut International de Coopération
Intellectuelle, transférés par la
Société des Nations
à l'Organisation des Nations Unies.

Aux termes du paragraphe 7 de la lettre par laquelle le Gouvernement français, en date du 8 décembre 1924, a informé le Président du Conseil de la Société des Nations de sa décision de fonder l'Institut International de Coopération Intellectuelle, il est stipulé que, "en cas de suppression de l'Institut, les objets et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil d'Administration, ainsi que toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement, resteront la propriété de la Société des Nations."

En vertu de ces dispositions, la vingt-et-unième Assemblée de la Société des Nations a pris la décision suivante :

"L'Assemblée désireuse de faciliter par les moyens
"dans son pouvoir la continuité de l'oeuvre de coo-
"pération intellectuelle;
"

"Considérant que le paragraphe 7 de la lettre du 8
"décembre 1924 adressée par le Gouvernement fran-
"çais au Président du Conseil de la Société des Na-
"tions stipule qu'en cas de suppression de l'Insti-
"tut les objets et notamment les archives et collec-
"tions de documents installés dans les locaux par
"le Conseil d'Administration, ainsi que toute pro-
"priété acquise par l'Institut au cours de son fonc-
"tionnement, resteront la propriété de la Société
"des Nations;
"

"Décide de transférer le droit de propriété visé
"ci-dessus aux Nations Unies;
"

"Charge le Secrétaire Général de la Société des
"Nations de prendre en temps opportun, avec la di-
"rection de l'Institut, les mesures nécessaires
"pour l'exécution de la présente Résolution."

Le but du présent mémoire est de décrire les avoirs qui sont couverts par les dispositions ci-dessus.

1) Mobilier et Matériel.

Tout le mobilier et tout le matériel acquis par l'Institut depuis sa création en 1924 font partie des avoirs ci-dessus. L'inventaire détaillé de ce mobilier et de ce matériel a été dressé par le Directeur de l'Institut et proposé au Secrétaire Général de la Société des Nations dans le courant du printemps 1945. Une copie de l'inventaire y est jointe. Le coût de la totalité du mobilier et du matériel est de 763.600 francs français, ce qui représenterait, au taux d'aujourd'hui, d'après le Directeur de l'Institut, une valeur de 3.079.500 francs en cas de réalisation.

1. Introduction

The purpose of this study is to investigate the effects of various factors on the growth of the plant.

The study was conducted in a controlled environment over a period of six weeks.

The results of the study are presented in the following sections.

The first section discusses the methodology used in the study.

The second section presents the data collected during the study.

2. Methodology

The study was conducted in a controlled environment over a period of six weeks. The plants were grown in a greenhouse under constant light and temperature conditions. The growth of the plants was measured by the height of the plants and the number of leaves. The data was collected at the end of each week.

The results of the study are presented in the following sections.

The first section discusses the methodology used in the study.

The second section presents the data collected during the study.

The third section discusses the results of the study.

The fourth section discusses the conclusions of the study.

The fifth section discusses the limitations of the study.

3. Results

The results of the study are presented in the following sections. The first section discusses the methodology used in the study. The second section presents the data collected during the study. The third section discusses the results of the study. The fourth section discusses the conclusions of the study. The fifth section discusses the limitations of the study.

Aux termes de la lettre précitée du Gouvernement français il a été spécifié que "les terrains, les constructions et les vieux meubles mis à la disposition de l'Institut par le Gouvernement de la République française devront retourner à l'Etat français en cas de fermeture de l'Institut."

Ainsi les immeubles de l'Institut, au 2, rue Montpensier à Paris, ne sont pas compris dans les décisions que doit prendre l'Assemblée Générale des Nations Unies en ce qui concerne l'utilisation future des avoirs de l'Institut transférés par la Société des Nations aux Nations Unies.

A partir du 31 décembre 1946, date à laquelle l'Institut fermera ses portes, le Gouvernement français reprendra possession des immeubles qu'occupait l'Institut.

2) Les archives de l'Institut.

Les archives de l'Institut ont été créées en 1928. Elles renferment toute la correspondance entretenue par l'Institut depuis cette date, ainsi qu'un certain nombre de fiches établies antérieurement.

Les archives se divisent en 10 sections, chacune renfermant la correspondance relative à un sujet spécial.

Pendant l'occupation de la France par les forces allemandes, on a retiré une partie de ces archives, particulièrement les fiches concernant les questions scientifiques.

3) La Bibliothèque.

La bibliothèque de l'Institut est principalement composée de volumes reçus à titre de cadeaux ou en échange des publications de l'Institut. Elle n'a donc pas été constituée d'une façon systématique. Aucune acquisition de livres n'a pratiquement jamais été faite sur le budget très restreint de l'Institut.

4) Les Publications.

Depuis 1944 l'Institut a préparé un grand nombre de publications de valeur sur des sujets variés couverts par son programme. Certaines de ces publications sont maintenant épuisées, d'autres demeurent disponibles, en nombre plus ou moins grand. Dans l'ensemble du stock des publications on devrait tenir, pour un avoir de valeur, les droits d'auteur pour tous les ouvrages publiés par l'Institut. Quelques-uns vaudraient peut-être la peine d'être republiés.

On devrait insister ici sur le fait qu'il ne restera aucune disponibilité financière au moment où l'Institut International de Coopération Intellectuelle cessera d'exister.

En dépit de l'Accord International relatif à la coopération intellectuelle conclu en 1938 en vue d'accroître les ressources de l'Institut, le Gouvernement français a supporté presque tout seul la charge du financement de l'Institut. Pour l'année 1946, le Gouvernement français y apporta une contribution de 5 millions de francs français. Ces fonds auront été complètement absorbés d'ici le 31 décembre 1946.

Les détails ci-dessus ont tous été communiqués par le Directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle au Secrétaire Général de la Société des Nations avant la vingt-et-unième Assemblée de la Société des Nations qui eut lieu

à Genève en avril 1946 et qui vota une Résolution transférant aux Nations Unies les droits de la Société des Nations sur les avoirs ci-dessus.

On peut rappeler à ce sujet qu'au moment de la discussion de cette affaire par la Première Commission de la vingt-et-unième assemblée, M. Georges Scelle, membre de la Délégation française, émit la remarque suivante :

"La répartition qui est prévue des biens des organisations en liquidation paraît parfaitement équitable, à condition, cependant, que par le terme "Nations Unies" on entende "UNESCO". La continuité des affectations d'institutions de droit public aux buts particuliers en vue desquels elles ont été prévues est, en effet, un grand principe du droit public reconnu dans tous les pays. On peut donc penser que, étant donné l'état d'esprit dans lequel le rapport est rédigé, le terme "transfert des biens aux Nations Unies" équivaut à "transfert des biens à l'UNESCO."

André de Blonay.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

INVENTAIRE DES OBJETS MOBILIERS.

		VALEUR D'ACHAT.	PRIX REÇUS.
Abat-jour métal	101	1.400.—	
Arpente électrique	130	1.000.—	
Armoire	5	5.000.—	
Aspirateur	2	1.950.—	
Babou	2	1.000.—	
Balance	2	280.—	
Bibliothèque encajon	13	32.500.—	
Bureau, bois des îles ou encajon	12	10.800.—	
Bureau chêne clair, 3 tiroirs	15	11.250.—	
Bureau chêne clair, 9 tiroirs	3	2.250.—	
Canapé	2	2.400.—	
Caisse d'emballage (grande).	19	3.800.—	
Caisse d'emballage (moyenne)	40		13.600.—
Chaise cannelée, chêne clair..	166	18.300.—	
Chaise cannelée en bois recourbé	25	3.750.—	
Chaise cannelée en bois dur..	210	25.200.—	
Chaise de bureau chêne	38	3.400.—	
Chaise provençale	5	650.—	
Chaise réparable	46	3.450.—	
Chariot acier	1	320.—	
Closerie vestiaire	9	1.800.—	
Classeur de bureau, chêne clair à rideau	4	3.000.—	
Classeur cartonnier 16 cases	2	2.000.—	
Classeur chêne clair, 4 tiroirs	7	5.600.—	
Classeur métallique	3	3.120.—	
Coffre-fort	2	4.200.—	
Corbeille à papier	67	700.—	
Corbeille correspondance....	71	1.500.—	
Echelle double à oculisme ..	1	210.—	
Echelle double en deux parties	1	200.—	
Estrade	1	600.—	
Etabli	1	400.—	
Extincteur	16	1.970.—	
Fauteuil de bureau cuir	8	3.200.—	
Fauteuil de bureau siège rembourré	12	1.800.—	
Fauteuil rembourré.....	4	800.—	
Fauteuil de bureau tournant..	23	8.050.—	
Fauteuil cuir	5	2.000.—	
Fauteuil cuir caoutchouc velours	34	17.000.—	
Fauteuil acier	2	400.—	
Guéridon	5	3.100.—	
Lampe portative.....	49	3.900.—	
Malle métallique	5	1.000.—	
Machine à adresser	1	3.150.—	
Pendule	1	480.—	
Plafonnier	39	2.000.—	
Portemanteau, 2 têtes.....	25	250.—	
Portemanteau à pieds.....	14	3.500.—	
Radiateur électrique	3	3.000.—	
Rideau velours	10	5.000.—	
Récepteur électrique	2	20.100.—	
Table (grande)	3	1.800.—	
Table chêne clair, 1 tiroir..	15	4.500.—	
Table chêne clair, 2 tiroirs.	61	32.400.—	
Table chêne clair (petite)..	6	600.—	
Table dactylographe	51	9.300.—	
Table acier	1	200.—	
Table provençale	1	600.—	
Table sur chevalets.....	2	5.000.—	
Tableau de sonnerie	3	500.—	

Tapis	3	17.500.--
Tapis de table	5	2.000.--
Téléphone: 1 standard....	1	11.000.--
appareil téléphonique	47	12.950.--
Reynages et casiers mobiles...		80.000.--
Machine à écrire.....	19	49.000.--
Machine à calculer	1	5.800.--

Installation de chauffage

(en place)

750.000.--

463.180.--

763.600.--

Il y a lieu de multiplier la valeur
d'achat par le coefficient 5, ce qui
représente une valeur totale de

463.180 x 5 =

2.315.900.--

3.079.500.--

DRAFT RESOLUTION II

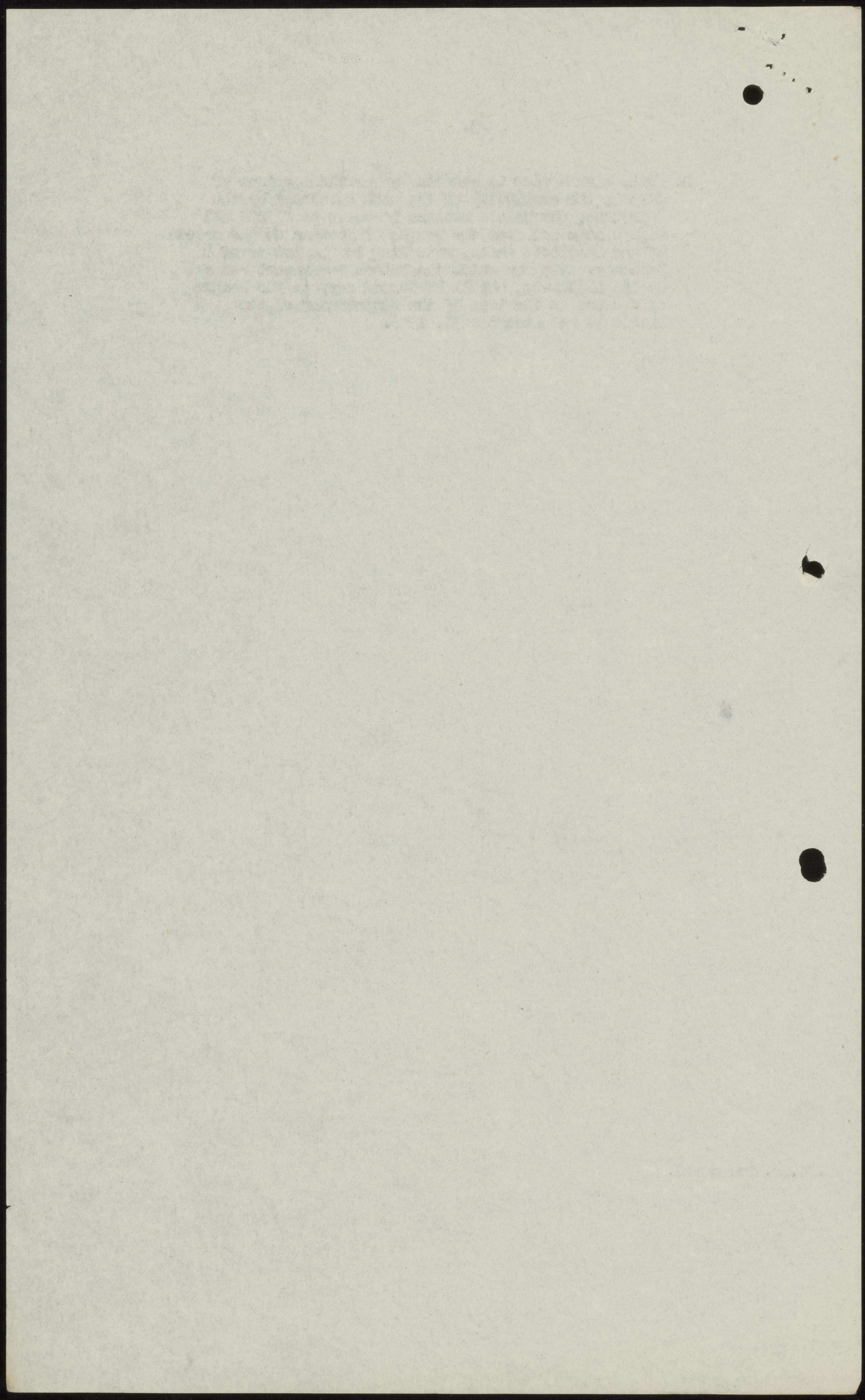
TO BE SUBMITTED TO THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS CONCERNING TRANSFER TO UNESCO OF CERTAIN FUNCTIONS AND ASSETS OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL COOPERATION.

1. WHEREAS the 21st Assembly of the League of Nations resolved in April 1946 to transfer to the United Nations the rights of the League of Nations and the assets of the International Institute of Intellectual Cooperation which, according to the letter of the French Government setting up the Institute in 1924, will be turned over to the League of Nations at the suppression of the Institute on December 31, 1946,
2. WHEREAS the General Assembly did not include the work of the Institute of Intellectual Cooperation among the activities of the League of Nations which the Economic and Social Council itself should continue provisionally.
3. WHEREAS the Economic and Social Council by Resolution of June 21, 1946, considered the Draft Agreement between the United Nations and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) and recommended to the General Assembly that this Agreement be approved by it, and the Preparatory Commission of UNESCO on July 5, 1946, approved the Agreement and recommended that the General Conference act favourably on it.
4. WHEREAS by Article I of the aforesaid Draft Agreement the United Nations "recognises the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) as a specialized agency responsible for taking such action as may be appropriate under its basic instrument for the accomplishment of the purposes set forth therein;
5. WHEREAS the First General Conference of UNESCO will consider and in the light of the work of the Preparatory Commission of UNESCO is expected to adopt a broad programme of activities in the field in which the Institute of Intellectual Cooperation has hitherto worked,
6. WHEREAS the Economic and Social Council, by resolution of September 2nd, 1946, recommended, in view of the future transfer to UNESCO of the functions and activities of the International Institute of Intellectual Cooperation, that:
 1. The Preparatory Commission of UNESCO and the Institute of Intellectual Cooperation be requested to undertake at this time negotiations for this purpose;
 2. That the Secretary-General be authorised to study and to report to the next meeting of the General Assembly concerning the conditions under which it will be appropriate to utilise the assets of the League of Nations in the Institute, bearing in mind the respective requirements of the United Nations and of UNESCO,

THE GENERAL ASSEMBLY DECIDES:

1. To recommend that as soon as possible after the establishment of UNESCO the Organisation take over, in accordance with Article XI, paragraph 2 of its Constitution, those functions of the International Institute of Intellectual Cooperation which can be accomplished within the framework of the programme decided upon by its General Conference, and that an agreement to this effect be concluded between the International Institute of Intellectual Cooperation and UNESCO.

2. That, with a view to ensuring under the auspices of UNESCO, the continuity of the work developed by the Institute, the United Nations transfer to UNESCO all rights acquired from the League of Nations on the assets of the Institute which, according to the letter of 8 December, 1924, by which the French Government has set up the Institute, shall be turned over to the League of Nations at the time of the suppression of the Institute on December 31, 1946.



Report sent also to
Wilson Zimmern, ~~Thomson~~

12th September 1946.

To: Dr. Julian Huxley.
From: André de Blonay.

ACTION TO BE TAKEN.
ON THE BASIS OF THE
ANNEXED REPORT.

*(Conversations concerning
the Int. Inst. of Int. Coop'n.)*

- 1) Request ^{to} the United Nations concerning the handing over of the Institute's assets to UNESCO;
- 2) Giving responsibility to UNESCO's Sections for completing the Institute's projects already under way;
- 3) Constitute joint Institute/UNESCO Commission for staff questions;
- 4) Prepare Draft Agreement for submission to the Executive Committee;
- 5) Give Institute translating facilities for preparing English version of report and the funds required for publication.

(André de Blonay).

of the ...
...

...

...

...

...

...

(...)

REPORT OF CONVERSATIONS CONCERNING THE
INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION.
(Geneva-Paris, August 27-Sept. 4, 1946)

I.

The conversations I have had in Geneva and Paris concerning the International Institute of Intellectual Co-operation have had the following purposes:

- a) To clarify the legal position of the Institute and to find out the steps to be taken for ensuring its final liquidation and the taking over of some of its functions and assets by UNESCO, according to the wish of the French Government and to the decisions of the League of Nations now in process of liquidation.
- b) To discuss with M. Jean-Jacques Hayoux the practical problems involved in the transition from the Institute to UNESCO.
- c) To define the elements of the Agreement to be concluded between the Institute and UNESCO for ensuring this transition.

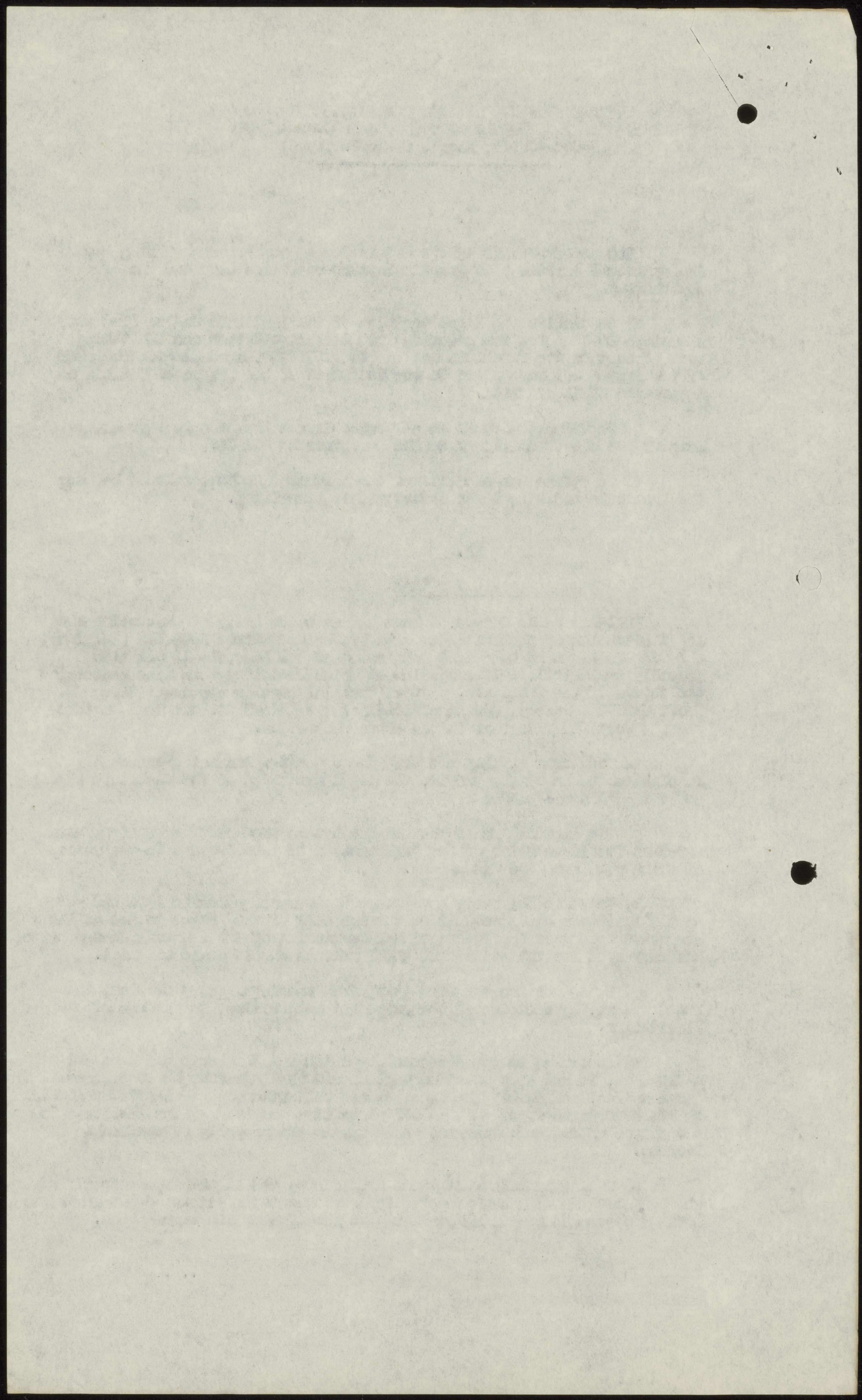
II.

LEGAL POSITION.

While I was in Geneva, I have had an opportunity of discussing the legal situation of the Institute with Professor MARCELO BOUQUIN (Belgian), who was Chairman of the First Commission of the League's liquidation Assembly last April, the Commission at which decisions were made concerning the future of the Institute. Additional information was secured from M. Henri VIGIER (French), now an official at the United Nations Headquarters, and who acted as Secretary to the above Commission.

In the light of this conversation and after examining thoroughly the resolutions taken by the League, the legal situation of the Institute appears to be as follows:-

- a) The liquidation of the League, now in process of execution, has entailed the liquidation of the Organization of Intellectual Co-operation, of which the Institute was a part.
- b) On the other hand, the French Government, which in 1924 had set up the Institute and placed it at the disposal of the League to act as the executive agency of the International Commission of Intellectual Co-operation, has expressed its intention that the Institute should cease to exist.
- c) Hence one can consider that, from the legal point of view, the Institute is, by decision of the competent authorities, in process of liquidation.
- d) According to the Agreement by which the Institute has been set up in 1924, it had been provided that should the Institute be suppressed, some assets, and namely the archives and collections of documents available at its headquarters, as well as all properties acquired by the Institute in the course of its functioning, would remain the property of the League of Nations.
- e) Taking into account those provisions, the Liquidation Assembly of the League of Nations has accepted to take over those assets of the Institute defined above and remaining available at the time of its liquidation.



f) At the same time, the League of Nations has decided to hand these assets over to the United Nations Organization, it being understood that after UNESCO had been finally set up, they would in turn be transmitted to UNESCO so that the continuity of the Institute's effort could be ensured within the new Organization. The General Secretary of the League of Nations and the Director of the Institute have been asked to execute this decision.

g) Thus, UNESCO resolves, to take over the assets of the Institute referred to above, a document by which it will be given authority to do so by the competent agency of the United Nations Organization.

h) While the situation of the Institute can thus be considered as clear, another problem must find a solution before the total liquidation of the Organization of Intellectual Co-operation set up by the League is assured.

With a view to strengthening the position of the Institute, broadening its organizational basis, and increasing the financial resources, a Convention entitled "Acte International de Co-operation Intellectuelle" was signed in 1938 by the representatives of some forty States. Of these forty States, only ten finally ratified this Convention.

This Convention remains in force to-day from the legal point of view, although for all practical purposes it has lost its significance.

An alternative policy can be followed in this case: either one can take no action considering that as the object of the Convention, which was to support the Organization of Intellectual Co-operation, no longer exists, the Convention will, ipso facto, fall into desuetude; or one could suggest that the Director of the Institute should officially inform the signatories of the Convention that developments have taken place recently, suggesting that in view of the present situation, they should agree to denounce the Convention, according to the procedure laid down.

As, according to the provisions of the "Acte", the latter will lapse when the number of signatories falls below eight, it will suffice that two members follow the Institute's suggestion to reach the desired end.

III.

PRACTICAL PROBLEMS.

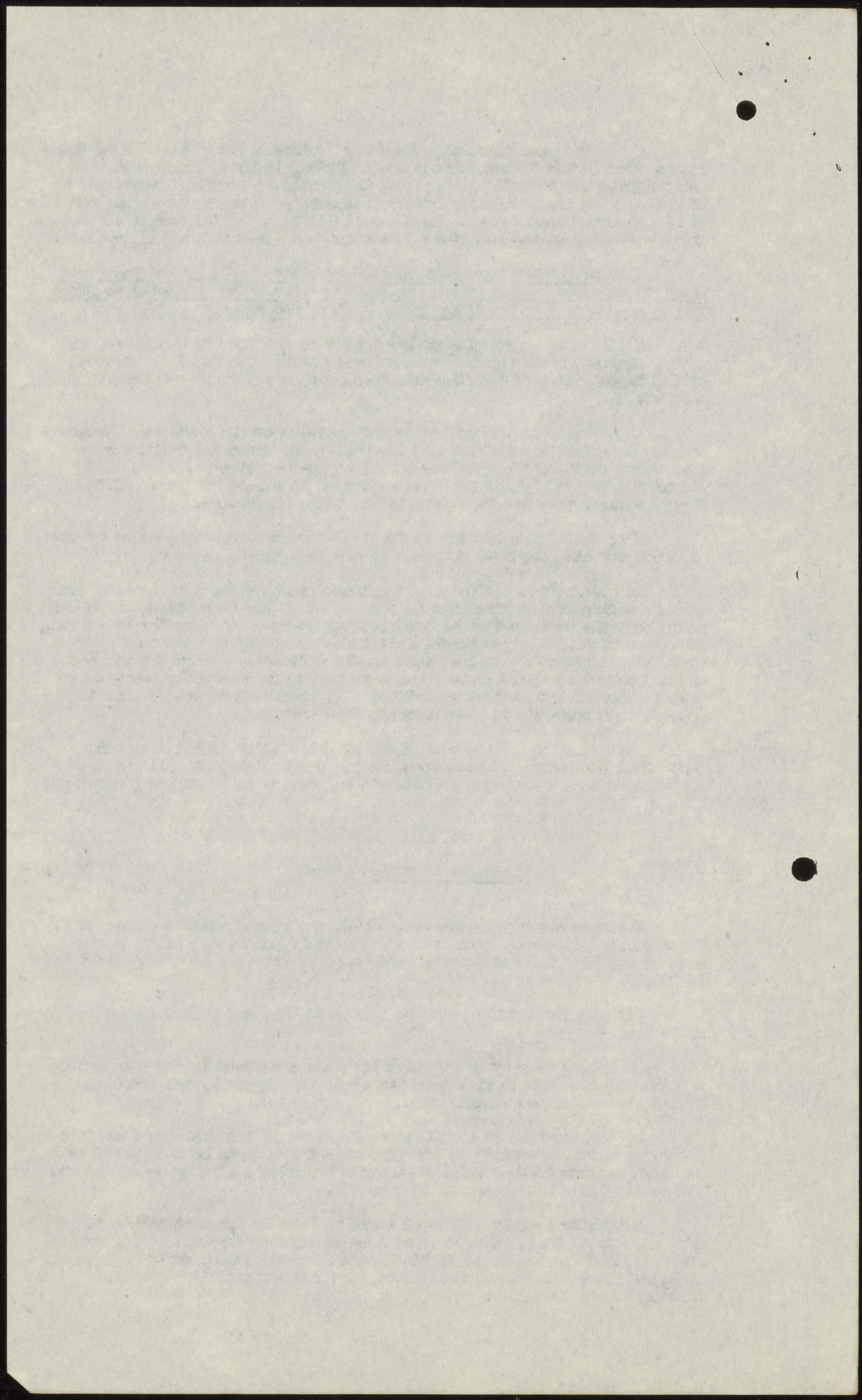
Once the above problems are solved, the ground will be clear for ensuring a smooth transition from the Institute, which, according to the wish of the French Government, should cease to exist on December 31st, 1946, to UNESCO.

The practical problems to be solved to this end can be summarised as follows:-

a) Taking over by UNESCO of those assets defined in the Convention of 1938 and of which it will have the right to dispose by the decision of the United Nations Organization.

b) Continuation by UNESCO of those items in the previous Institute programme which, according to its general policy should be integrated in its plan of work (with special reference to projects already under way and the completion of which should be ensured).

c) Taking over by UNESCO of those members of the Institute's staff who, in view of their experience of long standing, technical qualifications and attachment to the cause of intellectual co-operation, or contribution to UNESCO and facilitate the smooth transition institution to the other.



We shall now analyze the elements of these three problems in the light of the information received from M. Jean-Jacques HUYGHE, the Director of the Institute.

a) Assets of the Institute to be taken over by UNESCO.

The assets referred to in the Convention of 1924, and which UNESCO will take over from the Institute, are the following:

i) Furniture and equipment -

M. Huyghe has given us a detailed inventory of the furniture and equipment now available at the Institute; no estimate of this material's value has yet been made. It should be done.

This inventory will be given to the Administrative Officer of UNESCO, who, after our arrival in Paris, should examine this material and decide how it can best be used.

ii) Archives of the Institute -

These archives constitute a most valuable source of information for the history of intellectual co-operation between the two wars. These should be integrated in UNESCO's archives.

Unfortunately, a number of important documents composing these archives have been taken away by the Germans at the time of France's occupation in 1940. These documents may have been destroyed altogether. They may also have been deposited by the National-Socialist Government with some institution in Germany. It may be advisable to undertake some steps with the Allied Control Commission in view of finding out whether anything can be discovered.

iii) Library of the Institute -

This library, which has already been examined by Mr. Carter of UNESCO, is mainly composed of volumes received as gifts or in exchange for the Institute's publications.

It is therefore very incomplete and does not have a great value. Nevertheless, it can be merged into UNESCO's library.

iv) Publications of the Institute -

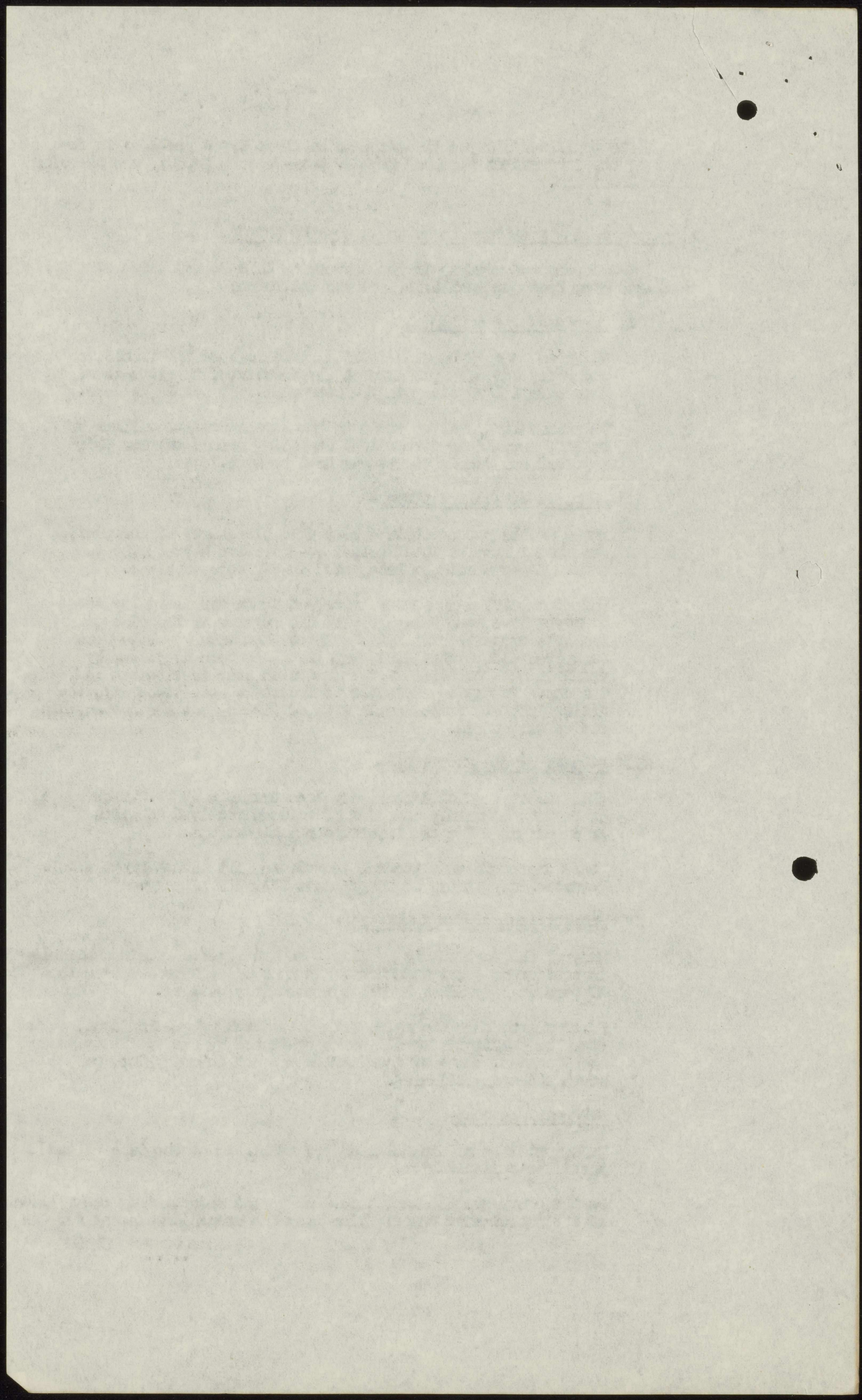
Many of the Institute's publications and reports remain available in smaller or greater numbers. In many cases they are documents of high quality which UNESCO can certainly utilize.

Furthermore, UNESCO should, with this stock of publications, take over the copyright for all works published by the Institute since its creation. Some of them, which are now out of print, may be worth while republishing.

v) Financial assets -

There will be no financial assets available at the time of the Institute's liquidation.

On the contrary, the Institute, due to the reduction by one million of the anticipated contribution from the French Government for the



present years due also to the claim of certain of its former officials still pending before its administrative court, may find it difficult to meet all its commitments. In this connection, it should be mentioned that but for the French Government, contributions from other States Members have been paid very inadequately since 1940.

At the time of the League Liquidation Assembly, it had been considered that the Institute should receive a share (500,000 Swiss francs) of the League's liquidation fund. As far as I could make out, no final decision nor any action has been taken in this matter.

Hence, when accepting the assets which will be handed over to it by the United Nations, UNESCO will have to guard itself against any future claims on these assets.

b) Programme of the Institute -

In planning the future programme of UNESCO, the heads of the various Sections have certainly considered which elements of the Institute's former activities it is desirable to take over and continue. We shall therefore limit ourselves to mentioning here certain projects which have already been initiated, but which, due to circumstances, have not been completed:

i) Science -

In 1939, the Institute called together an Expert Committee on the problems of "Hereditary of Genetics and Cytology." Plans have been made to call, in 1947, a second Expert Committee to deal with the same question and to complete the task undertaken. The matter seems to have been discussed already with Dr. Huxley. H. H. Establier is the member of the Institute's staff responsible for this project.

ii) Education -

Material has already been collected in preparation for the publication of two volumes of pedagogical bibliography, mainly:

- A) A summary pedagogical bibliography of the war years;
- B) Yearly pedagogical bibliography for 1946. This project was in the hands of H. Guitten.

iii) Information and publications -

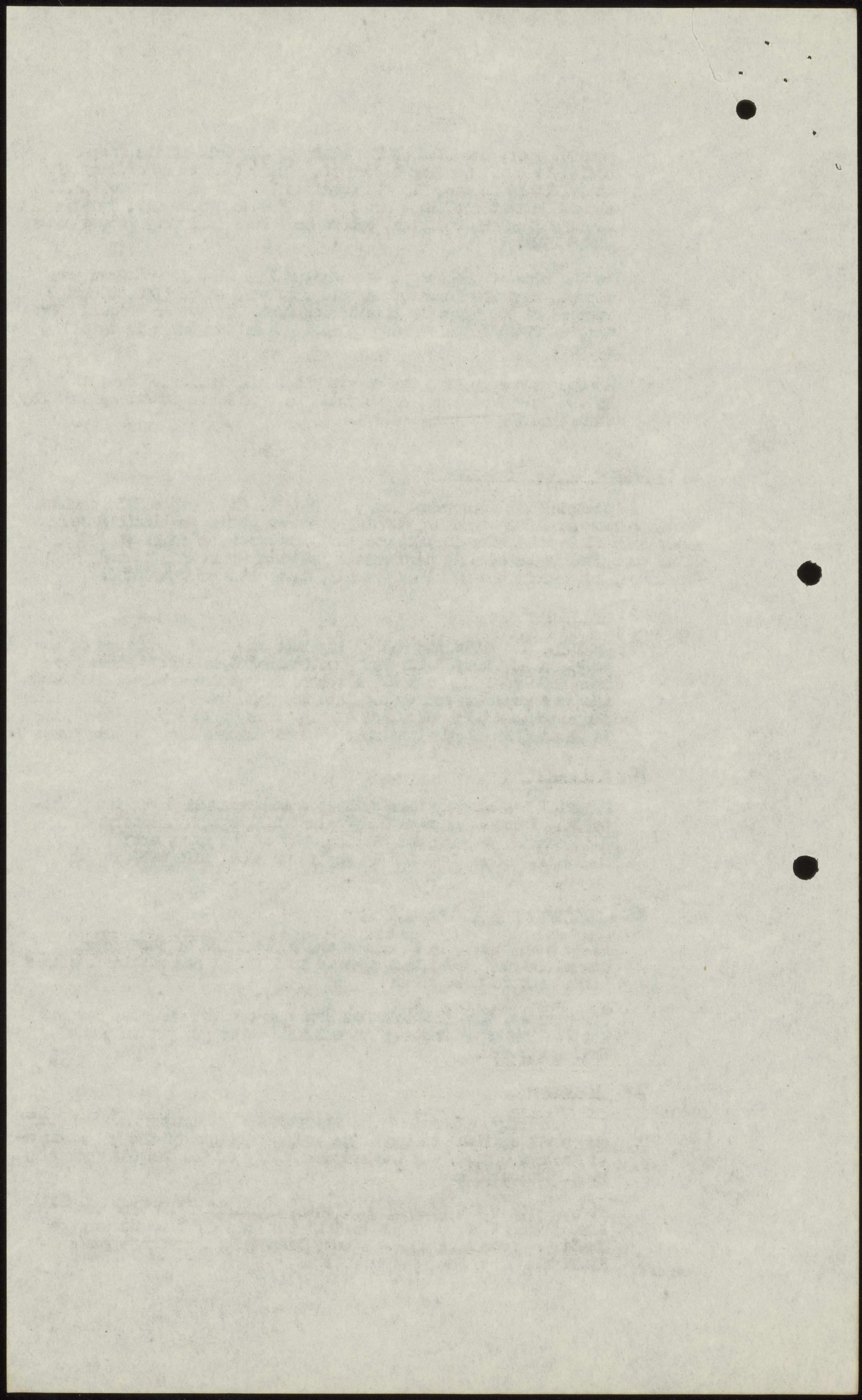
Plans have been made to resume the publication of the "Index Translationum" which last appeared in 1939. A new outline has been worked out to this effect.

Furthermore, the Institute has begun to collect material for the publication of an index of clandestine press and publications during the war.

iv) League -

The quarterly "Monsieur" and its monthly supplement have continued and still continue to appear under the auspices of the International League Office, and the responsibility of its General Secretary H. R. Fournier.

It seems that the financing of this publication has been ensured during recent years by grants from the "Direction Française des Ligues". According to H. Huxley, there will be no more funds available after December 31st 1946.



UNESCO's museum section will have to clear the future status and relationship of the International Museum Office and its parent bodies such as the International Commission on Historic Monuments; the International Centre for Institutes of Archaeology and History of Arts; the International Committee on Folk Art and Folklore; the International Studies Centre for Architecture and Town Planning.

The intricacy and complexity of these relationships seems to be beyond the comprehension of even the Director of the Institute.

v) Permanent Conference of International Studies -

Several documents prepared in relation with the last pre-war meeting of the Permanent Conference of International Studies are ready in manuscript to be printed if funds were available. They include the following studies:

- Exchange Control: by H. Plattier (in French and English)
- Law of International by H. Blaisne Denny (in English)
- Several reports of the Commission of Danubian Studies.

According to H. Nyoux, these manuscripts have, since the end of the war, been examined by experts. They still keep their value.

Action in this field should not be taken before UNESCO has adjusted its relationship with the Permanent Conference of International Studies which will meet at the end of October in London to decide its future policy.

This is a very important and delicate matter, to which the competent members of UNESCO's Secretariat should devote an immediate and careful attention.

vi) Protection of copyright.

In co-operation with the International Union for the Protection of Literary and Artistic Work, the Institute has done useful preliminary work towards the preparation of a new International Convention on Copyright. No doubt UNESCO will take over this matter.

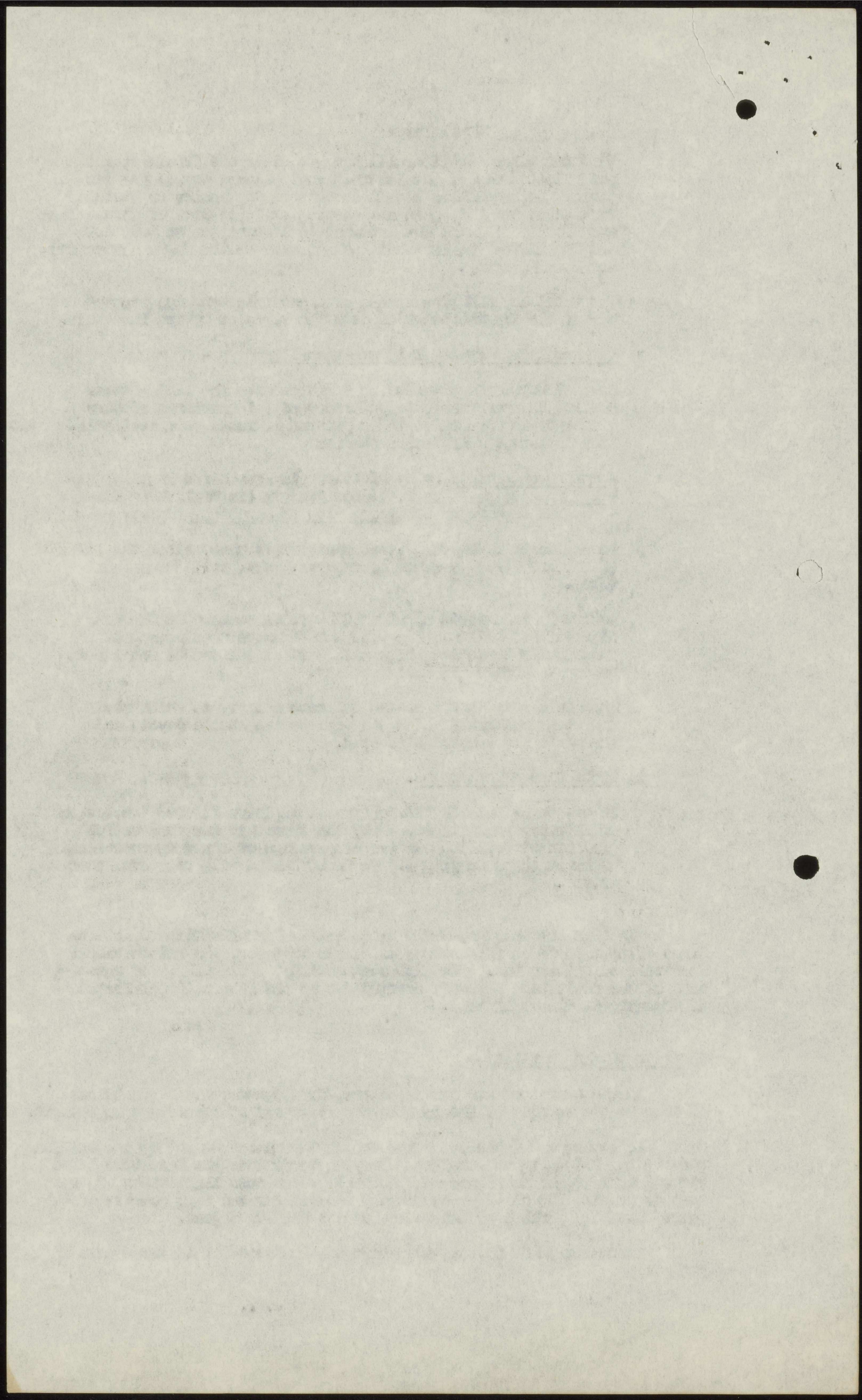
Besides the above specific projects, H. Nyoux mentioned several lines of contact to be followed up with, for instance, the International Institute of Private Law. He also mentioned the advisability of renewing some of the activities formerly carried out by the International Institute of Intellectual Cinema in Rome.

o) Staff of the Institute -

In the course of our conversations, H. Nyoux devoted a great deal of time to the problem of the Institute's staff and of its future employment.

Following the decision of the French Government to cut by one million the credit of 6 millions asked by H. Nyoux to finance the Institute up to the end of 1946, the Institute will actually enter into liquidation after 30th September, its staff being sharply reduced for the last quarter of the year. Thus the problem of future employment becomes urgent.

According to H. Nyoux, the staff can be divided into three main groups:



- i) Senior staff attached for many years to the Institute, highly qualified and with valuable experience -
This group includes the following members: M. Establier (Science); M. Hucquelier (Publications); M. Dumas de Chavannes (formerly attached to the New Institute of Educational Cinema); Madame Halberre (Head of Secretariat); Madame Zifferer (archivist); M. Vrande (Conference of International Studies).
- ii) Senior staff appointed at the end of the war -
This group includes the following members: M. Zaniewiczski (National Commissions); M. Tolk (Revision of Textbooks).
- iii) Technical staff -
This group does not include more than ten to twelve members.

On my request M. Nguyen has agreed to send out presently a set of individual dossiers for each of the members of the Institute's staff which UNESCO might consider taking over.

It is suggested that a joint UNESCO/Institute Commission might examine these dossiers after our arrival in Paris, and prepare recommendations for the attention of the future Director-General.

Meanwhile, part of the technical staff available after 30th September might be taken over by UNESCO as and when the need arises.

IV.

CONCLUSION.

It is obvious from this report that if a smooth transition from the Institute of Intellectual Cooperation to UNESCO is to be ensured between now and the end of the year, the matter will require continuous contact and careful attention so that the very delicate issues involved, of which some are of a personal nature, can be dealt with with as little friction and hardship as possible.

The External Relations Section, besides preparing in consultation with the Legal Section the Agreement required between the Institute and UNESCO, will maintain contact with M. Nguyen and see that the various problems mentioned in this report find a solution satisfactory to both parties./.

(André de Bligny)
External Relations Section.

(Copie)

C.825 (1) M. 280. 1924. XII

(C.I.C.I. 133)

SOCIÉTÉ DES NATIONS
COOPÉRATION INTELLECTUELLE

Lettre du Gouvernement français, au Président du
Conseil de la Société des Nations

Paris, le 8 décembre 1924.

Le Conseil de la Société des Nations ayant accepté en principe, le 9 septembre 1924, l'offre du Gouvernement français relative à la fondation et à l'entretien d'un Institut international de Coopération intellectuelle en renvoyant à l'Assemblée l'examen de certains points, et la cinquième Assemblée ayant pris acte, le 23 septembre 1924, de l'acceptation du Conseil en répondant aux questions posées et en formulant un vœu destiné à souligner le caractère international que l'Institut devra avoir, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement de la République, en conformité de l'offre ci-dessus visée, s'engage à fonder et à entretenir un Institut international de Coopération intellectuelle, mis à la disposition de la Société des Nations et dont le siège social sera à Paris, aux conditions ci-après, étant entendu que seront conservés à l'Institut le caractère et l'organisation générale résultant du rapport de la Commission de Coopération intellectuelle du 29 juillet 1924, approuvé par le Conseil, de la Résolution du Conseil du 9 septembre 1924 et de la dite décision de l'Assemblée:

1°) L'Institut international de Coopération intellectuelle sera administré par un Conseil d'administration composé des

membres en fonctions de la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations. Les règles générales de l'organisation de l'Institut sont déterminées par les statuts organiques annexés à la présente communication.

2°) Le Gouvernement de la République française prendra les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Institut international, comme fondation autonome jouissant de la personnalité civile.

3°) Les locaux nécessaires au fonctionnement des services de l'Institut international seront mis à la disposition du Conseil d'administration par le Gouvernement de la République française. Le Conseil d'administration, dans la mesure où le permettront les locaux dont il disposera, pourra concéder la jouissance de bureaux et salles de réunions aux institutions et associations tendant à développer les relations intellectuelles internationales, qui en feront la demande et lui paraîtront présenter les garanties suffisantes.

4°) Les dépenses d'installation de l'Institut international seront intégralement couvertes par le Gouvernement de la République française, sans que la Société des Nations puisse avoir aucune somme à déboursier pour ses objets, cette Société n'assumant du fait de cette installation aucune responsabilité ou charge financière, ou autre quelle qu'elle soit. Les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Institut, seront couvertes au moyen d'une subvention globale annuelle que le Gouvernement français, sous réserve de l'approbation parlementaire, déclare fixer à la somme de deux millions de francs français. Le Gouvernement français se réserve, au cas où le développement de l'Institut l'exigerait, de demander aux Chambres françaises, une augmentation de la subvention.

Ni l'Etat français, ni la Société des Nations assumeront aucune responsabilité financière ou autre quelle qu'elle soit du fait de la gestion de l'Institut international. Le Conseil d'administration déterminera ultérieurement les règles suivant lesquelles sera établie la responsabilité financière du directeur à l'égard de ce Conseil.

L'Etat français n'encourra aucune responsabilité civile du fait du fonctionnement des services de l'Institut international dont il assure les frais conformément aux alinéas précédents et notamment à l'égard du personnel de l'Institut international, lequel sera exclusivement soumis aux règles fixées, tant par les statuts organiques que par les règlements approuvés et les décisions prises par la Commission de Coopération intellectuelle conformément aux dispositions ci-après.

5°) Des dons, legs et subventions provenant d'autres Gouvernements que celui de la République, d'institutions publiques ou privées, d'associations ou de particuliers, pourront être recueillis par l'Institut international en vertu des décisions du Conseil d'administration.

6°) Les sommes destinées à assurer les frais annuels de fonctionnement et d'entretien de l'Institut seront versées, chaque année, semestriellement et par anticipation, le premier janvier et le premier juillet de chaque année, à une banque désignée d'un commun accord par le Secrétaire général de la Société des Nations et le Gouvernement de la République française. Elles seront retirées de cette banque au fur et à mesure des besoins sur mandat de personnes qualifiées à cet effet par le Conseil d'administration.

7°) En cas de suppression de l'Institut international ci-dessus visé, les terrains, bâtiments et objets mobiliers mis

à la disposition de cet Institut par le Gouvernement de la République française feront retour à l'Etat français. Les objets et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil d'administration, ainsi que toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement resteront la propriété de la Société des Nations. Les institutions et associations à qui la jouissance de locaux aura été concédée par le Conseil d'administration, reprendront chacune leurs meubles et collections propres.

8°) Le Gouvernement de la République française, se réserve le droit de proposer à l'acceptation du Conseil de la Société des Nations et se déclare prêt à examiner, le cas échéant, à la demande dudit Conseil toutes modifications aux présentes conditions dont l'expérience démontrerait l'utilité.

9°) Le Gouvernement de la République prend le présent engagement pour une durée de sept années, il continuera à demeurer en vigueur pour de nouvelles périodes de sept ans; si le Gouvernement de la République française ou la Société des Nations n'ont pas notifié deux ans au moins avant la fin de chaque période, leur intention d'en faire cesser les effets

10°) Le présent engagement est pris par le Gouvernement de la République française sous réserve d'approbation législative et ne deviendra définitif qu'après notification de cette approbation au Secrétaire général de la Société des Nations.

(signé) Ed. HERRIOT

A N N E X E

STATUT ORGANIQUE DE L'INSTITUT

Article 1er

Un Institut international de Coopération intellectuelle mis à la disposition de la Société des Nations, est fondé à Paris, par le Gouvernement de la République française, conformément aux termes de sa lettre au Président du Conseil de la Société des Nations en date du 8 décembre 1924.

Article 2

L'Institut a pour objet principal de préparer les délibérations de la Commission de Coopération intellectuelle, de poursuivre dans tous les pays l'exécution des décisions et recommandations de cette Commission et de travailler, sous la direction de cette Commission et par tous les moyens en son pouvoir, aux progrès de l'organisation du travail intellectuel dans le monde par la collaboration internationale.

Article 3

L'Institut international est indépendant des autorités du pays dans lequel il est établi.

Il correspond directement avec les autorités gouvernementales et administratives chargées dans les différents pays, de l'examen et de la solution des questions se rattachant à son objet.

Article 4

Le Conseil d'administration déterminera, dans chaque cas, après avoir consulté les parties intéressées, et d'accord avec elles, les rapports des institutions mentionnées dans la résolution du Conseil du 9 septembre 1924, ou de toute autre institution de caractère intellectuel avec l'Institut international.

Le Conseil d'administration sera prêt à collaborer avec ces institutions, en vue de résoudre des questions particulières, sans cependant porter en aucune manière atteinte à leur autonomie.

Article 5

Le Conseil d'administration de l'Institut international est composé des membres en fonctions de la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations.

Article 6

Le Conseil d'administration délèguera, avec l'approbation du Conseil de la Société des Nations, 5 personnes de nationalité différente, qui formeront un Comité de direction. Les fonctions du Comité de direction, qui se réunira à Paris au moins tous les deux mois, de même que la durée du mandat de ses membres et le système de roulement selon lequel ils seront renouvelés, seront déterminés par le Conseil d'administration.

Article 7

Le fonctionnement de l'Institut est assuré par un personnel rétribué comprenant :

1 Directeur et des chefs de service nommés par le Conseil d'administration.

Des fonctionnaires nommés par le Comité de direction.

Des agents subalternes et gens de service nommés par le directeur sur la présentation des chefs de service.

Le Conseil d'administration élaborera un statut réglant la situation du personnel. Ce statut sera communiqué au Conseil de la Société des Nations.

Article 8

Le Directeur assiste aux séances du Conseil d'administration et du Comité directeur avec voix consultative.

Article 9

L'Institut est représenté en justice et dans les actes de la vie civile par le Président, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le vice-président du Conseil d'administration.

Toutefois, ce Conseil peut déléguer au Directeur tout ou partie des pouvoirs appartenant, aux termes de cet article, à son Président.

Article 10

La gestion financière de l'Institut sera indépendante de celle de la Société des Nations.

Le Conseil d'administration arrête le budget annuel de l'Institut, dans la limite de la subvention accordée par le Gouvernement français, éventuellement augmentée des ressources provenant d'une autre origine, et approuve le compte rendu des dépenses.

Article 11

Toutes dispositions nécessaires à l'administration de l'Institut sont arrêtées par le Conseil d'administration, sauf dans le cas où il a délégué ses pouvoirs à cet égard au Comité directeur.

Le Conseil d'administration détermine, par décision approuvée par le Conseil de la Société des Nations, les catégories du personnel de l'Institut devant bénéficier des privilèges et immunités diplomatiques, tels qu'ils sont prévus par l'article VII du Pacte.

Article 12

Le règlement relatif au régime financier de l'Institut est arrêté par le Conseil d'administration après avis conforme du service financier de la Société des Nations.

Le Conseil d'administration établira un règlement financier concernant la gestion des finances de l'Institut, notamment le budget, l'affectation et l'emploi des fonds, le placement des capitaux, la comptabilité et le contrôle.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du Conseil de la Société des Nations.

Article 13

Le budget et les comptes de l'Institut sont communiqués chaque année au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations d'une part, au Gouvernement français d'autre part. Les comptes sont vérifiés au moins une fois par an par le Commissaire aux comptes de la Société des Nations. Le rapport de celui-ci est joint au budget et aux comptes communiqués au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations.

Article 14

Un rapport sur l'activité de l'Institut sera adressé, chaque année, au Conseil de la Société des Nations et au Gouvernement de la République française. Il sera communiqué à tous les membres de la Société des Nations.

(signé) Ed. HERRIOT

C O P I E

M. de Maigour

Département Politique Fédéral
Division des Affaires Etrangères,
BERNE

Berne, le 26 avril 1946.

Mon Cher Ami,

Mon Cher Ami,

Merci de votre lettre du 24 avril.

Nous avons eu, la veille, la première séance du Comité de liquidation.

M. Charvériat, qui représente la France, n'avait pu assister à la réunion.

Vous comprendrez qu'il ne me soit pas possible de présenter le cas de l'Institut sans un travail préparatoire. Rien ne presse d'ailleurs puisque nous avons jusqu'à fin 1946.

Il faudrait que l'Institut prépare, à l'intention du Comité une petite documentation, prenne contact avec le représentant de la France et qu'ensemble - d'accord également avec M. COSTA du RELS - nous nous entendions sur la meilleure méthode à suivre.

Je ne vous cacherai pas, je vous l'ai dit, que je n'ai pas trouvé très élégant que l'on n'ait même pas songé à me prévenir de la réouverture de l'Institut, ni à me demander quelles étaient mes intentions éventuelles, le congé que m'avait accordé M. BONNET étant limité à la durée de la guerre, ni à s'enquérir si j'avais une revendication quelconque à formuler.

Néanmoins je suis prêt, par amitié pour l'Institut et en souvenir des neuf années que j'y ai passées, à tenter quelque chose au Comité de liquidation, mais, pour cela, il est absolument nécessaire que je sois "armé" d'arguments et de motifs et il est non moins indispensable que M. Charveriat soit également mis au courant.

Je souhaite que cette petite négociation vous donne
Division des Affaires Étrangères
Belle te évène el chemin de reprendre el noisaco l'ôtneid
vous prie de croire, Mon Cher Ami, à mes sentiments cordiaux
Bernes, le 28 avril 1948.
et dévoués les meilleurs.

D. SECRETAN

Mon Cher Ami,

Merci de votre lettre du 24 avril.

Nous avons eu, la veille, la première séance du Comité

de liquidation.

M. Charveriat, qui représente la France, n'avait pu assis-

ter à la réunion.

Vous comprendrez qu'il ne me soit pas possible de présenter

le cas de l'Institut sans un travail préparatoire. Rien ne presse

d'ailleurs puisque nous avons jusqu'à fin 1948.

Il faudrait que l'Institut prépare, à l'intention du Comité

une petite documentation, prenne contact avec le représentant de

la France et qu'ensemble - d'accord également avec M. COSTA du RLS-

nous nous entendions sur la meilleure méthode à suivre.

Je ne vous cache pas, je vous l'ai dit, que je n'ai pas

trouvé très élégant que l'on n'ait même pas songé à me prévenir

de la réouverture de l'Institut, ni à me demander quelles étaient

mes intentions éventuelles, le songé que m'avait accordé M. BONNET

étant limité à la durée de la guerre, ni à s'engager à j'étais une

revendication quelconque à formuler.

Néanmoins je suis prêt, par amitié pour l'Institut et en

Monsieur Angel ESTABLIER,

souvenir des neuf années que j'y ai passées, à tenter quelque chose

9, Boulevard Jourdan,

en Comité de liquidation, mais, pour cela, il est absolument néces-

Paris XIV^e

savoir que je sois "armé" d'arguments et de motifs et il est non

moins indispensable que M. Charveriat soit également mis au courant.

C O P I E

Département Politique Fédéral
Division des Affaires Etrangères,

BERNE

Berne, le 26 avril 1946.

Mon Cher Ami,

Merci de votre lettre du 24 avril.

Nous avons eu, la veille, la première séance du Comité de liquidation.

M. Charvériat, qui représente la France, n'avait pu assister à la réunion.

Vous comprendrez qu'il ne me soit pas possible de présenter le cas de l'Institut sans un travail préparatoire. Rien ne presse d'ailleurs puisque nous avons jusqu'à fin 1946.

Il faudrait que l'Institut prépare, à l'intention du Comité une petite documentation, prenne contact avec le représentant de la France et qu'ensemble - d'accord également avec M. COSTA du RELS - nous nous entendions sur la meilleure méthode à suivre.

Je ne vous cacherai pas, je vous l'ai dit, que je n'ai pas trouvé très élégant que l'on n'ait même pas songé à me prévenir de la réouverture de l'Institut, ni à me demander quelles étaient mes intentions éventuelles, le congé que m'avait accordé M. BONNET étant limité à la durée de la guerre, ni à s'enquérir si j'avais une revendication quelconque à formuler.

Néanmoins je suis prêt, par amitié pour l'Institut et en souvenir des neuf années que j'y ai passées, à tenter quelque chose au Comité de liquidation, mais, pour cela, il est absolument nécessaire que je sois "armé" d'arguments et de motifs et il est non moins indispensable que M. Charveriat soit également mis au courant

.....

2 1 9 1 2

Je souhaite que cette petite négociation vous donne
bientôt l'occasion de reprendre le chemin de Genève et je
vous prie de croire, mon Cher Ami, à mes sentiments cordiaux
et dévoués les meilleurs.

D. SECRETAN

Mon cher ami,
J'ai eu votre lettre du 24 avril.
Nous allons en, la veille, la première séance du Comité
de liquidation.
M. Charvériat, qui représente la France, n'est pas assis
par la réunion.
Vous comprendrez qu'il ne me soit pas possible de proposer
le cas de l'Institut sans en avoir préparé les bases. Rien ne m'a
d'ailleurs permis de nous en parler jusqu'au 15 mai.
Il faut que l'Institut propose, à l'attention du Comité
une petite documentation, qu'une commission avec la responsabilité
la France et l'ensemble - d'accord également avec M. COSTA DE BEAUREGARD
nous nous emparions sur la meilleure méthode à suivre.
Je ne vous cacherais pas, je vous l'ai dit, que j'ai par
trouvé très éloquent que l'on n'ait pas songé à ne proposer
de la réouverture de l'Institut, ni à ne demander qu'une
une institution éventuelle, le cas que l'avez accordé M. BOUDET
étant limité à la suite de la guerre, et à l'urgence et l'avis de
réouverture préalable à formuler.
Monsieur, je vous prie de m'envoyer, par retour du courrier, le
Monsieur Angel ESTABLIER,
9, Bould Jourdan,
Paris XIV°

1-1111 E IV

UNESCO

NY-P 47

9 April 1948



To: M. de Blonay
From: S. V. Arnaldo
Subject: International Institute of Intellectual Co-operation:
Utilization of Assets by Unesco.

1. This is a reminder that Unesco has two outstanding obligations to the United Nations concerning our utilization of the assets of the Institute, namely:

- (a) Completion of the inventory of the assets of the Institute now in possession of Unesco. (A partial inventory was transmitted to the United Nations, dated 27 May 1947.)

This inventory should cover "the Institute's publications and copyrights now in possession" of Unesco.

- (b) An annual inventory of these assets, as of 31 December 1947.

2. The basis of this reminder is the attached letter of Mr. Adrian Pelt, then Acting Secretary-General of the United Nations, dated 29 July 1947 and addressed to Dr. Huxley.

The basis of the letter is Resolution 71 (I) adopted by the General Assembly on 19 November 1946.

3. Suggestion: I suggest that this matter be officially assigned to Mr. Bemberg, since he has more or less a complete background of the situation and is aware of some of the legal points involved in the problem.

This matter may come up at the forthcoming General Assembly in September and it is best that we are prepared.

I should think also that such an important matter as the transfer of assets of another institution to our possession, calls for a rendering of account to our own General Conference in Beirut in October.

cc. DG
DDG
Comptroller

ON

1 VI 11 E IV

U W I S O C



NY-9-12

To: M. de Bienvy
From: S. V. Armand

Subject: International Institute of Intellectual Co-operation
Utilization of assets by Unesco.

1. This is a reminder that Unesco has two outstanding obligations to the United Nations concerning our utilization of the assets of the Institute.
Namely:

- (a) Completion of the inventory of the assets of the Institute now in possession of Unesco. (A partial inventory was transmitted to the United Nations, dated 29 May 1954.) This inventory should cover "the Institute's publications and copyrights now in possession" of Unesco.
- (b) An annual inventory of these assets, as of 31 December 1954.
- 2. The basis of this reminder is the attached letter of Mr. Armand, dated 29 May 1954, addressed to Mr. Bienvy.
- The basis of the letter is Resolution VI (1) adopted by the General Assembly on 19 November 1953.

3. Suggestion: I suggest that this matter be officially assigned to Mr. Bienvy, since he has more or less a complete background of the situation and is aware of some of the legal points involved in the problem.

This matter may come up at the forthcoming General Assembly in September and it is best that we are prepared.

I should like also that such an important matter as the transfer of assets of another institution to our possession, call for a reminder of account to our own General Conference in Beirut in October.

Ch

cc: Mr. Bienvy
Mr. Armand
Controller

C O P Y

UNITED NATIONS
LAKE SUCCESS NEW YORK

Ref: 463-3-6-1/AGK

29 July 1947

Sir,

In pursuance of Resolution 71(I) adopted by the General Assembly on 19 November 1946, I am happy to grant herewith to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation authorisation for the utilisation of the assets of the International Institute of Intellectual Co-operation, transferred by the League of Nations to the United Nations.

This authorisation leaves the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation free to utilise these assets in accordance with the terms of the resolution so that continuity of the work performed by the Institute shall be ensured. The present authorisation is granted for an indefinite period and may be terminated by either side upon six months' notification.

The present letter will also acknowledge the receipt of your letter of 6 March 1947 and of the partial inventory of these assets dated 27 May received through your permanent representative at Lake Success. As a condition for the utilisation of these assets, the United Nations would expect to receive from the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation an annual inventory at the end of each calendar year. In order to complete the inventory now on hand, an addendum covering the Institute's publications and copyrights now in the possession of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation would be appreciated.

I have the honour to be,

Sir,

Your obedient Servant,

(signed - A. PELT)

Adrian Pelt
Acting Secretary-General

Dr. Julian Huxley,
Director-General,
United Nations Educational, Scientific
and Cultural Organisation,
UNESCO House,
19 Avenue Kléber,
Paris 16e,
France.

CONFIDENTIAL

UNITED STATES
DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON, D.C.

22 July 1947

Ref: 100-3-1/100

Sir,

In accordance with Resolution VI(1) adopted by the General Assembly on 19 November 1946, I am happy to transmit herewith to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization for the utilization of the assets of the International Institute of Intellectual Cooperation, transferred by the League of Nations to the United Nations.

This authorization leaves the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization free to utilize these assets in accordance with the terms of the resolution and that consistency of the work performed by the Institute shall be assured. The present authorization is granted for an indefinite period and may be terminated by either side upon six months' notification.

The present letter will also acknowledge the receipt of your letter of 6 March 1947 and of the partial inventory of these assets dated 27 May received through your permanent representative to the United Nations. As a condition for the utilization of these assets, the United Nations would expect to receive from the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization an annual inventory at the end of each calendar year. In order to complete the inventory now on hand, an additional inventory of the Institute's publications and copyrights now in the possession of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization would be appreciated.

I have the honor to be,

Sir,

Yours obedient servant,

(Signed - A. BELT)

Acting Secretary-General

Dr. Julian Huxley,
Director-General,
United Nations Educational, Scientific
and Cultural Organization,
UNESCO House,
19 Avenue Kléber,
Paris 16,
France.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
OUR L'EDUCATION, LA SCIENCE & LA CULTURE

COMMISSION PREPARATOIRE

Telephone : Sloane 9971
Telegrams : Preunesco, London

Your No.

Our No.

HW.
UNITED NATIONS EDUCATIONAL,
SCIENTIFIC & CULTURAL ORGANISATION

PREPARATORY COMMISSION

46, Belgrave Square,
London, S.W.1

Please address all correspondence to
The Executive Secretary

August 21, 1946

MEMORANDUM

TO: Dr. Huxley
FROM: Howard E. Wilson
SUBJECT: UNESCO Relations with Institute of Intellectual
Cooperation

X
1. At the Executive Meeting in May, when you reported on your visit to Paris, you stated that we would come to an agreement with the Institute when we were formally established in November. To this statement Seydoux and Richard Johnson took firm exception, insisting that their point of view be written in the minutes - namely, that we should come to an agreement with the Institute at the earliest possible time. Johnson later wrote a letter regarding the minutes as circulated, again insisting on this point. The matter has been raised at several meetings since then. About two weeks ago I talked with you about it, and you said you would write Mayoux telling him we would negotiate as soon as we had moved to Paris. Seydoux and Brunauer have had long discussions with me on the matter this week and are quite insistent on early action.

2. The negotiations are somewhat complicated by the fact that the Institute is legally property of U.N. However, there is apparently no doubt that U.N. will agree to whatever arrangements are made between us and Mayoux, and approved by the French Government. We ought to have an agreement ready to submit to the general assembly in September and the General Conference in November.

3. I suggest that negotiations be entrusted at once to our External Relations Section. Mr. de Blonay is well informed on this whole matter and is a capable and friendly negotiator. He is going to the Continent at the end of this week. If you agree, let us charge him with responsibility for working out a draft agreement with Mayoux for our examination. He should have this ready before the end of August.

4. A remote possibility involved in the agreement is that Mayoux should be made the head of our New York office. I shall have more to report on this matter when I return from New York. As you know, my chief task there is an appraisal of Darchambeau's office and of our needs there.

HEW:bcb

